

chel Junot
des juifs

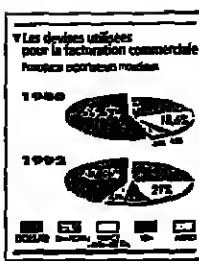
Le prix de l'eau
augmente
de 40 %
à Paris



Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

Le nouveau
partage monétaire
6 pages
d'offres d'emplois



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16182 - 7 F

MARDI 4 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'argent disparu des déportés du camp de Drancy

QUE SONT DEVENUS les biens confisqués à des milliers de juifs lors de leur arrivée au camp français de Drancy, antichambre des camps d'extermination nazis ? Un rapport de juillet 1944 évalue à 24 millions de francs (près de 22 millions de francs actuels) les sommes saisies. La moitié en a été transférée à la Caisse des dépôts et consignations. Sur quels comptes, pour quels usages ? Les responsables de la Caisse des dépôts se déclarent dans l'incapacité de répondre. Un géoéconome, François-Louis A'Weng, a retrouvé des héritiers et ayants droit des déportés. Dimanche 2 février, Henri Hajdenberg, président du CRIF, a déclaré : « La réparation financière de cette immense spoliation est impossible. »

Lire pages 9 et 16

La droite retire sa liste à Vitrolles pour faire barrage au Front national

M^{me} Mégret a recueilli 46,69 % au premier tour de l'élection municipale

LE RPR ET L'UDF ont décidé de pratiquer le « front républicain » face au Front national au second tour des élections municipales de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, en donnant consigne à la liste de la majorité, arrivée en troisième position dimanche 2 février, de se retirer. « Quant aux élections et aux électeurs attachés aux valeurs républicaines, il leur appartient de prendre leurs responsabilités au second tour », a déclaré Alain Juppé, lundi matin, sur France-Inter. Jean-Claude Gaudin, président UDF du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, maire de Marseille et ministre de l'aménagement du territoire, a souligné « le danger que présenterait l'éventuelle élection de la candidate Front national ». Les dirigeants de la gauche, qui s'étaient abstenus de faire campagne pour le premier tour en faveur du maire sortant, se rendront sur place le 5 février.

Lire pages 6 et 14
et notre éditorial page 15



Thomson : Alcatel s'allie à Aerospatiale et Dassault

M. Juppé confirme la privatisation

LES NOUVELLES MODALITÉS de privatisation de Thomson-CSF seront bientôt connues, a indiqué le premier ministre, lundi 3 février sur France Inter. Alain Juppé confirme ainsi sa volonté de mener la privatisation à son terme. La première procédure avait échoué le 4 décembre après que la commission de privatisation eut repoussé « la préférence » qu'avait donnée le gouvernement à la reprise de Thomson par le groupe Lagardère. « D'ici la fin du mois de février, nous serons en mesure d'annoncer très clairement la [nouvelle] procédure », a déclaré M. Juppé. Il a souligné que des partenaires européens s'associent à l'opération pour ne pas perdre de retard face aux États-Unis.

Le gouvernement hésite toujours entre une vente de gré à gré (ce choisissant lui-même le repreneur comme dans la première procédure), une vente en Bourse avec ou sans groupe d'actionnaires stables ou un panachage des différentes formules.

Les candidats demeurent les mêmes : le groupe Lagardère et Alcatel Alsthom. Le PDG d'Alcatel Alsthom a présenté une nouvelle offre, en se rapprochant du futur pôle aéronautique Aerospatiale-Dassault, dont l'intérêt pour Thomson-CSF était connu. Le Monde a obtenu confirmation de cette information révélée par Les Echos lundi. Les deux avions apporteraient leurs actifs industriels liés à l'électronique, aux satellites et aux missiles, tandis qu'Alcatel Alsthom fournirait l'argent pour le rachat des 58 % de Thomson-CSF détenus par l'Etat.

Le gouvernement ne peut se permettre un nouvel échec. Il doit arbitrer entre une logique de restructuration qui rapproche les avions des électroniques et une autre qui mise sur un effet de taille en unissant les électroniques entre eux. A moins qu'un accord entre tous les protagonistes soit finalement trouvé.

Lire page 19

Violence policière à Belgrade

La police anti-émeutes serbe a chargé, dimanche 2 février, les manifestants de Belgrade. p. 2

Algérie : Saïd Sadi garde un « espoir »

Pour le leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie, la situation en Algérie ne se résume pas à un face à face entre islamistes et militaires. p. 4

La facture du GAN

Didier Pfeiffer, son nouveau président, s'apprête à remettre à Jean Arthuis un état des lieux de la compagnie d'assurances publique dont la recapitalisation devrait coûter entre 15 et 20 milliards de francs à l'Etat. p. 18

Inquiétude pour le Caucase

Georges Charachidze, spécialiste du Caucase, déclare au Monde, qu'« entre Russes et Tchétchènes, aucun compromis n'est possible ». p. 16

Alerte au chômage en Haute-Normandie

Dans l'Eure et la Seine-Maritime, plans sociaux et fermetures d'entreprises se multiplient. Le taux de chômage a dépassé les 15 %. p. 13

Architecture années 30

Dessins, maquettes et photographies offrent, au Musée des monuments français, à Paris, un tableau des utopies et inquiétudes que révèle la création architecturale des années 30. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 100 P ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRO ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; Royaume-Uni, 9 F ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 10 KRS ; Suisse, 2,50 SFR ; Tchécoslovaquie, 120 Kčs ; USA (NY), 5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 204 - 7,00 F

Le « fantôme de la Maison Blanche » mène l'enquête sur Bill Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant
Il a le physique de l'emploi : 1,98 mètre, baraqué, photogénique. Dans *A la poursuite d'« Octobre-Rouge »*, il était amiral ; dans *Dans la ligne de mire*, secrétaire général de la Maison Blanche, et directeur de la CIA dans *Sens unique*. Fred Thompson, a également interprété, au cinéma, le rôle d'un sénateur. Puis il est devenu. Sénateur républicain du Tennessee, il sera, grande nature, l'inquisiteur en chef des États-Unis pendant des mois.

Fred Thompson est président de la commission sénatoriale pour les affaires gouvernementales, laquelle va s'atteler à une enquête de longue haleine sur les financements douteux ou illicites ayant alimenté la campagne électorale de Bill Clinton et du Parti démocrate. Est-ce dû à son goût pour les superproductions, ou simplement à sa conviction que les révélations publiées jour après jour par la presse ne représentent que la partie émergée de l'iceberg ? Toujours est-il que Fred Thompson souhaite obtenir 6,5 millions de dollars (près de 36 millions de francs) pour financer sa commission. Il compte recruter au moins quatre-vingts enquêteurs.

Les démocrates ont fait une contre-proposition à 1,8 million de dollars, tout en cherchant à imposer la date limite du 31 décembre 1997 pour les auditions. Mais Fred Thompson, soutenu par le Parti républicain, n'a rien voulu savoir. L'enquête, a-t-il souligné, doit être à la fois « approfondie » et d'une ampleur « sans précédent », notamment parce qu'une dizaine de pays étrangers sont soupçonnés d'avoir versé des contributions électorales aux partis politiques, ce qui n'exclut pas les républicains. Tout dépendra de la coopération manifestée par la Maison Blanche, a-t-il ajouté. Si celle-ci trahit les papiers pour fournir les documents requis, il n'hésitera pas à aller devant les tribunaux. Bill Clinton s'est empressé d'affirmer que tous ses collaborateurs étaient prêts à aider la commission.

La personnalité de Fred Thompson a de quoi inquiéter la présidence. En 1974, alors jeune avocat républicain, il s'était distingué lors des auditions sénatoriales sur le scandale du Watergate. Mettant de côté ses préférences partisans, il avait accusé un collaborateur de Richard Nixon à avoir l'existence d'un système d'enregistrement à la Maison

Blanche. Fred Thompson est récemment revenu, à toutes fins utiles, sur cet épisode. Avec un superbe lapsus, le « fantôme de la Maison Blanche » a rappelé que l'« ancien président Clinton » (au lieu de Nixon) avait en vain exigé du « privilège de l'exécutif » pour refuser de rendre publiques les bandes magnétiques enregistrées dans le « bureau ovale ». Certains républicains font de plus en plus souvent référence au Watergate, qu'ils se font rabrouer par leurs chefs de file : c'est une « grosse erreur », a souligné Arlen Specter, de commencer cette enquête en établissant un parallèle entre le Watergate et les faits reprochés à M. Clinton.

En demandant 6,5 millions de dollars pour son budget, Fred Thompson avait sans doute le Watergate à l'esprit. Le coût de l'enquête sur le scandale qui a interrompu le second mandat de Richard Nixon avait atteint 6,9 millions de dollars, contre 6 millions de dollars pour l'irangate (les ventes d'armes à l'Iran ayant servi à financer les « contras » nicaraguayens), et 1,8 million de dollars pour l'affaire Whitewater.

Laurent Zecchini

Le défi du ski français à l'Italie

LUC ALPHAND n'a gagné qu'un seul titre mondial, celui de la descente juniors. C'était en 1983 à Sestrières. Quatorze ans après, le Français, leader de la Coupe du monde de slalom alpin, revient dans la station italienne avec l'ambition d'inscrire son nom au palmarès de la descente, samedi 8 février. En ouverture des championnats du monde, il devait d'abord tester, lundi, de briller dans le super G, épreuve qui coïncide avec la descente. Le public transalpin attend sa confrontation avec Kristian Ghedina et aspire à une ultime triomphe d'Alberto Tomba « la Bomba ». A lire aussi, un entretien avec Michel Denisot, président délégué du PSG, sur l'avenir du club parisien après ses récents échecs.

Lire pages 21 à 23

POINT DE VUE

Justice pour la justice

par Robert Badinter

ASSEZ. Assez de cette sinistresse judiciaire, de cette représentation affligeante de la justice française. Assez de cette autoflagellation permanente, y compris dans les corps judiciaires. Assez de ces sondages où les questions posées recouvrent des données si complexes que le sondé ne fait le plus souvent que reproduire ce qu'il lit ou entend répéter.

A ce jeu de miroirs déformants qu'est devenu le débat sur la justice, la réalité est perdue de vue. Et une image faussée se substitue à elle dans l'esprit du public.

C'est pourquoi, après tant d'années passées au sein de nos institutions judiciaires, et tant de voyages où j'ai observé la justice en des pays divers, le le dis haut et fort : non, la justice française ne mérite pas le procès permanent qu'on lui fait, et auquel tant de ses membres contribuent volontiers, avec une passion singulièrement masochiste.

Sans doute, la justice française n'est pas la meilleure qui soit en ce monde. Mais elle peut se comparer sans honte, et souvent à son avantage, avec la quasi-totalité des justices des démocraties occiden-

tales. Pour ne pas parler des autres. Ainsi, témoignant pour notre justice et ceux qui y œuvrent, je rappellerai quelques vérités ignorées ou méconnues. S'agissant de la justice au quotidien, il faut d'abord mesurer, avant d'oeuvrer le procès, que, à aucune époque de notre histoire, la demande de justice n'a été aussi forte qu'aujourd'hui.

Quand on évoque les retards et les lenteurs de la justice, on oublie de mentionner l'accroissement prodigieux, en quinze ans, du nombre des affaires qui lui sont soumises. En matière civile, commerciale et sociale, là où nos juridictions rendaient 1 158 733 décisions au fond en 1981, elles en ont prononcé 1 806 357 en 1995. Combien d'autres institutions, combien de services publics peuvent se targuer d'un tel progrès ?

Lire la suite page 17

Robert Badinter, sénateur (PS) des Hauts-de-Seine, est ancien ministre de la Justice et ancien président du Conseil constitutionnel.

L'art à la ferraille



JEAN-FRANÇOIS COADOU

QUARANTE ŒUVRES d'un sculpteur de quarante-huit ans, qui devait exposer à New York en février, puis à Marseille et Grenoble, ont été découpées au chalumeau et vendues par un ferrailleur. Jean-François Coadou entreposait ses sculptures monumentales à Gréasque (Bouches-du-Rhône), dans un lieu qu'on a « démenagé » sans l'en avertir.

Lire page 27

International	2	Aujourd'hui	21
France	6	Jour	23
Société	9	Météorologie	24
Carnet	12	Culture	25
Régions	13	Communication	29
Horizons	14	Abonnements	30
Entreprises	18	Radio-Télévision	30
Finances/marchés	20	Kiosque	31

صوتنا من الداخل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

EX-YOUGOSLAVIE La police anti-émeutes serbe a chargé, dimanche 2 février, les opposants au président Slobodan Milosevic avec des matraques et des canons à eau, frappant des dizaines de personnes qui tentaient de lui échapper dans les rues du centre de Belgrade. D'après la chaîne de télévision BK, une cinquantaine de personnes ont dû recevoir des soins dans des hôpitaux de la ville. Selon la radio indépendante B-92, l'un des trois dirigeants de l'opposition, M. Vesna Pesic, a été frappé par la police, et légèrement blessée à la main.

défilaient dans le centre de Belgrade. Cette intervention a fait de nombreux blessés, y compris parmi les dirigeants de l'opposition et du mouvement étudiant. C'est la plus brutale

depuis le début des protestations pour la reconnaissance de la victoire de la coalition « Ensemble » dans quatorze grandes villes aux élections du 17 novembre 1996. ● CETTE RÉ-

PRESSION intervient alors que l'on s'attend à une initiative du pouvoir pour sortir de la crise. Le président de la République fédérale de Yougoslavie, Zoran Djindjic, s'était prononcé en

fin de semaine dernière pour un « compromis » avec l'opposition. ● EN BOSNIE, la tension monte à propos de la ville de Brcko que se disputent Serbes et Bosniaques.

La police serbe réprime brutalement les manifestants à Belgrade

Les forces anti-émeutes sont intervenues pour empêcher la tenue du rassemblement quotidien de l'opposition. Plusieurs personnes ont été arrêtées et des dizaines d'autres blessées

LA POLICE ANTI-ÉMEUTES serbe a chargé, dimanche 2 février, les opposants au président Slobodan Milosevic avec des matraques et des canons à eau, frappant des dizaines de personnes qui tentaient de lui échapper dans les rues du centre de Belgrade. D'après la chaîne de télévision BK, une cinquantaine de personnes ont dû recevoir des soins dans des hôpitaux de la ville. Selon la radio indépendante B-92, l'un des trois dirigeants de l'opposition, M. Vesna Pesic, a été frappé par la police, et légèrement blessée à la main.

« Il y a eu des blessures graves », a indiqué le docteur Slobodan Ivanovic, de la clinique privée Anlava qui assure bénévolement une permanence quotidienne aux côtés des manifestants. Il a notamment précisé que Ratko Kostic, un des leaders étudiants de l'Université de Belgrade, avait deux dents cassées et une fracture du nez après avoir été frappé à coups de matraque.



radiquement érigées. Plusieurs personnes auraient été arrêtées selon l'opposition. Des journalistes et cameramen ont été frappés malgré leurs accréditations. L'équipe de la chaîne de télévision BK a été appréhendée et ses films confisqués par les forces de l'ordre. Des cars de police ont été envoyés en renfort après minuit et le calme n'a été rétabli qu'aux alentours de 2 heures, la

police continuant toutefois de contrôler tout groupe de plus de trois personnes quittant le centre ville.

POURSUITE DES MANIFESTATIONS Zoran Djindjic, l'un des trois dirigeants de l'opposition, président du Parti radical, a accusé le président Milosevic d'avoir « perdu le contrôle de ses nerfs ». « La manifestation d'aujourd'hui n'était en rien différente des autres, a-t-il expliqué, et il n'y avait aucune raison pour justifier une utilisation brutale de la force contre des manifestants pacifiques ». M. Djindjic a indiqué que l'opposition « allait continuer les manifestations » et a demandé « aux citoyens d'écouter attentivement les radios libres » pour s'informer des prochaines initiatives qui seront prises. Dans un communiqué, l'opposition a annoncé que les manifestations de lundi commenceraient dorénavant à 15 heures sur la place de la République, et non plus dans la soirée. L'un des dirigeants du mouvement étudiant, Radonja Mirkovic, a de son côté déclaré à la radio B-92 que la réponse des étudiants à la

violence policière serait « plus musclée ». Le durcissement des autorités intervient alors que l'on s'attendait plutôt à un début d'apaisement. Le mandat des élus municipaux à Belgrade expire mardi. Si la nouvelle assemblée n'est pas constituée à cette date, la capitale devra être placée sous administration provisoire par le gouvernement serbe, mais le risque d'accroître l'irritation de la communauté internationale.

Le président de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), Zoran Djindjic, considéré comme l'interprète fidèle de la pensée du président de Serbie, s'est déclaré jeudi pour la reconnaissance des victoires de l'opposition, et avait appelé à un « compromis » entre le pouvoir et l'opposition, en indiquant que, selon lui, « une solution devrait être trouvée dans les jours qui viennent ». « Nous nous attendons à ce que certaines offres soient faites peut-être lundi », avait même déclaré samedi, Zoran Djindjic, avant que les forces de l'ordre n'interviennent brutalement. (AFP/Reuters)

M. Draskovic fait état de tirs contre sa voiture

L'un des trois dirigeants de la coalition de l'opposition, Vuk Draskovic (président du Mouvement du renouveau serbe), a affirmé dans une déclaration à la radio indépendante B-92 que sa voiture avait été visée par des tirs, lundi 3 février. M. Draskovic, qui affirmait s'exprimer depuis « l'opposition d'un ami », a déclaré que ces tirs se sont produits pendant une course-poursuite dans les rues du centre de Belgrade, après l'intervention de la police contre des manifestants de l'opposition.

Belgrade et treize autres municipalités revendiquées par l'opposition

● **Elections.** Depuis soixante-quinze jours, l'opposition en Serbie réclame la reconnaissance de sa victoire électorale aux élections municipales du 17 novembre, où elle affirme avoir remporté la majorité dans quatorze villes du pays, dont la capitale, Belgrade.

● **Rapport.** La mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), conduite par l'ancien président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, a établi, dans un

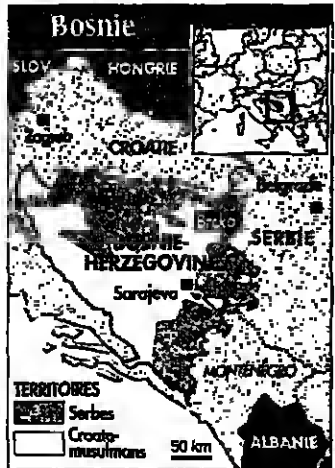
rapport rendu public le 27 décembre, que l'opposition avait bien été victorieuse dans les quatorze villes qu'elle revendique.

● **Gouvernement.** En réponse aux conclusions de l'OSCE, les autorités de Serbie ont reconnu leur défaite dans quelques villes de province (dont les deux plus importantes, Nis et Kragujevac) ainsi que dans neuf circonscriptions de Belgrade, mais en s'abstenant de préciser le score du conseil municipal de Belgrade (l'organe le plus important, qui désigne le maire et le président du conseil exécutif). Et le gouvernement de Slobodan

La dispute sur le sort de Brcko, en Bosnie, met en cause la paix de Dayton

SARAJEVO de notre correspondant

Le sort de la ville de Brcko, qui n'avait pas pu être réglé lors des négociations de Dayton à l'automne 1995, crée de nouvelles tensions en Bosnie-Herzégovine. Une commission d'arbitrage, menée par le diplomate américain Robert Owen, doit prendre une décision le 15 février. Les Serbes, qui contrôlent actuellement Brcko, ont prévenu qu'ils ne participeraient pas sans combattre, tandis que les Bosniaques revendiquent cette ville stratégique du nord-est du pays.



Brcko est un double verrou. Pour les Serbes, le « corridor de Brcko », large de 8 kilomètres, permet de relier les territoires de Bosnie orientale (Pale) et occidentale (Banja Luka) ; s'ils perdent Brcko, la République serbe éclate. Pour les Bosniaques, le port de Brcko est l'unique accès éventuel à l'Europe centrale, par la Save et le Danube, alors qu'ils sont déjà dépourvus d'accès à la mer Adriatique. La ville, premier port fluvial et système agglomération du pays, est en outre un important nœud de communications routières et ferroviaires.

D'autre part, Sarajevo fait du retour croato-musulman à Brcko une question éminemment politique. La ville fut le théâtre d'une violente campagne de « purification ethnique » en 1992, des prisonniers ont disparu après avoir été emmenés dans l'usine à viande de la ville, et les organisations internationales ont recensé plusieurs milliers de personnes. Une écrasante majorité de la population a été expulsée ou exé-

cutée par les soldats serbes. Les 44 000 habitants d'avant-guerre (47 % de Musulmans, 22 % de Croates et 20 % de Serbes) ne sont plus à Brcko, mis à part de rares Serbes qui n'ont pas fui les combats à l'époque. En revanche, depuis que l'accord de paix a été signé, le pouvoir de Pale y a installé 30 000 réfugiés serbes venus d'ailleurs. La ville est devenue un parfait exemple de la « purification ethnique » en temps de paix menée par la République serbe, soucieuse d'entretenir la séparation des communautés bosniaques.

« La décision sur Brcko tiendra compte des aspects territoriaux, juridiques et économiques du problème. Mais il ne faut pas négliger l'aspect émotionnel, ni politique, commente Cazim Sadikovic, le délégué bosniaque à la commission d'arbitrage. Entre 3 000 et 7 000 personnes ont été massacrées à Brcko par les milices d'Arkan et de Vojislav Seselj. Par ailleurs, la République serbe y a emmené des réfugiés depuis un an, sans que la communauté internationale réagisse. » « Brcko, c'est la Bosnie-Herzégovine en miniature, conclut M. Sadikovic. Une bonne décision peut être un moteur pour la réintégration du pays et le retour des réfugiés. Une mauvaise décision ne peut en revanche qu'attiser la volonté de séparation des Serbes et la rancœur des réfugiés, qui attendent depuis cinq ans de rentrer à Brcko. »

Revue Coran et Développement

- Coton et environnement
- L'impact de la privatisation dans les pays africains de la zone franc
- Le coton au Ghana
- Les conférences de Washington (ITMF) et de Tachkent (CCIC)
- Le coton en Argentine
- Conjoncture

Annuaire d'abonnement

COTON ET DÉVELOPPEMENT
(revue trimestrielle)
13, rue de Valenciennes - 75013 Paris
tél. 01 42 99 51 00 - télécopie 01 42 94 74 74

TARIFS

FRANCE 100 F/an (hors taxes)
120 F/an (hors taxes)
ÉTRANGER 120 F/an (hors taxes)
140 F/an (hors taxes)

A Moscou, M. Gorbachev du rétablissement

Les présidents ont été...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...

Le sort de l'Etat géorgien

Le sort de l'Etat géorgien...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...

Le succès de la marche pour l'

Le succès de la marche pour l'...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...
Le rétablissement...
M. Gorbachev...
Moscou...

A Moscou, M. Chirac s'est réjoui du rétablissement de Boris Eltsine

Les deux présidents ont débattu de l'élargissement de l'OTAN

Recevant le chef de l'Etat français, dimanche 2 février, près de Moscou, le président russe est apparu quelques instants à la télévision, capable

d'accueillir son hôte par -15 degrés. A l'issue d'une conversation qui a notamment porté sur l'OTAN, les Russes se sont dits satisfaits des po-

sitions de la France sur ce sujet. La Russie tout en restant opposée à l'élargissement accepte d'en négocier les conditions.

MOSCOU

de notre correspondante
Jacques Chirac a fait d'ostensibles efforts pour éviter que l'intérêt des médias, à l'issue de sa rencontre avec Boris Eltsine, dimanche 2 février près de Moscou, ne se limite à la santé de ce dernier. Le président français a même lancé des phrases nouvelles sur l'OTAN, lors d'un rapide point de presse à l'aéroport avant son départ. Mais en vain : ce qui a surtout marqué, c'est que son « ami Boris » était apparu l'après-midi à ses côtés dans une forme suffisante pour être filmé, durant trois minutes, par la chaîne de télévision France 2.

M. Eltsine a semblé amaigri, mais capable d'attendre une minute son hôte sur le perron par -15 degrés, de faire quelques pas pour s'asseoir sans trop de difficultés et dire, d'une voix assurée, à l'adresse de Jacques Chirac : « Je te suis reconnaissant pour ta contribution personnelle à notre travail. C'est la rencontre de deux présidents, de deux dirigeants européens, d'amis liés par des relations de partenariat privilégié. » Les discussions se seraient en-

suite prolongées près de trois heures, entre un tête-à-tête et un déjeuner de travail. Le repas « fut prolongé d'une demi-heure », a-t-on dit côté français ; « d'une heure », a-t-on renchéri côté russe. Résultat : « J'ai retrouvé le Boris Nikolaevitch que j'ai toujours connu », a déclaré Jacques Chirac. Evidemment, il a subi une opération, il est légitime qu'il ait un certain délai pour retrouver la forme. Mais j'ai été très impressionné par la rapidité de son rétablissement (...). La clarté, la précision de son discours, a-t-il ajouté. Qualifiant sèchement « d'infirmité » une question sur la santé de son hôte, il s'est réjoui d'être interrogé sur « l'essentiel » : la sécurité européenne.

Selon Jacques Chirac, Boris Eltsine a « précisé les conditions de la Russie pour qu'un accord puisse être passé entre elle et les Alliés ». L'OTAN attendait avec impatience que Moscou fournisse de telles précisions, c'est-à-dire des contre-propositions aux plans de l'Alliance, pour que la négociation puisse s'engager. Le président français a ainsi confirmé le résultat de la rencontre du 20 janvier entre le secrétaire gé-

néral de l'OTAN, Javier Solana, et le ministre russe des affaires étrangères, Gennadi Primakov, qui vont se revoir le 23 février : la Russie, tout en restant opposée à l'élargissement, a accepté d'en négocier les conditions - y compris, dit-on, financières.

CHARTRE OU TRAITE ?

« J'ai tiré la conviction, pour peu que chacun y mette un peu du sien, a déclaré M. Chirac, qu'un accord (...) pourrait intervenir avec la Russie avant même le sommet de Madrid » du 7 juillet, date à laquelle l'OTAN doit décider de son élargissement. Phrase qui ne peut que plaire au Kremlin, qui a toujours demandé qu'un accord OTAN-Russie précède tout accord OTAN-pays candidats à l'adhésion, à quel Washington s'oppose. Jacques Chirac a défilé les Américains sur la question du « traité juridiquement contraignant » que la Russie souhaite signer avec l'OTAN, alors que Washington veut se limiter à une « charte » politique. Le Kremlin dit que l'Ouest l'a déjà trompé une fois en promettant à Mikhaïl Gorba-

tchev, pour qu'il accepte la réunification allemande, de ne pas étendre l'OTAN vers l'est. Mais, en filigrane, perçoit l'espoir russe que tout le processus d'élargissement se bloque, car un traité, à la différence d'une charte, doit être ratifié par les Parlements concernés et certains, comme celui de la Turquie, pourraient traîner pour le faire.

« La France ne prend pas position sur ce sujet », a déclaré M. Chirac, en précisant qu'entre une charte et un traité « il y a un large éventail de possibilités, et dans une marge de discussion ». M. Clinton a pris soin de téléphoner à M. Chirac trois jours avant son voyage à Moscou, pour lui rappeler « l'importance d'une charte » à signer avec la Russie. Toujours est-il que Boris Eltsine, selon son porte-parole, a été « très satisfait » de son entretien avec Jacques Chirac, alors que les médias russes rappelaient dimanche avec plaisir que « l'anti-américanisme traditionnel » de la France est un « atout » pour Moscou.

Sophie Shihab

Le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, en visite à Paris

TBILISSI

de notre envoyé spécial
En apparence, rien ne distingue la Géorgie, petite République de 5,5 millions d'habitants bordant la mer Noire, de l'Arménie ou de l'Azerbaïdjan, ses voisines de Transcaucasie. Les trois Républiques, issues de l'éclatement de l'URSS en 1991, présentent tous les avatars du postsoviétisme. Laminées par les conflits interethniques, victimes d'une crise économique sans précédent et consécutive à la rupture des liens avec le centre, toutes trois ont opéré, à des degrés divers, un « retour » dans le giron russe. Pourtant, celle qui était de loin la plus prospère des Républiques soviétiques, après avoir été plongée pendant trois ans dans la guerre civile et le chaos, connaît aujourd'hui la stabilité interne ainsi qu'une nette amélioration de ses indicateurs économiques.

L'inflation a été maîtrisée (30 % en 1996, contre 183 % l'année précédente), la monnaie locale, le lari, est stable (1 dollar vaut 5,25 laris), et les bandes armées qui avaient mis le pays en coupe réglée sont désormais sous les verrous. La capitale, Tbilissi, surnommée parfois « la Florence du Caucase », aux balcons ouverts, ne résonne plus, la nuit, de rafales d'armes automatiques. Un moratoire a été décrété sur la peine de mort. La liberté d'expression est plus grande qu'en Arménie ou en Azerbaïdjan. De multiples courants d'opposition s'expriment et les « zviadistes », les partisans de l'ancien président nationaliste, Zviad Gamsakhouria, ont leur presse. « La stabilité de la Géorgie dépend de moi », aime à répéter celui qui fut pendant cinq ans le

ministre des affaires étrangères de la perestroïka. Revenu en héros dans son fief natal en février 1992, juste après le renversement du président Gamsakhouria, Edouard Chevardnadze est désormais salué en héros par tous, y compris par ses détracteurs les plus acharnés, pour avoir ramené le pays à une vie « normale ».

Pourtant de nombreux problèmes subsistent : l'électricité n'est fournie que six heures par jour, la plupart des entreprises stagnent, le niveau de vie est bas (le salaire minimum s'élève à 16 laris dans le secteur public et 40 dans le privé) et la « Géorgie » mettra, dit-on, plusieurs années avant de retrouver un niveau de vie comparable à celui de l'époque soviétique.

LA CLÉ DU PROBLÈME ABKHAZIE

Mais le seul problème susceptible, à l'heure actuelle, d'ébranler la fragile stabilité intérieure géorgienne est celui de son intégrité territoriale. Depuis l'indépendance, le pays a perdu le contrôle de 20 % de son territoire après les conflits avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, une ancienne République autonome du littoral de la mer Noire, peuplée à 17 % d'Abkhazes, qui a fait sécession à l'été 1992. Sur 300 000 réfugiés géorgiens chassés d'Abkhazie, lors de la débâcle de l'armée à l'automne 1993, 30 000 à peine ont pu regagner leurs terres. Les autres se sont installés à Moscou, et nombre d'entre eux sont hébergés dans les hôtels de Tbilissi transformés depuis trois ans en camps de réfugiés.

« La clé du problème abkhaze est aux mains des Russes, et sans aide au retour des réfugiés ni garanties pour leur sécurité, pas de bases militaires

pour la Russie », a récemment déclaré le président géorgien dans une allusion à la future ratification par le Parlement du traité entérinant la présence de cinq bases militaires russes en Géorgie (dont une en Abkhazie). Partisan du maintien des intérêts stratégiques de Moscou dans la région, M. Chevardnadze avait, en 1993, échangé vingt-cinq ans de présence militaire russe (18 000 hommes dont 10 000 gardes-frontières qui patrouillent la mer Noire et la frontière turco-géorgienne ouverte ou deux points : Sarp et Tskhgori) contre l'équipement et la formation de la petite armée géorgienne, ainsi qu'une aide pour le retour aux réfugiés d'Abkhazie. Or aucun progrès n'a été accompli dans le règlement du problème abkhaze.

Dans le meilleur des cas, la force d'interposition russe (3 000 hommes) que Moscou maintient le long du fleuve Ingouri, sur la ligne de démarcation entre la Géorgie et l'Abkhazie, permet le maintien du statu quo. Un certain mécontentement se fait jour quant au rôle de Moscou - qui arma et aida les Abkhazes contre Tbilissi. Après avoir vécu pendant plus de deux cents ans « accolée à la Russie », la Géorgie cherche des points d'ancrage à l'Ouest. La Turquie, et non plus la Russie, est devenue son principal partenaire commercial, l'Europe et les Etats-Unis sont ses principaux bailleurs de fonds et l'entourage du président Chevardnadze ne cache pas qu'un appui de la France serait le bienvenu dans la recherche d'une solution au problème abkhaze.

Marie Jégo

Le succès de la « marche pour l'emploi » révèle l'ampleur du malaise en Wallonie

BRUXELLES

de notre correspondant
De l'avis général, la marche « multicolore pour l'emploi » qui s'est déroulée dimanche 2 février à Clabecq, dans le Brabant wallon, est un succès. Evaluée à 30 000 personnes par la police et à 50 000 par les organisateurs, la foule, qui s'était déplacée de toute la partie francophone du pays, augmentée de quelques contingents syndicalistes flamands, a formé le plus important rassemblement en Belgique depuis l'imposante « marche blanche » du 20 octobre. Celle-ci avait réuni près de 300 000 personnes à Bruxelles pour soutenir les parents des jeunes filles assassinées par Marc Dutroux.

« On marche parce que rien ne marche ! » Ce slogan, inscrit sur le calicot d'un participant, résumait le sentiment général. Pour nombre d'entre eux, la manifestation de Clabecq se situe dans l'esprit et la continuité de la « marche blanche » : organisée à l'initiative de la « base », en dehors des appareils politiques et syndicaux, elle fait appel au citoyen qui refuse la fatalité sous toutes ses formes, fatalité de la mort d'enfants causée par les négligences judiciaires et policières, fatalité de la destruction d'emplois liée à la mondialisation de l'économie.

Conçu à l'origine comme une simple mobilisation des métal-

gistes pour faire pression sur les autorités et sauver le maximum d'emplois dans une entreprise en faillite, l'appel à manifester lancé par Roberto D'Orazio, le bouillant leader du syndicat FGTB des Forges de Clabecq, a été entendu bien au-delà du monde des métallurgistes. Ce rassemblement a donné l'occasion au malaise social qui frappe l'ensemble de la Wallonie de s'exprimer.

L'AVENIR DE TOUTE UNE REGION

Les fonctionnaires, les étudiants, le monde intellectuel, artistique et culturel, tous avaient fait le voyage de Clabecq. Bernard Focroule, directeur du prestigieux Théâtre de la Monnaie de Bruxelles, exprimait

Examen de la demande de levée d'immunité de Guy Spitaels, l'ancien président du PS

La commission des poursuites du Parlement régional wallon devait examiner, lundi 3 février, la demande de levée d'immunité parlementaire formulée par le parquet de Liège à l'encontre de Guy Spitaels, ancien président du PS et actuel président de ce Parlement. Cette procédure intervient après sa mise en cause par Merry Hermandus, un ancien responsable socialiste aujourd'hui incarcéré, dans l'affaire de commissions occultes versées aux socialistes belges en 1989 par Dassault. Ces commissions étaient liées à l'obtention par l'avionneur français d'un contrat de modernisation de la force aérienne belge. En cas de levée de son immunité, il sera difficile à M. Spitaels de ne pas démissionner de ses fonctions, de nombreux dirigeants socialistes étant d'avis que les personnalités impliquées dans les « affaires » doivent désormais se mettre en retrait du parti. (Corresp.)



Equitable et brillant.

Authentiquement honnête... Le résultat est non seulement brillant, mais exceptionnel : certainement un des meilleurs livres écrits sur François Mitterrand.

Laurent Fabius - Le Figaro

Un passage au laser réalisé sans complaisance par un journaliste qui fut, certes, parfois, son confident, mais qui n'appartient jamais à sa chapelle.

Albert du Roy - L'Evénement du Jeudi

De bout en bout, la démonstration est à la fois rigoureuse et nuancée... Une somme.

Guy Carcassonne - Le Point

A coup sûr, la mémoire de François Mitterrand ne pouvait rêver meilleur retour sur la scène que celui que l'équité subtile d'Alain Duhamel lui ménage.

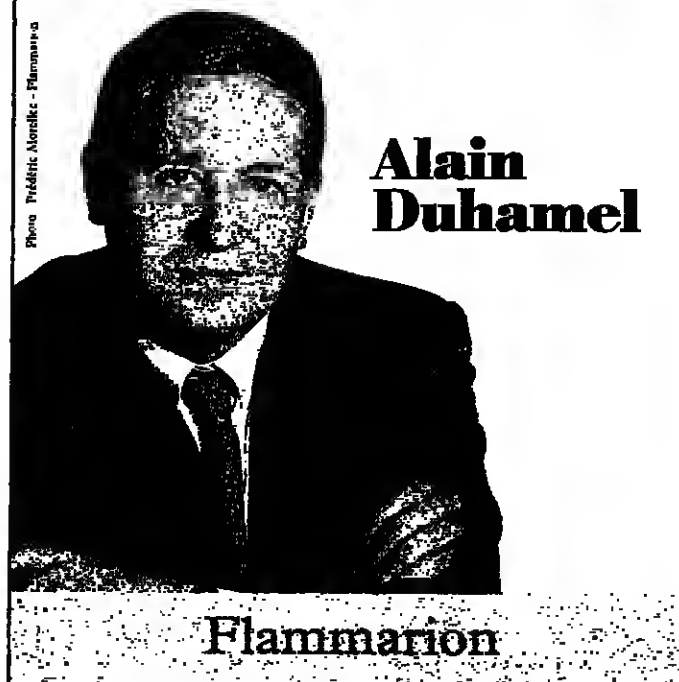
Alain-Gérard Slama - Le Figaro

Le regard se veut rigoureux et objectif - il l'est - ; l'inventaire, lucide et honnête, documenté et charpenté - il l'est aussi.

Jean Belot - Télérama

S'il fallait résumer d'un mot ce livre séduisant et magistral où se condense une riche expérience, on choisirait celui d'équité.

Jean Lacouture - Le Nouvel Observateur



Flammarion

Luc Rosenzweig

صكرا من الامل

La France s'efforce d'apaiser la crise avec l'Algérie

Alain Juppé et Hervé de Charette récusent toute volonté d'« ingérence » de Paris dans les affaires intérieures algériennes. Le massacre, samedi à Médéa, de 31 personnes, porte à plus de 300 le nombre de victimes depuis le début du ramadan

Sur le thème « L'Algérie ne veut pas mourir », un rassemblement est prévu lundi soir 3 février, à la Mutualité, à Paris. Des intellectuels et des hommes politiques français ont annoncé leur participation à la réunion qui sera pré-

sidée par Saïd Sadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). La réunion de Paris intervient alors que trente-huit civils ont été assassinés en Algérie au cours des trois derniers jours. Tandis qu'à

Alger, de nouvelles mesures destinées à empêcher des attentats à la voiture piégée entrent en vigueur mercredi 5 février, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a téléphoné à son homologue algé-

rien pour lui confirmer que la France n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures algériennes. Lundi matin, sur France Inter, Alain Juppé a affirmé que « l'avenir de l'Algérie ne se décide plus à Paris ».

LE MINISTRE des affaires étrangères, Hervé de Charette, a téléphoné dimanche 2 février à son homologue algérien, Ahmed Attaf, pour l'assurer que la France n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Algérie, a annoncé le Quai d'Orsay dans un communiqué publié à l'issue du week-end.

Hervé de Charette a « confirmé [qu'il] pouvait faire sienne les trois principes qui sont à la base des relations entre l'Algérie et la France, à savoir le respect mutuel qui suppose la non-ir-

gérance, l'équilibre des intérêts et la concertation sur les affaires d'intérêt commun », indique le communiqué. Ce sont, mot pour mot, les principes énoncés vendredi par M. Attaf, qui avait sèchement réagi aux propos inquiétants de M. de Charette et du président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing, sur la situation en Algérie. Lundi matin, sur France Inter, Alain Juppé a critiqué l'ancien chef de l'Etat et s'est également efforcé de calmer le pouvoir algérien. Récusant « cette volonté per-

manente d'ingérence dans les affaires algériennes [qui] n'est ni de l'intérêt de l'Algérie ni de l'intérêt de la France », le premier ministre a ajouté : « L'avenir de l'Algérie ne se décide plus à Paris ». Plaidant en faveur d'actions législatives « transparentes et incantables », en Algérie, M. Juppé s'est montré hostile à une participation de l'ex-FIS.

Tandis que se déroulait cette mini-crise diplomatique entre les deux capitales, en Algérie, de nouveaux massacres se sont abattus sur un bilan déjà lourd (plus de 300 morts depuis le début du Ramadan). Dans la nuit de samedi à dimanche, sept villa-

geois ont été tués près de Laarba, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger, ont indiqué dimanche les services de sécurité. De son côté, le quotidien privé *El Watan* avait rapporté dimanche que 31 personnes avaient été égorgées et décapitées dans la nuit de vendredi à samedi à la périphérie de Médéa. L'opération aurait été menée par une cinquantaine d'assassins. Selon les témoignages publiés par le quotidien, ils auraient contraint les habitants à sortir de leur domicile pour les conduire, un à un, vers l'égorgeoir, un « noia », qui tantôt au couteau, tan-

Tokyo veut imposer une solution négociée pour les otages de Lima

de notre correspondante
« C'est un pas en avant vers la solution pacifique à la crise des otages », a déclaré, samedi 1^{er} février à Toronto, au Canada, le président péruvien Alberto Fujimori à l'issue des entretiens avec le premier ministre nippon, Ryutaro Hashimoto. Quarante-cinq jours après l'assaut de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, où soixante-douze personnes ont été tuées, le Japon a imposé ses vues pour obtenir un règlement pacifique de la crise.

La déclaration conjointe signée par les deux chefs de gouvernement annonce que « des conversations préliminaires entre l'interlocuteur du gouvernement péruvien et le représentant du MRTA (...) devraient se réaliser dans les plus brefs délais » afin d'obtenir rapidement l'ouverture d'un dialogue. Celui-ci a été interrompu, le 15 janvier, lorsque l'interlocuteur du gouvernement péruvien, Domingo Palermo, a annoncé qu'il n'y aurait plus de discussions tant que le MRTA maintiendrait ses exigences de libération de ses 447 camarades emprisonnés.

Ryutaro Hashimoto a précisé à la presse que ces conversations préliminaires engageraient cette semaine. Autre point de satisfaction pour Tokyo, la commission des garanties proposée il y a plusieurs semaines par Alberto Fujimori comprendra un quatrième membre, l'ambassadeur de Tokyo au Mexique, Teruaki Terada, en tant qu'observateur officiel du gouvernement du Japon. Avec cet accès direct aux informations sur la situation de leur ambassade à Lima, les autorités nippones seront directement impliquées dans le cours des négociations sur lesquelles elles pourront peser.

Dans une conférence de presse conjointe, M. Fujimori a assuré que toutes les mesures présentant des risques potentiels, comme les démonstrations de force du 27 janvier, ne se reproduiront plus. Les dérapages qu'ils pouvaient impliquer avaient conduit Tokyo à mettre en garde les autorités péruviennes. Deux appels téléphoniques de M. Hashimoto au président Fujimori avaient été interprétés à Lima comme un sérieux rappel à l'ordre.

Le chef du MRTA, Nestor Cerpa, a immédiatement réagi à la déclaration de Toronto. Il a déclaré par radio : « Nous en sommes toujours au point mort puisque les mandataires ont ratifié que nos prisonniers ne seraient pas libérés. (...) Nous ne croyons pas qu'une solution pacifique soit possible parce que le gouvernement ne veut faire aucune concession, ce qui signifie que le MRTA doit céder. » Il a répété à plusieurs reprises que le commando ne renoncera jamais à la libération des militants du MRTA. « Notre mission ou un objectif concret et nous n'allons pas faire marche arrière », a-t-il assuré.

Commentant de récentes déclarations du président péruvien Alberto Fujimori selon lesquelles le commando du MRTA, assiégé et épuisé, sera bientôt obligé à se rendre, Nestor Cerpa a ajouté : « C'est une illusion de M. Fujimori. Si nos camarades résistent depuis plusieurs années dans leurs prisons-tambes avec ce maral de Tupac Amaru, croyez-vous que notre situation ici va nous faire craquer avec le temps ? Le temps n'est pas un problème. » Il a conclu sur un ton de défi, comme si son action était celle d'un commando-suicide, et a clairement indiqué que tout assaut de l'armée péruvienne contre la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima serait « tragique pour les otages ».

« Ici, personne ne se rend », a déclaré le chef du commando avant d'interrompre la transmission.

Saïd Sadi (RCD) : « Entre les "barbus" et les "casquettes", il y a des forces porteuses d'espoir »

« IL NE PARTAGE PAS le thème de la réduction de la situation politique de l'Algérie à un affrontement entre les "barbus" et les "casquettes", explique Saïd Sadi, leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), entre ces deux forces, il y a toute cette substance humaine qui fait que l'Algérie tient encore debout. Elle commence à se réveiller, à se réorganiser, à se reconstruire. C'est dans ce sillage-là qu'existent des forces, plus ou moins organisées, « porteuses d'espoir et de changement », sur lesquelles il veut s'appuyer pour offrir une solution de rechange. A deux reprises, dans l'histoire récente de l'Algérie, elles ont manifesté leur vitalité et fait reculer l'islamisme, note Saïd Sadi. D'abord avec le président Bouddiaf. Il n'a su redonner espoir à une jeunesse qu'on croyait acquiescé à l'extrémisme. Elle commençait à se réorganiser, à se reconstruire, à se reconstruire. Mais l'assassinat du chef de l'Etat est venu interrompre l'expérience. Autre moment privilégié, la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1995. Bravant les menaces de mort des groupes islamistes, les Algériens ont voté en masse. « Tous les candidats n'étaient pas du sérail. Les électeurs ont cru à un possible changement », dit M. Sadi.

La démarche du leader du RCD est à l'opposé de celle du président du Front des forces socialistes (FFS), Hocine Aït Ahmed, qui, en janvier 1995, a conclu un « contrat » avec les islamistes de l'ex-FIS. La plate-forme de Saïd Sadi devait servir de cadre à la négociation pour un retour à la paix civile. « J'ai refusé d'aller à Sant'Egidio », explique Saïd Sadi : « Je connais très bien l'arrière-

pensée de certains partis politiques de l'opposition [en clair, le FFS]. Connaissant la capacité de naissance des islamistes, ils espèrent les voir déstabiliser le régime et en récupérer les dividendes politiques tout en se réclamant de la paix. C'est une démarche dangereuse, malsaine et inefficace. Sant'Egidio était une impasse, une fausse piste, même si, aujourd'hui, on tente, avec l'appel pour la paix, de réamorcer cette dynamique. Un certain nombre de responsables politiques y ont perdu leur

L'homme de la troisième voie ?

Saïd Sadi incarne-t-il une « troisième voie » pour l'Algérie ? « Il faut avoir l'espoir d'être », martèle ce psychiatre de quarante-neuf ans, fondateur en 1989 du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un parti à dominante kabyle. Opposant à un régime militaire qui « surfe sur le malheur algérien », Saïd Sadi se singularise surtout par son intransigence absolue vis-à-vis des islamistes. Même les islamistes « modérés » siégeant dans l'actuel gouvernement ne trouvent pas grâce à ses yeux. « Ils produisent le double langage », affirme-t-il. Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1995 - il avait recueilli 5 % des suffrages -, le secrétaire général du RCD se veut « porteur d'un projet politique » associant démocratie et laïcité. A la Mutualité, à Paris, il a annoncé lundi 3 février, à partir de 20 heures, un meeting sur le thème « L'Algérie ne veut pas mourir ». Y participeraient des personnalités algériennes dont Khalida Messaoudi ainsi que plusieurs intellectuels et hommes politiques français (Elizabeth Badinter, Pascal Bruckner, Jean-Pierre Chevènement, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Bernard Kouchner, Jacques Julliard, François Léotard, Daniel Rondeau, Bernard Stasi).

meurtre comme mode de gestion des rapports politiques. A ceux qui disent qu'il faut négocier avec les islamistes "modérés", je réponds : ils siègent aujourd'hui au gouvernement et au Parlement provisoire. Ils ont présenté un candidat aux présidentielles (Mahfoud Nahoui), ça a obtenu près de 25 % des suffrages. Si maintenant il faut négocier avec les groupes armés, ça n'a pas de sens. L'Algérie est le pays de la confusion et des procès d'intention. Tout

RECOMPOSITION

Autre sujet sensible : les droits de l'homme. Catalogue « éradicateur » par ses adversaires (il a appelé à l'arrêt des élections législatives en janvier 1992, car le FIS allait l'emporter), Saïd Sadi campe sur une position inconfortable : « Je suis le fondateur de la première ligue algérienne des droits de l'homme. C'est moi qui ai fait installer la première section d'Amnesty International. J'ai passé deux années dans un pénitencier. Je sais que la violence du pouvoir existe, mais il ne faut pas que cette dénonciation normale amène l'exonération du terrorisme islamique. Eux jouent l'indifférence. »

Il ne faut pas se tromper d'adversaire, dit ce quelque sorte Saïd Sadi. Un argument qu'il reprend à propos des « milices » - il refuse le mot - créées par le régime et dont le comportement est loin de faire l'unanimité. « Les patriotes s'organisent pour défendre leurs villages. Il se peut qu'il y ait eu des dérapages, mais de là à assimiler l'action de gens qui défendent leur hon-

neur, leur famille et leur vie à celle des islamistes qui revendiquent le terrorisme comme action politique... Il faut remettre les choses en place. » Le fondateur du RCD reste un optimiste. A ses yeux, l'Algérie n'est pas un pays acquis à l'islamisme. « Vu l'incertitude du régime et la pression des islamistes, il y a longtemps que le pays aurait basculé si tel avait été son destin », observe-t-il. A terme, Saïd Sadi ne voit pas de place, sur la scène politique, pour un islamisme « modéré ». Lui rappelle-t-on le score électoral du FIS il y a cinq ans ? Le leader du RCD rétorque que le paysage électoral algérien a changé. « Il y a une recomposition. Le FIS n'existe plus en tant que tel. Une partie de ses troupes a rejoint les groupes armés. Une autre s'est tournée vers le Hamas de Nahmeh. D'autres hésitent. Le FFS et le FLN sont traversés de lignes de fracture. Je me demande à quel va aboutir cette recomposition. » Les élections législatives permettront d'y voir plus clair, si elles se tiennent. La disposition récente d'Abdelhak Benhamouda, alors que les militaires espéraient faire du leader syndical le pivot de leur stratégie politique, n'est pas de bon augure. Le calendrier électoral serait-il maintenant, avec un scrutin en mai, le RCD n'a pas encore tranché la question de sa participation. Il le fera le 13 février. Mais entre le risque de servir de caution à un régime décidé à faire des parlementaires de simples figurants et la nécessité d'une tribune pour se faire entendre du pays, peut-on hésiter ? « L'histoire va vite », observe Saïd Sadi avec un air gourmand. On imagine mal qu'il aille avancer sans lui.

Jean-Pierre Tuquoi

Cinq cent mille réfugiés souffrent de la faim dans l'est du Zaïre

Emma Bonino, commissaire européen à l'aide humanitaire, dénonce la « défaillance » de la communauté internationale

KISANGANI
de notre envoyé spécial
Il meurt une quinzaine de personnes chaque jour - dont une drastique proportion d'enfants - au camp de Tingi-Tingi, dans l'est du Zaïre, entre Kisangani et la frontière rwandaise. Là s'entassent plus de cent mille réfugiés hutus, originaires du Rwanda et du Burundi, qui ont été chassés par la guerre des camps où ils étaient tant bien que mal installés depuis deux ans, près de Gombe et de Bukavu, dans les provinces zairaises du Nord et du Sud-Kivu. A quelques dizaines de kilomètres de là, les forces armées zairaises (FAZ) et les rebelles, majoritairement hutus, soutenus par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, s'affrontent depuis des semaines.

Les réfugiés ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres à pied à travers la forêt équatoriale, dans des conditions épouvantables, sous le feu des combattants. Ils meurent de faim. L'approvisionnement fourni par les organisations humanitaires internationales est dramatiquement insuffisant. La situation est tout aussi grave dans les camps d'Amisi (soixante mille réfugiés), près de Walikale et de Shabunda (soixante mille réfugiés), près de Kinshasa. Elle n'est guère plus brillante au « site-H », près de Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre, qui abrite des « déplacés », c'est-à-dire des ressortissants

zairais qui ont fui les combats. Pour dénoncer ce « spectacle indigne » et tenter de sauver ces quelques cinq cent mille réfugiés, quasi-ignores par la communauté internationale, Emma Bonino, la commissaire européenne à l'aide humanitaire, est venue s'entretenir avec les autorités zairaises, vendredi 31 janvier à Kinshasa et samedi à Kisangani.

« ROUVRIR LE DOSSIER »

Dimanche, elle était à Tingi-Tingi. « Nous nous trouvons ici devant des individus qui n'ont pas, que les armes les plus puissantes du monde [c'est-à-dire l'aviation américaine] n'ont pu détecter avec leurs radars. En décembre, on nous a dit que ce n'était pas la peine d'y aller puisque la quasi-totalité des réfugiés hutus étaient rentrés chez eux au Rwanda ; on nous a tentés de visionnaires. La communauté internationale doit reconnaître qu'elle s'est trompée. Il faut rouvrir ce dossier », a-t-elle déclaré.

En décembre 1996, les Zairais avaient éprouvé une vive amertume lorsque, sous l'influence des Etats-Unis, l'ONU avait renoncé à envoyer une force internationale pour sécuriser l'accès aux réfugiés hutus en plein désert après que leurs camps eurent été attaqués par les rebelles tutsis et leurs alliés. A leurs yeux, une telle force, par sa seule présence aurait pu inciter les armées rwandaise, burundaise et ougandaise à plus de

retenue. Les Américains souhaitaient alors que leurs protégés tutsis aient une chance de sauver leur peau et manœuvraient dans ce sens. L'Union européenne, divisée, incapable de s'opposer aux Etats-Unis, suivit. La France et l'Espagne, qui avaient plaidé pour l'envoi de la force multinationale, baissèrent les bras. Emma Bonino dénonça alors cette lâcheté.

Pour le gouvernement de Kinshasa, enupé dans une guerre à laquelle il n'arrive pas à faire face, le sort des réfugiés hutus n'est pas prioritaire. Les gouvernements des deux provinces où se situent les camps n'insistent pour ceux-ci ne soient pas pénalisés. Ils plaident pour le « retour obligatoire » des réfugiés au Rwanda et au Burundi, perspective aussi sombre qu'irréalisable dans le contexte actuel. M^{me} Bonino l'a fermement rejetée, faisant valoir qu'il fallait d'abord assurer la survie des réfugiés avant d'envisager les parties intégrées à négocier des solutions politiques permettant d'assurer leur retour dans de bonnes conditions de sécurité et de dignité.

Le commissaire européen a été écouté. Ses interlocuteurs connaissent sa position personnelle. Son intention est de demander au Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi au conseil des ministres des Quinze, de reconnaître formellement qu'il y a bien eu agression du Zaïre par les troupes rwan-

Philippe Lemaître

Nicole Bonnet

Vingt-trois morts dans un accident d'avion au Sénégal

Un avion de ligne s'est écrasé dans le désert, tuant vingt-trois personnes.

Nouvelle rencontre prévue entre M. Netanyahu et M. Arafat

Le président israélien a annoncé qu'il se rencontrera avec le leader palestinien.

Tchétchénie : les chiffres de la présidentielle

Les résultats des élections ont été annoncés.

L'euro sans John Major

Le Royaume-Uni a décidé de ne pas rejoindre la monnaie unique.

AFRIQUE

Le Rwanda a été condamné par la Cour internationale de justice.

AMERIQUES

Le Brésil a été élu président de l'Organisation des Etats américains.

EUROPE

Le Royaume-Uni a refusé de rejoindre l'euro.

PROCHE-ORIENT

Le président israélien a annoncé qu'il se rencontrera avec le leader palestinien.

Vingt-trois morts dans un accident d'avion au Sénégal

DAKAR. Dix-sept corps des vingt-trois passagers tués samedi 1^{er} février dans l'accident de l'avion d'Air Sénégal à Tambacounda, dans le sud-est du pays, ont été identifiés. Selon Ababacar Diagne, directeur de l'aviation civile du Sénégal, il s'agit de treize Français, d'un Suisse et des trois membres de l'équipage, deux Sénégalais et le fils du président de Guinée-Bissau, Vladimir Vieira. Vingt-neuf personnes sont également blessées, et une portée disparue. Les passagers tués se trouvaient à l'avant de l'appareil, qui a pris feu après s'être coupé en deux au moment du décollage. M. Diagne a indiqué que des éléments de la boîte noire de l'avion ont été retrouvés par la commission d'enquête, qui est arrivée dimanche à Tambacounda pour déterminer les causes de l'accident. - (AFP)

Nouvelle rencontre prévue entre M. Nétanyahou et M. Arafat

DAVOS. A l'issue d'un tête-à-tête de quarante minutes entre Benjamin Nétanyahou et Yasser Arafat, au Forum économique mondial de Davos, le premier ministre israélien a annoncé, dimanche 2 février, qu'il rencontrerait à nouveau le président de l'Autorité palestinienne, le 6 février, cette fois à Erez, point de passage situé entre la bande de Gaza et l'Etat juif.

Par ailleurs, alors que M. Nétanyahou vantait la « Silicon Valley » que constitue selon lui Israël, « non seulement pour la région, mais pour l'ensemble de l'hémisphère orientale », devant les entreprises susceptibles d'investir dans la région, M. Arafat a rappelé que le bouclage par Israël des territoires autonomes à des fins sécuritaires coûtait à l'économie locale de 7 à 9 millions de dollars (de 35 à 45 millions de francs) par jour. Il a également souligné que le sort du port et de l'aéroport de Gaza était loin d'être réglé, et a accusé Israël d'invoquer des arguments fallacieux pour s'opposer à la réalisation de ses projets vitaux pour l'économie locale. - (Corresp.)

Tchéchénie : les chiffres de la présidentielle

MOSCOU. Le chef des forces de la résistance, Aslan Maskhadov, a remporté l'élection présidentielle tchéchène, avec 59,3 % des voix, suivi par le jume « héros » Chamil Bassaev (29,5 %), puis par l'ancien président Zelimkhan Iandarbiev (10 %), selon des chiffres définitifs donnés dimanche 2 février. Boris Eltsine a adressé le jour même ses félicitations au nouveau président, qui a pourtant rappelé que la Tchétchénie étant « indépendante depuis 1991 », il est exclu pour lui de siéger au Conseil de la fédération russe. Des entretiens ont eu lieu dès dimanche dans l'ingouche voisine entre le président Roustan Aouchev, qui a toujours soutenu les indépendantistes tchéchènes, et M. Maskhadov, pour parler d'une suppression des frontières entre ces Républiques sœurs. Le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Ivan Rybkine, est également venu en Ingouche discuter avec M. Maskhadov. (Corresp.)

L'euro sans John Major

DAVOS. Les responsables européens se sont efforcés, dimanche 2 février, lors des rencontres de Davos, de minimiser la portée du débat lancé en France sur les relations entre la future banque centrale européenne et les gouvernements de la zone euro. Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a expliqué que l'Allemagne n'était pas opposée au « conseil de stabilité » proposé par Paris afin de coordonner les gouvernements, à condition que celui-ci soit « informel » et sans pouvoir de décision. Le président de la Commission, Jacques Santer, a laissé entendre qu'un petit groupe pourrait être désigné pour assurer le suivi des critères prévus par le « pacte de stabilité et de croissance ». Dans un entretien au Figaro, le premier ministre britannique, John Major, revient pour sa part sur ses doutes quant à la capacité des Européens d'être prêts dans les temps pour la monnaie unique. « Si malgré tout elle voit le jour, il est évident que nous n'en ferons pas partie », a-t-il dit.

AFRIQUE

■ RWANDA : un Père blanc, Guy Pitard, a été tué, dimanche 2 février, alors qu'il célébrait la messe dans son église de Kampanga, dans le nord-ouest du pays. Agé de soixante et un ans, ce Canadien était arrivé dans le diocèse de Ruhengeri en 1963. Partir en 1994 après les massacres, il était revenu dans sa paroisse en janvier 1996, dans une région où affluaient des réfugiés de Goma.

■ SOUDAN : le pouvoir et l'opposition se sont déclarés, samedi 1^{er} février, favorables au principe d'une médiation des Emirats arabes unis, pour mettre un terme aux combats dans l'Est du pays. Par ailleurs, le chef de la guérilla soudanaise sudiste, John Garang, a affirmé son attachement à l'unité du Soudan, dans un entretien publié par le quotidien égyptien Al-Ahram, dimanche 2 février. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ COLOMBIE : un groupe d'environ 400 guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a lancé, dimanche 2 février, une importante opération contre un poste militaire dans la région de San Juanito (province du Meta), à quelque 100 km au sud-est de Bogota. Les affrontements auraient fait une vingtaine de morts. Par ailleurs, un géologue français, Alain Fablet, qui avait été pris en otage le 26 octobre dernier par la guérilla communiste des « Forces armées révolutionnaires de Colombie » (FARC), a été relâché ce week-end, a annoncé le général Agustín Ardilla de la 4^e division. - (AFP)

EUROPE

■ CHÔMAGE : une « marche européenne contre le chômage » partira de plusieurs pays à la mi-avril pour converger à la mi-juin vers Amsterdam, où doit s'achever la Conférence intergouvernementale (CIG). Les marcheurs partiront le 14 avril d'« endroits symboliques », comme le Maroc, la Bosnie, ou la Pologne, pour se retrouver le 14 juin à Amsterdam, a précisé une représentante de l'association ACI Agir contre le chômage, à l'origine de cette proposition à laquelle s'associent des syndicats et des organisations de chômeurs européens.

■ ALLEMAGNE : « le président de la Banque centrale européenne ne pourra en aucun cas être un Français », a estimé Helmut Hesse, membre du conseil de la Bundesbank, dont les propos sont rapportés lundi 3 février par la presse allemande. Des rumeurs sur un accord secret entre Paris et Bonn avaient circulé à ce propos ces dernières semaines.

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : selon le directeur de la banque centrale iranienne, Mosheh Nourbakhsh, cité par le Herald Tribune du 3 février, l'Europe et le Japon ont ouvert aux autorités iraniennes des lignes de crédits d'une valeur supérieure à 5 milliards de dollars, en dépit de la politique américaine contre l'Iran. Présent au Forum de Davos, M. Nourbakhsh a estimé que 2,7 milliards de dollars ont déjà été utilisés pour financer environ cinquante projets d'infrastructures.

Ghinwa contre Benazir : bataille fratricide au Pakistan pour reprendre le flambeau du « clan Bhutto »

Les résultats des élections législatives devraient être connus mardi 4 février

Les opérations de vote ont commencé lundi 3 février à 7 heures au Pakistan, où 56 millions d'électeurs doivent choisir les membres de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales. Ces élections, les quatrièmes en huit ans, ont été organisées après la décision du président Farooq Leghari de destituer, le 5 novembre 1996, le gouvernement de M^{me} Bhutto et de dissoudre les assemblées.

LARKANA (Pakistan)

de notre envoyé spécial
Elle s'appelle Ghinwa, elle est libanaise, elle a trente-quatre ans. Rien ne prédisait cette institutrice de Beyrouth à jouer un rôle sur l'échiquier de la politique pakistanaise. Mais Ghinwa Bhutto, épouse de feu Mir Murtaza, le frère de Benazir Bhutto, tué par la police en septembre, a dû reprendre le flambeau de son époux disparu. Brouillée avec Benazir, elle brigue, lors des élections législatives de lundi 3 février, le siège de Larkana, en plein cœur de la très féodale province du Sind, le fief historique de la « famille ». Son adversaire est sa belle-mère, la légum Nusrat Bhutto.

Elle avait épousé Murtaza Bhutto durant l'exil de ce dernier à Damas, en 1988, nû, lassée de la guerre au Liban, elle enseignait depuis plusieurs années. Murtaza avait dû quitter le Pakistan onze ans plus tôt, au lendemain du putsch militaire contre son père, l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto. A son retour au pays, en 1993, il avait

été arrêté à l'aéroport pour son implication supposée dans des actes terroristes au temps de la dictature du « général-président » Zia Ul Haq, le « tonbeur » de son père. Même sa sœur Benazir, qui venait d'être élue, n'avait rien pu - ou voulu - faire pour lui.

MYSTÉRIEUSE FUSILLADE

Murtaza se brouilla donc avec M^{me} Bhutto, affirma que celle-ci trahissait les idéaux du parti de son père, le Parti du peuple pakistanais (PPP) et prit la tête d'une formation dissidente, le Parti du peuple-Shahid Bhutto, ainsi nommé en mémoire de son « martyr » de père, exécuté par les putschistes en 1979. Mais en septembre 1996, Murtaza est tué dans des conditions restées mystérieuses lors d'une fusillade avec la police en plein Karachi.

Complot, bavure policière ? Nul ne sait, mais on continue de régler ses comptes en famille : c'est le propre mari de Benazir, Asif Zardari, qui est aujourd'hui accusé d'avoir trempé dans cet assassinat.

Actuellement en prison, il pourrait être pendu s'il est reconnu coupable. « J'aurais bien aimé pouvoir refuser d'entrer en politique », confie, dans un français parfait, Ghinwa Bhutto. Grande, ses longs cheveux sagement noués derrière la tête, elle termine une épuisante campagne à travers la province du Sind. Il est une heure et demie du matin à « Al Murtaza », l'ancienne résidence du clan Bhutto que Ghinwa, et avant elle Murtaza, a repris à Benazir : en terre d'Islam, ce ne sont pourtant pas les filles qui hantent... « Mais, il n'y avait personne dans le parti qui ait la stature d'un leader, j'ai dû alors m'écarter car je porte le nom magique des Bhutto. Dans le sous-continent indien, c'est la coutume pour les veuves de suivre les traces politiques de leurs maris assassinés. Franchement, j'aurais bien donné ma place à quelqu'un d'autre ».

« C'est une Libanaise, une étrangère qui vient juste de se voir octroyer la nationalité pakistanaise et n'a même pas eu la décence d'observer l'idat, la période de deuil tradition-

nelle », fulmine Benazir, furieuse contre cette belle-sœur qui capitalise sur le charisme de son époux et risque de lui tailler des croupières dans ce fief Bhutto où Murtaza était adulé. « Je fais mes premiers pas ; il me faudra du temps avant d'être capable d'occuper de hautes fonctions », répond Ghinwa quand on lui demande si elle rêve, un jour, de devenir premier ministre.

Pour l'heure, son discours tranche avec celui de l'arrogante Benazir, qui n'a jamais toléré la concurrence à l'intérieur du PPP. Un motif de tristesse, cependant : le fait qu'elle doive se présenter dans la même circonscription que sa belle-mère, Nusrat Bhutto, avec laquelle ses relations étaient jusque-là excellentes. D'autant que M^{me} Bhutto mère avait toujours préféré que Murtaza recueille l'héritage politique de la « famille » et non pas Benazir. Mais cette dernière a su finalement convaincre sa mère de la soutenir à nouveau contre le « clan rival ».

Bruno Philip

VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE



ÊTES-VOUS SUR D'AVOIR UNE VRAIE MUTUELLE ?

Parce que la Mutualité française sait que, pour une protection efficace des personnes, rien ne remplacera jamais la solidarité...

Parce que laisser les problèmes de santé à la merci des seules règles du marché et du profit est lourd de conséquences pour des millions de familles...

Parce que 30 millions de Français lui font confiance... ses mutuelles, fortes de l'éthique et des valeurs du mouvement mutualiste, développent entraide et prévoyance dans le respect du Code de la Mutualité. Elles sont à but non lucratif. C'est en cela qu'elles sont de vraies mutuelles et qu'elles se distinguent fondamentalement des compagnies d'assurance commerciales.

Devenue un acteur incontournable de santé publique, la Mutualité française, le plus puissant mouvement social du pays, œuvre pour la modernisation de notre système de santé et de protection sociale.

Ses mutuelles exercent un rôle capital dans 3 domaines :
- les remboursements complémentaires à la Sécurité Sociale,
- la gestion de nombreux établissements mutualistes : hôpitaux, centres de santé, pharmacies, centres d'optique, cabinets dentaires, maisons de retraite, centres d'accueil pour personnes handicapées, ...
- la diffusion de prestations de prévoyance : épargne, complément retraite et protection.

FAITES CONFIANCE À DE VRAIES MUTUELLES, celles qui permettent l'accès à des soins de qualité pour tous, le développement du tiers payant, la promotion des médicaments génériques...

Ces vraies mutuelles sont reconnaissables à leur logo caractéristique qu'elles sont les seules à pouvoir utiliser.



Mutualité française TE 59003 75719 Paris cedex 15

051 71149

صوت من الامل

6

FRANCE

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

ÉLECTIONS Le premier tour des élections municipales provoquées à Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, par l'annulation du scrutin de juin 1995 a été marqué, di-

manche 2 février, par une nette progression du Front national et un recul de la gauche. Les dirigeants du RPR et de l'UDF ont appelé la liste de la majorité, arrivée en troi-

sième position, à se retirer pour faire barrage à l'extrême droite. ● LE FRONT RÉPUBLICAIN est ainsi pratiqué pour la première fois dans ces conditions par la majorité parle-

mentaire, qui n'avait pas jusqu'à présent retiré de candidat au profit de la gauche face à l'extrême droite. ● LA GAUCHE mobilise ses dirigeants nationaux pour soutenir

sa liste au second tour, tandis que le Front national se fait fort de rallier une partie des électeurs de la droite pour l'emporter le 9 février. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

La droite s'efface à Vitrolles pour faire barrage au Front national

Arrivée en troisième position, au premier tour, derrière l'extrême droite et la gauche unie, la liste UDF-RPR a été appelée par les directions nationales des deux partis à se retirer, afin d'éviter la victoire de Catherine Mégret au second tour

VITROLLES
(Bouches-du-Rhône)
de notre correspondant régional
Il aura fallu attendre 22 heures 30 pour avoir les résultats définitifs des élections municipales de Vitrolles, dont le scrutin était pourtant clos à 18 heures. Ils traduisent un succès de la liste du Front national (Catherine Mégret), qui obtient 46,69 % des suffrages, une progression de la liste UDF-RPR (Roger Guichard), qui recueille 16,30 % des voix, et une baisse de la liste d'union de la gauche (Jean-Jacques Anglade) avec 36,99 % des voix.

Du côté de l'équipe de Bruno Mégret, on se réjouissait d'un score en progression de 3,65 points (plus 678 voix) par rapport au premier tour de 1995, qui permet tous les espoirs de victoire au second tour. Ce résultat montre que l'ancrage du Front national dans la réalité politique locale est solide, puisque la candidature de M^{me} Mégret, remplaçant de son mari inélégible, n'a en rien gêné une progression construite par un long travail de terrain et par une campagne d'une intensité extrême et d'une précision sans égale. Rien n'aurait été laissé au hasard : les thèmes majeurs du parti ont été développés sur tous les registres, et la gestion des autres villes dirigées par l'extrême droite a été constamment mise en exergue. Le succès de l'équipe Mégret, dans cette ville nouvelle acquise à la gauche depuis plus de vingt ans, ne doit rien à un effet de surprise.

L'ATTITUDE DE M. GUICHARD
Grand vaincu de la soirée, M. Anglade, qui dirigeait une liste de large regroupement à gauche, a perdu près de 5 points par rapport au premier tour de 1995. Le total des listes socialiste, communiste, écologiste et divers gauche, qui concouraient séparément cette année-là, atteignait 41,9 % ; la liste d'union du maire sortant obtenait 37 % (moins 612 voix). L'échec est manifeste. Pour les communistes, très présents

	11 juin 1995 1 ^{er} tour	18 juin 1995 2 ^e tour	2 février 1997 1 ^{er} tour			
Inscrits	19 771	19 771	20 297			
Votants	14 967	16 825	15 480			
Abstentions (%)	24,29	14,90	23,73			
Suffrages exprimés	14 737	16 581	15 037			
LISTES	VOIX	%	VOIX	%		
Liste Catherine Mégret (FN)	6 344 (1)	43,04	7 113 (1)	42,89	7 022	46,69
Liste J.-Jacques Anglade (PS)	4 256	28,87	7 466 (2)	45,02	5 563	36,99
Liste Roger Guichard (Un. d.)	1 839	12,47	2 002	12,07	2 452	16,30
Liste PC (Agarlat)	930	6,31				
Liste écologiste (Tomas)	816	5,53				
Liste divers droite (Lecerf)	379	2,57				
Liste divers gauche (Marti)	173	1,17				

(1) Bruno Mégret (2) Liste Union de la gauche - écologistes

dans la bataille, et pour une partie de la gauche socialiste, il fait peu de doute que le discrédit du maire sortant en est la première cause.

Selon ses proches, une partie des voix qui manquent à M. Anglade sont allées vers M. Guichard, le candidat de la majorité, selon qui, au contraire, certaines de ces défec-

tions avaient pu encore renforcer la liste d'extrême droite. M. Guichard se réjouissait de sa progression de 3,83 points (plus 613 voix). Il estimait que « le maire sortant est rejeté par deux tiers des Vitroillais », et, en début de soirée, il demandait à M. Anglade de se retirer, car « il n'est plus le rempart contre le Front

national ». Une fois connus les résultats définitifs, les états-majors des listes de gauche et de droite se sont réunis chacun de leur côté pour décider de leur attitude pour le second tour. Du côté socialiste, l'hypothèse d'une fusion des listes était en discussion, appuyée par une partie des dirigeants de la fédération départe-

mentale, tous présents. Le maire sortant lui-même l'évoquait un moment puisqu'il demandait officiellement que « tous les républicains et tous les démocrates s'unissent », mais l'aile gauche de sa liste s'y opposait clairement, et le refus de M. Guichard et de ses amis d'y souscrire redonnait cette hypothèse caduque.

L'espoir, pour ces militants, repose sur un chiffre : si la participation a été importante (76,27 % des inscrits), il reste une petite réserve du côté des abstentionnistes. En effet, le chiffre de participation du premier tour de 1995 était presque identique (75,71 %), mais il était monté à 85,1 % au tour décisif, soit 1 858 votants de plus. L'extrême droite y avait gagné encore des voix, mais la gauche avait mieux progressé. Il est probable que l'élection qui s'était jouée à 353 voix il y a dix-sept mois, va se jouer le 7 février à moins de voix d'écart encore.

Le déplacement des suffrages vers l'un ou l'autre des candidats dépend désormais, pour une large part, de l'attitude de M. Guichard et de ses

amis. Après son initial refus de se retirer, le chef de file de la liste UDF-RPR était soumis à forte pression des scores définitifs annoncés. Un appel de Renaud Muselier, chef local du RPR, suivi d'un autre des instances nationales du parti néogaulliste, l'engageant de se retirer, ne lui laissait guère le choix.

D'autant moins que Jean-Claude Gaudin, son mentor, faisait de même, quelques minutes plus tard, « face au danger que représente l'extrême droite dans l'esprit des valeurs républicaines ». Ces prises de position ne suffisent pourtant pas à savoir dans quel sens va finalement pencher la balance électorale. Rien ne dit que l'électorat UDF ni, surtout, RPR local ira vers le maire sortant : de l'aveu des différents responsables locaux, une part significative de ces électeurs devrait s'abstenir, et un petit nombre voter Mégret. L'immensité de l'engagement des dirigeants nationaux et locaux de la majorité pourrait être décisive, mais, lundi matin, on ne pouvait encore préjuger des forces qu'ils jetteraient dans cette bataille. On attendait encore la déclaration du candidat lui-même, qui devait annoncer son retrait dans l'après-midi.

CAMPAGNE DE TERRAIN
Les amis de la gauche ont prévu d'intensifier leur campagne de terrain, en scrutant les listes d'émargement afin d'y dénicher le moindre abstentionniste réputé « gagnable ». Ils annonçaient la venue, le 5 février, des dirigeants nationaux de la gauche, dont Robert Hue, Lionel Jospin, Bernard Kouchner et Noël Mamère. En face, après avoir appelé étrangement M. Guichard à rejoindre la liste du Front national, on annonçait un meeting le 6 février. On se promettrait de faire le même travail que dans l'autre camp, principalement centré sur les électeurs RPR afin qu'ils viennent renforcer le camp des anti-Anglade.

Luc Leroux

Michel Samson

Le Front national convoite les électeurs de droite

MARSEILLE
de notre correspondant

Catherine Mégret, arrivée en tête au premier tour avec 7 022 voix, conforte le score de son mari, Bruno Mégret, délégué général du Front national, qui, au soir du premier tour de l'élection municipale de juin 1995, avait obtenu 6 344 voix. Candidature de substitution du fait de l'inéligibilité frappant pour un an son époux à cause du dépassement de ses comptes de campagne, inconnue des Vitroillais jusqu'au mois de décembre 1996, M^{me} Mégret engrange 678 suffrages supplémentaires.

« Notre implantation ne cesse de progresser », commentait, dimanche 2 février, Bruno Mégret. Acclamée par les militants et les responsables départementaux du FN dans le hall d'un hôtel proche des pistes de l'aéroport de Marseille-Provence, M^{me} Mégret s'est contentée d'une brève déclaration : « Je m'étais engagée

dans la lutte contre l'injustice dont Bruno a été victime et pour rendre leur victoire aux Vitroillais. Ce sera chose faite dimanche prochain, car rien ne peut m'empêcher de gagner. »

Dans l'optique du duel qui se dessine au second tour après l'appel des états-majors UDF et RPR au désistement républicain de leur candidat, Roger Guichard (PR), les 2 452 voix de celui-ci suscitent la convoitise du Front national. A l'UDF, certains observateurs estiment qu'un tiers de l'électorat de la majorité choisira de s'abstenir, mais qu'une partie ira vers l'extrême droite. Directeur du cabinet du maire de Marignane, Raymond Lecler, en trente-neuvième position sur la liste de M^{me} Mégret, avait été élu conseiller général (RPR) de Vitrolles de 1985 à 1992 avant d'adhérer au Front national. Il va mettre à profit sa connaissance de l'électorat de droite. « A plot ventre, annonce-t-il, je vais aller chez tous les

RPR pour les convaincre de rallier le camp des nationaux ». Preuve de l'intérêt porté à l'électorat de la majorité, M. Mégret a lancé dimanche à M. Guichard un appel à rejoindre la liste du Front national. Reconnaissant qu'aucun contact n'avait été noué en vue de cette fusion de listes, le dirigeant du Front national justifiait cette démarche inhabituelle au sein de son parti par « un souci de réconciliation des Vitroillais » et « un nécessaire apaisement du climat de guerre civile », avant de trancher : « De toute façon, nous n'avons pas besoin [de cette union]. »

Dans le droit fil d'une campagne menée au pas de charge, l'entre-deux-tours connaîtra son apogée, pour l'extrême droite, le 6 février, avec un meeting pour lequel la participation de Jean-Marie Le Pen n'est pas envisagée.

« Les électeurs attachés aux valeurs républicaines... »

ALAIN JUPPÉ a exhorté, lundi 3 février, sur France-Inter, la liste conduite à Vitrolles par Roger Guichard (UDF) à se retirer et à appelé « les électeurs attachés aux valeurs républicaines à prendre leurs responsabilités au second tour » dimanche prochain. Le premier ministre et président du RPR a précisé qu'il s'était entretenu « des responsables de la majorité » et qu'il ne faut pas généraliser « à partir du cas de Vitrolles ».

POSITION DE PRINCIPLE
Le premier, François Léotard, président de l'UDF, avait conseillé, « avec regret », dimanche, « le retrait du candidat de la majorité à l'élection municipale de Vitrolles, afin d'éviter que son maintien fasse élire au second tour une municipalité d'extrême droite ». M. Léotard a ajouté : « Sans qu'il soit nécessaire, ni utile de généraliser cette décision, il ne pourrait être compris que le maintien du candidat de la majorité fasse élire à Vitrolles une municipalité d'extrême droite. » Cette position de principe avait été adoptée, pour ce cas de figure, dès le 29 janvier, au bureau exécutif de l'UDF, et elle a été confirmée, dans la soirée de dimanche, lors d'entretiens téléphoniques entre M. Léotard, M. Juppé, le président de Force démocrate, François Bayrou, et le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin.

Ce dernier a expliqué les raisons : « Les résultats sont les conséquences directes de la gestion que mènent, depuis deux mandats, les socialistes et les communistes dans cette ville. Mais leur responsabilité ne doit pas occulter le danger que présenterait l'éventuelle élection de la candidate FN. » Renaud Muselier, secrétaire départemental du RPR dans les Bouches-du-Rhône,

a également invité M. Guichard à « retirer sa liste afin que les électeurs puissent choisir en leur due et conscience en se référant aux valeurs républicaines ». Cette position a été aussitôt validée, dans les mêmes termes, par la direction nationale du RPR, qui précisait que la liste de la majorité « n'a, hélas, aucune chance de l'emporter au second tour ».

Seul Hervé de Charette, proche de Valéry Giscard d'Estaing, a refusé de se placer dans cette hypothèse. « J'ai compris que le candidat de la majorité, M. Guichard, avait l'intention de se maintenir au second tour. Si j'étais électeur à Vitrolles, je souhaiterais voter pour lui au second tour », a affirmé le ministre des affaires étrangères, qui préside le Parti populaire pour la démocratie française.

A gauche, François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a indiqué que « c'est à la droite nationale et locale de prendre ses responsabilités, comme nous les avons prises au moment de Dreux ». Il a appelé les Vitroillais à « prendre conscience du danger et à faire acte de sursaut démocratique ».

Depuis 1894
DU BEAU VÊTEMENT À
LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Luxeuses draperies
prix agréables
27, rue du 4-Septembre, PARIS 2^e
Tél : 01.47.42.70.61

Michel Rocard s'en remet à l'affrontement droite-gauche

POLITIQUES d'un côté, politologues de l'autre : ce sont deux débats distincts, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a fait salle comble, dimanche 2 février, à La Défense, près de Paris, en évoquant les menaces que le Front national fait peser sur la société française. Deux jours auparavant, dans un communiqué, le parti d'extrême droite s'était dit resté ému « des incessantes campagnes menées contre lui par le CRIF ».

Tandis que, dans un amphithéâtre rempli de jeunes, le politologue Pascal Perrineau expliquait comment « Le Pen répète la culture d'une alternative radicale », entretenue par la gauche au début des années 80, Jacques Toubon, ministre de la Justice, Michel Rocard (PS), Robert Hue (PCF) et Claude Gossu (UDF-FD) ont eu les plus grandes peines à se différencier dans l'analyse des menaces qui pèsent dans la perspective des prochaines élections législatives. La difficulté à faire passer les réformes, le sentiment d'insécurité et le niveau du chômage expliquent, pour M. Toubon, « la montée des extrémismes ». Pour être « efficace », l'ancien secrétaire général du RPR maintient cependant que la majorité doit tenir l'équilibre entre « l'illusion du passé », symbolisée par le Parti socialiste, et la « démagogie » du Front national.

Pour M. Rocard, « un vrai retour à l'affrontement droite-gauche laisserait un peu moins de place à l'obsession et aux dérives extrémistes ». L'ancien premier ministre estime aussi qu'il faut retrouver un discours d'authenticité plus fort sur le racisme, les droits de l'homme et l'immigration. Au constat dressé par le premier ministre, le secrétaire national du Parti communiste a ajouté deux éléments d'explica-

tio de la montée du « populisme » : l'accroissement des inégalités et la crise du politique. Pour contourner la montée de Jean-Marie Le Pen, la gauche doit « offrir une alternative progressiste crédible au pouvoir actuel ». M. Hue s'est offert un joli succès en engageant les militants de son parti à « reprendre le combat dans les quartiers difficiles ». « Il ne faut pas laisser le Front national être porteur de la souffrance des gens », a-t-il affirmé.

SILENCE PRUDENT
Cette préoccupation est partagée par le président du CRIF, Henri Hajdenberg, qui est à l'origine de l'initiative, pour la première fois, du secrétaire national du PCF au dernier 10^{er} annuel du CRIF (Le Monde du 28 janvier). « Tous les démocrates doivent se mobiliser, être présents dans les villes, les cités, dans la vie associative de chaque jour (...), être aux côtés de ceux qui ont des difficultés, principalement les jeunes qui n'ont pas de travail et les chômeurs », a souligné M. Hajdenberg.

Le président du CRIF, en revanche, n'a pu enregistrer qu'un silence prudent, partagé par tous ses interlocuteurs, en réponse de sa demande de voir se constituer, chaque fois que nécessaire, « un barrage républicain contre le Front national » au second tour des élections. De même, le ministre de la Justice n'a pas su apporter de garanties sur le projet de loi destiné à renforcer la législation antiraciste et déposé - en vain - depuis le mois d'octobre sur le bureau de l'Assemblée nationale.

En privé, M. Toubon indique qu'il espère obtenir gain de cause « en pratiquant un massage doux, en usant de pédagogie ». Publiquement, le garde des sceaux a reconnu que ce texte, « nécessaire et opportun », suscite, outre des ré-

serve d'ordre juridique, un problème politique : « Y a-t-il une majorité dans la majorité pour l'adopter ? » Secrétaire général de l'UDF, M. Gossu en est convaincu des « réticences » de certains députés de la confédération libérale à combattre M. Le Pen par ce moyen, au risque de « faire apparaître le bourgeois comme un opprimé ». « C'est purement tactique », a-t-il assuré. A gauche, en revanche, M. Rocard et M. Hue donnent une « approbation de principe », en indiquant qu'ils appelleraient leurs amis respectifs à voter le projet de loi.

Jean-Louis Saux

Formation bac+3 ans
bilingue français-anglais
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'Etat au niveau II
- Echanges avec les Etats-Unis en cours de scolarité

avec préparation
intégrée aux grands
MBA mondiaux

LIU
mba
INSTITUTE
Groupe IPESUP

81, rue des Blancs-Manteaux
75004 Paris - Tél : 01 42 78 95 45

Pour vous aider à réussir
STAGES INTENSIFS & SEMESTRIELS
ISTH · 1997

- GRANDES ECOLES DE COMMERCE après BAC, DEUT, DUT ou BTS et LICENCE - CONCOURS SESAME
- SCIENCES PO PARIS / PROVENCE après BAC ou LICENCE
- GRANDS CONCOURS JURIDIQUES et ADMINISTRATIFS : en MAÎTRISE
- DROIT / SCIENCES ECO / GESTION Soutien méthodologique universitaire
- ENTRÉE en MISTCF - DECF de l'Expérience Comptable

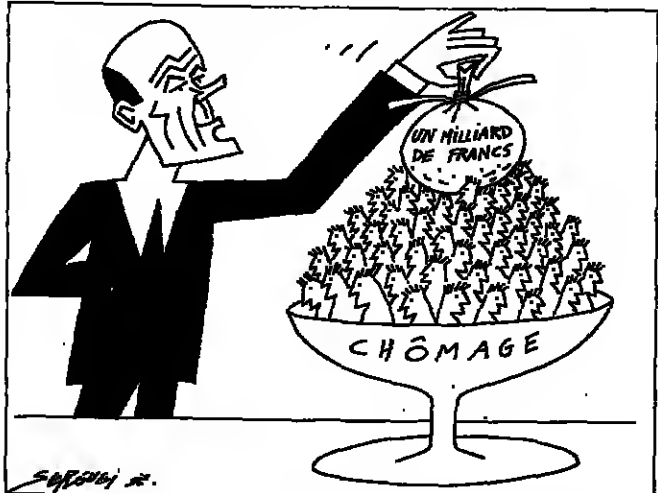
ISTH LA CONFÉRENCE
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
3615 ISTH - FS - 223 F - 110

Alain Juppé ne prévoit ni remaniement ni inflexion

INVITÉ DE FRANCE INTER, lundi 3 février, Alain Juppé a exclu un remaniement ou un inflexion de sa politique. « Je ne vois pas, — le président de la République non plus — la nécessité d'un remaniement ministériel », a-t-il affirmé. Estimant que la sensibilité balladurienne était déjà représentée dans son gouvernement, il a ajouté : « Ce n'est pas au moment où cette politique semble donner de bons résultats, où les chiffres du chômage du mois de décembre vont dans la bonne direction, (...) au moment où on prévoit une accélération de la croissance qu'on va infléchir la politique. »

Le premier ministre s'est interrogé sur la nécessité d'accélérer les baisses d'impôts : « Si la croissance dans le courant de l'année 1997 s'accroît, si on est au-dessus des 2,3 %, alors on pourra se poser la question. Mais si, aujourd'hui, je compromettais les bons résultats obtenus et la qualification de la France pour l'euro, je crois que ce serait un mauvais inflexionnement. »

Évoquant le prochain sommet pour l'emploi des jeunes, M. Juppé a par ailleurs annoncé qu'il allait « mettre au pot 1 milliard de francs pour (...) soutenir les initiatives locales » en faveur de l'emploi des jeunes.



DÉPÊCHES

■ **LOI ROBEN** : Alain Madelin (UDF-PR), a déclaré, dimanche 2 février, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que la loi Roben sur la réduction du temps de travail était « une erreur ». « Sur sept ans, pour maintenir un emploi pendant deux ans, le coût total est de plus de 750 000 francs », a-t-il dit. « C'est l'écueil de l'emploi le plus stérile, dans la mesure où elle ne sert à créer aucune richesse nouvelle. » C'est aussi « une erreur politique et psychologique » renvoyant « l'idée malheureuse » selon laquelle « nous allons vers une disette en matière d'emplois ».

■ **MISE EN GARDE** : l'ancien premier ministre Michel Rocard (PS) a déclaré, samedi 1^{er} février, devant les clubs Convergence : « Attention à ne pas décevoir [les Français] une nouvelle fois. » « Malgré les accords électoraux récents, le redressement de la gauche n'est pas assuré, a-t-il expliqué, car le Parti communiste demeure — en dépit des efforts de Robert Hue — une citadelle fermée. Les Verts ont laissé beaucoup de plumes dans leurs divisions internes. Quant au Parti radical-socialiste, son apport ne peut être que marginal. »

■ **AUBRY** : l'ancien ministre socialiste du travail, Martine Aubry, s'est déclarée, dimanche 2 février, sur Europe 1, « sûre » que les socialistes « supprimeront la loi Roben » s'ils revenaient au pouvoir demain, car elle ne fait que « répartir la pénurie et ne fait pas du temps de travail un outil majeur du nouveau projet de société ».

■ **MENDE** : le Conseil d'Etat a confirmé l'élection de Jean-Jacques Delmas (UDF-Rad), maire de Mende (Lozère), vendredi 31 janvier. Il a annulé le jugement du tribunal administratif de Montpellier, qui avait déclaré M. Delmas inéligible à la fonction de conseiller municipal pendant un an, en mars 1996. Il a considéré que le coût d'un sondage effectué en mai 1994 avait été réintégré « à tort » dans son compte de campagne.

La gauche perd le canton de Lasalle (Gard)

GARD

Canton de Lasalle (second tour).

L. 2 345 ; V. 1 601 ; A. 31,72 % ; E. 1 516.

Christian Flaisier, div. d., 599 (39,51 %) — **ÉLU**.

Christian Pibarot, PCF, 527 (34,76 %) ; Jean-Louis Pesenti, div. g., m. de Lasalle, 390 (25,72 %).

[L'ancien maire de Lasalle, Christian Flaisier (div.), a profité, dans ce bref traditionnellement acquis à la gauche, du maintien au second tour du candidat communiste Maurice Pibarot. Entre les deux tours, celui-ci avait passé outre aux consignes de son parti, qui lui avait demandé de se désister en faveur du maire (div. gauche) de Lasalle, Jean-Louis Pesenti, arrivé en deuxième position au premier tour. Distant de quatre voix seulement, Maurice Pibarot avait estimé que le soutien des Verts devait lui permettre de l'emporter sur le maire de Lasalle, soutenu par la fédération socialiste du Gard et la majorité départementale du président du conseil général Alain Jourmet (PS).]

26 janvier 1997 : L. 2 361 ; V. 1 482 ; A. 37,23 % ; E. 1 437 ; Christian Flaisier, div. d., 302 (21,01 %) ; Jean-Louis Pesenti, div. g., m., 240 (16,70 %) ; Christian Pibarot, PCF, 236 (16,42 %) ; Guy Fabre, RPR, 209 (14,54 %) ; Gérard Almeras, div. d., 196 (13,64 %) ; Virginie Tessa, Verts, 131 (9,31 %) ; Jean-Paul Vidal, PC, 72 (5,01 %) ; Olivier Masson, Verts, 51 (3,54 %) ; Patrick Chevalier, div. d., 0 (0,00 %).

27 Mars 1994 : L. 2 338 ; V. 1 647 ; A. 29,53 % ; E. 1 567 ; Jean Gazals, PS, 986 (62,92 %) ; Gérard Almeras, div. d., 501 (37,07 %).

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Canton de Reillanne (premier tour).

L. 2 454 ; V. 1 663 ; A. 32,33 % ; E. 1 620.

Raymond Bressand, PCF, m. de Reillanne, 574 (35,43 %) ; Gérard Baumel, RPR, m. de Céreste, 468 (28,88 %) ; Pierre Pourcin, PS, 382 (23,82 %) ; Stéphane Durber, EN, c. x., 142 (8,76 %) ; Yves Marceau, div. d., 114 (7,03 %) ; Marie-Françoise André, div. d., 90 (5,55 %) ; Roger Roume, div. g., 43 (2,65 %) ; Frédéric Burlet, PNR, 7 (0,43 %) — **BALLOTAGE**.

[La division de la droite permet à Raymond Bressand (PCF) d'arriver au titre du premier tour de cette élection destinée à pourvoir au remplacement de Georges Allard (PCF), décédé, à qui M. Bressand a succédé à la mairie de Reillanne. Au second, il affrontera le candidat de la majorité départementale, Gérard Baumel (RPR), dans un duel qu'arbitreront les abstentionnistes du premier tour et les électeurs du Front national.]

22 Mars 1992 : L. 2 381 ; V. 1 948 ; A. 38,31 % ; E. 1 885 ; Georges Allard, PCF, 444 (23,35 %) ; Claude Peloux, PS, 412 (21,85 %) ; Adolphe André, UDF, 402 (21,32 %) ; Yves Marceau, div. d., 238 (12,56 %) ; Jean-Pierre Brunet, div. d., 149 (7,90 %) ; Christine Genoulac, GE, 131 (6,95 %) ; Bernard Folque de Bernart, FN, 129 (6,84 %).

MARNE

Canton de Fère-Champenoise (premier tour).

L. 4 336 ; V. 2 533 ; A. 41,58 % ; E. 2 457.

Claude Hardy, div. m. de Fère-Champenoise, 1 092 (44,44 %) ; Christian Chardain, UDF, 665 (27,06 %) ; Bruno Roulot, RPR, adj. m., 414 (16,85 %) ; James Dieppedale, FN, 194 (7,59 %) ; Brigitte Peuchot, PCF, 92 (3,74 %) — **BALLOTAGE**.

[Claude Hardy (div.), maire de Fère-Champenoise, renouvellerait-il le siège de conseiller général que Roland Henocq (RPR) lui avait ravi dès 1985 ? Après le décès de ce dernier, le premier tour de cette cantonale partielle n'apporte aucune certitude. M. Hardy, qui refuse toute filiation politique malgré la sympathie qu'il inspire au Parti communiste, aura fort à faire face à l'UDF Christian Chardain, également bien implanté dans le lieu local. Celui-ci devrait pouvoir compter sur les voix de son parentèle mülhousien RPR, Bruno Roulot.

22 Mars 1992 : L. 4 234 ; V. 2 537 ; A. 28,27 % ; E. 2 822 ; Roland Henocq, RPR, 1 382 (48,97 %) ; Claude Hardy, div. g., m., 1 113 (39,44 %) ; Daniel Fauter, div. d., 170 (6,02 %) ; André Barthélémy, PC, 257 (8,56 %).

Lionel Jospin et Robert Hue estiment qu'ils peuvent discuter de l'Europe « sans préalable »

La gauche a de nouveau débattu de ses divergences sur l'euro

Samedi 1^{er} février, l'ancien ministre communiste Charles Fiterman a réuni lors d'une rencontre sur l'Europe sociale et politique Lionel Jospin, pre-

mier secrétaire du PS, Robert Hue, secrétaire national du PCF, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, et Bernard Ravenel, porte-parole de la

Convention pour une alternative progressiste (CAP). Ni le Mouvement des citoyens (MDC) ni le Parti radical-socialiste (PRS) n'avaient été conviés.

POUR LA GAUCHE, dont une partie s'est réunie samedi 1^{er} février à Paris à l'occasion de la rencontre « Priorité à l'Europe sociale et politique » organisée par le Forum alternatives citoyennes de Charles Fiterman, Maastricht demeure, plus de quatre ans après le référendum, le principal cactus sur la voie du rassemblement pour l'échéance de 1998, qui coïncide avec celle de la monnaie unique. « Pour la première fois en 1992, les élites se sont rendu compte de la fracture qui existait entre elles et le peuple. Aujourd'hui, la question réapparaît alors qu'elle semblait avoir été tranchée de manière limpide, parce que l'économie n'insuffit pas le désir d'Europe », a ainsi mis en garde M^{me} Voynet.

Le ton, courtois voire amical, était à la conciliation. « Je n'aurais rien à faire ici si j'étais contre l'Europe, contre toute construction européenne », a d'emblée rassuré M. Hue, tandis que M. Jospin précisait que son récent emportement contre les « Messieurs veto » (Le Monde du 17 janvier) avait été fait « en souriant » : « Je me compte

parmi eux. Je n'entends pas imposer notre vision des choses », a ajouté M. Jospin tout en bornant le champ du débat : « Nous sommes prêts à discuter du comment de la politique européenne, mais pas à partir du refus de la construction européenne elle-même. Corriger la construction européenne, nous pouvons le faire ensemble, l'interrompre non. » « Pour que la gauche dans son pluralisme oborde ensemble l'échéance de 1998, a renchéri M. Hue, nous ne mettons aucun préalable. » « On peut avancer », a-t-il assuré.

« RÉVISION EN PROFONDEUR »

Sur le tempo, et selon les « bonnes » méthodes de M. Jospin, a même admis le responsable communiste, les gauches ont recensé, point par point, accords et désaccords. Pour la première fois, le secrétaire national du PCF a accepté de « débattre » publiquement des quatre conditions posées par le PS au passage à l'euro. « J'y attache de l'importance », a-t-il dit, avant de les résumer une à une. M. Hue a voulu démontrer que,

sans « révision en profondeur des engagements de Maastricht », dont ces conditions « sont tellement le contraire », elles ne seraient que des vœux pieux. « On ne peut pas parler de solidarité pour un pacte qui respecterait durablement les critères de Maastricht », a-t-il lancé à propos de la demande du PS d'un pacte « de solidarité et de croissance », tout en se disant d'accord avec M. Jospin sur la nécessité de réduire les déficits publics.

L'exigence socialiste d'un « véritable gouvernement européen » n'a pas davantage trouvé grâce aux yeux de M. Hue, pour qui « l'article 7 du traité [de Maastricht] interdit à la Banque centrale européenne d'être contrôlée ». M. Jospin a balayé l'instrument monétaire commun du PCF, en jugeant doctement que, selon « cette loi célèbre de l'économie », « une mauvaise monnaie chasse l'autre ». Quant à la campagne du PCF et du MDC en faveur d'un référendum sur l'euro, M. Jospin l'a réfutée en affirmant que « le peuple a déjà tranché » en 1992. « C'est revenir à une logique du tout ou rien, a-t-il

martelé. Si c'est non, c'est revenir sur l'essentiel, si c'est oui, c'est un oui sans conditions. » Au passage, M. Jospin a rappelé que « c'est une arme entre les mains du président de la République, dont je rappelle qu'il est de droite ».

Sur le fond, le premier secrétaire du PS n'a pas fait de concessions, jugeant que son approche de la monnaie unique devrait « rassembler » la gauche. M. Hue continue de « refuser le passage à la monnaie unique en 1998 tel qu'il est prévu ». « Et si les conditions que toi, Lionel, tu poses avec tes amis ne sont pas réunies ? Qu'est-ce qu'on fait ? On attend d'avoir le nez dessus ? », a demandé M. Hue. « On ne peut pas se placer dans la perspective d'avoir constamment à en rebattre pour cause de cohabitation », a-t-il gentiment gourmandé. « S'il subsiste des divergences » en 1998, « je suis d'accord avec Robert Hue, ce sera au peuple de trancher », avait prévenu en liminaire M. Jospin.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

PARTIR

ÇA DONNE DES FORCES POUR REPARTIR

LES VOIS

aller-retour au départ de Paris

LISBONNE 890 F

PALMA 970 F

SHANNON 970 F

ROME 980 F

ISTANBUL 990 F

MALTE 1 180 F

TUNIS 1 190 F

MARRAKECH 1 260 F

TEL AVIV 1 450 F

LOUXOR 1 650 F

MONTREAL 1 900 F

NEW YORK 1 990 F

LES ANTILLES (1) 2 340 F

GUYANE 2 450 F

DAKAR (2) 2 490 F

OUAGADOUGOU 2 490 F

ABIDJAN 2 690 F

LOS ANGELES 2 690 F

MOMBASA 2 900 F

DJIBOUTI 2 900 F

BANGKOK 3 290 F

ST DOMINIQUE 3 290 F

LA REUNION (3) 3 290 F

KILIMANDJARO 3 290 F

ANTANANARIVO 4 200 F

LES COMORES 4 200 F

PAPETE 5 450 F

NOUMEA 5 500 F

(1) départs de Toulouse, Marseille, Lyon, Nantes, Brest, Lille et Bordeaux : 2 840 F

(2) départs de Lyon, Marseille et Toulouse : 2 530 F

(3) départs de Lyon, Marseille et Toulouse : 3 490 F

LES WEEK-ENDS

chambre double avec petit déjeuner avion compris

ROME
3 jours / 3 nuits
du 6 ou 9 mars **1 530 F**

FLORENCE
3 jours / 3 nuits
du 6 ou 9 mars **1 540 F**

ISTANBUL
4 jours / 3 nuits
du 1^{er} au 31 mars **2 050 F**

TOZEUR
Sud Tunisie
hôtel-club Paladien Basma
4 jours / 3 nuits
jusqu'au 31 mars **2 140 F**

JERUSALEM
3 jours
du 27 février ou 20 mars **2 630 F**

LES PALADIENS

une semaine en demi-pension avion compris

TUNISIE
hôtel-club Paladien Hommame Club
du 1^{er} au 14 mars **1 830 F**

MAROC
hôtel-club Paladien Tropicana
à Marrakech
du 2 ou 23 mars **3 040 F**

LES ANTILLES
SAINT BARTHELEMY
Résidence Paladien Le Sea Horse
logement seul avec location voiture
du 12 avril ou 26 juin **5 000 F**

LA REUNION
hôtel-club Paladien l'Apolonia
du 1^{er} mars au 4 avril **5 990 F**

LES CIRCUITS

avion compris

THAILANDE
Circuit Histoire et Tradition
9 jours en pension complète,
départs 14, 21 et 25 avril **5 990 F**

KENYA
Parcs et Réserves
2 semaines en pension complète
départ 3 avril **7 515 F**

distributeur d'énergie

Prix par personne, hors taxes aériennes, 180 agences en France

TELEPHONE 0 805 33 33 33 (1,49 F la minute) MINITEL 3615 MF (1,29 F la minute)

051 71149

Les Verts ratifient leur accord avec le PS malgré l'opposition de leur aile gauche

« Lionel Jospin n'est pas devenu notre porte-parole », promet Dominique Voynet

Cinquante-huit membres du conseil national interrégional des Verts ont accepté, dimanche 2 février, l'accord négocié avec le Parti socialiste,

alors que trente-six ont voté contre et douze se sont abstenus. Dominique Voynet a dû batailler pour faire admettre ce qu'elle a appelé « un

compromis honorable » face à ceux qui auraient préféré une alliance avec les mouvements alternatifs ou radicaux.

HARANGUES passionnées, rappels à l'ordre, comptages désordonnés : réuni à Paris samedi 1^{er} et dimanche 2 février, le conseil national interrégional (CNIR) des Verts - sorte de « parlement » de l'organisation - s'est livré à l'un de ces débats fiévreux qu'il affectionne. Peu légitimistes de tradition, ses membres ont finalement adopté l'accord électoral et programmatique que leur direction propose de signer avec le PS (le Monde du 18 janvier) par 58 voix contre 36 et 12 abstentions.

Pour la première fois, les critiques ne sont pas venues des Verts « historiques », fidèles au « ni-ni » (ni droite, ni gauche). C'est la gauche des Verts, plus jeune, plus diverse, qui a mené le combat contre la « socialisation » de leur mouvement. Délégué au programme et aux commissions, Philippe Boursier - le seul des onze membres du conseil exécutif à s'opposer à l'accord - s'est rallié à la proposition de Martine Billard, conseiller de Paris, d'un rassemblement des écologistes et des « alternatifs », en riposte au « recentrage au centre-gauche » des Verts.

Francine Bayat et ses amis du courant « Divergences », dit « mouvementiste », en référence aux manifestations et aux grèves de décembre 1995, et favorable à la composition d'un « pôle de radicalité » à la gauche du PS, a également manifesté son désaccord.

Parlant de « compromis honorable », Dominique Voynet a donc dû faire œuvre de pédagogie. « Vous ne m'avez pas facilité la tâche », a rappelé l'ancienne candidate à la présidentielle à ses troupes, en préambule, en notant que les négociations avec le Parti socialiste s'étaient déroulées « à guichets ouverts ». « Il nous faut bien résoudre une équation. "Vache folle", amiante, nous sommes culturellement majoritaires, mais, avec 3 % des voix, nous n'avons pas de poids réel. Sans députés, nous ne pouvons pas forcer l'évolution des parlementaires ».

Pour rassurer les délégués inquiets, elle a précisé : « Lionel Jospin n'est pas devenu notre porte-parole. Nous présentons plus de

400 candidats, avec une étiquette verte, sur un programme vert, avec un financement vert. Avec le Parti communiste, nous mènerons des initiatives communes, par exemple sur la proportionnelle. Nous ne renonçons pas, avec cet accord, à notre idée de large coalition de la gauche ».

MARQUE ÉCOLOGIQUE

Une assemblée générale extraordinaire des Verts, du 21 au 23 mars, doit encore ratifier l'accord. Les Verts ont imposé leur marque au chapitre de l'écologie : moratoires sur la construction de réacteurs nucléaires jusqu'en 2010 (fermeture de Superphénix et révision - et non plus « fermeture » - du retraitement à La Hague), vote d'une

loi sur l'énergie au plus tard en 2005, moratoire sur la construction d'autoroutes et abandon du canal Rhin-Rhône. Sur l'Europe, le texte rendait l'objectif de la construction d'une fédération entre les États européens, mais renvoie au printemps 1998 « la décision politique de passer au nan à la mannaie unique ».

Les Verts, en revanche, ont simplement obtenu l'engagement qu'une « nouvelle législation se substituerait aux lois Pasqua » [on ne parle pas d'abrogation] et la seule « perspective » du droit de vote des immigrés aux élections locales. Enfin, sur les 32 heures, le PS a fait modifier le texte quasi bouclé, en souhaitant que l'accord aboutisse « dans le cadre de la législation », et non plus « à mi-législation ».

L'accord comporte aussi un volet électoral. Il prévoit que 29 circonscriptions seront réservées au mouvement écologiste. Les Verts ont par ailleurs rendu publique, dimanche, une liste de 75 circonscriptions dans lesquelles le Parti socialiste demande que le parti écologiste ne présente pas de candidats. Enfin, dès samedi, le CNIR avait approuvé par 60 voix, contre 26 et 24 abstentions, le principe d'une fusion entre les Verts et le mouvement Convergence, écologie, solidarité de Noël Mamère.

Ariane Chemin

Un appel pour un pôle alternatif

L'ancien ministre communiste de la fonction publique, Anicet Le Pors ; Daniel Bensaid, membre de la LCR ; Didier Mithchane, vice-président du MDC ; Francine Bayat, membre du « parlement des Verts », ont signé, dimanche 2 février, un appel pour un « pôle » de gauche, opposé aux « orientations libérales et maoïstiques » des socialistes.

Refusant de « déléguer aveuglément à un establishment politico-technocratique ses prérogatives », les quatre personnalités de gauche proposent de construire un pôle alternatif en associant « de manière souple des traditions, des organisations et des courants issus de la gauche et de l'écologie politique ». S'adressant aux « centaines de milliers de militants syndicaux et associatifs » qui se battent « contre la logique du libéralisme », ils souhaitent que les élections régionales de 1998 soient « un des bancs d'essai significatif » de ce pôle.

Le CNPF rend public son projet de « stage diplômant »

LE CNPF a adressé, lundi 3 février, aux organisations syndicales des salariés, des enseignants et des étudiants sa proposition de créer un stage diplômant, baptisé « première expérience professionnelle », qu'il défendait lors du sommet sur l'emploi des jeunes prévu le 10 février à l'hôtel Matignon.

Après deux semaines de discussions avec les partenaires sociaux et les pouvoirs publics, Jean Gandois, président du CNPF, et Didier Pineau-Valencienne, président de sa commission sociale, ont rédigé cette note dans laquelle ils offrent « de lancer une expérience à grande échelle pour proposer aux étudiants de formations générales de l'enseignement supérieur une "première expérience professionnelle" sous statut étudiant, validée par une unité de valeur intégrée à leur parcours universitaire ».

L'objectif est de compenser le

handicap des jeunes diplômés auxquels les entreprises reprochent leur manque de familiarité avec le monde du travail. Cette « première expérience » aurait pour but de leur permettre « d'acquérir un ensemble de connaissances pratiques et de comportements à l'occasion de l'exercice d'une activité professionnelle au sein de l'entreprise ».

VOLONTAIRES ET INDEMNISÉS

L'offre du CNPF ne s'adresse qu'à des étudiants volontaires. Il est précisé qu'il ne s'agit pas d'un « stage de plus », mais d'une « composante reconnue comme telle d'une formation supérieure, sanctionnée par une unité de valeur délivrée par un jury et prise en compte dans le cadre des diplômes nationaux et des procédures de validation des acquis ».

Le patronat « souhaite une impli-

cation très forte du monde universitaire, notamment par la signature avec l'entreprise d'une convention définissant les objectifs et les modalités de la première expérience professionnelle ; par l'accompagnement par deux tuteurs, l'un de l'entreprise et l'autre de l'établissement d'enseignement supérieur ; par la constitution d'un jury mixte université-entreprise présidé par un universitaire ».

Le CNPF propose que la durée minimum de l'expérience soit d'un semestre universitaire, soit quatre mois et demi. Pour la convention de partenariat université-entreprise, il entend s'inspirer de « la convention type arrêtée par le ministère de l'éducation nationale pour les diplômés de l'enseignement technique et professionnel ou des conventions en usage pour les stages intégrés aux enseignements supérieurs ». Ces conventions règlent

les questions d'accident du travail et de partage des responsabilités entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise.

La convention de partenariat préciserait l'objectif de l'expérience « assigné en terme de projet à l'étudiant par l'entreprise », le rôle des tuteurs, l'organisation, le rythme et les heures de présence, les plages disponibles pour des enseignements indispensables » et, enfin, les modalités qui permettront la réunion du jury qui validera la « première expérience professionnelle ».

Celle-ci donnerait lieu au versement à l'étudiant d'une « indemnité » définie « dans le cadre de la législation en vigueur ». C'est-à-dire aux environs de 1.800 francs. Le CNPF souhaite que l'expérience fasse l'objet d'un bilan en 1998.

Alain Faujas

Le FLNC-canal historique revendique une soixantaine d'attentats en Corse

L'opération la plus importante sur l'île depuis 1982

BASTIA

Cinquante-six attentats ont été perpétrés le dimanche 2 février entre 4 heures et 5 h 30 du matin dans plusieurs régions de Corse : quarante-deux attentats en Haute-Corse, dont six à Bastia et quatorze en Corse-du-Sud. Les gendarmes ont aussi découvert cinq charges qui n'ont pas explosé. Ces actions visaient des établissements bancaires et des édifices publics (perceptions, bureaux de poste, locaux EDF, direction départementale de l'équipement, bureau des œuvres sociales de l'armée, agence Air France). Cette « nuit bleue », la plus importante depuis le 19 août 1982, où le FLNC avait signé quatre-vingt-dix attentats, a été revendiquée dimanche en fin de matinée par le FLNC-canal historique. Le bras armé d'A Cuncoletta nazionalista s'est également attribué l'action commise, jeudi 30 janvier, contre un bureau de poste à Nice.

Les charges explosives, généralement de faible puissance, n'ont pas provoqué de blessés, mais ont occasionné des dégâts matériels aux façades des bâtiments et au mobilier des bureaux visés.

Les enquêteurs relativisent l'ampleur logistique d'une telle « nuit bleue », en indiquant qu'une même équipe peut avoir agi dans chaque commune en groupant ses actions. De plus, les deux tiers des attentats ont été perpétrés sur la seule commune de Bastia et dans sa périphérie sud, région où le FLNC reste épargné par les opérations antiterroristes mises en œuvre depuis deux mois en Corse par la quatrième section antiterroriste du parquet de Paris.

Même relativisés, les succès d'opérations montées simultanément en plusieurs points de l'île est, pour le FLNC-canal historique, une indéniable démonstration de force : la « nuit bleue » a été réalisée trois jours après l'autodissolution de son principal rival, le FLNC-canal habituel, alors que l'île est placée sous surveillance policière accrue depuis plusieurs mois. De plus, certains observateurs jugeaient l'organisation clandestine décapitée, en raison des nombreuses arrestations de militants subies récemment, notamment celle de François Santoni, secrétaire général d'A Cuncoletta, et de Jean-Michel Rossi, rédacteur en chef d'U Ribombu, hebdomadaire de l'organisation.

Dans un communiqué de revendication de trois pages, le FLNC-canal historique affirme rester fidèle

« à l'engagement politique qui était le nôtre le 12 janvier 1996 lorsque nous avons initié le premier processus de paix mis en place en Corse ». L'échec de ce processus est, une nouvelle fois, attribué au premier ministre, Alain Juppé, accusé de « retourner au tristement célèbre cycle répression-résistance, avec toutes les conséquences que cela comporte ». A propos de sa ligne politique, le FLNC-canal historique précise : « Ni renoncement ni fuite en avant. Entre ces deux options, notre choix est clair, nous ne serons jamais des jusqu'ou-boutistes fanatiques, tout comme nous ne serons jamais aux côtés de ceux qui ont sacrifié la cause nationaliste ». Faisant implicitement référence à la dissolution du canal habituel, il précise : « L'avenir sera fait de luttas, sachant, contrairement à ce que disent déjà ceux qui ont troqué leur cogoulet contre un strapontin électoral ».

UNE SOLUTION « POLITIQUE »

Enfin, le canal historique prône la démocratie, tout en affirmant son choix de la clandestinité. Les élus de Corse sont accusés de « prévarication », de « détournement d'argent public » ou de « double langage ». Mais le FLNC-canal historique les exhorte à « assumer les responsabilités qui sont les leurs ». Les clandestins mettent en avant une solution « politique et négociée entre l'ensemble des représentants du peuple corse et la France. Les propositions de résolution devront venir des Corses, elles ne pourront être que collectives ».

Le canal historique serait-il favorable au jeu démocratique, sanctionné par les élections ? « Nous n'avons pas la prétention d'être les uniques représentants du peuple corse, nous n'avons pas non plus l'intention de déléguer nos responsabilités à qui que ce soit. Nous ne souhaitons pas vivre par procuration ».

A l'évidence, le FLNC-canal historique a entamé, avec cette « nuit bleue », une stratégie de repossession : tout d'abord, au regard des autres clandestins, pour qui il fait une démonstration de présence opérationnelle sur le terrain ; ensuite, vis-à-vis de l'Etat, dont il sait n'avoir aujourd'hui rien à attendre ; enfin, par rapport à la classe politique insulaire, déjà mobilisée par la préparation des élections territoriales de 1998 et dont il escompte des avancées allant dans le sens de certaines de ses revendications.

Michel Codaccioli

La Caisse des dépôts r...

La Caisse des dépôts r...

Le montant des sommes se...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle va confisquer 100 millions de francs de sommes...

canal historique
ndique une soixantaine
l'attentats en Corse

la plus importante sur

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

SPOILATION Que sont devenus l'argent et les valeurs des milliers de déportés juifs internés au camp de Drancy ? Un rapport du 31 juillet 1944 évalue à 24 millions de francs

(22 millions valeur 1995) le total des sommes confisquées, dont la moitié a alors été transférée à la Caisse des dépôts et consignations. ● SES RESPONSABLES ne savent pas, au-

jourd'hui, ce qu'est devenu ce « butin ». La Caisse des dépôts se dit prête, le cas échéant, à procéder à des restitutions. ● UN GÉNÉALOGISTE a, à partir des registres de

Drancy, retrouvé des héritiers et ayants droit des personnes déportées, qui pourraient prétendre à ces biens considérés jusqu'alors comme tombés en déshérence. ● LE PRÉ-

SIDENT DU CRIF, Henri Hajdenberg, a déclaré, dimanche 2 février : « La réparation financière de cette immense spoliation est impossible. Nous ne l'exigeons pas. »

La Caisse des dépôts recherche les biens des juifs internés à Drancy

Les déportés se sont vu confisquer argent, titres et bijoux dès leur arrivée au camp de transit. Un rapport du 31 juillet 1944 évalue à 24 millions de francs le montant des sommes saisies, dont la moitié a alors été transférée à l'institution, qui dit aujourd'hui en avoir perdu la trace

LE 31 JUILLET 1944, Maurice Kiffer, liquidateur des comptes du camp d'internement de Drancy, après en avoir été le gestionnaire depuis octobre 1941, adresse un rapport au préfet de police Amédée Bussièr. Il estime à 24 208 422 francs le montant global des « rentrées », c'est-à-dire des sommes qui ont été confisquées aux déportés internés à Drancy avant d'être transférés vers les camps de concentration - Auschwitz-Birkenau essentiellement. Maurice Kiffer écrit ensuite : « J'ai transféré la plus grande partie des sommes restant en notre caisse à la Caisse des dépôts et consignations, soit un total de 12 039 892,85 francs » (environ 11 millions de francs, valeur 1995).

connu depuis les travaux de Serge Klarsfeld. Lors de leur arrestation, les juifs se voyaient « conseiller » d'emporter avec eux autant de liquidités, de valeurs mobilières et de bijoux qu'ils le pouvaient, afin, mentait-on, de ne pas se trouver par la suite dans le dénuement. Au camp de Drancy, argent, titres et bijoux leur étaient aussitôt confisqués, au terme d'une fouille et d'un inventaire minutieux. Après le départ de ces déportés vers Auschwitz, ces biens venaient gonfler la caisse du camp.

CARNETS TÉMOINS

Le processus peut être reconstitué d'autant plus précisément que les carnets de fouille, après le départ des derniers SS de Drancy, le 17 août 1944, ont été retrouvés et sont conservés au Centre de documentation juive contemporaine. Ils permettent de savoir, nom par nom, ce qui fut alors volé à chacun des déportés de Drancy. Ce camp a fonctionné d'août 1941 à août 1944. C'est là que furent regroupés la très grande majorité des juifs rafles ou arrêtés en France et promis, pour la quasi-totalité, aux camps d'extermination. C'est de là que partirent 67 000 des 76 600 juifs de France déportés.

Donné millions de francs, comme l'établissent la note de Maurice Kiffer, ont donc été déposés à la Caisse des dépôts et consignations en juillet 1944. Sur quels comptes, pour



quels usages ? La Caisse des dépôts se déclare aujourd'hui dans l'incapacité de répondre à ces questions. Selon Pierre Saragoussi, conseiller du directeur général de la Caisse, l'hypothèse la plus probable est celle d'un transfert du butin sur un ou des comptes de dépôts ouverts à la Caisse par la préfecture de police elle-même. Ce ou ces comptes n'ont pas été encore identifiés, ni, à plus forte raison, leur évolution.

Deux cas pourraient se présenter. « Soit le compte aura été arrêté en

1945, dit M. Saragoussi, et l'argent de Drancy s'y trouve toujours. Soit il a été « actif » à un moment ou un autre après 1945. » Dans ce cas, les sommes ont pu se perdre dans le dédale des systèmes bancaires. La position de la Caisse des dépôts, telle que Pierre Saragoussi la résume, tient en deux affirmations : elle confirme que ces sommes ont bien abouti chez elle ; elle se déclare résolue à rechercher ce qui se serait le compte nominatif de la préfecture de police. Elle procéderait

alors, le cas échéant, à des restitutions. Celles-ci se fonderaient sur les carnets de fouille. Les inventaires étant nominatifs, il est en effet possible de rechercher des ayants droit pour ces biens. C'est là l'autre aspect important de la question, qui touche au bien-fondé de la notion de déshérence. L'Etat a longtemps considéré que des biens confisqués, qui n'avaient pas été réclamés après la Libération, au-delà d'un certain délai n'avaient plus de propriétaires et qu'il pouvait donc en disposer à sa guise.

UNE ÉVALUATION DÉLICATE

C'est le cas des bijoux saisis à Drancy et vendus par les Domaines. C'est celui de nombreux autres objets et œuvres d'art, dispersés selon le même processus à la fin des années 40. C'est encore celui d'autres sommes, qui ont également transité par la Caisse des dépôts : le produit de la vente de biens appartenant à des juifs saisis sous l'Occupation, et le transfert des avoirs de leurs comptes privés à la Caisse.

Le détail de ces spoliations économiques était enregistré dans un peu plus de 20 000 dossiers nominatifs conservés par la Caisse des dépôts. Ces consignations s'élevaient, à la Libération, à un total de 1,3 milliard de francs (valeur 1996). A la fin de 1948, 1,2 milliard avait été restitué aux propriétaires ou à

leurs ayants droit. Restaient 100 millions de francs (valeur 1996). En application de la loi du 16 juin 1948, ils furent alors considérés comme tombés en déshérence et attribués au Trésor.

Un généalogiste, François-Louis A'Weng (lire ci-dessous), a entrepris le dépouillement des carnets de fouille du camp de Drancy, conservés au CDJC. Ayant choisi, à titre d'échantillon, une soixantaine de déportés, il a pu retrouver les noms et les adresses des héritiers d'une vingtaine d'entre eux. Ces personnes sont en droit de demander la restitution des sommes dérobées à Drancy. En ce qui concerne les liquidités, les carnets de fouille indiquent les sommes exactes en valeur 1944. Pour les bons et obligations, il conviendrait de procéder à leur valorisation. Pour les bijoux, l'estimation est plus malaisée encore.

De l'aveu même de la Caisse des dépôts, celle-ci ne sait pas ce que sont devenus, en 1948, les 100 millions de francs considérés comme tombés en déshérence ni le produit des ventes organisées par les Domaines. Il revient désormais à la Commission d'évaluation des spoliations subies par la communauté juive sous l'Occupation, dont le premier ministre vient d'annoncer la création, de tenter de résoudre ces questions.

Philippe Dagen

« Tout interné était tenu de verser... »

Voici les principaux extraits du rapport adressé le 31 juillet 1944 par Maurice Kiffer, liquidateur des comptes du camp de Drancy, dont il a assuré la gestion financière depuis le 1^{er} octobre 1941, au préfet de police Amédée Bussièr.



« Aux termes des instructions de M. le préfet de police, prises en conformité de la réglementation régissant les biens juifs, tout interné, lors de son arrivée au camp, était tenu de verser à notre caisse le montant des sommes et valeurs en tout genre dont il se trouvait détenteur. D'autre part, lors des déportations effectuées par ordre des autorités d'occupation, à la suite des fouilles opérées sur les déportés, de nouveaux versements sont venus s'ajouter aux dépôts normalement effectués. Par ailleurs (...), de nombreuses fouilles d'ordre disciplinaire ont donné lieu à la confiscation des sommes trouvées sur eux. »

Il est résulté de ces différentes opérations cinq comptes particuliers, à savoir : 1) sommes déposées par les internés lors de leur arrivée au camp ; 2) sommes saisies sur les internés lors des fouilles de déportation ; 3) sommes confisquées sur certains internés lors de leur séjour au camp de Drancy ; 4) sommes saisies par la police des questions juives lors des fouilles des 27 mars 1942, 28 avril 1942 et 21 juin 1942. (Le cinquième compte n'est pas présenté.)

Suit le détail des « diverses opérations comptables », puis M. Kiffer reprend : « J'ai transféré la plus grande partie des sommes restant en notre caisse à la Caisse des dépôts et consignations, soit un total de 12 039 892,85 francs concernant 7 410 comptes ; la somme de 454 285 francs concernant 37 comptes a été également transférée dans les banques et établissements de crédits. (...) »

« Je me dois également de vous faire connaître que lors de la grande rafle du 16 juillet 1942 (plus de 4 500 internements) sur ordre de M. Laurent, alors commandant du camp, l'argent perçu sur les internés n'a donné lieu à la confection d'aucune quittance et que les versements ont été uniquement consignés sur des bordereaux établis dans des conditions particulièrement défectueuses. (...) »

PORTRAIT
François-Louis A'Weng refuse d'admettre l'absence d'ayants droit aux biens confisqués

milie. Pour remonter jusqu'au XVI^e siècle et à ses aïeux imprimeurs bâlois, eux-mêmes originaires du sud de l'Allemagne, il lui a fallu s'initier à toutes les subtilités de la recherche des archives et de leur interprétation.

Après des études de droit, François-Louis A'Weng songe à faire de ses compétences une profession. Greffes, états civils, actes notariés, registres de toutes sortes sont devenus ses sources, dont il tire de quoi tracer sur de grandes feuilles des arbres aux ramifications interminables. A partir de 1989, l'ouverture des archives en Europe de l'Est et le besoin d'en savoir plus sur une partie de sa propre ascendance le décide : il consacre depuis lors l'essentiel de ses activités aux conséquences des exterminations et des spoliations qui ont eu lieu durant la seconde guerre mondiale.

Œuvres d'art, appartements, comptes bancaires... Il ne lui a pas fallu longtemps pour

s'apercevoir qu'un demi-siècle plus tard bien des problèmes demeuraient irrésolus. Un point, plus particulièrement, l'a intéressé : l'ootio de déshérence. Son expérience de généalogiste l'empêchait d'admettre que des biens confisqués soient revenus à l'Etat parce qu'ils se trouvaient sans propriétaires ni ayants droit en 1945. Ainsi, à propos des « MNR », ces tableaux déposés dans les musées, il se refuse à croire qu'ils soient sans héritiers.

Après avoir rappelé que le code civil reconnaît le droit à succession jusqu'au sixième degré de parenté, François-Louis A'Weng s'explique : « La situation à prendre en compte est celle du jour du décès. Et, en 1944, les collectionneurs pillés ont tous laissé des neveux et nièces ou cousins ou quatrièmes, cinquièmes et sixièmes degré. Pour n'en laisser aucun, il eût fallu que les deux parents soient enfants naturels non reconnus, ou encore respectivement fils et fille unique. Dans cette hypothèse, il eût encore fallu que leurs quatre grands-parents n'aient laissé aucun frère ni sœur susceptible d'avoir eu une descendance représentée au décès de 1944. Autrement dit, dans la grande majorité des cas, il y avait des héritiers en 1944. »

DOSSIERS INACCESSIBLES

Qu'ils ne se soient pas présentés ne le surprend pas. « Ils ignoraient qu'ils étaient en droit de revendiquer la propriété de ces tableaux au biens. D'abord, parce qu'ils ne savaient pas forcément que leur cousin en avait été le propriétaire ; ensuite, car ils ne connaissaient pas à taut

coup leur lien de parenté. Depuis, ces héritiers sont morts à leur tour. Ils ont pu, des ayants droit en ligne directe, ou en ligne collatérale, ou encore des bénéficiaires de testament. Il est clair que ces ayants droit ignorent tout de la foucette qu'ils ont de revendiquer ces biens. »

Pour que cela soit possible, encore faudrait-il que les dossiers des spoliés établis par l'Office des biens privés soient accessibles aux chercheurs. Conservés au Quai d'Orsay, ils ne sont accessibles pour l'heure qu'aux ayants droit qui peuvent fournir des preuves de leur position. Or, ce sont précisément ces dossiers qui, le plus souvent, permettraient d'identifier les ayants droit. La situation est donc bloquée et les revendications à peu près impossibles. « On comprend bien l'intérêt pour l'Etat, ajoute François-Louis A'Weng, de ne pas modifier cette législation, qui empêche un collatéral de pouvoir établir un dossier de preuves obligent un musée à abandonner un tableau. »

A l'issue du délai de soixante ans à dater des faits, ces dossiers seront en principe accessibles à tout requérant - soit aux alentours de 2005. « Pourquoi la République se refuse-t-elle à ouvrir l'accès à ses archives ? Pour gagner huit ans ? », s'interroge M. A'Weng. Ce retard sera sans effet juridique, ajoute-t-il, « puisqu'il y a l'imprescriptibilité ». Et de conclure que ces obstacles, « ou mépris des dispositions du code civil », ont permis à la République de reconstituer « le droit féodal de la mainmorte ».

Ph. D.

Les carnets de fouille de M^{lle} B., morte à Birkenau

M^{lle} B. a été transférée à Drancy le 20 juin 1944. Elle avait emporté avec elle, obéissant aux « conseils » officiels, des titres au porteur, des liquidités et des bijoux. Les carnets de fouille du camp - numéros 136 et 138 - les énumèrent méthodiquement.

Pour les bijoux : trois bracelets d'or, plusieurs bagues, l'une avec un solitaire rond, l'autre avec un solitaire carré, un collier de perles, trois clips de platine et brillants, deux montres. Pour les titres : dix bons du Trésor d'une valeur de 100 000 francs, huit obligations de 1 000 dollars, des obligations d'emprunts extérieurs du gouvernement français pour un montant de 3 000 florins. Pour le numéraire : 75 livres anglaises et 100 dollars. L'ensemble est évalué par les autorités du camp à 282 951 francs. Selon toute vraisemblance, quand ces biens lui ont été saisis, dès son arrivée à Drancy, M^{lle} B. s'est vu confier en guise de reçu le double de cette liste. C'est ainsi que procédait l'administration du camp, avec minutie.

M^{lle} B. est morte au camp de Birkenau, le 27 janvier 1945. Ses bijoux et ses titres ont « disparu » : les premiers, saisis par quelque homme du Commissariat aux affaires juives ou vendus par les Domaines ; les autres, transférés sur l'un de ces comptes qu'il importerait tant d'identifier au-

jourd'hui. Car les biens de M^{lle} B. ne sont pas en déshérence. Après quelques jours de recherches, le généalogiste François-Louis A'Weng (lire ci-dessus) a découvert qu'elle avait fait établir un testament, à la date du 9 juin 1941 - sans doute était-elle alors sans illusions sur la suite des événements. Elle désignait M. R. comme son légataire universel.

Quand le décès de M^{lle} B. fut officiellement reconnu, le testament fut exécuté, mais sans les 282 951 francs saisis à Drancy. Cet actif est demeuré en dehors de la succession de manière parfaitement illégale. M. R. est mort, puis sa fille et le mari de celle-ci. Restent des beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, héritiers à leur tour de M^{lle} B. Il n'a fallu que deux semaines à François-Louis A'Weng pour reconstituer cette chaîne à partir des carnets de fouille de Drancy.

Souvent, la recherche a été plus facile encore. Le généalogiste a pu retrouver des enfants de déportés ou reconstituer des échelons de collatéraux, cousins germains. Dans tous les cas, il ne saurait y avoir prescription puisqu'il s'agit, selon le droit international, de pillages de guerre et, selon le droit français, d'actes réalisés à l'occasion de crimes contre l'humanité.

Ph. D.

M. Hajdenberg exclut toute indemnisation globale

SATISFAITS de l'annonce faite par le premier ministre, le 25 janvier, de créer un groupe de travail sur le recensement des biens dont les juifs auraient été spoliés sous le régime de Vichy, les responsables de la communauté juive redoutent cependant que, par un effet pervers, elle n'alimente l'antisémitisme. Cinquante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, les juifs ne chercheraient-ils pas à se faire indemniser ?

A l'occasion du vaste rassemblement baptisé judéo-scope et organisé, dimanche 2 février, à la Défense, près de Paris, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Henri Hajdenberg, a fait, une nouvelle fois, cette mise au point : « Que ce soit clair et net, et j'espère être entendu sans confusion possible : la réparation financière de cette immense spoliation est impossible. Nous ne l'exigeons pas. Nous ne réclamons pas d'indemnisation pé-

uniaire sur ce qui a été englouti depuis plus de cinquante ans. »

Le président du CRIF a expliqué que « la législation ne permet pas à la communauté juive organisée, aujourd'hui, de se substituer à des individus, à des familles entières disparues, qui n'ont pu réclamer leurs biens à la Libération ». Il attend une « réparation morale », et son message vaut à la fois à l'extérieur comme à l'intérieur de la communauté juive.

PRÉJUDICE INESTIMABLE

Quelques-uns de ses membres se sont imaginés, en effet, que l'inventaire promis par Alain Juppé pourrait déboucher sur une indemnisation, ce qui provoque, en retour, des vives indignations, telle celle d'une personnalité de la communauté, Jo Goldenberg. Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Actualité juive* (daté 30 janvier), le restaurateur de la rue des Rosiers, à Paris, déclare qu'il serait « honteux » de

réclamer de l'argent. « C'est comme si je faisais estimer le préjudice de la déportation de toute ma famille », explique-t-il.

Un problème subsiste, comme l'a rappelé l'avocat Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés de France, lors d'un débat sur les spoliations : le cas des enfants juifs français, orphelins de parents étrangers morts en déportation et qui n'ont bénéficié d'aucune indemnisation au lendemain de la guerre. « Quelques rares personnes », a rappelé M. Hajdenberg, pourront aussi faire valoir leurs droits, notamment sur des tableaux confisqués. Pour le reste, le président du CRIF se borne à demander à l'Etat de « faire les comptes » de ce qui reste à la Caisse des dépôts et consignations, dans les banques, les musées nationaux et dans le domaine privé de la Ville de Paris.

Jean-Louis Saux

La documentation Française

صبرنا من الراحل

Les chefs d'établissement sont critiqués par les lycéens organiseurs de la campagne contre la violence

François Bayrou demande aux jeunes de se comporter en « citoyens » et non en « consommateurs »

Cinq cents lycéens se sont réunis les 1^{er} et 2^e février au lycée Diderot, à Paris, pour tirer un premier bilan de la campagne contre la violence

qu'ils ont organisée avec le soutien financier du ministère de l'éducation nationale. En ligne de mire : l'attitude des chefs d'établissements, ac-

cusés de « mettre des bâtons dans les roues » et de ne pas suffisamment prendre en compte leurs problèmes.

ON NE SAIT PLUS exactement ce qu'elle dit, on entend juste qu'elle parle de respect, de partage, de solidarité. Au-delà des mots, les inflexions de la voix d'Aline Charles, leader du mouvement lycéen de Guyane de novembre, fascinent la salle, galvanisent les lycéens, bien que la jeune Guyanaise ait dépassé de puis longtemps son temps de parole. Mieux qu'un orateur rompu à toutes les ficelles du discours public, elle alterne l'humour, l'anecdote, l'appel aux grands principes et renvoie dans leurs bûts « les flics qui ne sont pas pressés de venir » pour une violence mortelle entre collégiens, mais que l'on a « envoyés contre des jeunes qui réclamaient des tables et des chaises ». Elle en a autant au service des chefs d'établissement « qui ne font pas leur boulot » et assène : « Nous allons réussir (la campagne des lycéens contre la violence), parce que nous sommes unis ». La salle l'applaudit débout.

Pour les cinq cents lycéens réunis, samedi 1^{er} et dimanche 2 février au lycée Diderot à Paris, pour tirer un premier bilan de leur campagne contre la violence, la présence d'Aline Charles pouvait prendre valeur de symbole. Celle qui s'était battue pied à pied contre les pouvoirs publics lors d'un mouvement d'une extrême violence en Guyane, était à Paris, avec ses camarades élus des conseils académiques de la vie lycéenne (CAVL), pour discuter des suites de la campagne anti-violence, sans avoir rien perdu de sa combativité. François Bayrou, ve-

nu pour un débat de deux heures, n'a pas caché lui non plus qu'il était sensible à sa force de conviction. Au mois de septembre, le ministre de l'éducation nationale avait reçu les élus lycéens du Conseil supérieur de l'éducation et accepté de financer, pour un montant de 250 000 francs, la campagne d'affiches et de débats que ceux-ci lui avaient proposée (Le Monde du 5 novembre).

Trois mois plus tard, ce beau consensus de départ a été quelque peu écorné. En première ligne, les chefs d'établissement, accusés de « mettre des bâtons dans les roues » des lycéens. Sabrina, de Lille, est acclamée lorsqu'elle s'écrit : « Les proviseurs ne s'occupent pas de nous, ils ne nous représentent pas. Nous venons de tous les endroits, de toutes les origines, pas eux ! La violence sera vaincue par les élèves eux-mêmes ». Sidi, avec un accent de Montbéliard (Doubs), raconte

que dans son lycée « il y a des problèmes de drogue et que le proviseur ne veut pas en entendre parler ». Jean-Jacques Romero, secrétaire général du principal syndicat de chefs d'établissement, encaisse tout et assure que les proviseurs « se sentent très concernés par le problème de la violence » avant de botter en touche : « Si les collègues n'ont pas pris la bonne direction, vous êtes là pour le faire ».

À VOUS D'AGIR

François Bayrou promet d'écrire aux chefs d'établissement « pour que la campagne soit facilitée et non contrariée », mais il ne dit pas autre chose aux lycéens que M. Romero : « Tout ce que vous avez dit se résume à une chose : c'est de la faute des autres. Vous vous placez en situation de consommateurs et non de citoyens. C'est à vous d'agir ». Pour des centaines de jeunes qui se décarcassent de-

puis des mois afin d'engager des débats, coller des affiches, sensibiliser leurs camarades au problème de la violence, la potion est un peu amère. Chacun refuse confusément la délation que semble proposer M. Bayrou : « Il n'est plus possible qu'une arme reste dans un couteau pendant trois jours sans que personne ne dise rien. Vous avez tous été témoins de problèmes de racket ou d'autre chose et vous vous êtes dit « cela ne me concerne pas » ».

Mais François Bayrou sait aussi prodiguer des encouragements. Il s'engage à réfléchir avec les lycéens à un programme d'inspiration civique au lycée et propose d'envoyer à tous les élus lycéens la cassette sur le suicide des jeunes - « Sortie de secours » qu'il a fait réaliser à l'attention des enseignants.

La violence de la mort, c'est aussi celle de Nicolas, tué à Marseille, « d'un coup de couteau, comme ça... », ainsi que le rappelle une des affiches de la campagne des lycéens. Michel Bourgat, le père de Nicolas, présent pendant les deux jours de débat, a su trouver les mots pour leur parler. « Je crois en vous, depuis le début, je suis sûr que la solution est en vous. Merci pour votre travail, j'apprends beaucoup auprès de vous », a-t-il dit modestement, lui qui a fondé avec discrétion une « Association Nicolas » pour réfléchir aux problèmes de violence et à leur solution. Les lycéens lui ont fait une ovation.

Béatrice Gurrey

Une charte qui attend 100 000 signatures

Après une journée et demie de débats, les lycéens ont adopté une « charte contre la violence », en treize points, pour « briser le silence général qui trop souvent s'impose devant ce problème » et refuser une solution qui provienne de mesures sécuritaires. Ils y affirment que leur valeur première est le « respect », thème central de la campagne, envers les lycéens, le personnel et les enseignants. La charte demande notamment de vrais droits d'expression pour les lycéens et la présence dans chaque établissement « d'une infirmière, une assistante sociale, un psychologue », consultés « avec la garantie du secret médical ». Les lycéens veulent que « l'extrême droite soit bannie » des établissements. Ils demandent que le conseil de discipline, rebaptisé « conseil de la vie au lycée », soit capable « de décider d'autres sanctions que l'exclusion, telles que des travaux d'intérêt général » dans les lycées. L'ambition des organisateurs de la campagne est de recueillir 100 000 signatures de lycéens sur cette charte avant la fin de l'année.

Le crime de Marcel, qui étrangla Georgette avec la laisse du chien

LE MANS

de notre envoyé spécial
En 1993, à soixante-trois ans, Marcel Le Roch avait la retraite devant lui. Une petite maison dans l'Orne, un ami de vingt ans, et puis Paulette, toute blonde, avec ses bouclettes. « C'était un homme charmant, très doux, très gentil. Il ne buvait pas et il ne fumait pas », dit cette femme douce de soixante-deux ans, vendue 31 janvier, à la cour d'assises de la Sarthe. A l'issue d'une vie éclectique de chaudronnier, de garçon de café et de chauffeur mutier, défilant dans le prétoire cinq années de vie commune, de routine et d'amour casanier. « Avec Paulette, déclare l'homme aux cheveux gris, je m'entendais bien. C'était une chère femme. Mais j'avais pas assez de distractions ».

Et puis survint, en avril, Georgette Lemaire, cinquante-six ans, qui aimait rire et s'amuser, sortir et puis danser. Georgette, que certains disaient « légère », ou bien « libre », c'était selon. Georgette, qui fréquentait les discothèques et les festivals d'accordéon. Qui avait aussi un caniche : Eros était son nom. Avant-il jamais connu tel amour fou, l'accusé au blazer bleu marine, les deux pointes du col de chemise sagement rabattues sur son pull lie-de-vin ? Mariage forcé, mariage raté, fausse paternité, illusoires éphémères et amour décadé : pour Marcel Le Roch, les femmes

avaient toujours été sans lendemain.

Alors, quand apparut Georgette, « il y eut un flash pour cette dame », dit l'ami de vingt ans, qui l'avait pourtant rencontrée le premier - et se l'est donc fait « souffler », remarque le président. Et ce furent des week-ends en cachette à Allennes, dans l'appartement de Georgette, dans la banlieue du Mans. « Il me disait qu'il partait chez un brocanteur à Paris, dit Paulette, qui en a depuis pris son parti. Georgette, je la connaissais. Je la trouvais super. Je l'admirais. J'avais bien vu que Marcel avait flûté sur elle. Je pensais seulement que ce n'était pas de son âge ».

Puis Paulette trouva une photo de Georgette dans la voiture de Marcel. Et Georgette appela, en larmes, en septembre, pour demander à son avant de venir habiter dans son appartement. « Alors, raconte Paulette, Marcel lui a dit au téléphone : « Je te veux à 90 % ». Et il est parti, sans rien emporter. Il a tout laissé. Il a continué à payer la maison. 90 %, ça fait quand même drôle, Monsieur le président. Ça voulait dire que je ne valais que 10 % ». « Au début, avec Georgette, c'était formidable », explique Marcel Le Roch, dans un large mouchoir en tissu, sanglotant. Il proposait le mariage, offrait des bouquets de roses. Mais Georgette, déjà trois fois mariée, hésitait. Le vent de

l'amour, savait-elle, est souvent incertain. « Elle s'est mise à changer. Ce n'était plus comme avant. Elle faisait des mots croisés, et je regardais la télévision. L'affaire t'allait pas durer deux mois. Georgette voulait à nouveau sortir ».

« Elle s'est mise à changer. Ce n'était plus comme avant. Elle faisait des mots croisés, et je regardais la télévision. »

Mais Marcel ne le pouvait pas : « Comment suivre ? Il ne me restait plus que 10 % ». Mais Marcel ne le pouvait pas : « Comment suivre ? Il ne me restait plus que 10 % ».

collant, explique une amie de Georgette. Il était trop prévenant. Il lui faisait ses chaussures. Il nous tournait notre café ».

Alors tout se précipita. Un message tendre d'un certain Bernard un homme plus jeune - intercepté sur le répondeur, la soirée au Gardel refusée le 11 novembre, des menaces de suicide en voiture, la nuit que Georgette ne passa pas à la maison.

Et la journée du 12 à s'ignorer l'un l'autre, malgré la fête qui animait la place des Jacobins, au Mans. « Elle faisait comme si que j'étais pas, dit Marcel, en chevronnant. Le soir, je me suis dit : « Il faut que je parte. J'ai vu un grand verre de Guignolet kirsch pour me donner du courage. J'ai commencé à charger la voiture. Georgette s'occupait du linge et la machine. Puis, après le deuxième voyage, elle m'a crié : « C'est Bernard qui l'aime ! » Et tout s'est défilé subitement ».

A l'issue des crimes, la colère et la folie des deux emportèrent Marcel Le Roch et sa raison. A minuit, l'amant serviable et doux qui, depuis le début, avait peur « de ne

Un lait en poudre français pour bébé est contaminé par une salmonelle

Aucune décision n'a été prise pour l'instant

LES AUTORITÉS sanitaires britanniques ont demandé, et obtenu, le 24 janvier, le retrait de la vente du lait en poudre maternisé commercialisé par la firme Milupa et fabriqué dans une unité de production située à Colmar (Haut-Rhin). Cette mesure a été prise après la découverte en Grande-Bretagne de douze cas d'intoxication de nourrissons (âgés de 3 à 12 mois) par *salmonella anatum*.

Cette bactérie appartient à la vaste famille des salmonelles, micro-organismes responsables entre autres de gastroentérites (affections caractérisées par une fièvre, des douleurs abdominales, des diarrées et des nausées) qui peuvent avoir de graves conséquences, notamment chez les jeunes enfants et les personnes âgées.

En France, trois nourrissons ont, ces dernières semaines, été atteints dans des conditions similaires. Les autorités sanitaires françaises n'ont toutefois pas encore pris de décision quant au retrait des lots de lait pouvant être incriminés et potentiellement contaminés. Des investigations microbiologiques sont en cours qui pourraient prochainement donner lieu à des mesures de prévention sanitaire.

Les salmonelles constituent l'une des menaces les plus graves pesant sur la sécurité alimentaire. L'homme se contamine généralement à partir de nourriture d'origine animale crue ou pas assez cuite, qu'il s'agisse de volaille, d'œufs ou de lait. L'Organisation mondiale de la santé, qui estime à près de 22 milliards de francs le

coût annuel des salmonelloses pour les États-Unis, s'inquiète depuis peu de l'émergence de souches de plus en plus résistantes aux antibiotiques qui étaient habituellement efficaces contre ce germe. L'affaire de ces laits en poudre infectés illustre, de manière exemplaire, les risques sanitaires inhérents aux productions industrielles de produits alimentaires.

Interrogés par Le Monde, les épidémiologistes français ayant eu connaissance du dossier soulignent la grande qualité du système de surveillance britannique des salmonelloses. Selon eux, la contamination des nourrissons britanniques par le lait fabriqué en France est « hautement vraisemblable ».

ÉTUDES EN COURS

Le jour de la décision britannique, après avoir reconnu que Londres avait évoqué « une possible association » entre des infections digestives par *salmonella anatum* et la consommation préalable de Milupa, la firme Milupa avait fait savoir que le produit concerné était exclusivement fabriqué pour le marché britannique.

« Nous prenons cette décision très au sérieux et nous étudions de façon très détaillée le résultat des recherches des départements officiels britanniques, explique la firme dans un communiqué publié le 24 janvier. Quoi qu'il en soit, nous ferons toujours passer les bêtes et les mères en priorité, et c'est pourquoi, par précaution, nous avons pris la décision de retirer notre produit du marché britannique ».

Cette même firme annonçait par ailleurs avoir demandé l'assistance de scientifiques de renommée mondiale. « Tout qu'un agent causal, *salmonella anatum* par exemple, n'a pas été isolé de la poudre de lait infantile Milupa, on ne dispose d'aucune preuve épidémiologique en ce qui concerne la petite éruption observée en Grande-Bretagne », a déclaré le professeur Kampelmacher, l'un de ces scientifiques, par ailleurs ancien directeur général de l'Institut néerlandais de la santé publique.

L'identification de trois cas français similaires aux douze britanniques soulève un nouveau problème. Au ministère de la santé, on s'interroge sur le fait de savoir si d'autres lots de la même firme sont infectés par cette salmonelle. Informées de cette question, les autorités françaises (direction générale de l'alimentation du ministère de l'Agriculture, direction de la concurrence et des fraudes du ministère de l'Économie et direction générale de la santé du secrétariat d'État à la Santé) n'ont pas encore trouvé les voies leur permettant de répondre de manière univoque et en urgence.

Jean-Michel Dumay

Jean-Yves Nau

Gébroulax, glacier à vendre, cherche acquéreur désespérément

CHAMBERY

de notre correspondant
Situé à la limite occidentale du parc national de la Vanoise, Gébroulax, l'unique glacier privé français, est à vendre... depuis dix ans. Car personne n'a pour l'instant fait une offre sérieuse pour acquérir un territoire dont le locataire n'est autre que le premier parc naturel français.

A partir du dernier parking de la station de Méribel-Mottaret (Savoie), deux heures et demie de marche sont nécessaires pour découvrir cette langue qui descend de 3 580 à 2 600 mètres d'altitude sur 4 kilomètres de long, et atteint 130 mètres d'épaisseur maximale. Gébroulax domine la montagne et la vallée du Saut, un site grandiose et préservé : 1 700 hectares de glace, de roches et d'herbages fréquentés par les chamois et les adeptes de la randonnée à pied ou à ski. « Ce territoire présente un grand intérêt faunistique et floristique », confirme Emmanuel de Guillebon, directeur du parc national de la Vanoise, rappelant notamment la présence de la très rare linéole boréale, une fleur d'origine arctique que l'on ne trouve qu'en Vanoise.

Les alpages du Saut ont été utilisés jusqu'en 1954 pour produire le fameux fromage de Beaufort. L'extraction de plomb argentifère est plus ancienne : par lettre patente, le

roi de Sardaigne a autorisé l'exploitation du minerai jusqu'en 1768. Quant à la glace, elle était plus ou moins clandestinement vendue aux restaurateurs de la vallée, comme le révèlent quelques procédures judiciaires.

UNE AUBAINE POUR LES SCIENTIFIQUES

Le sérieux de l'administration sarde - la Savoie n'est française que depuis 1860 - a toutefois rendu aisée l'étude de Gébroulax. Propriété privée, le glacier a en effet été cadastré dès 1730. Une aubaine pour les scientifiques, qui peuvent ainsi suivre, sur plus de deux siècles, les positions du front, les variations de niveau et les vitesses des glaces. « En tant que glacier de vallée, il est plus sensible que d'autres aux fluctuations climatiques », commente Louis Reynaud, chercheur au Laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement du CNRS et de l'université de Saint-Martin-d'Hères (Isère), spécialiste des glaciers alpins et auteur d'une brochure sur Gébroulax, en collaboration avec le Parc de la Vanoise.

L'intérêt scientifique et écologique du glacier, de la montagne et des trois chalets du Saut, qui appartiennent depuis 1854 aux Étévent - une des plus anciennes familles de la vallée des Allues -, ne confère pas pour autant une grande valeur marchande au site.

Tout aménagement touristique est en effet proscrit dans cette propriété située, pour les trois quarts, dans la zone centrale du parc national de la Vanoise, la dernière partie se trouvant dans la réserve naturelle de la Tuéda, créée en 1990. « Un on auparavant, un promoteur nous avait fait une proposition pour créer une base de loisirs dans le secteur de la Tuéda, avec deux bâtiments de 25 000 mètres carrés, mais la mairie a refusé le permis de construire », regrette Marius Fernandez, porte-parole des quinze héritiers de la famille Étévent.

Ces derniers ont fini par fixer le prix du glacier et des alpages à 5 millions de francs, soit deux fois l'estimation des Domaines. Du coup, l'État, seul acquéreur potentiel, fait la sourde oreille. Gestionnaire des 1 700 hectares, moyennant une location annuelle de 40 000 francs, le parc de la Vanoise n'est pourtant pas hostile à une telle transaction. « Ce n'est pas dans nos priorités, mais, si un généreux mécène désire nous faire un don, nous en serons ravis », commente avec humour Emmanuel de Guillebon. En attendant, Gébroulax fond : à 2 700 mètres d'altitude, il a perdu, entre 1979 et 1985, 1,80 mètre d'épaisseur...

Philippe Révil

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Les milieux d'affaires sur les abus de biens

Un lait en poudre français pour bébé est contaminé par une salmonelle.

Aucune décision n'a été prise.

LES ENTRETIENS de Saintes (Charente-Maritime), les magistrats se sont opposés à une « justice à deux vitesses ».

Les magistrats ont tenu mardi 2 février, à Saintes (Charente-Maritime), une réunion de travail. Ils ont discuté de la réforme de la justice et de la possibilité d'une « justice à deux vitesses ».

Les magistrats ont tenu mardi 2 février, à Saintes (Charente-Maritime), une réunion de travail. Ils ont discuté de la réforme de la justice et de la possibilité d'une « justice à deux vitesses ».

Les milieux d'affaires souhaitent que les textes sur les abus de biens sociaux soient adoucis

Lors des Entretiens de Saintes, les magistrats se sont opposés à une « justice à deux vitesses »

Lors des Entretiens de Saintes (Charente-Maritime), les magistrats se sont opposés à une « justice à deux vitesses ».

des abus de biens sociaux. Les magistrats ont tenu mardi 2 février, à Saintes (Charente-Maritime), une réunion de travail.

soulignent les risques d'une « justice à deux vitesses ». Un projet de loi réformant le droit des sociétés est en cours de rédaction.

SAINTES de notre envoyée spéciale

Inscrit au cœur des affaires politico-financières, le délit d'abus de biens sociaux a agité les débats des derniers Entretiens de Saintes (Charente-Maritime), qui ont eu lieu samedi 1^{er} février. Réunis autour du thème « La loi, le juge et l'entrepreneur », magistrats, avocats et responsables économiques se sont livrés à une joute oratoire sur une éventuelle réforme de cette infraction. Introduit dans le droit français en 1935, l'abus de biens sociaux consiste, pour un entrepreneur, à utiliser les biens de la société dans un but contraire à l'intérêt social de celle-ci.

Cette infraction occulte étant toujours dissimulée, sa prescription ne commence pas au moment où les faits ont été commis mais au moment où ils ont été découverts. Instauré en 1967 par une jurisprudence de la Cour de cassation, ce régime est vigoureusement dénoncé par les milieux économiques et financiers, qui jugent en outre que ce délit est une « infraction à tout faire ». En moins d'un an, une pro-

vière rentre dans son lit et que l'ABS retrouve une prescription normale », a-t-il estimé. Invoquant la concurrence internationale, il a considéré que, « si nous ne luttons pas à armes égales sous prétexte que nous n'avons pas les textes adaptés, nous risquons de graves désillusions ». D'autant que, selon lui, cette infraction faisait anciennement l'objet d'une grande mansuétude dans les plus hautes sphères de l'Etat : provoquant l'indignité générale, l'avocat a affirmé qu'« il fut un temps, les entrepreneurs alliaient à confesse ou ministère des finances, pour remettre une commission en vue de l'obtention de marchés étrangers ».

M^{re} Olivier Metzner, avocat de Loïc Le Floch-Prigent, a quant à lui stigmatisé l'attitude des magistrats, qui feraient « preuve d'un appétit judiciaire dévorant ». « Ils mettent continuellement en avant la jurisprudence. Mais il ne faut pas que les juges se substituent à la loi. L'abus de biens sociaux est aujourd'hui devenu un délit d'abus judiciaire », Denis Kessler, vice-président du CNPF, s'est montré plus

Philippe Courroye a été parachuté par Laurence Vichnievsky, premier juge d'instruction à Paris, en charge du dossier du Gifco, un bureau d'études proche du Parti communiste français. La magistrature a rappelé que les affaires financières en cours avaient une connotation politique. « Le débat sur l'ABS a démarré quand les affaires concernent des élus sont oporunes. Il ne faut pas oublier que le pendant de l'ABS, c'est le recel qui touche les politiques ».

« SANCTION COMME UNE AUTRE »

Le clivage entre les participants a été atténué par l'intervention coeséculaire de Pierre Bezaud, président de la chambre commerciale de la Cour de cassation. S'énervant du mauvais procès fait aux magistrats - « on veut nous faire redevenir fous et plus seulement couper le cordon ombilical » - le haut magistrat a rappelé que « l'ABS [était] une sanction comme une autre ». « Je suis convaincu qu'il faut d'abord faire évoluer le fonctionnement des sociétés afin d'aboutir à une plus grande démo-

cratie au sein de l'entreprise », a-t-il conclu.

Un projet de loi réformant le droit des sociétés devrait être présenté par le garde des sceaux, Jacques Toubon, dans le courant du mois de février. Ce texte dépeçait une série d'infractions et révoque la loi de 1966 sur les sociétés commerciales, mais, un mois après les déclarations ambitieuses de Jacques Chirac sur l'indépendance de la justice, le gouvernement hésite à y intégrer une réforme adoucissant les textes sur les abus de biens sociaux. Une restriction du champ de l'infraction ou une réforme de la prescription aboutiraient en effet mécaniquement à des non-lieux dans la plupart des dossiers en cours. En 1996, à la suite de la proposition de loi de Pierre Mazzeaud, l'Union syndicale des magistrats, le Syndicat de la magistrature et l'Association française des magistrats instructeurs avaient vivement dénoncé cette « amnistie douce » des affaires politico-financières.

Cécile Prieur

Un substitut pour des « fenêtres » dans l'instruction

Philippe Courroye, substitut général à la cour d'appel de Lyon et ancien juge d'instruction de l'affaire Noir-Botton, a affirmé que le secret de l'instruction « relevait d'un problème de philosophie de société, d'un problème de liberté de la presse ». Il a aussi fait valoir qu'à l'heure de la photocopieuse il « était inévitable que plusieurs dossiers d'instruction circulent, auxquels on assigne des logiques différentes, des stratégies différentes ».

Estimant que l'article du code de procédure pénale sur le secret de l'instruction est « lacunaire, car il ne s'impose pas à tout le monde », Philippe Courroye s'est dit favorable à une « voie médiane, avec des fenêtres au cours de l'instruction, notamment devant la chambre d'accusation », dont les débats pourraient être publics.

position de loi - celle du président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazzeaud - et un rapport - celui du sénateur RPR Philippe Marini - ont proposé, soit de réduire la prescription, soit de limiter le champ de l'infraction.

« MONSTRE JURIDIQUE »

A Saintes, les avocats des chefs d'entreprise ont ouvert le feu, dénonçant le « monstre juridique » que serait l'abus de biens sociaux (ABS). Dans un discours en forme de plaidoirie, Jean Loyrette, du barreau de Paris, a dénoncé le « dévoiement de l'ABS », qui ne « crée ni plus ni moins qu'une insécurité juridique ». « Il faut que le ri-

prudeot. Affirmant que « le CNPF ne demandait pas une dépénalisation de l'ABS et que celui-ci devait rester, car il faut qu'il y ait des sanctions », il s'est dit favorable à la proposition de loi de Pierre Mazzeaud, qui prévoyait une prescription six ans après la commission des faits.

Devant ces attaques répétées, les magistrats ont vivement réagi. Philippe Courroye, substitut général à la cour d'appel de Lyon et ancien juge d'instruction de l'affaire Noir-Botton, a admis que l'ABS permettait parfois de traquer d'autres infractions, notamment la corruption et le trafic d'influence, mais il a affirmé qu'« il n'y avait pas de mélange ». « L'ABS est toujours juridiquement constitué », a-t-il souligné. Devant un auditoire redevenu silencieux, il s'est fait cassant : « Pensez-vous que l'éthique soit indéfiniment extensible ? Faut-il, ou non, de l'intérêt économique, établir une justice à deux vitesses ? Je tiens au principe de l'égalité devant la loi tel qu'il découle de l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme ».

Sur sa lancée, Philippe Courroye a souligné la mauvaise foi des dirigeants d'entreprise. « Le délit d'abus de biens sociaux existe depuis 1935, mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'il pose débat. On est en droit de se demander pourquoi ». Relayée par la plupart des magistrats présents, la démonstration de



ON RECONNAÎT UN GRAND HÔTEL AUX TOP-MODELS QUI S'Y ARRÊTENT

► Qui croise du regard le nouveau Coupé Prelude ne peut résister très longtemps au charme et à l'envie de conduire une telle voiture. Son dessin d'une rare élégance, son intérieur particulièrement spacieux et confortable ne sont pourtant que l'une des facettes de sa personnalité.

Sur la version VTi, les 185 chevaux, les 4 roues directrices, la boîte de vitesses automatique séquentielle*, l'ABS et le double coussin gonflable de sécurité vous révéleront que l'efficacité n'est pas en reste sur la beauté. Le nouveau Coupé Prelude vous amène à cette profonde réflexion...

Pourquoi se contenter d'une voiture ordinaire quand on peut sortir avec un top-model ? Pour savoir où votre chemin peut croiser la route du nouveau Coupé Prelude, composez le 3615 Honda (2,23 F TTC la minute).

* en option - Modèle présenté : Prelude 2.2 VTi.

NOUVEAU PRELUDE, le vrai coupé 2+2



Faites vous-même votre revue de presse sur Minitel !



les dépêches de l'AFP, La Croix, Les Echos, L'Entreprise, L'Expansion, L'Express, Le Monde, La Tribune, L'Usine Nouvelle, La Vie Française.

Gagnez du temps, connectez-vous au 08 36 29 00 00

• Deux ans de presse en texte intégral • Envoi des articles et dépêches par fax en moins d'une heure

RE VU PRESSE 08 36 29 00 00 Retrouvez l'info qui vous intéresse

OISE

L'anglais à Oxford

Bristol • Cambridge • Dublin

- pour adultes et étudiants
- pour tous les niveaux
- Un trimestre, un mois, une semaine
- Intéressé avec suivi individuel
- Préparation aux examens
- Séjour en famille accueillante
- Une multitude d'activités culturelles

Bordeaux: 05 57 42 34 12
Lille: 03 20 40 28 35
Lyon: 04 78 24 00 74
Paris: 01 44 19 00 00
Rennes: 02 99 79 78 44
21 rue Théophraste Renaudier
75015 Paris

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.
Il est publié par le Comité de
l'entrée du Royaume à l'initiative
de la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

ORD RIPPON, CE JOURNAL
est publié par le
Comité de l'entrée du Royaume
à l'initiative de
la Commission de l'Europe
et de la Commission de la Région
Normande. Il est destiné à
informer les citoyens de la
région sur les problèmes
liés à l'entrée du Royaume
dans l'Union européenne.

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

ÉCONOMIE L'occupation par des chômeurs du siège de l'ANPE de Rouen et leur expulsion par la police, samedi 1^{er} février (Le Monde daté 2-3 février), ont attiré l'attention

sur la situation de l'emploi en Seine-Maritime. ● DANS CE DÉPARTEMENT, comme dans l'Eure, plans sociaux et fermetures d'usines se multiplient. ● 4 000 À 5 000 emplois

seraient menacés. ● LE CHÔMAGE, très important dans la région, atteint des pointes de 17,3 % au Havre et de 18,3 % à Fécamp. ● CES DÉCISIONS sont d'autant plus doulou-

reuses pour les salariés qu'ils sont tenus dans l'ignorance de ce que préparent leurs directions. ● LES ÉLUS, eux non plus, ne sont pas informés par des groupes sur lesquels

ils n'ont aucune prise. Antoine Rufenacht, président (RPR) de la région et maire du Havre, souligne que « la volatilité des emplois industriels est inquiétante ».

La Haute-Normandie assiste impuissante à une hémorragie de ses emplois

Dans l'Eure et la Seine-Maritime, plans sociaux et fermetures de sites se multiplient, tandis que le chômage atteint un taux de 15,1 %.

Des entreprises fragiles sont touchées, mais aussi des unités performantes. Les élus sont démunis face aux stratégies de groupes

ROUEN
de notre correspondant
« Série noire dans l'industrie », comme le souligne en titre un hebdomadaire régional, ou malheureuse conjonction de calendriers, sans coordination ? Les premières semaines de 1997 sont catastrophiques pour la Haute-Normandie. Les menaces qui pèsent sur les sites industriels dont personne n'ignorait la fragilité se sont transformées en péril immédiat : fermetures, mises en liquidation, réductions d'effectifs... Ce processus semble échapper à tout contrôle local.

L'automne 1996 avait vu s'accumuler les ouages sur le fabricant de prêt-à-porter pour enfants Ozona (212 salariés), à Yvetot, et sur la construction navale aux Ateliers et Chantiers du Havre (800 salariés). On savait que la sous-traitance automobile mettrait en application la politique de réduction des coûts imposée par les constructeurs. En décembre, une note de la Banque de France de Rouen fondée sur les « appréciations » des chefs d'entreprise ne laissait planer aucun doute : l'érosion des effectifs devrait être accentuée « par d'importants plans sociaux annoncés en janvier, alors même qu'il n'y a plus de projets d'embauche significatifs ».

Le premier coup de tonnerre a éclaté à Evreux (Eure) avec l'annonce soudaine de la fermeture complète de l'usine Valeo, où sont fabriqués des fers de signalisation pour l'automobile. Le groupe a décidé de regrouper ses activités sur les sites de Sens (Yonne) et de Mazamet (Tarn). Raison invoquée : « Sauvegarder la compétitivité de l'activité et des emplois en France, diminuer les coûts et renforcer la spécialisation des sites ».

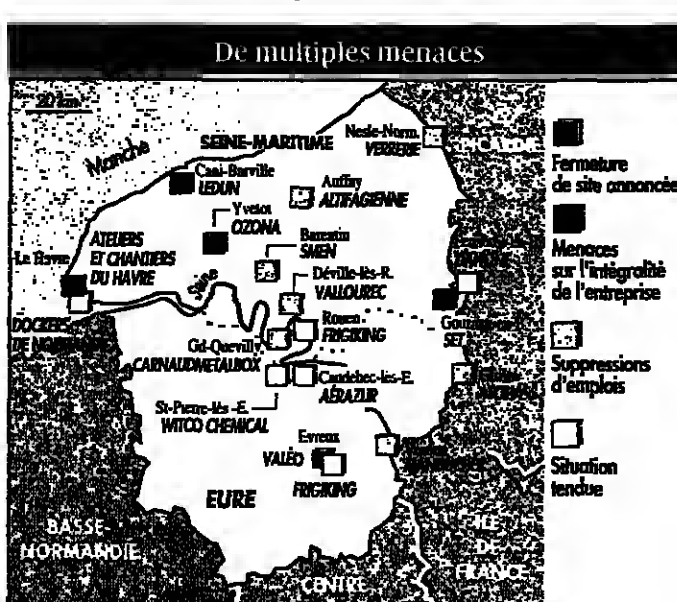
Le cas Valeo illustre l'impuis-

sance des acteurs locaux, élus, syndicats, pouvoirs publics. Les salariés ont appris la disparition programmée du site d'Evreux en regardant la télévision. La promesse de mutations dans d'autres usines du groupe n'a pas tempéré, bien au contraire, leur colère, car « ils [les dirigeants] savent très bien que beaucoup ne suivront pas », prévient Gilles Morin, délégué CGT. Luc Tinsseau, premier maire-adjoint (div.g.) d'Evreux (511 000 habitants), est « scandalisé » par une décision qui, dit-il, « repose sur des considérations capitalistes dignes du XIX^e siècle ». Il fait les comptes : supprimer 350 emplois, c'est « rayer de la carte l'équivalent d'un village de mille habitants. Sans parler de la perte de 8 à 10 millions de taxe professionnelle ».

« LE DRAME DES TAXES »
« Justement, réplique le député RPR d'Evreux, Catherine Nicolas, candidate malheureuse aux dernières municipales, le drame, ce sont les taxes ». La parlementaire cite le projet d'une hypothétique zone industrielle lancée par la municipalité de gauche, qui coûterait 25 millions de francs à la collectivité (« dant neuf millions pour les plantations »), alors que les entreprises « sont asphyxiées par les im-

Si le personnel compte peu dans la stratégie industrielle des grands groupes, ces derniers ne se préoccupent guère davantage des édiles, fussent-ils de la majorité. Si le député de base Catherine Nicolas confessait, une semaine après la « mauvaise nouvelle », « que personne n'est venu la voir pour l'informer », le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, conseiller général de l'Eure, fort mécontent, avouait lui aussi sa surprise.

Pris au piège, présidents de col-



lectivités, parlementaires, maires et services de l'Etat sont désarmés. Le président du conseil régional de Haute-Normandie, et maire du Havre, Antoine Rufenacht (RPR), brandit fièrement la délocalisation de Puteaux (Hauts-de-Seine) au Havre, à coups de subventions publiques, du siège social de l'armement maritime SCAC-Delmas du groupe Bolloré (500 salariés à terme), dans une démarche exactement inverse à

celle de Valeo à l'égard de la Haute-Normandie. Mais Le Havre n'est pas épargné par les avis de tempête. L'entreprise de construction navale Ateliers et Chantiers du Havre (ACH) est passée tout près du dépôt de bilan, malgré une commande en cours de trois navires chimiques de haute technologie destinés à un armateur oost-végien.

M. Rufenacht ne décolère pas : « Le marché mondial de la construc-

tion navale est pourri » et les aides substantielles de l'Etat n'ont pas surmonté un scénario catastrophe, avec un trou prévisible de 450 millions de francs, au terme d'une commande globale de plus d'un milliard.

Le maire du Havre a, lui aussi, fait ses comptes. Si le chantier est fermé et ses 800 salariés licenciés, au-delà du choc psychologique ce sont 800 millions de francs de recettes fiscales pour les collectivités locales qui vont s'envoler. Alain Juppé a promis il y a quinze jours aux parlementaires havrais, RPR et communistes réunis, qu'il « en ferait son affaire ». Le sursis accordé pour honorer la commande ne règle pas pour autant le sort de l'industrie navale havraise.

« VOLATILITÉ INQUIÉTANTE »

Les ACH et leur cohorte de métaux syndiqués à la CGT illustrent-ils une Haute-Normandie à la structure industrielle archaïque à l'heure de la mondialisation ? Les performances du groupe Valeo écartent cette analyse. Et si la « série noire » de l'hiver 1996-1997 coïncide avec un lot de défaillances d'entreprise ou d'entreprises (textile ou agro-industries), elle a pris de court, comme pour ATOHAAS, filiale d'Elf-Aquitaine (120 salariés touchés sur 321) à Gisors, CarouardMetalbox à Grand-Quévilly, la Société des moteurs électriques

de Normandie, filiale de l'Américain Tecumseh à Barentin (111 salariés sur 630). Antoine Rufenacht, qui parle sur 2 milliards d'investissements en 1997 pour la Basse-Seine, reconnaît que « la volatilité des emplois industriels est inquiétante ».

Dans chaque cas, des plans sociaux sont mis en œuvre avec un appel constant des pouvoirs publics « à l'imaginer et la responsabilité ». Les salariés de Vallourec, à Déville-lès-Rouen, pensaient en avoir fait preuve en mootant, en collaboration avec la direction départementale du travail de la Seine-Maritime, un dossier de réduction du temps de travail appuyé sur les nouveaux dispositifs législatifs pour éviter la suppression de 85 emplois. Mais, depuis six mois, d'assignation en référé, les délégués du personnel s'épuisent dans une guérilla juridique avec leur direction.

A la fin de 1996, la Haute-Normandie comptait 112 000 demandeurs d'emploi, soit un taux de chômage de 15,1 %, avec des pointes à 17,3 % au Havre et à 18,3 % à Fécamp. Les demandeurs inscrits depuis plus d'un an représentent près de 39 % du total. A ce jour, les menaces qui pèsent sur les entreprises de la région toucheraient entre 4 000 et 5 000 emplois.

Etienne Banzet

Nouvelles annulations de délibérations sur le prix de l'eau à Saint-Etienne

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Lyon vient d'annuler deux délibérations du conseil municipal de Saint-Etienne relatives à la distribution de l'eau. La première, du 20 décembre 1995, avait fixé le prix du mètre cube à 7,79 francs hors taxes. Les juges ont notamment estimé que les honoraires - 1,25 million de francs pour 1994 - versés par la Société stéphanoise des eaux à ses sociétés mères (Compagnie générale des eaux et Lyonnaise des eaux), ne pouvaient pas être pris en compte, le concessionnaire n'ayant pas apporté de justification à cette somme. De même sont contestés des besoins en fonds de roulement à hauteur de 1,632 million de francs. La seconde délibération, du 22 janvier 1996, portait sur la fixation de prix rétroactifs pour les années 1990 à 1994.

Le tribunal administratif a considéré qu'une « autorité administrative ne pouvait légalement déroger au principe selon lequel les règlements ne disposent que pour l'avenir ». - (Corresp.)

Lyon pourrait se doter d'un tramway

LE SYNDICAT DES TRANSPORTS en commun lyonnais (Sytral) a adopté, vendredi 31 janvier, un projet de Plan de déplacements urbains (PDU) de l'agglomération, prélude à un débat dans les collectivités intéressées, avant son adoption définitive, avec d'éventuels amendements, avant l'été. L'objectif est de tenter d'inverser la tendance à l'augmentation des déplacements quotidiens en voiture (+38 %), alors que les transports en commun n'ont connu qu'une hausse de fréquentation de 17 %.

Le projet préparé par Christian Philip, président du Sytral et premier adjoint (UDF-FD) au maire de Lyon, prévoit essentiellement la mise en place, à l'horizon 2000, de deux lignes de tramway (Bron et Villeurbanne). D'autres actions sont prévues : construction de parkings de dissuasion, installation de pistes cyclables. En revanche, le Sytral marque une pause dans le prolongement des lignes actuelles du métro, pour au moins les dix prochaines années. - (Corresp. rég.)

DÉPÊCHES

OUEST. Le réseau des grandes villes de l'Ouest, qui réunit Nantes, Rennes, Brest, Angers et Le Mans, va coproduire trois opéras et deux expositions d'ici 1999. Cette coproduction doit permettre de réduire les coûts et d'assurer une meilleure diffusion des créations. Réunis vendredi 31 janvier à Angers, les maires de ces cinq villes veulent ainsi défendre l'idée d'une « métropole en réseau », afin d'inscrire le futur schéma national d'aménagement du territoire dans un sens plus favorable à l'Ouest. Les cinq principales villes des Pays de la Loire et de Bretagne veulent obtenir des régions, de l'Etat et de l'Europe une prise en compte commune pour les futurs contrats de plan et les attributions de fonds structurels européens. - (Corresp.)

Chiffre d'affaires et commandes d'Alcatel Alsthom en 1996.

Progression des commandes supérieure à 20 % dans les Télécom.

Le chiffre d'affaires provisoire réalisé par Alcatel Alsthom au cours de l'exercice 1996, s'établit à 162,0 milliards de francs, à comparer à 160,4 milliards de francs en 1995, stable en données réelles, comme en données comparables. Les commandes du Groupe s'élèvent à 168,2 milliards de francs, contre 155,8 milliards de francs en 1995, en progression de 8 % en données réelles et de 7 % en données comparables.

L'évolution du chiffre d'affaires d'Alcatel Alsthom par secteur au cours des exercices 1996 et 1995 est la suivante :

(en millions de francs)	1996	1995
Télécom	71 152	66 926
Câbles	36 409	40 696
GEC Alsthom II	29 917	29 384
Systèmes	23 651	21 163
Accumulateurs	5 025	4 440
Autres et cessions	- 4 175	- 2 193
Total	161 979	160 416

(1) Chiffre d'affaires du groupe GEC Alsthom retenu par intégration proportionnelle à 50 %.

Le secteur Télécom réalise une progression de 6 % de son chiffre d'affaires et de 21 % de ses commandes. La hausse des commandes dépasse 60 % dans les divisions Transmission et Accès qui, grâce à leur avance dans les

technologies de communication à haut débit, ont remporté de nombreux contrats, notamment aux Etats-Unis et auprès des nouveaux opérateurs. Les divisions Mobile et Radio Espace Défense connaissent une croissance des commandes proche de 40 %.

Le secteur Câbles enregistre une baisse de son chiffre d'affaires de 10 %, ramenée à 3 % après correction des variations de périmètre et du cours du cuivre. Cette diminution est imputable à l'activité Câbles sous-marins qui, après une période de cycle bas, connaît aujourd'hui une nette amélioration de ses perspectives avec l'annonce récente de plusieurs grands contrats de liaisons sous-marines. L'exercice 1996 a été particulièrement satisfaisant pour les câbles de Télécommunication en fibre optique, les accessoires pour la téléphonie mobile et les câbles de communication de données, dont les marchés sont en expansion rapide.

Le chiffre d'affaires de GEC Alsthom est en hausse de 2 % et intègre l'activité Transport et distribution d'énergie d'AEG au dernier trimestre de l'exercice. Le chiffre d'affaires de la division Production d'énergie reflète les faibles entrées de commandes de centrales énergétiques sur la période antérieure. Les commandes de GEC Alsthom affichent en revanche une forte croissance en 1996, grâce à d'importants contrats en production d'énergie et aux succès obtenus dans le domaine du transport, en particulier de la grande vitesse en Amérique du Nord.

Le secteur Systèmes enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 12 %, pour moitié imputable à l'intégration de la division Systèmes et automatisation d'AEG au dernier trimestre.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

• MINITEL : 36.16 Code CLIFF (1,29 F/mn) • Téléphone vert actionnaires : 1 800 354 354 • Internet : <http://www.alcatel.com/>

[illegible]

Ce regard moderne qui fait vivre les œuvres

POURQUOI UNE STAR du cinéma américain a-t-elle réalisé, à cinquante-sept ans, son premier film, pour parler de Shakespeare – non en mettant en scène une pièce, mais en s'interrogeant sur la signification de ce geste : vouloir jouer Shakespeare aujourd'hui ? Al Pacino (qui fut Michael Corleone, le fils du « Parrain ») a mis trois ans pour tourner *Looking for Richard*, qu'il a financé lui-même et qui vient de sortir en France (*Le Monde* du 30 janvier). Il y exprime sa fascination pour Richard III, héros de la pièce la plus souvent montée de Shakespeare.

Mais son film n'est pas une « nouvelle lecture » de Richard III. Il n'est pas un documentaire, même si l'on y consulte des spécialistes du maître écrivain ; pas un journal intime ; pas une séance de psychanalyse sauvage. Et pourtant, il est peut-être tout cela à la fois.

Al Pacino veut, nous dit-il, moins expliquer qu'explorer. Est-ce tout à fait un hasard si, dans une scène de micro-trottoir, à New York, c'est la personne la plus à l'écart de la société américaine de la fin du XIX^e siècle, un clochard noir, qui, au milieu des « nul », « ennuyeux », « on n'y comprend rien », cite son admiration pour la poésie et la langue de Shakespeare, si lointaine, mais soudain, pour lui, si vivante ?

« après » ne dépasse ni n'annule ce qui a été créé « avant ». Il y a, bien sûr, des annuaires (le Moyen Âge oublié du XVI^e au XIX^e siècle), mais on ne fait jamais table rase. Le passé de la culture n'est pas ce qui est advenu, mais ce qui persiste.

Ces principes se heurtent à l'idée, remise sans cesse au goût du jour, que les œuvres artistiques ne seraient que des symptômes sociaux. Si c'est le cas, elles deviennent « insignifiantes » lorsqu'on a trouvé de quoi elles sont le symptôme. Elles sont un mode d'emploi de l'époque, elles disparaissent dans leur signification immédiate. Dès qu'elles l'ont livrée, on les jette on les embaume. Le « fonds » est donc un dépôt pour recherches archéologiques.

Ce raisonnement produit deux attitudes opposées, mais symétriques et nourries de la même illusion. La première attitude voudrait que le passé ne soit là que pour être commémoré, qu'il n'ait plus rien à dire au présent. La seconde tente de faire croire, à partir du passé embaumé, que le présent est inapte à produire des chefs-d'œuvre.

A cette lecture, qui vise à invalider toute réflexion sur le sens de l'activité artistique, on

peut opposer que le « fait littéraire » ou artistique est le rapport permanent entre l'œuvre et le regard. L'objet peut être « passé », le sens demeure « actuel ». L'art n'est pas, alors, un symptôme social, mais, au contraire, un écart par rapport à la norme. Il dit du social, certes, mais il le conteste ; il est transgression et résistance. Il n'est pas hiérarchisé par le temps chronologique et l'on peut « constituer une véritable histoire, vivante et verticale de l'art et de la littérature, une échelle mobile parcourable dans les deux sens (par exemple, de Villon à Rimbaud (...)) de Kafka à Pascal », comme le montre l'écrivain Philippe Sollers dans *La Guerre du goût* (Folio). Tentative, donc, pour échapper à l'historisme linéaire, à sa passivité commémorative ou, au contraire, à sa terreur et au messianisme qui l'habite.

L'actualité d'une œuvre d'art n'est pas nécessairement d'avoir été créée aujourd'hui, mais d'être regardée aujourd'hui. La modernité – *Looking for Richard* en fait en quelque sorte la démonstration « physique » –, n'est pas dans la matière, mais dans la manière.

Josyane Savigneau

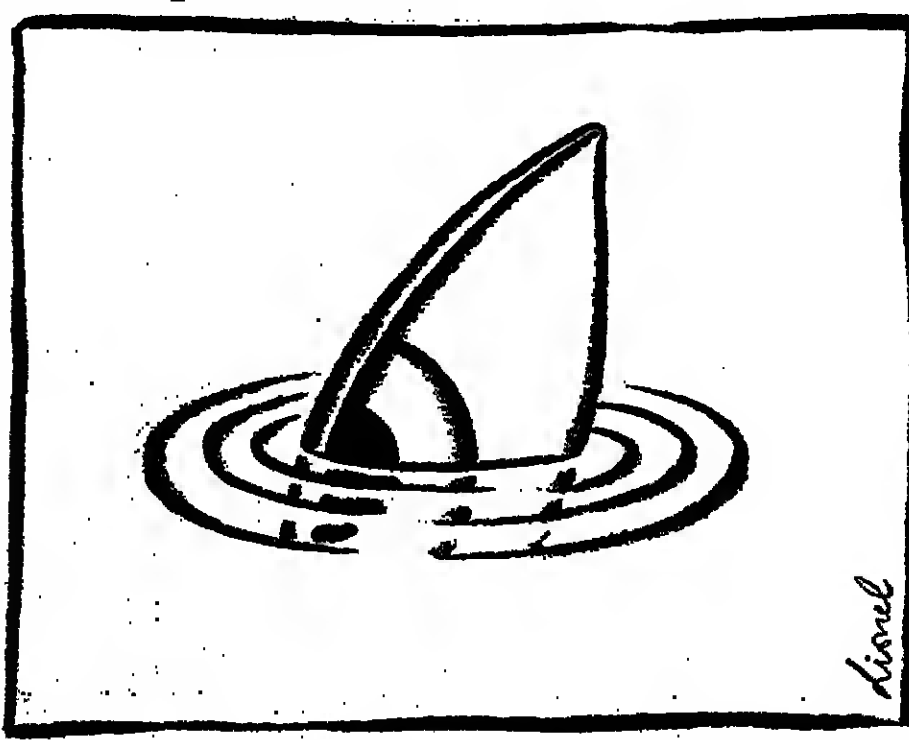
A-T-ON BESOIN D'UN HÉRITAGE CULTUREL ?

Al Pacino reste sans voix devant cet homme qui fait surgir, de manière inattendue, la question qui traverse tout son film : a-t-on besoin d'un héritage culturel ? Que faire du passé en art ? Comment faire entendre Shakespeare à des gens qui ne savent plus ce qu'est un pentamètre iambique ? Comment faire comprendre une langue qui n'est plus tout à fait la même – une question identique est constamment posée en France à propos du théâtre classique ? Qui a intérêt à proclamer que « ce n'est plus lisible parce qu'on ne comprend pas tout », demande Pacino, alors que « quand j'écoute du rap, je ne pige pas tout non plus et pourtant j'éprouve une sensation » ? Il faut d'abord « restaurer le plaisir » – d'où ce film – et chercher à savoir si la guerre contre le passé de la culture ne serait pas, au fond, une guerre contre le plaisir et le goût.

Les créateurs ont toujours combattu cette volonté d'annulation de l'héritage. Prenons Picasso, peignant ses *Mémoires* après Velasquez, expliquant à Malraux qu'il y a, depuis le peintre des Cyclades, « un seul peintre », ou bien Proust déclarant que les écrivains « sont comme les différents moments, contradictoires parfois, d'un seul homme de génie qui vivrait autant que l'humanité ».

Ce qui ne signifie pas que la création artistique soit anhistorique. Mais qu'à l'intérieur d'un art, les relations s'exercent en réseau, et pas selon une hiérarchie. En art, ce qui vient

Tristesse par Lionel Portier



Le grand déballage nucléaire

EN MATIÈRE D'ARMES nucléaires, en Occident, « tout le monde parle de tout le monde », dit cet expert français de la dissuasion en écho au tumulte engendré, la semaine dernière, à l'Assemblée, par la divulgation de la déclaration Kohl-Chirac de Nuremberg sur la coopération militaire des deux côtés du Rhin. A sa manière, qui est parfois rude, le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, ne dit pas autre chose, à propos de la dissuasion, qu'elle soit américaine, britannique ou française. « Il y a nécessité de parler », a-t-il avoué à la chaîne télévisée allemande ARD. Je trouve vraiment qu'on fait trop de mystères là où il n'y en a pas ».

De fait, aussi paradoxal qu'aussi curieux que cela puisse paraître pour un sujet frappé du secret-défense, Américains, Britanniques et Français se consultent sur le nucléaire. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il y ait plusieurs doigts, en même temps prêts à appuyer sur le même bouton de l'Apocalypse. L'emploi éventuel, ou, à tout le moins, la menace d'usage des armes de la dissuasion relèvent de la décision d'un seul, même si ce seul responsable, en définitive, s'entoure de conseils préalables. A ne s'en tenir qu'au cas de la France, les consultations, et pourquoi pas les coopérations technico-militaires – pour rester discretes –, n'en sont pas moins tous azimuts, avec les alliés, depuis plusieurs années déjà.

Avec les États-Unis, le « dialogue » a commencé durant la décennie 70, comme l'ont établi – sans être contradictoires – des historiens français qui ont pu dépolluer des documents officiels datés de pendant et après la présidence de Georges Pompidou et déposés depuis aux Archives nationales.

Certes, cette collaboration transatlantique est passée par des hauts et des bas. Mais, parce que les États-Unis avaient sans doute plus à gagner qu'à y perdre, Washington, en s'affranchissant de certains interdits du Congrès, a aidé les Français à perfectionner leur armement nucléaire. Il s'est agi, par exemple, de pouvoir miniaturiser et « durcir » (contre les effets neutra-

lisants de contre-mesures adverses) les charges nucléaires multiples à trajectoire indépendante de leurs missiles stratégiques.

La coopération est allée, semble-t-il, jusqu'à communiquer aux Français la nature, certaines caractéristiques et les performances supposées des réseaux défensifs de l'ex-URSS, de façon que les armes nucléaires de la France soient assurées d'atteindre les cibles avant toute interception.

LE GRAND VIRAGE

Bien plus tard, dans le milieu de la décennie 90, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a conclu avec le ministère américain de l'énergie un accord décennal sur les outils potentiels – ordinateurs de puissance et laser mégajoules – d'une simulation des expérimentations nucléaires. Et, pas plus tard encore qu'en juin 1996, les États-Unis et la France sont convenus de renforcer une collaboration, entamée en 1961, sur un échange de données scientifiques en matière de sûreté et de fiabilité des armes.

Avec le Royaume-Uni, le « dialogue » est ininterrompu depuis 1992, au sein d'une commission mixte qui travaille dans le plus grand secret. Les deux pays cherchent à identifier les convergences qui peuvent exister dans le domaine de la doctrine nucléaire, des concepts d'emploi, de la sécurité des armes, voire du désarmement à venir sur un continent qui, compte tenu des stocks russes notamment, regorge d'engins tactiques.

Entre l'Allemagne et la France, les consultations ont commencé il y a une dizaine d'années maintenant, lorsqu'il s'est agi d'examiner la suite à donner à un système d'armes, le missile Hadès, dont le rayon d'action, en dépit de sa mobilité théorique, pouvait inquiéter l'allié du Rhin. Les batteries de Hadès ont, par étapes, disparu de la panoplie française. Hors échange d'informations, la collaboration franco-allemande s'arrête là où commence la Constitution de Bonn. En clair, il est exclu que les Allemands, qui ont officiellement

renoncé à l'arme nucléaire, puissent aller au-delà et participer, par exemple, au projet de missile nucléaire, l'ASMP plus, dont la France veut doter ses avions, notamment le Rafale.

Le grand virage, dans la pratique nucléaire nationale, date, en vérité, du moment où la France est passée de sa notion de dissuasion, qu'on pourrait qualifier d'« octroyée », à celle de dissuasion « concertée », avancée par Alain Juppé en septembre 1995. Si l'on exclut les nuances, apportées sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, qui entendaient « élargir » son champ d'action potentiel, la dissuasion « octroyée » est, en quelque sorte, la matrice originelle : celle qui faisait dire au général de Gaulle que la France a des « intérêts vitaux » à défendre mais qui lui faisait écrire, en même temps, dans une « instruction personnelle et secrète », adressée en 1964 aux chefs des armées et aux responsables des forces nucléaires, que « la France doit se sentir menacée dès que les territoires de l'Allemagne fédérale et du Benelux seraient violés ».

UN EXERCICE COMPLEXE

Aujourd'hui, le contexte géostratégique a changé. Mais la solidarité persiste en Occident face à des risques qui perdurent. Les Américains, les Français et les Britanniques savent qu'il n'y aura pas de consensus en Europe sur une dissuasion nucléaire sans que les Allemands ne soient convaincus de la pérennité – à vue humaine – et de l'acuité du concept. Avant même que la France revendique l'expression, le Royaume-Uni – dans le cadre d'accords bilatéraux qui trouvent ensuite leur application au sein de structures propres à l'OTAN comme le groupe de planification nucléaire (GPN) – a pratiqué, et continue de pratiquer la dissuasion « concertée » avec Washington sans pour autant perdre quoi que se soit de son initiative d'emploi si le premier ministre décidait d'en jouer. Dans ce cadre-là, la menace du feu nucléaire, s'il fallait la brandir, est une décision à la fois nationale et partagée avec des alliés. Ce qui en

fait précisément une responsabilité compliquée à exercer et qu'il vaut mieux avoir préparée pour éviter les pièges de l'improvisation.

L'importance de la dissuasion américaine a été admise en Europe depuis le début des années 60 et réaffirmée à plusieurs reprises, notamment en novembre 1991 au « sommet » de l'Alliance atlantique, à Rome, où le chef de l'Etat français assistait non sans y avoir dénoncé le « pré-chi-précha » de l'OTAN. Même si elle tend à diminuer de volume et d'intensité en étant tombée, aujourd'hui, à environ deux cents têtes opérationnelles déployées, la panoplie américaine manifeste l'engagement militaire de Washington en Europe et témoigne du lien transatlantique. Le moment venu, quand le concept de sécurité européenne aura émergé et pris tout son sens, nul doute que le fait nucléaire – lequel est une réalité tangible – ne pourra plus longtemps demeurer absent du débat. Le fait nouveau est que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ne redoutent plus d'en parler ouvertement, et plus nécessairement d'une façon bilatérale. Et là où les Français s'avancent probablement à terrain découvert, c'est quand il faudra définir le lieu pour en débattre dès lors que, pour leurs trois partenaires, le GPN est l'enceinte idéale.

Jacques Isnard

RECTIFICATIFS

JACKY RICHARD

Jacky Richard est chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen) et non pas secrétaire général, comme nous l'avons indiqué, par erreur, dans *Le Monde* daté 26-27 janvier.

KASDI MERBAH

Contrairement à ce que nous avons écrit (*Le Monde* du 30 janvier), l'assassinat de l'ancien premier ministre algérien Kasdi Merbah a eu lieu en août 1993, et non au printemps 1992.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75542 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20, Télécopieur : 01-42-17-21-21, Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Les deux leçons de Vitrolles

LE « front républicain » contre le Front national, objet de débats incessants depuis que cette idée avait été lancée par Alain Carignon au début des années 90, est devenu la ligne de conduite de la droite parlementaire. Jusqu'à présent, il était arrivé que le RPR et l'UDF, faute de pouvoir maintenir leurs candidats dans un second tour d'élections législatives, appellent leurs électeurs à voter « républicain », autrement dit à préférer la gauche à l'extrême droite. Les élections municipales de Vitrolles leur ont donné l'occasion, pour la première fois, d'aller plus loin en retirant une liste à laquelle son résultat du premier tour permettait de se présenter au second.

Le choix s'imposait d'autant plus que, arithmétiquement, le maintien de Roger Colichard (UDF-PR) et de ses collègues aurait entraîné la victoire de Catherine Mégret, tête de la liste du FN en raison de l'indivisibilité de son mari, Bruno Mégret, contre le maire sortant socialiste, Jean-Jacques Anglade. Placés devant un dilemme on ne peut plus clair, les dirigeants de la majorité ont donc opté pour la rupture avec ceux de leurs électeurs qui ont déjà dérivé vers l'extrême droite ou qui pourraient le faire le 9 février. Le temps des « valeurs communes », prôchées par Charles Pasqua en 1988 et auxquelles semble croire encore son ami Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, est bien révolu.

Pour Alain Juppé, président du RPR, et pour François Léotard, président de l'UDF, ce résultat est

une victoire. Dès 1988, le premier ministre d'aujourd'hui s'était opposé à ce qu'était alors la stratégie de M. Pasqua, en expliquant que le Front national ne cherchait aucune entente avec la droite, qu'il en dit à l'époque, mais que son objectif était de « tuer » les partis de l'actuelle majorité parlementaire. M. Léotard avait quitté la présidence du Parti républicain, en 1990, parce qu'il mesurait la distance qui le séparait de ses élus méridionaux sur ce même sujet de la lutte contre l'extrême droite. L'un et l'autre ont la satisfaction de constater que leurs amis ont compris, maintenant, les vrais objectifs du Front national et la nécessité de s'affronter à lui plutôt que de chercher à blâmer.

L'élection de Vitrolles est porteuse d'une autre leçon qui, elle, concerne autant la gauche que la droite. Le maire sortant socialiste a perdu, entre 1995 et 1997, la confiance de nombreux électeurs en raison de sa mise en examen dans une affaire de fausses factures fin 1995. Ce fait a été abondamment exploité par le FN, qui n'avait accédé que récemment à la direction de collectivités territoriales (les trois villes conquises en 1995), est encore à l'abri des investigations des chambres régionales des comptes. Mais l'argument de la malhonnêteté des élus en place a un écho incontestable dans l'électorat. Les partis républicains risquent donc d'autres revers s'ils n'adoptent pas une attitude claire et ferme vis-à-vis d'élus mis en cause dans des affaires relevant peu ou prou de la corruption.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colaninno
Directeur : Jean-Marie Colaninno ; Dominique Allary, directeur général ; Noël Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhannan, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Renaud de Cassa, Pierre Georges, Laurence Cressolles, Erik Izraelson, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Vercaut
Directeur éditorial : Eric Villoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollot ; directeur des relations internationales : Daniel Vézec

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Robert Brune-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Brune-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Jean Pressat, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La famine en Roumanie

UNE GRANDE partie de l'Europe, la France notamment, ignore l'effroyable famine qui sévit pourtant depuis plusieurs mois dans une grande partie de la Roumanie. La situation est tragique en Valachie comme en Moldavie. Dans ces provinces, la base de l'alimentation a toujours été le maïs, que l'on consomme sous forme de bouillie. Or, en 1945, la sécheresse réduisit singulièrement la récolte et ne permit point la constitution de réserves. L'année suivante fut pire ; la sécheresse dépassa en intensité tout ce que l'on pouvait imaginer. Il aurait fallu 2 350 000 tonnes de maïs pour nourrir la population et 130 000 tonnes pour les semences, la récolte fut de 1 million de tonnes seulement.

Malgré les efforts désespérés du gouvernement pour remédier à la situation, malgré l'aide des autres provinces, malgré l'importation ré-

duite de céréales en provenance de pays voisins déjà à court, des centaines de milliers de Roumains connaissent depuis l'été dernier la famine. Nombre d'entre eux se nourrissent de paille. Chaque village est un spectacle de désolation et les enfants sont les premiers victimes. La Russie soviétique a renoncé enfin depuis l'été dernier à tout prélèvement de céréales. La clé de la situation est dans les transports maritimes, et ces transports sont aux mains des États-Unis. Il faut espérer qu'au-delà des oppositions idéologiques, des méfiances politiques et des légitimes griefs, les peuples qui vivent bien ou simplement mieux sauront accomplir une fois de plus un devoir de stricte humanité à l'égard d'une des populations menacées.

Jean Schwabiel
(4 février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minutiel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

صكرا من الامل

Georges Charachidze, spécialiste du Caucase et professeur à Langues-O

« Entre Russes et Tchétchènes, il n'y a aucun compromis possible »

Selon le linguiste et historien, de nouveaux foyers de guerre pourraient apparaître dans la région

« Comment évaluez-vous les chances de paix en Tchétchénie après l'élection, le 27 janvier, d'un « modéré », Aslan Maskhadov, à la présidence de cette République ?

— Pour la paix, s'il y en a une, cette élection est une chance. Car Maskhadov n'est pas un extrémiste sur le plan politique, et, surtout, il n'est pas islamiste. Il correspond en cela à la majorité des Tchétchènes. Ces derniers ne souhaitent pas la guerre, ils s'y sont résolu une fois que le processus était enclenché, car ils n'avaient plus le choix : c'était triompher ou mourir. Ils veulent aujourd'hui préserver des chances de paix, d'arrangement éventuellement avec la Russie.

— Les Tchétchènes refusent l'islam en tant que système politique ou idéologique. Leur rapport à l'islam est assez flou et pas du tout uniforme. S'il existe en Tchétchénie quelques islamistes, c'est parce que la guerre a poussé les gens à s'identifier à l'islam. C'était déjà le cas il y a cent cinquante ans, lorsque l'invasion russe a provoqué une résurgence de l'islam dans la région.

— Le processus de paix en Tchétchénie dépend néanmoins de ce qui se passera à Moscou, du jeu entre les différentes tendances, celle pour la paix et celle pour la guerre. La défaite de l'armée russe est certainement due au don particulier des Tchétchènes, à leur opiniâtreté, mais elle a aussi révélé le délabrement du régime et de l'Etat russes.

— Un chef tchétchène rebelle, Salaman Radnuev, n'a pas reconnu le résultat des élections dans la République, et menace de préparer de nouvelles opérations terroristes contre la Russie. Quels sont les risques de division chez les Tchétchènes ?

— Il y a effectivement risque de fracture et de tensions violentes. Les affrontements politiques vifs en Tchétchénie se traduisent toujours de la même manière : on sort les armes. Des ferments d'affrontements politiques, sans faire violence, sont possibles. Il ne faut pas oublier que, au moment où la Russie a envahi la Tchétchénie, le président Djikhar Doudaev et son opposition étaient en train de se battre avec des tanks et des roquettes. Cependant, si les Russes commencent maintenant à l'écarter, à être agressifs vis-à-vis des Tchétchènes, ces derniers se ressouviendront.

— Moscou continue de dire que la Tchétchénie doit faire partie intégrante de la Fédération de Russie. Les Tchétchènes maintiennent leur revendication d'indépendance. Un compromis est-il possible ?

— Telles que les choses ont été formulées récemment, il n'y a aucun compromis possible. Le jour

même des élections, chaque partie a dit le contraire de l'autre. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne négocieront pas. Mais les positions sont tout de même irréductibles. L'un des paradoxes de cette guerre a été de voir les Russes prétendre : « Les Tchétchènes sont nos citoyens », puis commencer à les détruire systématiquement. Pour les Tchétchènes, l'indépendance n'est pas seulement une revendication traditionnelle : elle est, d'une certaine façon, une question de survie. Les Russes, de leur côté, savent que, s'ils « lâchent » la Tchétchénie, ils risquent par la suite de « lâcher » le Caucase. Si les Russes reconnaissent l'indépendance de la Tchétchénie, les autres petites Républiques du Nord, du Daghestan à l'Abkhazie, pourraient se dire : « Mais pourquoi pas nous ? » Une série de foyers de guerre pourraient alors apparaître, et reproduire une situation qui était celle du XIX^e siècle, lorsque les Russes ont dû utiliser toute l'armée du tsar pendant trente-cinq ans pour venir à bout de la rébellion. La Russie n'a, aujourd'hui, plus les moyens d'Etat, ni les moyens militaires, ni l'autorité ou la confiance pour lancer une armée entière dans le Caucase.

— L'indépendance de la Tchétchénie annonce-t-elle un « morcellement » de la Fédération de Russie ?

— C'est tout à fait possible. Pour les peuples du Caucase du Nord, l'idée d'indépendance comme solution à leurs problèmes n'est, pour l'instant, pas d'actualité, mais elle risque de s'imposer. Les Cosaques, qui sont dans le Caucase depuis cent cinquante ans, et forment une communauté très active, pourraient notamment créer des



DESIGN : JEAN-PIERRE CAUZE

tensions. Les Cosaques sont slaves, mais de culture presque caucasienne, on le voit à leurs costumes. Ils veulent défendre la Russie, l'orthodoxie, et constituent un ferment de guerre civile à l'intérieur de chacune des petites Républiques du Caucase du Nord, en Tchétchénie par exemple.

— L'enjeu du transit du pétrole de la mer Caspienne a-t-il été un facteur décisif dans le déclenchement de la guerre de Tchétchénie ?

— La question du transit du pétrole est très importante, par ses conséquences géopolitiques. Il s'agit d'une rivalité entre deux grands empires : la Turquie et la Russie, qui poussent chacun pour que le pétrole de la mer Caspienne, dont les réserves sont considérables, passe par leurs territoires respectifs. La Russie vou-

lait s'assurer que le pétrole transite par le Caucase du Nord vers le port de Novorossiysk sur la mer Noire. Cela a été l'une des raisons de la guerre. Mais il y avait aussi, chez les Russes, un besoin de montrer que leur Etat et leur armée pouvaient imposer leur volonté à tout moment. Ils se sont trompés complètement.

— Quelles leçons peut-on tirer du conflit tchétchène sur l'évolution possible du régime russe ?

— Tout cela a montré que, face aux non-Russes, l'Etat russe n'était pas capable de régler les problèmes, ni par la paix ni par la guerre. La Russie a perdu une certaine crédibilité, ce qui est grave pour ce pays dont l'histoire et la conscience de soi reposent sur l'idée qu'ils sont un empire, quelque chose de puissant. Il faut

prendre en compte la mentalité des Russes, ce qu'ils pensent, comment ils raisonnent. En Russie, ceux qui étaient contre la guerre étaient en même temps contre l'indépendance tchétchène. Même les plus anti-guerre considéraient que la Tchétchénie faisait partie de la Russie. Pour beaucoup de Russes, même les intellectuels libéraux, cette guerre a été le résultat d'une agression tchétchène contre la Russie.

— La défaite militaire russe en Tchétchénie signifie-t-elle une perte d'influence de l'armée en Russie ?

— Je ne le pense pas. L'armée russe, même si elle est en difficulté pour toutes sortes de raisons, reste un des éléments solides, stables, essentiels, du pays. Toute une partie de l'opinion russe, avec sa peur ancrée de l'islam, pense que l'armée doit réagir et montrer que les Russes sont toujours les Russes. C'est une idée centrale, qui correspond à quelque chose de profond chez le Russe moyen. On peut très bien imaginer, pour la succession de Boris Eltsine, une équipe dirigeante ou un gouvernement fortement influencé, voire imposé, par l'armée. La gauche libérale russe a, après tout, son général : le général Lebed, que des détachements entiers de l'armée sont certainement prêts à soutenir.

— Moscou se réserve le droit de protéger les minorités russes (25 millions de personnes) vivant dans les Républiques indépendantes. Est-ce là un élément déterminant dans les relations entre l'ancien « centre » et les nouveaux Etats ?

— C'est certain. Cet argument est très souvent employé, il est ancré dans la conscience des Russes et il le sera de plus en plus. C'est un des leviers pour impulser des actions, soit violentes soit dures, vis-à-vis des Républiques un peu trop tur-

bulentes. Au Kazakhstan, la minorité russe est presque majoritaire. Les Russes perçoivent ces minorités comme des « pieds-noirs » de l'ex-URSS, comme des gens qu'ils ne peuvent pas abandonner. Les Russes pensent d'ailleurs qu'ils ont civilisé les peuples non russes du pourtour, qui étaient à leurs yeux des sauvages, et que ces derniers ont donc une dette envers eux, qu'ils sont ingrats.

— Moscou parle d'approfondir l'intégration entre les Républiques ex-soviétiques au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI) — pour créer une nouvelle version de l'URSS ?

— C'est la tendance d'une grande partie des dirigeants et de l'opinion russe : refaire l'empire, sous une forme peut-être plus civile, moins violente, non communiste, peut-être même non totalitaire. L'idée de base de la fondation de la CEI était qu'elle prenne la succession de l'URSS. Le projet d'union entre la Russie et la Biélorussie, s'il se fait, permettra de voir où les Russes veulent en venir.

— Environ 30 000 soldats russes sont stationnés en Tadjikistan. Quel paradoxe peut-on établir entre cette zone de conflit et la Tchétchénie ?

— Les Russes, et certains de leurs dirigeants, établissent un parallèle. Ils considèrent que ces deux cas sont des agressions. La Tchétchénie est une agression interne — car le Caucase est pour les Russes exactement comme la Taïga ou la Sibirie, c'est-à-dire une partie de la Russie — alors que le conflit au Tadjikistan relève, lui, d'une agression extérieure. Le conflit tadjik est perçu comme une violation de l'intégrité territoriale russe, ou ex-soviétique. Les combattants islamiques au Tadjikistan viennent de l'extérieur [de l'Afghanistan, NDLR]. Si la Russie dégageait cette zone en retirant ses troupes, elle abandonnerait les pays d'Asie centrale à cette influence extérieure.

— Or l'une des tentatives de la Russie est l'islamisation, à l'afghane, de cette région. Je doute fort que la Russie se désengage du Tadjikistan, comme elle l'a fait, apparemment, en Tchétchénie.

— Une Russie sujette aux nostalgies impériales peut-elle être démocratique ?

— On peut prendre la question à l'envers. Les représentants de la périphérie, des Républiques non russes, disent : « Notre liberté et notre autonomie ne seront vraiment garanties que lorsque la Russie sera véritablement démocratique. » Si la Russie est démocratique, il n'y a plus de notion d'empire. Cette notion reste agressive, rien ne laisse entrevoir sa disparition prochaine, ce qui exclut la vraie démocratie.

Propos recueillis par Nathalie Nougayrède

Un spécialiste de la « montagne des langues »



GEORGES CHARACHIDZE

NÉ À PARIS en 1930 d'un père géorgien et d'une mère française, Georges Charachidze a consacré sa vie à l'étude du Caucase, « la montagne des langues », comme l'appelaient jadis les Arabes. Il parle une dizaine de ces langues : de l'akhkaze au iaz, en passant par le mingrélien, l'ossète et l'oubykh, une langue qui comporte 30 consonnes (un record) et qu'il est la seule personne au monde à maîtriser. « Ce peuple a disparu, le dernier Oubykh est mort en 1992 dans un village de Turquie », raconte-t-il.

Microphone et carnet en poche, ses voyages réguliers dans le Caucase et en Turquie, où vivent les descendants de quelque sept mille Caucasiens ayant fui l'invasion russe en 1860, font de lui l'un des rares spécialistes de cette région troublée située sur les marches méridionales de la Russie. « A l'époque soviétique, il était impossible de se rendre dans les villages reculés du Caucase pour étudier les langues et les croyances locales, explique-t-il. Je suis donc allé pendant trente ans en Turquie.

Car, après leur expulsion du Caucase par les troupes turques, les Caucasiens avaient été répartis par le sultan à travers l'Empire ottoman. C'est pourquoi on trouve aujourd'hui cinq cent mille Caucasiens en Turquie, ainsi que de nombreux Tcherkesses en Syrie ou en Irak.

Professeur à l'Institut national des langues et des civilisations orientales (INALCO), Georges Charachidze a travaillé durant quarante années avec Georges Dumézil. « Dumézil et moi avons suivi la longue odyssée par des centaines de pages de textes de grammaire » relate-t-il. Auteur de plusieurs livres sur le Caucase (notamment *La Mémoire indo-européenne du Caucase*, *Prométhée ou le Caucase*, *La Féodalité géorgienne*), il prépare un ouvrage sur les guerres qui ont mis cette région à feu et à sang « du XVIII^e siècle au XIX^e siècle ».

N. No.

Laurence Bertrand Dorléac, historienne

« Le silence sur le pillage des œuvres d'art a participé d'une amnésie générale »

Le vol des familles juives a alimenté un marché florissant durant la guerre, observe cette spécialiste de l'Occupation

« Vous avez étudié la vie artistique durant les années noires dans *L'Art de la défaite*. Pouvez-vous préciser si le pillage des œuvres d'art appartenant à des juifs a été précoce et quelle a été son ampleur ?

— Les plus grosses opérations ont eu lieu de juillet 1940 à la fin de l'année 1941, même si le processus continue ensuite. C'est quinze jours après l'armistice que se met en place une machine infernale qui consiste tout d'abord à placer les objets d'art sous garde allemande. Une note rédigée par les autorités allemandes, le 30 juin 1940, précise qu'il ne s'agit pas d'une expropriation mais d'un transfert « en vue de servir de gage pour les négociations de paix ».

— Toutes les collections sont visées, y compris celles de l'Etat. Tout doit être inventorié. A partir de juillet 1940, les collections juives sont spécifiquement visées dans le cadre de la guerre contre les juifs. Alfred Rosenberg est le grand protagoniste de ces pillages avec Goering, pirate suprême.

— Mais, concrètement, le premier acte de brigandage est le fait d'O-

to Ahetz, ambassadeur du III^e Reich à Paris, qui quadrille les collections Rothschild et quelques autres dès l'été 1940. Les opérations sont violentes, elles ont souvent lieu la nuit. De deux mille à trois mille œuvres sont pillées. Il en conservera 80 pour son usage, dont le bureau de Maurice de Rothschild sur lequel il travaille. La symbolique est forte. Il faut bien avoir à l'esprit que ce pillage est une façon de s'emparer de la France.

— Quel est le rôle du régime de Vichy dans cette politique d'expropriation ?

— Vichy n'a pas adopté à proprement parler une politique de pillage. Mais les arrestations, les rafles auxquelles le régime procède laissent des collections sans propriétaire. Quand Vichy les récupère, il est décidé que ces biens seront vendus au profit du Secours national, mais les nazis protestent et réclament ces œuvres au nom de leur antériorité dans la lutte contre les juifs.

— Globalement, ils ont parfaitement conscience que la législation antisémite adoptée par Vichy faci-

lite et structure l'ensemble des opérations de pillage, même si la police française se révèle peu efficace dans ce domaine. Les rapports nazis se plaignent de sa mauvaise volonté. Du coup, les Allemands engagent une main-d'œuvre extérieure, des petits maîtres.

— Comment se comporte le marché de l'art durant cette période ?

— Il est extrêmement florissant. L'argent ne manque pas et une fraction de la population ne sait pas où l'investir. Le marché de l'art en profite directement. C'est une situation d'exception avec ce que l'appelle des « fausses continuités » : l'impression que tout continue à fonctionner, mieux que jamais, alors que les conditions de vie sont fondamentalement transformées. Une partie de la population est exclue et le marché s'alimente de trafics véreux, d'œuvres bradées par des familles brusquement exclues. On peut acheter des Picasso et des Léger pour rien. Durant la seule année 1941-1942, plus d'un million d'objets transitent par l'hôtel Drouot. Et cela continue après.

— Peut-on dire qu'il y a eu d'un côté les marchands de tableaux résistants et de l'autre les marchands collaborateurs ?

— Ce n'est pas aussi simple que cela. Il y a eu des marchands qui ont risqué gros, qui ont exposé des artistes dits dégénérés comme la galerie Jeanne Bucher ou la petite galerie L'Esquisse, à Paris, qui abritaient des activités de résistance. Il y a eu comme cela quelques foyers où l'on montrait des œuvres semi clandestinement, sans faire de publicité. D'autres marchands sont collaborateurs de facto. On connaît maintenant, grâce aux recherches d'Hector Feliciano, la liste Schenker : une quarantaine de noms de marchands, d'intermédiaires qui ont collaboré. Et puis il y a un marais important de personnes qui continuent à faire leur métier, à vendre à des amateurs, à des courtiers, à des Allemands, en uniforme ou en civil.

— Pourquoi a-t-il fallu attendre les années 90 pour examiner ces dossiers ?

— En réalité, on s'est intéressé à ce problème très tôt. En 1946, les œuvres récupérées sont exposées à

l'Orangerie, une commission officielle est désignée et un certain nombre d'objets d'art sont restitués. L'année suivante, le Centre de documentation juive contemporaine édite un ouvrage remarquable, avec de nombreux documents, préfacé par Jean Cassou, conservateur du Musée d'art moderne.

— Et puis c'est le black-out. Le silence sur le pillage des œuvres d'art a participé d'une amnésie générale sur la période des années 40 et de la société civile. Il y a finalement une espèce de consensus pour ne plus en parler. En outre, on se rend compte qu'il est presque indécent de parler d'œuvres d'art au regard du génocide, même si derrière ces objets il y a des collections, des vies, des familles. Ce sont des objets éminemment symboliques. Bref, ce long silence s'apparente à ces troubles de mémoire que l'historien Henry Rouso a si bien décrit dans *Le Syndrome de Vichy*.

— Les musées et les conservateurs ont-ils participé à cette amnésie ou la volonté de conserver certaines œuvres

a-t-elle été la plus forte ?

— Je crois beaucoup à l'impératif du métier de chacun. Le métier d'un conservateur, c'est de conserver. Tout en ayant vaguement conscience que ces œuvres n'appartiennent pas à l'Etat, les conservateurs les ont gardées. Après-guerre, ils ont en l'impression d'avoir fait ce qu'il fallait, d'avoir agi dans la transparence.

— Dans cette affaire, je suis essentiellement fonctionnaliste. Je ne prête pas une intention diabolique à la Direction des Musées de France. Je crois même que, si elle l'avait voulu, elle se serait arrangée pour faire passer une loi déclarant en substance ces objets récupérables jusqu'à telle date et propriété de l'Etat après. En fait, la Direction des Musées de France ne s'est pas posé le problème. Si faute il y a, c'est de ne pas avoir anticipé, en recherchant les ayants droit par exemple. Pour sortir la tête haute de cette affaire, sans doute lui faudrait-il admettre publiquement qu'elle a longtemps failli.

Propos recueillis par Laurent Girelles

Justice pour la justice

Le président de la République a nommé un nouveau ministre de la Justice. Le nouveau ministre de la Justice est M. Jean-Marie Bédaride. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997.

Elle vaut beaucoup mieux que ce que les médias en disent et que les Français en pensent.

Le président de la République a nommé un nouveau ministre de la Justice. Le nouveau ministre de la Justice est M. Jean-Marie Bédaride. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997.

D. H. D. - MONDE

Le président de la République a nommé un nouveau ministre de la Justice. Le nouveau ministre de la Justice est M. Jean-Marie Bédaride. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997.

L'Union européenne

Le président de la République a nommé un nouveau ministre de la Justice. Le nouveau ministre de la Justice est M. Jean-Marie Bédaride. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997. M. Bédaride a été nommé ministre de la Justice. Il a été nommé le 27 janvier 1997.

promis possible
autre dans la région



La justice est-elle accessible à tous ?

La justice est-elle accessible à tous ?

La justice est-elle accessible à tous ?

La justice est-elle accessible à tous ?

une amnésie générale

une amnésie générale

une amnésie générale

une amnésie générale

Justice pour la justice

Suite de la première page

De même, quand un Français seulement sur cinq considère que la justice en France est accessible à tous, comment ne pas rappeler que, depuis 1981, et plus particulièrement depuis 1991, lorsque fut largement réformé le système d'aide judiciaire et juridique aux plus défavorisés, le nombre de justiciables qui bénéficient de l'assistance d'un avocat payé par l'Etat est passé de 142 542 à 646 549.

Certes, on ne peut que se féliciter de cette démocratisation croissante de la justice et l'inciter toujours plus à son développement. Mais elle n'est pas sans conséquence sur l'engorgement des tribunaux.

A cet égard, ce que le public ne perçoit pas suffisamment, ni parfois les responsables politiques, c'est que nos sociétés contemporaines, et notamment la société française, sont surchargées. L'inflation législative s'accroît en même temps que s'aggravent les difficultés économiques et sociales et l'érosion des liens familiaux. Ainsi vivons-nous dans un monde de tensions et de conflits où le recours à la justice ne cesse de croître.

Qu'il faille désormais résoudre un grand nombre de ces conflits par d'autres voies que la justice, j'en suis sûr, pour ma part, convaincu. L'heure du tout-judiciaire est révolue. Mais, de grâce, en attendant la prise en compte de cette exigence, qu'on n'impute pas à la justice, et à ceux qui la servent, le poids de la charge qu'elle supporte avec plus de vaillance qu'on veut bien lui reconnaître.

Quant à l'accusation toujours reprise du manque de moyens, il faut tout de même rappeler qu'en France constants, depuis 1981, le budget de la justice a doublé. La

progression, sur ce plan, a été continue. Chaque gouvernement a eu le souci de l'assurer, notamment en 1991 avec la loi d'équipement d'Henri Nallet et en 1994 avec la loi-programme de Pierre Méhaignerie.

De surcroît, le budget de la justice est toujours obéré par la charge très lourde de l'administration pénitentiaire en période d'inflation carcérale. D'autres pays mettent à charge du ministère de l'Intérieur le coût des prisons. Dans l'examen des moyens mis à la disposition de la justice française, il faut prendre en compte ce fardeau toujours plus pesant.

Elle vaut beaucoup mieux que ce que les médias en disent et que les Français en pensent

S'agissant enfin de la conviction enracinée chez les Français, depuis des siècles, que leur justice et les magistrats sont soumis au pouvoir politique, elle procède d'une méconnaissance radicale de la révolution culturelle en cours.

En vérité, ce sont maintenant les politiques qui redoutent les juges, bien plus que l'inverse. Tenter d'étouffer une affaire judiciaire est l'entreprise la plus périlleuse qui soit pour un gouvernement. Car la réaction des juges risque toujours de se révéler contraire au but recherché. Et les conséquences politiques de pareille démarche, dans un monde judiciaire où le secret n'existe plus, ne peuvent être que désastreuses pour le gouvernement en place.

Le mérite de ce changement essentiel, parce qu'il s'inscrit dans les mentalités, est assurément à porter au crédit des magistrats

eux-mêmes. Le président de la République le reconnaît implicitement lorsqu'il énonçait qu'il faut maintenant donner aux procureurs des garanties d'indépendance, puisque aussi bien ils n'obéissent pas. Pareil propos donne la mesure de l'esprit d'indépendance qui règne dans le corps judiciaire et que même le recours aux hélicoptères ne saurait entraver.

Je pourrais aisément poursuivre. Mais le sujet est si vaste qu'il y faudrait un livre entier. Aussi ma conclusion sera simple : la justice française vaut mieux que ce que les médias en disent et les Français en pensent. Certes, des progrès substantiels demeurent encore à faire, notamment en renforçant les garanties statutaires des magistrats, en améliorant la procédure pénale, et en libérant la justice des litiges qui pourraient trouver leur solution ailleurs que dans les tribunaux.

Mais telle qu'elle est, au sein des autres justices européennes, toutes engorgées – comme elle – par le flux des « affaires », toutes entravées – comme elle – par la complexité des procédures, et toutes lentes – comme elle – mais souvent plus onéreuses, la justice française n'a pas à rougir d'elle-même ni les Français à la prendre injustement comme cible de leurs angoisses et de leurs mécontentements.

Pour ma part, je tirerai toujours une grande fierté d'avoir été, en mon temps, ministre de la justice française, c'est-à-dire, au sens exact du terme, son serviteur.

Robert Badinter

Fausse note fiscale par Alain Madelin

On sait les difficultés quotidiennes que rencontrent les formations orchestrales dans nos provinces. On sait aussi le rôle culturel irremplaçable qui est le leur. Or voici ces institutions culturelles aujourd'hui dans le collimateur du fisc.

Vivant principalement sous le statut d'association à but non lucratif, bénéficiant de subventions publiques, elles sont de plus en plus souvent assimilées à des entreprises commerciales intervenant dans un domaine concurrentiel. Et condamnées en conséquence, au titre de l'impôt sur les sociétés, de la taxe professionnelle ou de la taxe d'apprentissage, à verser des sommes qui mettent leur existence même en péril. C'est le cas, par exemple, des deux opéras de Montpellier, de l'Orchestre philharmonique de Montpellier, de l'Atelier lyrique de Toulon, de l'Ensemble de la grande écurie et la chambre du roi.

Il appartient à un libéral de rappeler que toutes les activités humaines ne peuvent être traitées sous le registre de l'entreprise marchande. Si les activités culturelles ne doivent, pas plus qu'aucune autre activité, échapper aux règles de bonne gestion, elles n'en sont pas pour autant réductibles aux canons mercantilistes.

Bien des activités artistiques,

essentielles au rayonnement, à la pérennité et au développement de notre culture – comme les activités lyriques par exemple – ne pourraient à l'évidence aujourd'hui exister par la seule initiative privée. Comment peut-on les assimiler à des entreprises ordinaires ou à des entreprises de spectacles à but lucratif ?

Si les activités culturelles ne doivent, pas plus qu'aucune autre activité, échapper aux règles de bonne gestion, elles n'en sont pas pour autant réductibles aux canons mercantilistes

Certes, on sait toutes les dérives possibles dans la gestion des associations subventionnées. Le dernier rapport de la Cour des comptes nous a donné d'édifiants exemples, comme la gestion passée du Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence.

Certes, les interventions du fisc obéissent à une certaine forme de logique fiscale. Et c'est justement cette logique qui est à l'évidence décalée par rapport à la spécificité de certaines activités culturelles.

Il y a là un problème de fond qui dépasse largement le secteur des activités musicales. Un problème qui ne se règlera pas au petit bonheur des redressements fiscaux.

Le rapport de Jacques Rigaud sur « la refondation de la politique culturelle » a montré la nécessité et l'urgence de clarifier la situation juridique – nous ajouterons fiscale – des divers statuts sous lesquels s'exercent aujourd'hui des missions culturelles financées par les collectivités locales et/ou par l'Etat : association autonome, association émanation des collectivités locales, régie commerciale, régie administrative, société d'économie mixte...

Il faut donc un statut juridique et fiscal moderne pour ce type d'activités culturelles subventionnées, adapté à leur spécificité, permettant d'assurer une gestion efficace, rigoureuse et transparente.

C'est ce qu'on attend maintenant du gouvernement. Vite. D'ici au 21 juin prochain, Fête de la musique, par exemple ?

Alain Madelin est ancien ministre, député (UDF) d'Ile-et-Vilaire et maire de Redon.

AU COURRIER DU « MONDE »

POUR L'INTERDICTION DE LA JUPE AU COLLEGE

On a déjà tant dit sur la question du foulard qu'on en oublie l'essentiel. Qu'il soit le signe d'une discrimination à l'encontre de la femme, c'est incontestable, et personne ne le nie. Mais faut-il l'interdire pour autant de paraître dans les établissements scolaires, comme pour l'intifada ? Car en soi, le foulard n'est pas aliénant pour la femme (comme le serait une mutilation, telle l'excision) : on ne voit pas pourquoi et en quoi il serait plus humiliant de se couvrir les cheveux que de les découvrir.

C'est donc seulement en tant que signe de discriminations bien réelles dans la plupart des sociétés islamiques (mariage précoce et forcé, exclusion de la vie économique et des pouvoirs de décision, etc.) qu'il est prosaïque par ceux qui veulent l'interdire. Mais, à ce compte, peut-on dire que, dans la société française contemporaine, la femme est l'égale de l'homme ? Le récent débat sur les quotas en politique montre que non, et l'on sait que l'égalité des salaires et des chances de promotion est loin d'être réalisée.

On serait donc tout aussi fondé à dire que la jupe, qui découvre les jambes des femmes, est un signe de leur rabaissement au rang d'objet sexuel, défini par sa seule capacité de séduction ou presque, et qu'elle doit donc être bannie des établissements scolaires au même titre que le foulard.

Ceux qui veulent légiférer contre le port de celui-ci, ou refusent de faire classe devant lui, feraient bien de se demander s'il n'y a pas, chez les élèves, bien d'autres signes aussi « ostentatoires » de discriminations, comparables à celles dont la femme musulmane est victime. La tenue de certains, qui arrivent en classe avec plusieurs milliers de francs de vêtements sur le dos, n'exprime-t-elle pas une inégalité de richesse aussi choquante que le port d'un carni de toile sur les cheveux ?

François Galichet, Reichstett (Bas-Rhin)

LA PART DU RÊVE

Dans *Les Jeux de l'esprit*, le spécialiste de l'absurde qu'est Pierre Boule démontre qu'une société idéale s'ennuie, et a besoin des jeux du cirque, de la mort, comme intérêt dans les spectacles. Nous n'en sommes pas encore aux combats de gladiateurs, mais le fracas médiatique que l'on constate autour des naufrages dans le Vendée Globe s'en approche.

En effet, c'est la mort des skippers qui passionne les foules. Et les médias, sans vergogne, embrayent sur ce sujet : vont-ils être sauvés de justesse, ou va-t-elle les frapper ? Au total, la quasi-totalité des informations tournent autour de ce thème. Il y a là quelque chose de profondément malsain, et je souhaiterais que mon quotidien favori sache dépasser cette approche malgré la forte tentation.

Car il y a autre chose à dire, et de plus intéressante. La voile, dans les « 40+ rugissants », est de l'aventure à l'état pur, tout comme une course dans les Grandes Jorasses en hiver, ou le Dakar (...). Dans nos vies de métro-boulot-dodo, c'est de cette part de rêve que nous avons besoin. Nous savons bien que nous serions incapables de tels exploits, mais de voir que certains les réussissent nous montre que l'humanité, dont nous faisons partie, n'est pas limitée à notre pauvre expérience du train-train quotidien.

Louis Salatin, Combeilles (Eure)

MIREILLE ET LA CULTURE JUIVE

Etre juif est toujours une incongruité en France, n'en déplaise aux satisfaits du « modèle d'intégration français ». Pour preuve, que l'espère parmi les dernières, l'article consacré à la mort de Mireille dans *Le Monde* du 31 décembre 1996 : sur six colonnes, votre collaboratrice réussit à ne pas écrire le mot « juif » une seule fois. Pourquoi ? « Jo seconde guerre mondiale fait-elle taire Mireille, provisoirement » ? Nul ne le sait.

En revanche, l'acte de courage du couple Berlioz au profit de la Résistance figure dans l'article : Mireille est-elle donc une valeureuse Française résistante ainsi que son mari ? (...). *Le Monde* n'est pas le seul quotidien, ni la seule « voix » à oblitérer ainsi la provenance culturelle juive de Mireille. (...)

Que Mireille elle-même ne s'en soit pas publiquement ouverte, c'est la coutume, qu'elle n'a fait que suivre. Un consensus veut que les juifs en France soient une armée de l'ombre, ceux qui se désignent entre eux également en secret, mais que la vie sociale ne reconnaît que par toutes leurs autres appartenances. Elles sont certes principales. Mais la composante juive les couvre-t-elle d'opprobre ? Quand sera-t-elle naturellement formulée, comme « quelque chose de beau » ?

Alice Tili, Paris

Un jour quelqu'un vous promettra 99 % de réduction sur vos communications vers Lourdes. Vous avez beaucoup de clients là-bas ?



ESPADON TELECOM

Avec ESPADON, 1^{er} réseau telecom français dédié aux entreprises, services et tarifs sont adaptés à votre trafic réel.

Etre facturé aux meilleurs tarifs vers vos destinations effectives. Accéder sans abonnement à notre réseau. Etre libre de n'utiliser qu'une partie de notre offre sans rompre avec vos autres engagements. Tout ça, c'est ce que vous propose ESPADON. Un miracle ? Disons plutôt les bienfaits de la concurrence. Appelez ESPADON Telecom au 01 69 10 20 21

CHOISISSEZ D'ÊTRE EN AVANCE

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

ASSURANCES Didier Pfeiffer, le nouveau président du GAN, devrait remettre dans les prochains jours un rapport sur l'état de la situation comptable de la compagnie publique et sur l'impact

de la recapitalisation nécessaire pour la sauver. ● LA FACTURE, pour l'Etat, serait comprise entre 15 et 20 milliards de francs et permettrait au GAN de tirer une fois pour toutes un

trait sur l'immobilier, de combler les pertes de l'activité en France ainsi que celles de l'international, et de faire face aux obligations des contrats d'assurance-vie. ● UN CONSEIL d'administra-

tion est convoqué mardi 4 février. ● LE TRÉSOR et la direction de la compagnie travaillent sur un schéma qui passe par une cession totale de l'immobilier, une privatisation de près de 100 % du

groupe CIC tout en maintenant un lien commercial banque-assurance, et une vente de 30 % du capital du GAN, suivie d'une mise sur le marché du solde des actions.

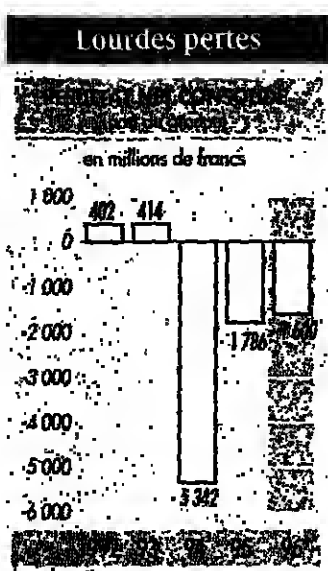
Le sauvetage du GAN coûterait entre 15 et 20 milliards de francs à l'Etat

Le gouvernement cherche un candidat à la reprise de 30 % de la compagnie publique - le reste du capital étant mis sur le marché - et un autre pour la quasi-totalité de sa filiale bancaire, le CIC. Les pertes de l'assureur ont été creusées par l'immobilier et l'assurance-vie

L'HEURE DE VÉRITÉ approche pour le GAN. Et elle risque d'être douloureuse pour le budget de l'Etat. Didier Pfeiffer, le nouveau président de la compagnie d'assurance, s'est engagé à remettre un état des lieux à son ministre de tutelle, Jean Arthuis, au début du mois de février. La facture, qui va s'ajouter à celles du Crédit foncier et du Crédit lyonnais, est chiffrée par les plus optimistes à une quinzaine de milliards de francs; les autres ajoutent dix milliards. Au siège du GAN, c'est 20 milliards qu'on évoque le plus fréquemment.

Comme ses collègues Jean-Yves Haberer, ancien président du Crédit lyonnais ou Georges Bonin, le gouverneur du Foncier, François Hellbronner, l'ancien patron du GAN, a laissé sa maison dans un état pitoyable. Son successeur, Jean-Jacques Bonnaud, n'a semblé-il pas suffisamment mesuré l'ampleur des dégâts et trop tergiversé dans la mise en œuvre d'une restructuration indispensable. Bercy lui a fait payer cette faute de goût de son siège.

Didier Pfeiffer, nommé début décembre à la tête du GAN, n'entend pas rentrer dans un système de plans à répétition. La recapitalisation doit être calibrée de manière à permettre au GAN de tirer une fois pour toutes un trait sur l'immobilier, combler les pertes de l'activité en France, celles de l'international, faire face aux obligations des contrats d'assurance-vie, compte



Le GAN est victime de la crise de l'immobilier et d'une stratégie déstructurée dans l'assurance-vie.

tenu des nouvelles tables de mortalité, et anticiper les mauvaises surprises sur les contrats de réassurance. Un conseil d'administration est convoqué mardi 4 février.

La situation du GAN est globalement inquiétante. Sur l'ensemble UIC, racheté en 1994 par le GAN au CIC, la perte totale du GAN n'est pas éloignée de 25 milliards de francs, si l'on prend en compte les

créances transférées à la société de défaillance Baticredit et celles que détient encore l'UIC: une dizaine de milliards seulement ont été provisionnés. Mais les activités d'assurance constituent également un gros souci. Bien qu'en cours de redressement, elles sont loin d'être positives malgré l'assainissement en cours du portefeuille. De plus, les relations entre le GAN et ses agents généraux sont toujours défectueuses. Du coup, la batterie d'audits commandés par M. Pfeiffer dès son arrivée donne une vision assez pessimiste de la situation réelle de la compagnie.

UNE MESURE

La demi-mesure n'est donc plus à l'ordre du jour. D'autant que la Commission de Bruxelles s'impatiente. L'apport, au premier semestre 1995, de près de 3 milliards de francs de l'Etat au GAN n'était qu'une rustine pour donner au GAN le temps de se restructurer en profondeur. C'est à ce prix que la Commission a avalisé cette aide. Mais elle réclame la contrepartie. Au fil des mois, Jean-Jacques Bonnaud s'est résigné à vendre une partie majoritaire de sa filiale bancaire, le CIC. Sa volonté d'en conserver 27 % pour maintenir un lien de bancassurance, c'est-à-dire la distribution par le réseau du CIC des produits d'assurance-vie du GAN, a découragé les repreneurs. A l'issue d'une procédure de privatisation cabotique, seules la Société générale et la BNP s'étaient por-

tées candidates. Le gouvernement avait fini par renoncer fin novembre devant la contestation des salariés et des élus locaux face à la perspective d'une reprise du CIC par une grande banque commerciale.

Plus que jamais, le gouvernement est empêtré dans les problèmes du GAN. Face à la vingtaine de milliards de francs nécessaires pour remettre la compagnie à flot, il faut réduire la voilure au plus vite de manière à limiter au maximum l'apport de l'Etat. L'extrême nervosité des salariés du secteur bancaire et leur capacité à mobiliser les élus rendent l'exercice difficile.

C'est sur un sauvetage en trois parties que le Trésor et la direction du GAN travaillent: cession totale de l'immobilier, privatisation de la quasi-totalité du groupe CIC et vente de 30 % du capital du GAN puis mise sur le marché du solde des actions. Ce plan comporte pourtant de grosses difficultés de mise en œuvre. L'appétit des «fonds vultures» américains pour l'immobilier français peut favoriser la mise en vente des créances. L'expérience montre cependant que ces actifs sont vendus avec une forte décote - l'UAP ou plus récemment Suez ont dû consentir un rabais de 30 % sur le prix de leur portefeuille. Pour le GAN, la perte s'élèverait entre 3 et 5 milliards de francs.

S'agissant de la privatisation totale du CIC, si l'on considère la base de prix offerte par la Société

générale et la BNP pour 67 % du groupe bancaire, ce sont donc quelque 10 milliards que le GAN pourrait engranger, diminuant d'autant l'effort à fournir par l'Etat. Le prix du CIC dans les comptes du GAN étant inscrit à 14 milliards de francs, ce sont 4 milliards que le GAN devrait inscrire en pertes. Par ailleurs, la cession totale romprait le lien de bancassurance, même si

par ce rôle de parrain. Aucun ne s'aventurerait sur ce dossier sans être convaincu que la maison est durablement assainie.

Ce plan - défendu par Didier Pfeiffer - est celui sur lequel travaillent exclusivement les équipes du Trésor. Cela n'empêche pas des banques françaises et étrangères de réfléchir à une reprise conjointe

La nomination de Thierry Aulagnon contestée

Un petit actionnaire du GAN conteste la nomination de Thierry Aulagnon à la direction générale de la compagnie d'assurances depuis le 1^{er} mai 1996. Selon *La Tribune* du 3 février, cet actionnaire aurait écrit au procureur de la République en mettant en avant le fait que Thierry Aulagnon a été «en charge du dossier de la cession de l'UIC, filiale du CIC, pour sa reprise par le GAN et du dossier de dénationalisation du CIC». Ses fonctions actuelles entraîneraient donc dans le champ de l'article 432-13 du Code pénal, qui interdit pendant cinq ans à un fonctionnaire de travailler pour une entreprise sur laquelle il a exercé un contrôle.

De 1990 à 1996, Thierry Aulagnon a été chef du service des participations et des financements au Trésor et directeur de cabinet de Michel Sapin, ministre de l'économie. «Je n'ai jamais exercé le contrôle du GAN quand j'étais au Trésor ou en tant que directeur de cabinet de Michel Sapin», affirme Thierry Aulagnon.

M. Pfeiffer veut absolument conserver un accord commercial avec son ex-filiale.

Enfin, la cession d'une minorité de blocage dans le GAN se révèle délicate. La banque Lazard a été chargée par la compagnie d'assurance de prendre contact avec tous les assureurs européens ou anglosaxons potentiellement intéressés

de l'ensemble GAN-CIC. Celle-ci permettrait de conserver les liens commerciaux entre le GAN et le CIC. Les AGF restent toujours officiellement à l'écart de telles combinaisons. Mais l'émergence d'un groupe aussi puissant qu'AXA-UAP pourrait les inciter à bouger.

Babette Stern

Les divergences sociales entre la Grande-Bretagne et la France n'empêchent pas les investissements croisés

LONDRES
de notre correspondant
Pilkington, qui rachète des transformateurs de verre en France, Renault, qui cherche des sous-traitants en Grande-Bretagne, les divergences des politiques économique et sociale des deux pays n'empêchent pas les industriels de multiplier les implantations chez le voisin.

Alain Juppé en visite à Londres, lundi 3 février, devait se féliciter de ce que, en dépit des déclarations trompettes par Londres sur l'Europe continentale paralysée par ses archaïsmes sociaux, le flux des investissements britanniques en France soit passé de 3,4 milliards en 1991 à 16 milliards en 1995, notamment dans le secteur de la banque-assurance, mais aussi dans la distribution, les communications ou les transports aériens. Le stock d'investissement d'outre-Manche (122 milliards de francs) fait du Royaume-Uni le troisième investisseur en France.

Paru les principaux investissements britanniques en France, on peut citer British Airways, qui, délaissant la propriété de TAT, a racheté Air Liberté l'an dernier - la compagnie britannique contrôle 20 % du marché français -, le groupe Commercial Union, qui possède les assurances Victoire,

ou Kingfisher, propriétaire de la chaîne d'électro-ménager Darty. On relève aussi Tesco, qui possède les grandes surfaces Cedico dans le Nord, et British Telecom, qui a pris 25 % dans Cegetel, la filiale de téléphonie de la Compagnie générale des eaux.

Ces investisseurs n'ont pas été rebuts par les charges sociales ou la fiscalité française. Ils sont motivés par la volonté d'accroître leurs parts de marché chez un voisin important, de profiter des opportunités de rachat d'entreprises (Air Liberté), de diversifier les risques... Ainsi Pilkington, numéro deux du verre européen derrière Saint-Gobain, a vu sa part du marché français doubler en cinq ans pour approcher 14 %. En développant les fournitures automobiles et en pratiquant une cour assidue aux architectes pour les convaincre de la qualité de ses verres, le verrier britannique a investi 30 millions de livres en rachetant des transformateurs (aux Herbiers ou à Voiron).

Dans l'autre sens, la présence française outre-Manche est significative (90 milliards de francs), bien qu'inférieure de 25 % à celle de nos voisins d'outre-Manche chez nous: le Royaume-Uni est le deuxième pays d'implantation des entreprises françaises, après les

Etats-Unis, avec 1 220 filiales (en 1994) employant 242 000 salariés. Energie, chimie, distribution, traitement des eaux et propriété, chemins de fer, secteur électrique et électronique sont les secteurs les plus choisis. La privatisation de British Rail a permis à la Compagnie générale des eaux de devenir le premier opérateur ferroviaire, avec 20 % du trafic.

Renault, qui a réussi une percée avec la Clio - bien aidée par les victoires en formule 1 de Damon Hill sur Renault-Williams -, mais qui, à l'inverse de Peugeot, ne dispose d'aucune plate-forme industrielle, cherche à s'implanter en Grande-Bretagne. Après une rencontre organisée il y a deux ans à la Chambre de commerce de Birmingham avec 170 équipementiers sur le thème «vendre à Renault», la firme de Billancourt a lancé sa quête de fournisseurs locaux. Si les bas salaires et le faible taux de la livre sterling, il y a deux ans, étaient incitatifs, la devise britannique a maintenant rattrapé le terrain perdu depuis 1992. Mais le temps est sans doute venu de tester le savoir-faire d'un secteur de l'industrie britannique qui a beaucoup changé en deux décennies.

Patrice de Beer

La livre a regagné 16 % depuis le mois de septembre 1996

LA LIVRE STERLING ne peut plus être considérée comme une monnaie faible. En cinq mois, elle s'est appréciée de 16 % face au franc. Elle cotait, lundi matin 3 février, 8,90 francs, après avoir atteint 9,15 francs le 21 janvier. La monnaie britannique avait quitté le Système monétaire européen (SME) en septembre 1992, à un cours de 9,60 francs. Elle avait alors entamé une longue descente qu'elle avait conduite jusqu'à un plus bas niveau de 7,50 francs en novembre 1995, au grand dam des milieux industriels français, excédés par cette «dévaluation compétitive».

C'est aujourd'hui au tour des patrons d'entreprises britanniques de s'inquiéter de la remontée de leur monnaie. Les produits fabriqués au Royaume-Uni vont devenir moins attractifs sur le marché mondial. Le sidérurgiste British Steel a annoncé qu'il allait devoir réviser à la baisse ses prévisions de résultats. Le brasseur Guinness a, lui aussi, averti que ses bénéfices seraient amoindris de 60 millions de livres (540 millions de francs) si la livre se maintient à ses niveaux actuels.

La monnaie britannique profite du décalage conjoncturel entre le Royaume-Uni et l'Europe continentale. Alors que la croissance est restée faible en France et en Allemagne en 1996, elle a été vigoureuse outre-Manche (+2,3 %). Et l'année 1997 s'annonce meilleure

encore. Selon les experts de l'OCDE, le PIB devrait progresser de 3,3 % au Royaume-Uni. Conséquence directe de cette croissance, le taux de chômage ne cesse de décroître. Alors qu'il s'établissait à 10,2 % en 1993, il est retombé à 6,7 % en décembre 1996. Et, même si certains signes inflationnistes sont perceptibles - la masse monétaire progresse très rapidement -, le rythme de hausse des prix à la consommation demeure modéré (2,5 % en 1996).

La Grande-Bretagne paie cher son attitude critique et méfiante à l'égard de la monnaie unique

Ce décalage conjoncturel connaît une traduction dans le domaine des taux d'intérêt, qui sont nettement plus élevés au Royaume-Uni que sur le continent européen. A trois mois, ils s'établissent à 6,20 % à Londres contre 3,05 % à Francfort et 3,25 % à Paris. Les rendements obligataires à dix ans britanniques s'inscrivent pour leur part à 7,50 %, contre 5,60 % en

France et 5,80 % en Allemagne. Le taux des emprunts du Royaume-Uni est même supérieur à celui des obligations italiennes, malgré le meilleur état des finances publiques britanniques.

La Grande-Bretagne paie cher l'attitude critique et méfiante de sa classe politique et de son opinion publique à l'égard de la monnaie unique. La prime de taux d'intérêt dont sont assortis les titres britanniques, en revanche, la livre, car elle permet d'attirer les capitaux internationaux à la recherche de rendements élevés. Les industriels français peuvent espérer une poursuite de la hausse de la livre? Les analystes se montrent divisés. Ceux de la banque américaine Smith Barney parient sur une nouvelle appréciation du sterling au cours des prochains mois, en raison notamment «d'une hausse des taux directeurs de la Banque d'Angleterre et d'une progression des cours du pétrole». D'autres spécialistes misent au contraire sur une stabilisation, voire un repli des cours de la livre.

Même si l'arrivée des travaillistes au pouvoir n'inquiète guère la City - le parti dirigé par Tony Blair a présenté un programme d'inspiration libérale et d'une grande orthodoxie fiscale et monétaire -, l'approche des élections législatives, prévues en mai, pourrait néanmoins entraîner la livre dans une zone de turbulences.

De surcroît, l'envolée du sterling porte en elle-même, sur le plan économique, les germes de sa baisse future. En premier lieu, l'appréciation de la livre devrait se traduire par une détérioration des comptes extérieurs britanniques, déjà fortement déficitaires. En deuxième lieu, elle ralentira le rythme de croissance au Royaume-Uni, ce qui réduira le décalage conjoncturel avec les pays du continent européen. Enfin, en constituant un rempart contre l'inflation importée, l'appréciation de la livre diminuera la nécessité d'un resserrement de la politique monétaire britannique. Les économistes de la Caisse des dépôts et consignations prévoient que la livre vaudra 8,40 francs à la fin de l'année.

Michel Le Hebel

Pierre-Antoine Delhomme

Les ouvrières de la confection Maryflo font grève pour la dignité

LORIENT
de notre correspondant

Elles sont payées au SMIC, sans centime de plus. A Noël, le bon d'achat de 700 francs attribué les autres années leur a été supprimé. Sans explication. En grève depuis le 9 janvier, les 85 ouvrières (sur 110) de l'atelier de confection Maryflo, à Kervignac, près de Lorient (Morbihan) ne réclament pourtant pas la moindre augmentation. Leur seule revendication, scandée depuis vingt-six jours au fil des manifestations à Lorient, à Vannes et, samedi 1^{er} février, dans les rues de la commune avec le soutien de 400 personnes: le départ du directeur technique, Alain Le Bruchec.

Georgette, la déléguée CFDT, comme Maryvonne, Claudine, Evelyne et les

autres sont déterminées à «aller jusqu'au bout». Depuis dix jours et dix nuits, par roulement, elles occupent l'usine sans empêcher une quinzaine de non-grévistes de travailler. «Ils nous méprisent. S'il le faut, on perdra notre bonnet mais on ne veut pas entendre ses insultes», dit Béatrice. «Impensable de retravailler avec lui. Il s'est acharné et a essayé de faire craquer bon nombre d'entre nous», ajoute Monique, qui, comme la plupart des ouvrières, a débuté dans cet atelier de confection lors de sa création, il y a quatre ans et demi.

Jusqu'en juillet 1996, date d'arrivée du directeur technique, nommé par la PDG, Maryvonne Guétat, cet atelier fonctionnait sans histoire. En juillet et septembre, premières alertes: débrayages, deux jours de grève, création d'un syndicat CFDT.

Ces «signaux» n'arrêteront pas le nouveau venu, qui a expérimenté ses «méthodes» particulières au Maroc et en Asie, où il a dirigé d'autres usines de confection pour le compte d'un groupe hollandais.

Insultes, brimades, harcèlement: dans un tract largement diffusé, la CFDT a relevé quelques extraits édifiants des propos du directeur. Depuis plusieurs jours, la «résistance» des ouvrières «pour leur dignité» suscite une réelle admiration et de nombreux soutiens dans le pays de Lorient, durement touché depuis l'automne par une forte augmentation du chômage, notamment dans les entreprises sous-traitantes de la direction des constructions navales. Yvette Roudy, ancienne ministre socialiste aux droits de la femme, en découvrant le sort de ces ouvrières, a récla-

mé l'élaboration d'une loi anti-sexiste. Quant à l'Union patronale du Morbihan, dont la tentative de médiation est restée sans suite, elle a pris de la distance par rapport à «des agissements que les patrons sont les premiers à condamner lourdement».

Craignant «un monstrueux gâchis» pour l'emploi, les patrons estiment que ce conflit doit se régler au pénal devant le tribunal de grande instance. Le PDG, Maryvonne Guétat, est resté jusqu'à présent intransigent et a refusé de s'engager, par écrit, à se séparer de son directeur. Dans un communiqué, M^{me} Guétat affirme ainsi «défendre le droit ou respect de sa dignité et de son pouvoir de chef d'entreprise».

Alcatel Alsthom mise sur le renfort de Dassault et d'Aérospatiale pour emporter Thomson-CSF

Le premier ministre annoncera la procédure avant fin février

Associé aux avions Dassault et Aérospatiale, Alcatel Alsthom a présenté un nouveau schéma de reprise de Thomson-CSF. Adoptant une dé-

marque proche des fusions américaines, les trois alliés veulent faire barrage au groupe Lagardère. Ce dernier ne semble plus exister une asso-

tion du britannique GEC à son offre, Alain Juppé estime que Thomson-CSF doit être le pôle de la restructuration de l'électronique de défense.

LA PRIVATISATION de Thomson-CSF devrait bien avoir lieu, contrairement à ce que commencent à redouter les dirigeants du groupe d'électronique de défense. En promettant l'annonce du choix de la procédure retenue « avant la fin février », Alain Juppé a mis fin, lundi 3 février sur France Inter, aux rumeurs de report induites par la difficulté de cette opération, et l'échec de la première tentative, le 4 décembre 1996.

Les candidats à la reprise ont maintenant précisé leur stratégie, quelle que soit la méthode utilisée : offre publique de vente (OPV) avec ou sans groupe d'actionnaires stable, cession de gré à gré totale ou partielle, voire panachage des deux. Initialement retenu par le gouvernement, lors de la première tentative de privatisation de Thomson, le groupe Lagardère est plus que jamais candidat. Certains estiment qu'il pourrait associer le groupe britannique General Electric Company (GEC) à son offre. Paradoxe : c'est la perspective d'un rapprochement entre son rival, Alcatel Alsthom, et le britannique qui aurait fragilisé la candidature du groupe de Serge Tchouk lors de la première manche.

Autre élément nouveau : le PDG d'Alcatel Alsthom a présenté une nouvelle offre, en se rapprochant du futur pôle aéronautique Aérospatiale-Dassault, dont l'intérêt pour Thomson-CSF était connue (Le

Monde des 22-23 décembre 1996). Cette information, annoncée par Les Echos lundi 3 février, est confirmée. Les deux avions apporteraient leurs actifs industriels liés à l'électronique, aux satellites et aux missiles, tandis qu'Alcatel Alsthom fournirait l'argent nécessaire au rachat des 58 % de Thomson-CSF détenus par l'Etat.

Il y aurait donc bien privatisation, malgré la présence d'un groupe à capitaux publics dans le tour de table. Dassault apporterait sa filiale Dassault Electronique (4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995) et Aérospatiale ses branches espace-défense et missiles (2,7 milliards de francs). Selon nos informations, les deux groupes aéronautiques, en voie de rapprochement, se seraient mis d'accord pour maintenir leurs parts de fusion malgré cette opération. Ce qui signifie que Dassault apporterait sa filiale électronique au moment de la fusion.

Le projet d'Alcatel et de ses alliés vise à rassembler autour de Thomson-CSF les activités électroniques des trois groupes, pour en faire le véritable leader européen de ce secteur. Thomson-CSF occupe déjà cette position, mais reste absent de certains domaines, dont justement l'espace et les missiles. « La nouvelle tentative de privatisation doit permettre de constituer le pôle électronique français autour de Thomson-CSF », plaide une source proche du

dossier. S'il remportait cette deuxième manche, le groupe Lagardère apporterait d'ailleurs, lui aussi, ces mêmes spécialités (Matra Marconi Space et Matra-Bae Dynamics) au nouvel ensemble.

Ce qui distingue désormais les deux offres, c'est donc la présence d'un lien, dans le cas de l'offre Alcatel-Aérospatiale-Dassault, entre un

hauteur de 60 % dans l'avion de combat Rafale, dont il fournit actuellement 30 % du programme. Une hypothèse à laquelle ne peut se résigner Serge Dassault. Dans le domaine des missiles, Aérospatiale refuse, de son côté, de se retrouver avec son principal rival Matra dans le missile anti-missile Aster, dont Thomson détient un tiers du pro-

La privatisation sera lancée en février

Les modalités de privatisation de Thomson-CSF seront bientôt connues, a indiqué Alain Juppé, lundi 3 février sur France Inter. « D'ici la fin du mois de février, nous serons en mesure d'annoncer très clairement la procédure », a déclaré le premier ministre, en soulignant que les Etats-Unis accélèrent la restructuration de leur industrie de défense. Selon Alain Juppé, Thomson-CSF doit être le pivot de la restructuration de l'industrie de défense : « Toute notre réflexion tourne autour de cette idée : comment rassembler autour de Thomson-CSF (...) des partenaires français et européens de façon à constituer un grand pôle de taille mondiale ».

groupe d'électronique et un avionneur, dans la logique des grands rapprochements américains (Lockheed-Martin-Loral et Boeing-McDonnell Douglas-Rockwell), qu'évoquait lundi matin le premier ministre dans son entretien à France Inter.

La proposition d'Aérospatiale-Dassault illustre enfin l'enjeu de la privatisation de Thomson pour les différents candidats. Un rachat de Thomson par Matra ferait monter le groupe de Jean-Luc Lagardère à

gramme. Dans les satellites, chacun des deux « plateformes » que sont Matra et Aérospatiale recherchent une alliance avec un « charge-utilisateur », comme Thomson ou Alcatel.

Pour ne pas rater son coup, le gouvernement doit, cette fois, trouver une procédure irréversible. Les dirigeants de Thomson-CSF, qui soulignent que la privatisation a été lancée le 23 février 1996, date à laquelle Alain Gomez a été limogé, se refusent à un nouveau grand déballage, comme celui qu'a entraîné la première tentative de privatisation de gré à gré. Certains prêtent au gouvernement l'intention, pour se sortir de ce mauvais pas, de faire asseoir tous les protagonistes autour de la même table. Les restructurations américaines ont montré que le succès était d'abord affaire de bonne entente entre dirigeants.

Christophe Jakubyszyn et Anne-Marie Rocco

Carrefour prend 500 PME sous son aile

UN MOIS après l'entrée en vigueur de la loi Galland sur la loyauté des relations commerciales, la grande distribution s'organise pour résister à la pression de ses fournisseurs, avantagée par les nouvelles dispositions sur la répartition de la part de l'acheteur abusif.

Face aux grands industriels, Leclerc a choisi la voie des centrales d'achat européennes, censées lui permettre de peser encore sur les prix d'achat en menaçant de s'approvisionner hors de France. Carrefour, lui, a décidé de jouer la carte des PME. Le groupe a annoncé, lundi 3 février, la signature prochaine d'une convention de partenariat avec 500 petits fournisseurs.

Ce texte instaure, notamment, une « obligation de consultation à double échelon hiérarchique avant toute rupture de relations commerciales » et l'organisation de « rencontres annuelles d'évaluation des relations, hors négociations commerciales ». Il crée également une « instance de conciliation », pour régler les litiges en amont de la loi, qui sera présidée par Claude Villain, un inspecteur des finances de soixante et un ans qui fut directeur de la concurrence et des prix en 1974. Cette instance sera exclusivement réservée aux PME.

Tant de sollicitude de la part du géant français des hypermarchés pour ses petits fournisseurs n'est pas dénuée d'arrière-pensées. Le groupe montre, en quelque sorte, patte blanche au gouvernement, à l'heure où celui-ci choisit les PME-PMI. La tentative de prise de

contrôle de Cora, si elle réussit, lui donnerait une position hégémonique sur le marché. Le ministre délégué au commerce extérieur, Yves Galland, invité à la « convention PME lundi », a jugé l'initiative de Carrefour « nutriments plus utiles et fructueuses que la critique systématique et la récupération publicitaire démagogique », visant implicitement les déclarations de guerre de Michel-Edouard Leclerc au gouvernement.

MONDIALISATION

Autre souci : les PME, qui assurent 40 % des approvisionnements de Carrefour en France, risquent de pâtir de la mondialisation des échanges et des approvisionnements. « Nous sommes soumis en permanence à des offres de dumping des grands groupes pour éliminer les PME », reconnaît Daniel Bernard, le président de Carrefour.

Une pression qui peut devenir intolérable à l'international, où Carrefour ne dispose pas encore d'un poids suffisant face aux Nestlé et autres Procter & Gamble. C'est pourquoi Carrefour fait miroiter aux PME, en échange de « bonnes relations » – et le maintien de prix raisonnables – en France, la possibilité d'une commercialisation de leurs produits à l'étranger.

Pascal Galimier

Le retard de l'Europe dans les nouvelles technologies lui coûterait un million d'emplois

L'EUROPE a accumulé un grave retard sur les Etats-Unis et l'Asie dans les industries de l'informatique et des télécommunications. C'est ce que confirme une étude, réalisée par le cabinet de consultants Booz-Allen et Hamilton, présentée aux ministres européens de l'Industrie, réunis de manière informelle à La Haye le week-end du 1^{er} février. Sur les deux dernières années, l'ensemble de ces secteurs a cru de

2,4 % par an en Europe, contre 9,3 % aux Etats-Unis. Ce différentiel de croissance s'est traduit pour le Vieux Continent par un manque à gagner d'un million d'emplois, selon le rapport.

L'Europe ne compte que deux compagnies – les allemandes SAP et Software AG – parmi les vingt premières sociétés mondiales de logiciels. Les rares domaines où les sociétés européennes ont une place

dominante (commutation, transmissions, systèmes télécoms mobiles, semi-conducteurs spécialisés) sont les moins profitables.

Le déficit de la balance commerciale européenne dans les activités de haute technologie atteint 23 milliards d'euros (150 milliards de francs) par an. De surcroît, la valeur ajoutée réalisée dans les usines d'Europe ne cesse de diminuer : entre 1990 et 1995, elle est passée de 68 % à 60 % des chiffres d'affaires, quand aux Etats-Unis elle s'est maintenue à 86 %.

L'étude préconise de mettre en place une « instance régulatrice unique » au niveau européen pour l'ensemble de ces secteurs. Elle devrait harmoniser de façon accélérée les marchés européens et les normes. Le cabinet Booz-Allen et Hamilton recommande par ailleurs une recherche intégrée européenne pour ces branches d'avenir ainsi qu'une meilleure coopération entre l'industrie et les universités.

Une note optimiste dans l'étude : l'Europe garde des capacités de réaction « encourageantes ». Le standard GSM pour les téléphones mobiles est devenu devenu « un succès mondial ». L'initiative Jéss pour les semi-conducteurs a permis aux firmes européennes (SGS-Thomson, Siemens, Philips...) de reprendre pied. – (AFP)

GRUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

Le Conseil d'Administration du Groupe DIDOT-BOTTIN, réuni sous la présidence de Monsieur Vincent HOLLARD, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 1996.

Le résultat courant consolidé au 30 septembre 1996 s'établit à 58 763 000 francs contre 51 377 000 francs pour l'exercice précédent.

Le résultat net social s'établit à 4 612 000 francs contre 2 347 000 francs en 1995.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale un dividende inchangé de 25 francs par action, soit 37,50 francs avoir fiscal compris.

Apple va présenter un nouveau plan de restructuration

APPLE COMPUTER devait annoncer, lundi 3 février, un vaste plan de réorganisation, prévoyant une nouvelle série de suppressions d'emplois et un recentrage des activités en trois divisions. Il s'agit du deuxième plan de restructuration du constructeur informatique depuis que Gilbert Amelio en a pris les rênes, il y a douze mois. Il pourrait supprimer jusqu'à tiers des effectifs d'Apple, aujourd'hui de 13 000 personnes, selon le Los Angeles Times, samedi 1^{er} février. En 1996, Apple avait supprimé 1 500 emplois. La réorganisation du groupe inclura également des mesures permettant de recroquer Apple sur les deux marchés où il reste leader, l'édition et l'éducation. Ce nouveau plan de restructuration intervient moins d'un mois après l'annonce d'une perte de 120 millions de dollars au premier trimestre pour Apple, alors que le groupe est toujours en perte de vitesse : selon le dernier rapport du cabinet d'études Datquest, les livraisons d'Apple ont baissé de 30 % en 1996, alors que celles de l'ensemble de l'industrie informatique ont progressé de 17,8 %.

DÉPÊCHES

■ SEMI-CONDUCTEURS : les ventes mondiales des fabricants de semiconducteurs ont baissé de 8,6 % en 1996, à 132 milliards de dollars (726 milliards de francs), a annoncé la Semiconductor Industry Association, qui « table toujours sur une reprise de la croissance en 1997 ».

■ TÉLÉCOMMUNICATIONS : l'alliance passée entre les géants allemands de l'énergie RWE et Veba et leur partenaire britannique Cable and Wireless bat de l'aile, les relations entre ce dernier et Veba s'étant détériorées.

■ INTERNATIONAL PETROLEUM EXCHANGE (IPE) : ce marché britannique a lancé, vendredi 31 janvier, un contrat à terme sur le gaz naturel, le premier du genre en Europe. Un contrat analogue existe depuis 1990 aux Etats-Unis sur le Nymex (New York Mercantile Exchange). Les transactions à Londres portent sur le gaz produit en mer du Nord et livrable au Royaume-Uni à travers les gazoducs de British Gas. L'essor de ce nouveau produit sera lié à la libéralisation du marché du gaz britannique, qui sera totale en 1998.

■ TOTAL : déjà associé au Myanmar (Birmanie) dans le projet gazier offshore de Yanada, dont la production doit s'amorcer en 1998, l'américain Unocal et le français Total ont signé, le 30 janvier, un accord de coproduction avec Moge (Myanmar Oil & Gas Enterprise) concernant un champ en mer d'Andaman. Total, opérateur, détient 52,5 % des parts et Unocal le reste. Le droit d'entrée payé à l'Etat birman serait de 5 à 7 millions de dollars, selon Unocal. – (I-Corresp.)

■ DANONE : la société française Danone a signé, dimanche 2 février, un accord pour acheter 20 % de la compagnie laitière israélienne Strauss.

■ ETERNIT : le tribunal de grande instance de Versailles a annulé le plan social d'Eternit. Selon la direction, ce plan, qui concernait 126 personnes, était fondé sur le « caractère imprévisible et soudain » de la décision gouvernementale du 3 juillet 1996, interdisant la fabrication, la vente et l'utilisation de l'amiante en France dès janvier 1997. Le tribunal a souligné « l'erreur d'appréciation » de la direction de l'entreprise de Tril-sur-Seine, qui « avait constamment refusé » de s'engager dans une reconversion totale.

■ CRÉDIT LYONNAIS : l'ancien ministre de l'économie Alain Madelin (UDF-PR) a indiqué, dimanche 2 février, qu'il « omerait bien savoir » où est passé l'argent de la plus-value réalisée par le Crédit lyonnais lors de la vente d'Adidas. « Il y a toute une série de sociétés "off shore" qui captent la plus-value, j'aimerais bien être sûr de l'honnêteté du Lyonnais dans cette affaire », a dit M. Madelin devant « Le Grand Jury RTL-Le Monde ». M. Madelin a indiqué qu'en tant qu'ancien ministre des finances il a « quelques sources d'information ».

L'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques et Echange et Projets proposent :

« LES CONDITIONS D'UNE MONDIALISATION RÉUSSIE »

débat entre

Michel CAMDESSUS

Directeur général du Fonds monétaire international

Jacques DELORS

Président de la fondation « Notre Europe »

Introduction par JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD,

Président d'Echange et Projets, ancien commissaire au Plan

Animé par DENIS CLERC

Directeur d'Alternatives Economiques

Mercredi 5 février 1997 - 18 h 00 - Participation aux frais : 40 F
Espace Moncassin, 9 rue Henri Bocquillon 75015 Paris (M^o Félix Faure)

Alternatives
Economiques

Chaque mois
chez votre
marchand de journaux

CAC 40
↓
PARIS

-0,30%
CAC 40
2508,97

Demographic	43,30	46,50	+2,73																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
-------------	-------	-------	-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

21,50			+ 0,46		Hoechst #
497					LSM #
147,60			+ 1,81		LCI #
510			+ 0,28		Bo Nalco #
640			+ 0,62		Waukegan #
76,60			+ 0,50		McC Donalt's #
364			+ 0,39		Marck and Co #
316,40			+ 0,52		Mitsubishi Corp #
367			+ 1,63		Wells Corporation #
1579			+ 1,26		Morgan J.P. #
1400			+ 1,42		Norrie SA Nom. #
					Nipon, MeierPacker #
					Nobels #
					Norsk Hydro #
					Norfolk #
					Northern #
					Phillip Morris #
					Phillips ALM #
					Placer Dome Inc #
					Procter Gamble #
					Quinlan #
					Raffaelli #
					Rhone-Poulenc #
					Royal Dutch #
					R.T.Z. #
					Sandvik #
					Saint-Helena #
					Schlumberger #
					SCS Thomson Micro. #
					Stamps #
					Siemens #
					Sony Corp. #
					Suisse Bank #
					T.O.B. #
					Telefonos #
					Teslita #
					Unilever #
					United Technol. #
					Vail Rents #
					Volkswagen A.G. #
					Wako (ACR) #
					Western Disp #
					Yamamoto #
					Zambia Copper #

Cours précéd.	Derniers cours	%	variation \$172 (1)
362,30		+ 0,60	
1530		+ 1,01	
316		+ 0,59	
367		+ 1,47	
307,50		+ 0,69	
381,30		+ 1,10	
210,80		+ 0,99	
147,20		- 0,22	
356		- 0,38	
147,70		- 1,15	
201,30		- 0,04	
28,30		+ 0,14	
6,90		+ 2,34	
315,30		- 1,01	
267		- 5,57	
392,70		+ 2,44	
170,80		+ 1,05	
276,80		+ 0,19	
175,10		+ 1,08	
61,35		- 0,69	
479		+ 1,65	
2,35		+ 0,43	
35,50		- 0,14	
324,90		- 0,21	
183,10		- 1,63	
181		- 0,59	
27		- 0,23	
59,40		- 3,05	
29,30		- 1,80	
335		+ 0,49	
415,30		+ 0,37	
40,10		- 1,21	
39,30		- 1,01	
6,20		+ 1,21	
46,65		+ 0,51	
48,35			

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; L
 Ny = Nancy; NS
SYMBOLS
 1 ou 2 = catégories
 # coupon détaché

DERNIERE CO
 Lunel désté mardi
 Mardi désté mercredi
 Mercredi désté jeudi
 jeudi désté vendredi
 Vendredi désté samedi

Les sta

à 12h30

AT 8,125 89-99	109,94	538	Biederman Ind.
AT 8,200 89-99 CAV	106,83	539	B T P (a Inc)
AT \$500 TRM CAV	118,05	540	Centenary Bldg
AT 198,500-90 CAV	105	541	Chempex (P) Inc
AT 89-01 TRM CAV	112,56	542	CLM (A) (B)
AT 8,57 87-02 CAV	112,56	543	C.L.T.R.A. (B)
AT 8,500 89-19	125,85	544	Concorde-Aes Ris
AT 8,57 89-22 CAV	109,21	545	Conherl Ass.
AT 8,57 87-94 CAV	930	546	Danby
AT 8,57 89-99 CAV		547	Duke Borth
AT 8,57 89-99 CAV		548	East Basin Vld
AT 8,57 89-99 CAV		549	Eckl
AT 8,57 89-99 CAV		550	Ent-Mag. Parls
AT 8,57 89-99 CAV		551	Fichtel Baude
AT 8,57 89-99 CAV		552	Fidel
AT 8,57 89-99 CAV		553	Fidant
AT 8,57 89-99 CAV		554	Fidant
AT 8,57 89-99 CAV		555	Fondere (Cie)
AT 8,57 89-99 CAV		556	Form. Lyonnais
AT 8,57 89-99 CAV		557	Fordch

Galliard (A)	1,454	
Greatest-Livmore	1,024	
Grd Bazar Lyon(13)	176	
Grd Meat Strabing	1,700	
Grnd Meat Lyon(13)	475.30	
L.Bouillet (13)	288.20	
Lloyd Contempr	7,000	
Lordie (N)	18	
Mag Lyon Gof(13)	147	
Mutatisse Forest	72	
Mouring Phicadene	2520	
MURLA (13)	166	
Part-Dict(F)(13)	11,410	
Pollet (13)	69,010	
Soliste (13)	741	
Same (13)	830	
Sechienne (13)	1,080	
Union Ctr Lyon(13)	288.40	
Union Ctr Nord(13)	196	

SENTIMENTAL

Il y a l'expression des sentiments, l'expression des idées, mais pas l'expression des idées des autres. C'est la différence entre l'expression et la communication.

TECHNIQUE

Terrain d'expression pour les auteurs de cette épreuve rebondie par ces

vés à 12h30



Comp. Assoc. Tele. C. I.	260	668	Hornes Interim
Confederacy S.A.	317	316	Hugh Dubois
Continental Montmartre	317/370	789	KCST Groupings
C.A. Paris IDF	789	285	KSC
C.A. Lille & Valais	342/30	312	ICOM Informa
C.A. Morbihan (Ns)	326	536	Idanova
C.A. du Nord (H)	279	270/30	Int. Computat
C.A. Obse CCI	21, 275	21	IPBM
Credex	461	409/28	Interp
Devimay	525	65	Manitoux S
Devemay (Lyl)	525	65/35	Manusum
Ducours Seny Ragnide	460	458	Marine Brizac
Adcocon Trem-Trem-Ly	450	562/30	Max-Limiers
Group. Esprit CCI	427/30	436	Mecasic (Lyl)
Expanded S.A.	698	420	MGI Computat
Factorem	678	425	Monmeret
Falveley S	317	76	Nat-Nat S
Finacor	578	578	NSC Schlar
Hivelle	168	618	Ones P
Fluctivie	168	618	Paul Piret
Gautier France II	242	545/30	

[illegible]

Luc Alph

CP

janvier

			
Macedon	91.217,45	91.077,45	Ecur. Cap
Oblig. sans caté.	256,53	256,53	Ecur. Sec
CDC-GESTION			
BOURSE DES OBLIG.			
Lauret Louisine D. D. O.	757,51	757,45	caution
Le Livret Portefeuille D. O.	987,51	938,75	Amplifié
SICAV MULTI-PROMOTEURS			
Nord Sud Developp. C. D.	238,43	237,67	Atout
Participative Restrainte C. D.	306,41	305,26	Atout
Sicav Associations C. D.	2400,82	2400,82	Atout
			
Fonsilac C. D.	19407	19407	Atout
Mutual. dépôt Sicav C. D.	19077,23	19076,35	Atout
CAISSE D'EPARGNE			
Ecur. Actions Futur D. O.	231,34	231,34	Atout
Ecur. Capilacur C. D.	251,26	250,22	Atout
Ecur. Capitalisation C. D.	244,39	244,39	Atout
Ecur. Cédulisation D. O.	10463,19	10463,19	Atout
Ecur. Expansion C.	81613,95	81613,95	Atout
Ecur. Gouveneurs C.	3244,65	3241,65	Atout
Ecur. Investis D.	255,67	255,63	Atout
Ecur. Monnaie D.	11190,06	11190,06	Atout
Ecur. Monnaie Epargne C.	12911,06	12911,06	Atout
Ecur. Monnaie C.	12296,13	12296,13	Atout

1982-83	Créd.Mut.Ép.Cdlg.	1862.29	1903.20
1983-84	Créd.Mut.Ép.Centre	1121.25	1903.20
1983-87	LCF L. DE ROTHSCHILD BANQUE		1982.00
1984-85	Salnt-Honore Capital	19002.67	1887.94
1985-86	St-Honore March. Emer.	763.74	1982.00
1986-87	St-Honore Pacific	696.03	1982.00
1987-88	Legal & General BANK		1982.00
1988-89	Securities	1816.67	1982.00
1989-90	Strategic Actions	1080.01	1982.00
1990-91	Strategic Rendement	1914.34	1982.00
1991-92			
1992-93	AmperGroup Moneda C	900.31	1982.00
1993-94	AmperGroup Moneda C	877.06	1982.00
1994-95	AmperGroup Europe CDB	134.20	1982.00
1995-96	Bandel D	160.77	1982.00
1996-97	Emergence Poster D	129.57	1982.00
1997-98	Geobly C	646.39	1982.00
1998-99	Geobly C	617.12	1982.00
1999-00	Intanergy C	116.80	1982.00
2000-01	Intanergy D	111.85	1982.00
2001-02	Latitude C	147.82	1982.00
2002-03	Latitude D	158.43	1982.00
2003-04	Oblyns D	636.67	1982.00
2004-05	Oblyns D	187.76	1982.00
2005-06	Pleinitude D	4005.63	1982.00
2006-07	Passe Gestion C	5369.61	1982.00
2007-08	Reverence Triestats D	2887.99	1982.00
2008-09	Silphion C	967.60	1982.00
2009-10	Theodore D	880.74	1982.00

[illegible]

... la station italienne. Giovanni A
... Tomba de participer aux

[illegible]

1. The Commission has received information from the State of New York that the State has a large number of surplus lands and buildings which are now being sold at public auction. The Commission has been requested to advise the State as to the best method of disposing of these surplus lands and buildings.

pour les élèves complètes.
cette épreuve rendue gratuite
boulon par certains clients

[illegible][illegible]

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

SKI ALPIN Les vingt-cinquièmes championnats du monde de ski alpin se disputent du 3 au 15 février dans la station italienne de Sestrières, créée dans les années 30 par

la famille Agnelli. ● **POUR ASSURER** le succès de ces épreuves, le patron de la Fiat est intervenu afin d'obtenir la participation de la star du ski transalpin, Alberto Tomba, qui

envisageait de renoncer à la compétition pour se consacrer au cinéma. ● **LE PREMIER TITRE** devait être attribué, lundi 3 février, en super-G, une discipline controversée, alliant

vitesse et technique, qui consacre habituellement un très grand skieur. ● **EN TÊTE** de la Coupe du monde, le Français Luc Alphand, qui a connu sa première consécration

mondiale en juniors dans cette station, espère monter sur la plus haute marche du podium dans l'épreuve de descente avant de mettre un terme à sa carrière.

Les stars du cirque blanc en piste à Sestrières

Propriétaire de la station italienne, Giovanni Agnelli a utilisé des arguments sonnants et trébuchants pour convaincre le « campionissimo » Alberto Tomba de participer aux championnats du monde plutôt que d'entamer une carrière cinématographique

SESTRIÈRES
de notre envoyé spécial
Romain Prodi a conclu sa brève allocution sous les sifflets du public, dimanche 2 février, à Sestrières. Le chef du gouvernement italien n'avait pourtant pas annoncé la moindre mesure d'austérité. Il venait tout simplement, selon la formule consacrée, de « déclarer ouvert » les 25^es championnats du monde de ski alpin. Mais la foule qui s'était rassemblée dans l'aire d'arrivée de la piste de slalom du Kandahar pour assister à la cérémonie d'ouverture avait fait le tri des gens qui comptent vraiment à une telle altitude : elle venait de faire un triomphe à son champion, Alberto

Tomba, le dernier des porte-drapeaux représentant les 467 athlètes présents à Sestrières. Entre la station qui surplombe le col de Montgenèvre et l'ancien carabinier, l'histoire d'amour dure depuis dix ans, depuis que la future « Bomba » a signé là, en novembre 1987, sa première victoire en coupe du monde de ski. Cette victoire inaugurale était la première étape du règne de celui qui allait écraser le monde du slalom comme personne depuis le départ à la retraite du Suédois Ingemar Stenmark.

Archidominateur dans les épreuves de coupe du monde, Tomba ne parvenait pourtant à se débarrasser du mauvais œil qui le poursuivait d'un championnat du monde à l'autre : troisième en géant en 1987, à Crans-Montana (Suisse) ; septième dans la même épreuve en 1989, à Vail (Colorado) ; quatrième du slalom en 1991, à Saalbach. Ainsi, lorsque le congrès international de la Fédération internationale de ski (FIS) s'est réuni à Budapest, en juin 1992, pour choisir la station hôte

des championnats du monde de 1997, le palmarès du roi Tomba était encore vierge de tout titre « mondial ». Il lui fallait un coup de pouce du destin. Il vint de Giovanni Agnelli, tout-puissant « patron » de la Fiat, de la Juventus de Turin, de l'écurie Ferrari et heureux propriétaire, depuis trois générations, de la station de Sestrières. Son aïeul, le « Senator » Giovanni Agnelli, avait construit ce centre de loisirs en pleine dépression économique, au début des années 30. A 2 035 mètres d'altitude, à l'endroit même où les mélèzes terminent leur course vers les sommets, il fit plancher un des ses ingénieurs, Vittorio Bonadei. Bonadei édifica le premier système de remontée mécanique, une église et deux tours qui demeurent le symbole de Sestrières, une station créée de toutes pièces près des sources du Chisone, sous les monts Banchetta, Motta et Sises.

Après la guerre, la station de la famille Agnelli est devenue le refuge hivernal de la bonne société italienne. Afin de populariser le site, elle s'est mise en devoir de recevoir des athlètes de grande renommée :

skieurs, bien entendu, mais aussi champions d'athlétisme et cyclistes du Giro et du Tour de France.

« Quand Tomba skie, il ne danse pas, il vole (...). Il a comme un sixième sens », déclare le patron de Fiat

Ne manquait plus, consécration espérée par Giovanni Agnelli, qu'à accueillir une grande compétition de prestige. Ce fut fait grâce à la diligence des dirigeants de la FIS, qui, de Budapest, écartèrent les candidatures de Chamonix, Garmisch et Laax au profit de Sestrières. Pour que la manifestation sportive se transforme en succès populaire, restait toutefois à désigner son héros.

Malgré tout le talent des skieuses italiennes comme Deborah Compa-

gnoni ou Isolde Kostner, le rôle ne pouvait échapper à Alberto Tomba. Malin, le fils du négociant aisé de Bologne a fait mine de se désintéresser de la haute compétition à la fin de la saison dernière. N'avait-il pas tout gagné ? L'or olympique, trois fois, et même, enfin, deux médailles d'or aux championnats du monde de la Sierra Nevada. Les sirènes de Hollywood semblaient le tenter davantage. Il était prêt pour le grand saut sur le grand écran. Mais Giovanni Agnelli, capitaine d'entreprise, grand d'Italie, tenait à la présence du slalomeur à Sestrières. Qui d'autre que ce Tomba pouvait mieux incarner, sur les pistes, un certain génie italien, celui de la réussite conjugée à la maestria, au grand style et à la rigolade ?

Personne. Un an avant le début des épreuves, les deux hommes s'ignoraient donc un contrat garantissant la présence du champion de slalom à Sestrières, et la bonne tenue de son compte en banque. « Chaque époque a son champion », a rappelé M. Agnelli à la veille des compétitions. La descente, épreuve reine du ski alpin, a longtemps eu ses faveurs, mais par la grâce d'Al-

berto il ne jure plus que par le slalom. « Tomba m'épate avec son statut de citoyen et non de montagnard », a-t-il expliqué dans un entretien à *La Stampa*. Il s'habille comme un aristocrate, il allie la rigueur des hommes du Nord à la volubilité des gens du Sud. C'est un homme de spectacle comme *Buffalo Bill* devait l'être à son époque, en étant son propre impresario. Quand Tomba skie, il ne danse pas, il vole, il se bat pour économiser chaque centime de seconde. Il a comme un sixième sens. »

Dimanche 2 février, Giovanni Agnelli a fait le voyage de Sestrières pour s'assurer de la venue de son « protégé » et du bon travail des organisateurs, aidés de 800 volontaires - il a trouvé le site beau « comme un jardin endormi ». Lui n'a pas été sifflé pendant la cérémonie d'ouverture ; il s'est envolé en paix vers le stade de Palerm, où ses autres protégés de la Juventus de Turin auront à cœur de lui offrir une nouvelle soirée agréable, contre Paris-Saint-Germain.

Eric Collier

Programme

Le programme des championnats du monde de ski alpin, qui ont lieu à Sestrières du 3 au 15 février, est le suivant :

- **Lundi 3** : super G à partir de 13 heures.
- **Mardi 4** : slalom dames, première manche à 18 heures, seconde manche à 21 heures.
- **Mardi 4** : descente du combiné messieurs à partir de 12 heures ; slalom du combiné, première manche à partir de 18 heures, seconde manche à partir de 21 heures.
- **Mardi 4** : descente messieurs à partir de 13 heures.
- **Dimanche 9** : slalom géant dames première manche à partir de 10 heures, seconde manche à partir de 13 heures.
- **Mardi 11** : super G dames à partir de 13 heures.
- **Mardi 11** : slalom géant messieurs, première manche à partir de 10 heures, seconde manche à partir de 13 heures.
- **Jeudi 13** : descente du combiné dames à partir de 12 heures ; slalom du combiné, première manche à partir de 18 heures, seconde manche à partir de 21 heures.
- **Samedi 15** : descente dames à partir de 13 heures ; slalom messieurs, première manche à partir de 18 heures, seconde manche à partir de 21 heures.

Epreuve hybride, le super-G couronne les athlètes polyvalents

SESTRIÈRES
correspondance
C'est l'épreuve du quatrième type. Le super-G (super-géant), né au milieu des années 80, a fait officiellement son apparition aux championnats du monde de 1987, à Crans-Montana (Suisse). Dix ans plus tard,

TECHNIQUE
Terrain d'expression privilégié pour les skieurs complets, cette épreuve reste pourtant boudée par certains champions

cette discipline, toujours décriée par certains esthètes, ne s'est toujours pas imposée. On lui reproche son côté hybride, mi-descente mi-salom géant. Et fait, son principe est vieux comme le ski. Il ne fait que reprendre la formule des fameuses descentes salomées des pionniers, heureuses conjuguées de schuss et de virages à

grande vitesse. En théorie, le super-G est l'idéal discipline de confrontation entre les spécialistes de la vitesse et ceux du virage. L'épreuve est censée mettre en valeur les qualités de polyvalence des skieurs et, en conséquence, être le terrain d'expression favori des athlètes les plus complets. Mais, à l'heure où la spécialisation s'impose comme une vertu cardinale du ski de compétition et, pour beaucoup d'apprentis champions, représente la seule garantie de réussite, le super-G est souvent perçu comme une épreuve de trop, qui alourdit le programme surchargé de compétitions et complique encore un peu plus la compréhension d'un sport déjà hermétique.

Toujours boudé par la star du ski, l'italien Alberto Tomba (psychologiquement mal remis d'une grosse chute lors d'une épreuve à Val d'Isère), délaissé par les slalomeurs de style (Thomas Sykora, Thomas Stangassinger, Sébastien Amiez) ou les géantistes pure race (Michael von Grootenbergo, Jure Kosir), le super-G ne fait pas

le plein des participations. Quand le super-G est beau - c'est-à-dire quand le tracé joue avec avec le terrain, épouse les formes du relief, combine les changements de vitesse et propose des trajectoires « intelligentes » -, le spectacle est un réel plaisir pour les yeux. Il est aussi un réel hommage au ski de qualité et aux grands skieurs.

Alors que, pour la descente, les coureurs disposent de trois jours d'essais sur la piste pour peaufiner tous les réglages (à l'instar des pilotes lors de grands prix automobile), le participant d'un super-G ne découvre le tracé que le matin de la course. Il lui faut alors procéder à une minutieuse inspection des lieux et à une lecture attentive du terrain, imaginer les futures trajectoires - ce qui revient à « visualiser » les gestes techniques qui lui permettront de bien négocier les portes et anticiper sur la vitesse (importante) qui sera atteinte. Cette phase de reconnaissance est primordiale. Elle recèle une partie des clefs de la réussite.

L'autre partie du trousseau se trouve

dans la faculté du super-géantiste à appliquer au dixième de seconde près son plan d'attaque échauffé en reconnaissance.

Elle se situe aussi dans sa faculté à improviser dans l'action des réponses instantanées aux imprévus, et il y en a toujours. Le métier, l'expérience, la force physique, la qualité technique, le sens de l'engagement, bref le talent, sont alors indispensables.

C'est pourquoi, quand le super-G est beau, le vainqueur est forcément un grand, un super... skieur. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter le palmarès des Jeux olympiques ou des championnats du monde. Figurent en bonne position des champions-artistes comme le suisse Pirmin Zurbriggen, le Français Franck Piccard, le Norvégien Kjetil André Aamodt, l'Allemand Markus Wasmeier ou encore le Norvégien tenant du titre, Atle Skardal.

Gilles Chappaz

Luc Alphand revient sur les pistes de sa première consécration

SESTRIÈRES
de notre envoyé spécial
Ce passé lui semble si lointain, si proche. Il sourit et murmure : « Quelques années. Cela doit faire quatorze ans, non ? » Le 3 février 1983, Luc Alphand remportait la

PORTRAIT
A trente et un ans, le Français veut terminer sa carrière par une médaille d'or

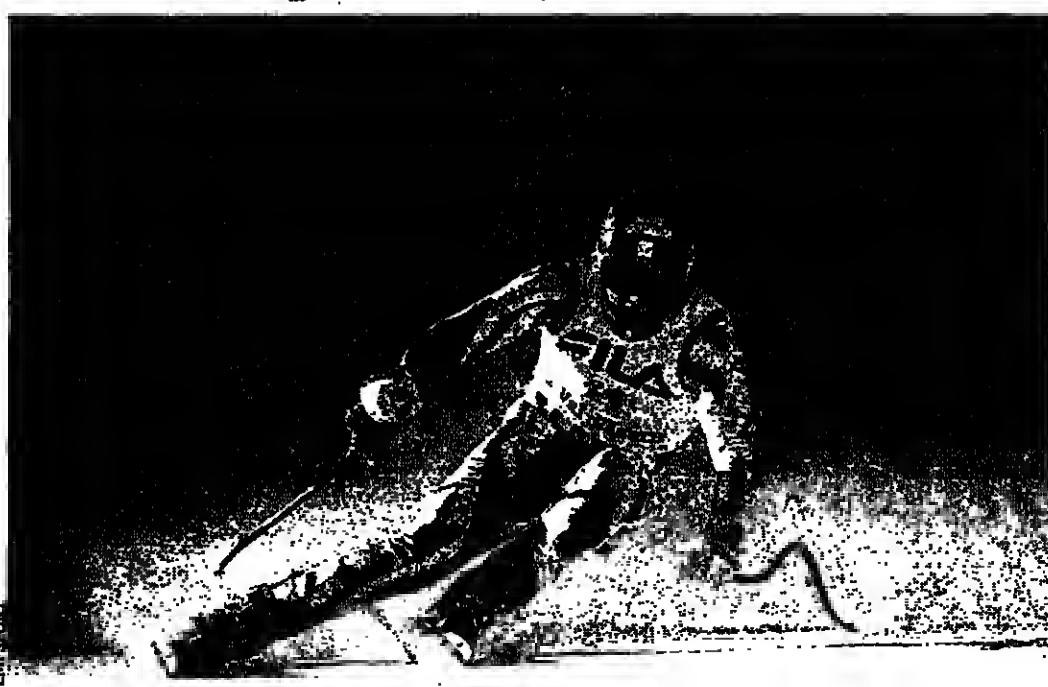
première grande victoire de sa carrière à Sestrières, en devenant champion du monde juniors de descente. Il avait dix-sept ans, et, parce que tous les sportifs rêvent de gagner, il rêvait de conquêtes. Lundi 3 février 1997, Luc Alphand disputait le super-G des championnats du monde de Sestrières. En attendant la descente prévue samedi 8 février, pour laquelle il compte parmi les favoris.

Février 1983-février 1997. Pour lui, comme une éternité. Pour son histoire, deux dates qui enserment une carrière d'ombres et de lumière. Aujourd'hui, il vient pour achever par une médaille d'or sa vie de skieur, qu'il compte terminer à la fin de la saison. Il a trente et un ans et sa gloire le comble. A Serre-Chevalier, sa station, une piste et l'hôtel de ses parents portent son nom. Cela le dépasse et l'émue en même temps. Depuis sa première et double victoire à Kitzbühel en janvier 1995, Luc Alphand a gagné la Coupe du monde de la discipline en 1995, l'a gardée en 1996 et

entend la conserver en 1997. Depuis Kitzbühel 1995, il a gagné sept autres épreuves de descente. Ses revenus ont pris du poids et seraient estimés à plus de 4,5 millions de francs par an, fruits de ses fournisseurs, ses sponsors ou ses primes de victoires.

Drôle de fin de carrière. A l'âge où certains raccrochent, lui gagne et triomphe dans des joies soulagées. Pendant douze ans, Luc Alphand a d'abord été une graine stérile à cause d'une chute, d'une blessure, d'une faute, ou bien de la malchance. Admis en équipe de France en 1984, il s'impose comme un jeune grand. En 1988, aux Jeux olympiques de Calgary, il est quatrième du combiné et septième de la descente. Ses entraîneurs l'estiment courageux et instinctif, mais regrettent des sautes de concentration. Luc se blesse énormément. Entre 1987 et 1993, pas moins de dix blessures et trois opérations. Il se sent en pleine forme à la veille des championnats du monde de Vail (Colorado) ? Il se casse une vertèbre trois semaines avant. Il termine trente-sixième de la descente, dix-neuvième du super-G. Son moral s'affaisse.

Une troisième place dans la descente de Garmisch-Partenkirchen, en janvier 1990, le remet d'aplomb. Dès lors, il se prépare pour les Jeux olympiques d'Albertville. Patras ! Deux mois avant, il chute à Garmisch-Partenkirchen et se distend les ligaments du puits. Il finit douzième de la descente olympique. Aux championnats du monde de Morioka (Japon), en 1993, il est quatrième de la descente, à un cen-



Favori du super-G et de la descente, Luc Alphand est en tête de la Coupe du monde de ski alpin.

tième du podium. Un mois plus tard, à Whistler Mountain (Canada), il se rompt les ligaments du genou droit : « C'est la dernière fois que le ski m'a fait pleurer », se souvient-il.

Il continue, parce qu'il juge que le métier de descendeur est un beau métier ; parce qu'il se sent trop proche d'une victoire pour arrêter. Lorsqu'il revient, en 1994, il a changé : « J'avais fini par vieillir. » Il a vingt-huit ans et sait ses années comptées. Il a reconsidéré son en-

traînement : plus sérieux et plus précis dans la préparation musculaire. Il passe un hiver de rêve : il n'est pas blessé. En décembre, c'est le « défilé », aime-t-il dire. Il mène la descente de Val d'Isère, jusqu'à l'arrivée du dossard 61 : un inconnu du Liechtenstein lui souffle la victoire. Le 14 janvier 1995, à Kitzbühel, le Français ne se laisse dépasser par personne. Il s'offre le double, deux courses ayant été organisées dans la matinée.

La France découvre un garçon

adorable, amoureux de la vie et de ses montagnes. Il est brun et jovial, taillé pour l'effort (1,80 m, 80 kg). Il aime les grandes randonnées de chasse ou sa bergerie, qu'il a retenue avec son frère. Il aime conduire, s'arrêter et partager un moment. En course, il sait désormais qu'une descente ne se gagne pas en dégringolant comme un fou. Il s'est marié, et la vie lui a donné d'autres réalités. Il se révèle à ses adversaires par une immense concentration et cette aptitude à

dévoiler les secrets d'une piste en un passage. Ses jambes, de plus en plus assurées à chaque course, sont d'incroyables amortisseurs qui se jouent des passages rochers. Aux championnats du monde de la Sierra Nevada, en 1996, il prend la troisième place de la descente. Il est heureux, sans plus. Cette saison, il a eu un début poussif, retardé par une fracture de fatigue à la cheville. Il s'est remis à gagner à Val Gardena, Bormio et Kitzbühel. Mercredi, à Laax, il a remporté son premier super-G.

ORGANISME DIMINUÉ
A Sestrières, Luc Alphand rêve du titre et veut conserver sa Coupe du monde de descente. Il aura laissé sa trace, puis s'en ira probablement, sans tenter une dernière fois sa chance aux Jeux olympiques. Pourquoi ? Parce qu'une saison représente de longs mois d'entraînements et de sacrifices, loin de la famille ; parce que son corps gémit, un geou craque, son dos se renforce, une cheville fuit. Luc Alphand voudrait finir sa carrière debout. Depuis le début de la saison, il ne cesse de répéter : « Si je dois gagner une course, je voudrais que ce soit à Sestrières. » Il sait qu'il n'est pas l'homme d'un jour. Il dit pourtant que de ce côté-là de l'Italie, non loin de la frontière, c'est un peu comme à la maison ; que la piste se faufile parmi les mêmes mélèzes qu'il connaît. Il dit enfin : « Quand je suis dans la cabine de départ de la descente, je vois pile Serre-Chevalier. »

Bénédicte Mathieu

صباحنا من الامل

Michel Deniset, président délégué du Paris - Saint-Germain

« Nous sommes en train d'installer le club dans la durée »

Après la nouvelle contre-performance de son club, le dirigeant promet un effort de recrutement

Lyon et Monaco ont fait match nul (3-3), dimanche 2 février, lors de la vingt-cinquième journée du championnat de France. Bastia a battu Strasbourg (3-1). Monaco conserve donc au classement général sept points

d'avance sur le Paris-SG, rejoint par Bastia. Auxerre et Bordeaux se placent également dans la course à l'Europe, tandis que Nantes obtient son dix-huitième match sans défaite.

Tenu en échec samedi 1^{er} février au Parc des Princes par l'AS Cannes (1-1), les joueurs du PSG ont une nouvelle fois déçu leur public. Michel Deniset exprime sa déception devant les mauvais résultats, mais refuse de

somber dans l'alarmisme. Il promet simplement un gros effort dans le recrutement dès la saison prochaine. Le président délégué du Paris-SG revient sur le sens des réorganisations. Il explique surtout au Monde

comment l'action des dirigeants s'inscrit dans la durée, il donne les raisons du rachat du Servette de Genève et réfute l'idée que des responsables de Canal Plus envisagent un désengagement du club parisien.

ALORS que le titre s'éloigne et que la deuxième place, qualificative pour la Ligue des champions, n'est plus assurée, Michel Deniset, président délégué du club, livre ses impressions sur le mal qui touche l'équipe parisienne.

« La prestation de vos joueurs face à Cannes est-elle inquiétante ?

« Le résultat final n'est pas satisfaisant mais l'équipe est sur la bonne voie. Nous vivons une mauvaise période qui va bientôt se terminer.

Reconnaissez-vous avoir commis des erreurs dans le domaine du recrutement cette saison ?

« Diriger, c'est tenter de faire le moins d'erreurs possible. Moi seul tégret, c'est d'avoir raté le transfert d'Ibrahim Ba, parti à Bordeaux. Mais tout le monde fait des erreurs.

Après la déroute subie face à la Juventus, certains supporters ont renvoyé leur carte d'abonnement. Cela vous a touché ?



MICHEL DENISSET

« Bien sûr, mais je ne crois pas au divorce, à la cassure entre le public parisien et le PSG. Face à Cannes, ils étaient encore près de trente mille dans les tribunes du Parc...

Les responsabilités sont-elles clairement établies au sein du club ?

« Absolument. Jean-François Domergue était déjà directeur général, et ses nouvelles responsabilités ne court-circuitent personne. Je lui ai simplement demandé de venir désormais régulièrement au Camp des Loges, à Saint-Germain-en-Laye, afin

de se rapprocher des joueurs, de les écouter et d'effectuer un audit sur la situation du groupe. Mais Jean-Michel Moutier continue de s'occuper du recrutement et l'organigramme n'est pas chamboulé.

Domergue est l'homme de la situation ?

« C'est un gros travailleur, très rigoureux, qui, depuis cinq ans, a activement participé à la restructuration du PSG. Depuis notre arrivée, nous sommes passés de quinze à soixante employés et de onze mille à trente-cinq mille spectateurs de moyenne. A tous les niveaux, le PSG est devenu un grand club, obtenant d'excellents résultats.

Justement, ces derniers mois, votre club semble avoir beaucoup investi dans diverses structures (centre de formation, centre d'entraînement, modernisation du Parc des Princes...). Cela ne s'est-il pas réalisé au détriment du renforcement de l'équipe première ?

« Nous sommes en train d'installer le club dans la durée. Au

jourd'hui, alors que la situation financière est bien plus saine qu'il y a deux ans et que le club a acquis une réelle notoriété en Europe, nous avons effectivement décidé de ne pas tout dépenser dans le recrutement. Ce qui ne nous empêchera pas de renforcer sérieusement l'équipe la saison prochaine puisque nos finances nous le permettent.

Dans quelle optique s'inscrit le rachat du Servette de Genève ?

« Il ne s'agit absolument pas d'une OPA de Canal Plus sur ce club. M. Weiler, qui était à la fois le président et le mécène du club, est tombé gravement malade et a décidé d'arrêter. Comme il avait été, au tout début de l'aventure Canal, l'un des administrateurs de la chaîne, il s'est tourné vers nous. Avec Pierre Lescurie et d'autres responsables financiers, nous avons étudié le dossier et décidé de prendre 52 % du club genevois. Il s'agit d'une vraie synergie commerciale pour Canal.

Dans trois ans, le Servette, qui

garde bien sûr son autonomie sportive, visera le titre. Et nous nous retrouverons peut-être avec deux clubs en Ligue des champions...

Comment définir les liens existants entre le PSG et les clubs de Châteauroux et de Laval ?

« Il ne s'agit pas de filiales. L'étais président de Châteauroux et les relations privilégiées que j'entretenais avec ce club permettent des échanges de joueurs. Le PSG avait par exemple prêté Patrick M'Boma et Vincent Fernandez à Châteauroux. En sens inverse, nous avons récupéré Jimmy Almerino. Avec Laval, il s'agit également de relations amicales privilégiées, en l'occurrence avec l'entraîneur Denis Troch, un ancien du PSG. La saison que Jérôme Leroy a passé à Laval lui a fait le plus grand bien. Aujourd'hui, il est titulaire au PSG... N'oubliez pas Saint-Brieuc, qui est entraîné par un autre ami, Marc Colat, et avec lequel nous collaborons.

Votre système de quadrillage et de repérage des jeunes talents de la région parisienne est-il fiable ?

« Il y a cinq ans, nous sommes partis de zéro. Au fil du temps, notre réseau s'est développé. Nous avons seize clubs filiales en Ile-de-France et notre objectif est ambitieux : d'ici quatre ans, 50 % des joueurs du PSG doivent être formés au club. Les exemples de Jérôme Leroy, Didier Domi ou Bernard Allou, régulièrement titulaires cette saison en équipe première, doivent inciter les jeunes désireux de se lancer dans la carrière de joueur chez nous.

Vous avez pourtant laissé échapper un certain Thierry Henry, originaire des Ulis, qui fait aujourd'hui le bonheur de Monaco...

« Si nous avions repéré tous les talents d'Ile-de-France, nous serions très, très forts ! Mais, rassurez-vous, nous faisons aussi signer des jeunes originaires du sud de la France !

Confirmez-vous qu'avec un budget global avoisinant les 260 millions de francs par saison le PSG ne dispose que du vingt-deuxième budget du football européen ?

« C'est vrai, et, tant que le système fiscal en vigueur ne sera pas modifié, la France restera, en matière footballistique, un pays de seconde zone sur le plan économique. Aujourd'hui, le joueur français à la cote, il est bon et en plus pas trop cher. Les clubs étrangers offrent des conditions autrement plus attrayantes et pillent nos clubs. Les deux ou trois ans qui viennent seront délicats à vivre. Après, j'ai bon espoir que le sys-

tème se régularise et que la France puisse à son tour offrir à ses joueurs des conditions similaires à celles existant dans les grands pays de football européens...

Lorsque vous dites que l'objectif du PSG est désormais de consolider sa deuxième place en championnat, c'est un constat d'échec ?

« On se brûle toujours les ailes à dire ce que l'on pense vraiment ! En début de saison, j'avais clairement annoncé les objectifs : le titre de champion de France et une nouvelle victoire en Coupe des coupes. Le PSG a toujours clairement annoncé ses ambitions, contrairement à des clubs comme Monaco.

Alain Roche

à nouveau blessé

Alain Roche devait passer, lundi 3 février, une série d'examen afin de connaître la gravité de sa blessure au genou droit. Touché, samedi 1^{er} février, à la fin de la première période de la rencontre contre Cannes, le défenseur international était totalement immobilisé dimanche. Victime d'une entorse à ce même genou début décembre, Alain Roche avait avancé son retour dans l'équipe pour remplacer au poste de stoppeur Bruno Ngotty, blessé contre Monaco. Depuis deux ans, le joueur multiplie les blessures et laisse planer des doutes sur son avenir sportif.

co et Auxerre, qui jouent les faux modestes...

Si vous échouez dans les quatre mois qui viennent, cela fera trois saisons de suite que le PSG rate le titre. C'est grave ?

« Cela fait deux ans que Monaco n'a pas remporté le championnat !

Y a-t-il actuellement des responsables de Canal Plus désireux de se désengager du PSG ?

« Sincèrement, non. Je sens une adhésion totale, et Pierre Lescurie est le premier à souligner que depuis cinq ans le bilan sportif est bon et la gestion saine. D'ailleurs, les mauvais résultats actuels du club n'ont aucune répercussion sur les résultats de la chaîne. Au lendemain de la déroute subie face à la Juventus, l'action Canal a même gagné 6 %. Certains ont tendance à oublier que le PSG est un jeune club, fondé en 1970, et qu'en peu de temps il a gagné sa place parmi les grands du football européen, qui ont été créés il y a souvent près d'un siècle ! »

Propos recueillis par Alain Constant

Le championnat de France de football de D1

25 ^e journée	Points: 13 6 3 0 0 0
Paris SG-Cannes 1-1	1. Monaco 52
Lille-Bordeaux 0-0	2. Auxerre 45
Metz-Nantes 0-1	3. Marseille 43
Auxerre-Nancy 1-0	4. Bastia 40
Nice-Marseille 0-0	5. Lens 38
Lyon-Guingamp 2-1	6. Nantes 37
Le Havre-Montpellier 0-0	7. Strasbourg 36
Bastia-Strasbourg 3-1	8. Châteauroux 35
Lyon-Monaco 3-3	9. Troyes 34
	10. Evry 33
	11. Amiens 32
	12. Clermont 31
	13. Caen 30
	14. Valenciennes 29
	15. Metz 28
	16. Le Havre 27
	17. Montpellier 26
	18. Evry 25
	19. Nancy 24
	20. Marseille 23

Les buteurs	Les titulaires	Les défenses
1. Guiraud (Nantes) 17 buts	1. Monaco 43 buts	1. Auxerre 19 buts
2. N'Doram (Nantes) 14 buts	2. Nantes 41 buts	2. Paris SG 19 buts
3. Zhebi (Strasbourg) 14 buts	3. Bordeaux 37 buts	3. Monaco 20 buts

26^e journée (week-end) : Nantes-Auxerre le jeu. 13 / Monaco-Le Havre / Marseille-Lille / Strasbourg-Nice
Cannes-Bastia le jeu. 13 / Metz-Nancy-Bordeaux / Caen-Lyon / Guingamp-Bordeaux / Montpellier-Metz

Will Carling so de l'Angleterre

Argement les Ecosais (41-13) / Les

une victoire d'été... nouvelle fois... l'Angleterre...

Will Carling, sélectionneur de l'équipe d'Angleterre, a déclaré après la victoire de son équipe contre l'Ecosse (41-13) à Glasgow, dimanche 2 février. Il a souligné la performance de son équipe et a promis de continuer à travailler pour atteindre les objectifs fixés. Il a également mentionné la nécessité de recruter de nouveaux joueurs pour renforcer l'équipe.

Victoire surprise des Français... l'équipe de France a obtenu une victoire surprise contre l'Angleterre lors d'un match amical. Les joueurs ont été félicités pour leur performance et leur esprit d'équipe.

Victoire surprise des Français... l'équipe de France a obtenu une victoire surprise contre l'Angleterre lors d'un match amical. Les joueurs ont été félicités pour leur performance et leur esprit d'équipe.

Bimes réélu président de

Bimes a été réélu président de l'association des clubs de football de France. Il a remercié les membres du conseil d'administration et les clubs pour leur confiance. Il a également annoncé les priorités de son mandat, notamment le développement du football amateur et la promotion des jeunes talents.

CROISÉS PROBLÈME N° 9713



Les solutions des problèmes de croisés précédents sont disponibles dans la rubrique solutions. Les lecteurs sont invités à envoyer leurs solutions pour participer au tirage au sort.

Will Carling sonne la charge de l'Angleterre contre l'Ecosse

En dominant largement les Ecossais (41-13), l'équipe anglaise se pose en favorite du Tournoi

Auteur d'un essai et véritable meneur d'une équipe d'Angleterre irrésistible en fin de match, l'inusable Will Carling, trente-deux ans, a une

nouvelle fois enthousiasmé le public de Twickenham. Personnage emblématique, sa vie privée a souvent fait les gros titres de la presse à

sensation. Dans l'autre match du Tournoi, les Irlandais se sont imposés 26-25 à Cardiff face aux Gallois, prochains adversaires de la France.



RUGBY

Carling est toujours là. Et Twickenham aime encore son Will, l'entraîneur chéri du stade, le favori des tribunes et de tous ceux qui croient que Dieu peut sauver la reine. Dans le rugby anglais, Will Carling n'a pas à être l'im-

portable qui, comme si l'anonymat lui était pour toujours interdit. Samedi 1^{er} février, à trente-deux ans passés, il s'est offert un nouveau jour de gloire, une énième résurrection d'entre les morts.

C'était au cœur d'un quart d'heure de jeunesse et de folie. Les Anglais avaient longtemps été pénibles, lourds dans leurs jambes et dans leurs têtes, avaries de leurs mains. Voilà qu'ils s'amusaient enfin de l'Ecosse. Voilà que Will se réinventait en jeune homme, cédait enfin à l'ardent désir de courir, de marquer. La soixante et onzième minute fut son triomphe : une série de maux dans la moitié de terrain de l'Ecosse, et une dernière attaque sur la droite pour une percée et un essai, pour le sacre par acclamations.

Incrovable Will Carling. Hier encore, il suscitait les commentaires grincheux. On s'étonnait qu'il soit là à son âge, qu'il prive le quinze d'Angleterre du talent d'attaquant de Jeremy Guscott. A mots couverts, on condamnait Jack Rowell et son obstination. L'entraîneur refu-

sait d'oublier son ex-capitaine. Tout à son inexplicable attachement, il en faisait un trois-quarts centre à perpétuité. Contre l'Ecosse, Will Carling s'est payé le luxe d'un démenti aux critiques les plus rudes. A celles qui moquaient sa silhouette un peu lourde ou raillaient sa préférence pour la percussif plutôt que la passe. A Twickenham, samedi, il était soudain l'ébauche d'un autre. Il n'avait rien perdu de sa prédilection pour le contact avec l'adversaire, mais révélait sur le tard un point de l'offensive. Au coup de sifflet final, c'était vers lui que se précipitaient les caméras, avides de recueillir les impressions d'un héros décidément éternel.

« GOOD GAME, ISN'T IT ? »

Depuis ses débuts dans le Tournoi en 1988, le phénomène Carling n'a cessé de s'affirmer et de grandir. L'homme a vite quitté le maillot du joueur ordinaire pour se transformer en symbole aux multiples incarnations. Carling le joueur cotoyait l'homme, héros - involontaire - d'une vie privée étalée par les tabloïds. Will, le trois-

quarts centre surpuissant, donnait la main au capitaine à l'exceptionnelle longévité. Il a porté cinquante-neuf fois le brassard, avant de le céder à l'autome dernier à Phil de Glanville. Sous sa conduite, le quinze de la Rose a signé trois grands chelems dans le Tournoi des cinq nations (1991, 92, 95), a joué une finale (1991) et une demi-finale de coupe du monde (1995). Pendant cette période, il a, mieux que quiconque, représenté le force du rugby anglais. Philippe Saint-André, le capitaine français, s'est longtemps écrié de cette aragante habitude qu'avait prise son homologue. A chaque victoire sur l'équipe tricolore, Will Carling l'apostrophait, dès le coup de sifflet final, d'un sonore : « Good game, isn't it ? » (« Belle partie, n'est-ce pas ? »).

Chez lui, il n'était guère moins discret. Il faisait la « une » des journaux, devenant le premier joueur de rugby à provoquer à ce point l'intérêt de la presse populaire. La chronique de ses faits et gestes loin des terrains se faisait régulière. Il y eut d'abord son amitié pour Diana, la princesse de Galles.

Victoire surprise des Irlandais à Cardiff

L'équipe d'Irlande s'est imposée à l'Arms Park de Cardiff, au détriment du pays de Galles (26-25), pour la première fois depuis 1983. Les Gallois avaient pourtant entamé la partie de la meilleure manière en marquant un essai, dès la trente et onzième seconde de jeu, par leur trois-quarts aile Iwan Evans. A la surprise générale, les Irlandais, très combattifs, prenaient alors le dessus, et inscrivaient trois essais. A la mi-temps, ils menaient sur le score de 20 à 10. Dans leur course après le score, les Gallois échouaient finalement d'un point, malgré deux essais signés Iwan Evans et Scott Quinnell.

Emoustillant. Puis son divorce de Julia, animatrice de la télévision, qui n'était pas sans rapport avec le fait précédent. Savoureux. Les lecteurs des tabloïds en avaient plus encore. Ils s'ignoraient rien de l'As-ton Martin de Will et de ses revenus, évalués à 500 000 livres sterling par an (environ 4 millions de francs). Le capitaine du XV de la Rose apparaissait même dans un spot publicitaire pour un produit agroalimentaire. Il ne dédaignait pas les conférences de presse rémunérées. Il était l'exemple en vue de la marche forcée du rugby vers le professionnalisme.

Adapte du parler haut, Will Carling n'a pas été le dernier à défier les intérêts des joueurs. L'année dernière, il avait provoqué le scandale, traitant publiquement d'« old farts » (littéralement « vieux pets ») les dirigeants de la fédération (RFU), coupables de résistance au nouveau cours du rugby. Ces derniers avaient été incapables de le mettre à l'écart. Aujourd'hui, Will Carling n'est plus, officiellement, qu'un joueur comme les autres. Il reste un homme d'influence, que Laurent Cabannes, son coéquipier des Harlequins, juge beaucoup plus ouvert au jeu. Qui sait si Jack Rowell, l'entraîneur du quinze anglais, n'en a pas fait son arme secrète ? Le paradoxe serait beau. Après avoir été le paragon de la force et du rugby restreint, Will Carling deviendrait le joueur capable d'entraîner son pays vers l'offensive. Une autre manière d'être incontournable.

Pascal Ceaux

Christian Bimes réélu président de la Fédération française de tennis

LA DERNIÈRE FOIS que Christian Bimes et Jean-Pierre Courcol s'étaient affrontés, le second s'était imposé. L'affaire remontait à une trentaine d'années quand les deux hommes figuraient parmi les bons joueurs de tennis du pays. Sur un court de Roland Garros, Jean-Pierre Courcol avait alors défait son adversaire en quarts de finale du critérium national. Mais Christian Bimes a pris sa revanche, dimanche 2 février, en se faisant réélire à la tête de la Fédération française de tennis (FFT), une position que lui disputait l'ancien directeur général des Editions Amaury puis d'Air Inter Europe. Même si le président sortant avait



TENNIS

a priori la faveur d'une majorité de lignes régionales et d'anciens pronostics, un semblant de suspense a régné jusqu'au dernier moment. « Le climat délégué » de la campagne n'avait pas contribué à la sérénité des débats. Certains membres de l'équipe de France de Coupe Davis - en tête desquels Yannick Noah et Guy Forget - s'étaient prononcés très nettement contre Christian Bimes, coupable, selon eux, de déconsidérer le tennis français au plan international. Un document accusant le président élu en 1993 à la succession de Philippe Chatrier de confusion entre ses fonctions de président de la FFT, de patron du tournoi ATP de Toulouse et d'actuaire de la société chargée de la régie publicitaire du même tournoi avait, par ailleurs, été largement diffusé par un ancien vice-président de la Fédération, autrefois proche de Christian

Bimes. Face à cette offensive, ce dernier et ses partisans avaient choisi de défendre leurs positions dans les lignes régionales et les comités départementaux, appelés à élire le futur président. « J'aurai la presse et les joueurs contre moi, mais ce ne sont pas eux qui votent. Et j'aurai le soutien de la ligue pour moi », assurait ainsi le président sortant il y a quelques mois. L'assemblée générale du week-end dernier lui a donné raison, mais il s'en est fallu de peu. Le rapport de forces au sein du nouveau comité de direction est extrêmement serré, puisque vingt-quatre de ses membres se sont prononcés en faveur de Christian Bimes contre vingt et un pour son rival. Et l'assemblée générale n'a entériné ce choix que par 896 voix contre 811. Autant dire que la marge de manœuvre de Christian Bimes sera étroite.

Sachant devoir compter dorénavant sur une opposition forte et organisée, Christian Bimes a voulu se poser dès sa réélection en rassembleur fédérateur. Mais cet homme de quarante-neuf ans, pharmacien à Toulouse, à la fois charmeur et cassant, compte bien mener son mandat jusqu'au bout. « Je voulais être le président de l'an 2000, a-t-il déclaré. C'est fait ».

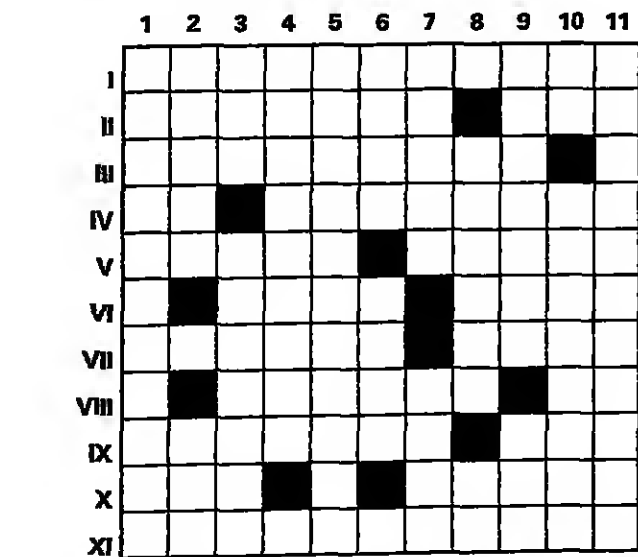
Gilles Van Kote

■ ÉLECTIONS : Francis Luyce a été réélu président de la Fédération française de natation (FFN) par l'assemblée générale électorale, dimanche 2 février. Par ailleurs, Alain Amade, président de la Fédération française de ski nautique (FFSN) et unique candidat en lice, a été réélu.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 57013

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 Fmin).



par le I horizontal. - 2. Un bâtiment en très mauvais état. Un Etat qui n'a plus de bâtiment. - 3. Donne de la voix et des images autour du globe. Deux fois pour le cousin de Berlin. - 4. Le grand nettoyage, inadmissible en Afrique ou ailleurs. - 5. Coule d'une petite flûte, mais donne beaucoup plus à boire. - 6. La belle de La Fressange. Travaille sur le terrain pour s'assurer. - 7. Appartient à nos envahisseurs venus de l'Est. Pompes américaines. - 8. Mis en circulation comme un produit. Période conventionnelle, le temps de la révolution. - 9. Soulèvements populaires et spontanés. Le patroo chez bergers. - 10. Drame chez Madame Butterfly. Remonté sur un châssis neuf. - 11. On les imaginait plus grandes et plus fortes.

Philippe Dupuis

HORIZONTALEMENT
1. Géniaux manipulateurs ou apprentis sorciers, ils prennent du plaisir là où il ne faudrait pas. - II. Se retrouve comme un fruit prêt à finir en gelée. Friandise avant le Ronron. - III. Elle n'est pas légitime à la oisance, elle le devient par une mort sans accident. - IV. Sur l'enveloppe à porter. Remet à neuf une vieille croûte. - V. Plaisir des sens. Pour que les sauvages deviennent plus robustes. - VI. Son chef garde ses secrets. Le premier à atteindre trois unités. - VII. Laissera sec. Des bulles

romaines qui oe viennent pas du Vatican. - VIII. Comme des mains que l'on n'a pas envie de serrer. On pouvait y acheter sa place et aussi le match, n'est-ce pas Bernard ? - IX. Bonnes à la santé, bonnes aussi à la Santé. On sort sa queue pour les grandes occasions. - X. Couche d'oiseau défaite. Arrose toujours une victoire napoléonienne. - XI. Punis ou récompensés, ils sont de toute façon reconnus.

VERTICALEMENT
1. Celles du futur sont préparées

SOLUTION DU N° 57012
HORIZONTALEMENT
I. Fournillères. - II. Irma. Mandaté. - III. Géant. Cernas. - IV. Rien. Dégut. - V. Ré. Décide. - VI. Acné. Loto. Pl. - VII. Noise. Ceotre. - VIII. TUC. Lias. Air. - IX. Ethnies. Acné. - X. Séants. Pâtes.
VERTICALEMENT
1. Figurantes. - 2. Ore. Ecoute. - 3. Umar. Nica. - 4. Raniéds. Nn. - 5. Tee. Eit. - 6. Im. Nil les. - 7. Lac. Cocas. - 8. Inédites. - 9. Edredon. Aa. - 10. Rance. Tact. - 11. Etau. Prime. - 12. Sestrères.

LAFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 3

Le tableau autoréférent

Remplissez les blancs à l'aide d'un chiffre de sorte que toutes les affirmations soient vraies.

Dans ce cadre,
il y a _____ fois le chiffre 4 en dehors de cette ligne 1
il y a _____ fois le chiffre 3 en dehors de cette ligne 2
il y a _____ fois le chiffre 2 en dehors de cette ligne 3
il y a _____ fois le chiffre 1 en dehors de cette ligne 4

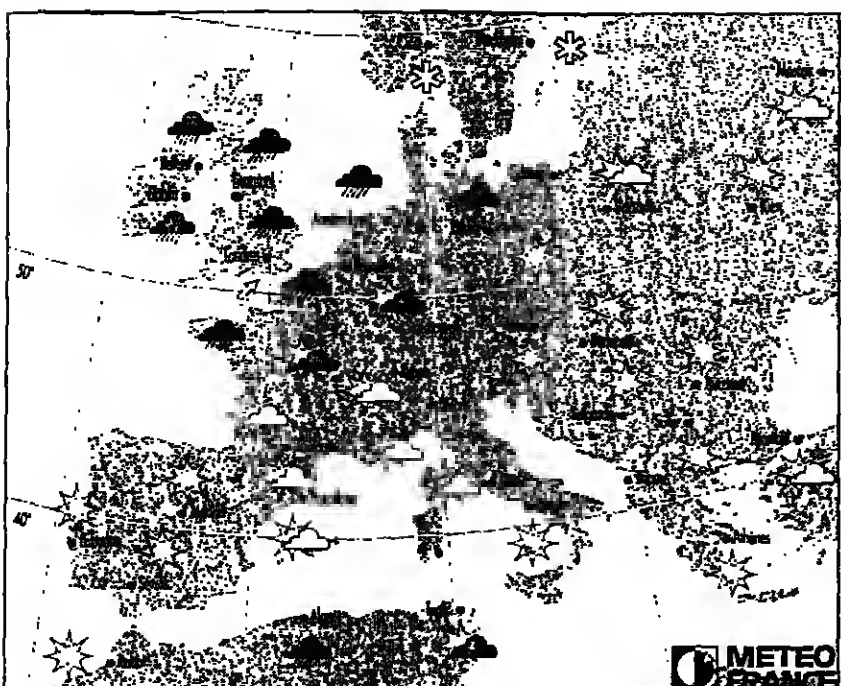
Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
ISSN 0985-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Guesbroux
94852 Ivry cedex
Probleme directeur general : Dominique Allay
Directeur general : Gerard Marais
133, avenue des Champs-Elysees
75409 Paris cedex 08
Tél : 01 44 43 78 00 Fax : 01 44 43 77 30

Elisabeth Bussier
et Gilles Cohen
© POLE, 1997

Calculez vos impôts
3615 LEMONDE

Réponse du jeu n° 2.

0	3	8	8
6	4	0	2
7	9	5	4
9	2	1	S



Prévisions pour le 04 FEVRIER vers 12h00

- Ensoleillé (S)
- Eclaircies (N)
- Nuageux (N)
- Brumes et brouillard (C)
- Très nuageux ou couvert (C)
- Pluie ou bruine (P)
- Averses (P)
- Orages (P)
- Vent fort (F)
- Neige (N)

LE 04 FEVRIER
Temps/Températures
minima/maxima

FRANCE	
Métropolitaine	
AIACCIO	N/4/14
BIARRITZ	N/2/13
BORDEAUX	N/1/10
BOURGES	N/1/16
BREST	P/5/9
CAEN	P/5/8
CHERBOURG	P/4/8
CLERMONT-F.	N/3/5
COCOT	N/2/2
GRENOBLE	N/2/5
LILLE	P/2/7
LIMOGES	N/1/8
LYON	N/2/4
MARSEILLE	N/2/12
NANCY	N/0/5
NANTES	N/1/8
NICE	N/5/13
PARIS	N/0/7
PAU	N/1/10
PERPIGNAN	P/3/9
RENNES	N/3/4
ST-ETIENNE	N/1/4
STRASBOURG	N/0/8
TOULOUSE	N/1/6

FRANCE outre-mer	
CAYENNE	P/24/26
FORT-DE-FR.	P/26/27
NOUMEA	N/23/25
PAPEETE	E/26/27
POINTE-A-PIT.	P/26/27
ST-DENIS-REU.	E/25/26

EUROPE	
AMSTERDAM	P/3/7
ATHENES	E/4/6
BARCELONE	N/8/11
BELFAST	P/6/7
BELGRADE	E/12/13
BERLIN	N/0/2
BERNE	E/7/1
BRUXELLES	C/3/5
BUCAREST	E/11/14
BUENOS AIRES	E/13/15
COPENHAGUE	P/1/2
OSLO	P/7/8
FRANCFORT	C/3/1
GENEVE	E/7/2
HELSINKI	N/2/0
ISTANBUL	E/15/17
LISBONNE	E/6/14
LIVERPOOL	P/7/10
LONDRES	P/5/10
LUXEMBOURG	N/2/2
MAURIO	E/2/8

MILAN	
MOSCOW	E/1/4/5
MUNICH	N/1/11/6
NAPLES	E/8/2
OSLO	E/4/10
PARIS	N/1/13/14
PRAGUE	E/8/3
ROME	E/6/12
SEVILLE	E/5/16
ST-PETERS.	E/13/2
STOCKHOLM	E/4/2
TENERIFE	C/18/19
VARSOVIE	N/9/2
VENISE	E/0/5
VIENNE	E/13/7

AMERIQUE	
BRASILIA	E/18/28
BUENOS AIRES	N/17/23
CARACAS	P/23/25
CHICAGO	N/3/2
LIMA	C/15/19
LOS ANGELES	E/6/13
MEXICO	N/11/17
MONTREAL	N/11/18
SAN FRANC.	P/10/12
SANTIAGO	E/4/19

AFRIQUE	
ALGER	P/10/13

ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	E/22/32
BOMBAY	E/15/25
CHANGA	P/26/28
CHENNAI	E/13/23
COLOMBO	N/14/21
HONGKONG	P/14/19
JERUSALEM	P/5/9
NEW DELHI	E/6/17
PEKIN	C/10/2
SEOUL	E/8/1
SINGAPOUR	C/25/29
SYDNEY	E/15/21
TOKYO	E/0/5

Ciel couvert	
N: nuageux	
P: pluie	
*: neige	

Vent fort en Manche soleil généreux au sud

UN SYSTÈME PERTURBÉ venu de l'Atlantique circuler du Benelux au Danemark; il affectera la moitié nord du pays par la présence de nombreux nuages et du vent fort près des côtes de la Manche. Plus au sud, le champ de pressions reste élevé et le soleil sera généreux.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera très nuageux et il pleuvra en cours d'après-midi; sur les Pays de la Loire, les éclaircies seront plus nombreuses. Vent de sud-ouest jusqu'à 90 km/h sur les côtes de la Manche. Températures assez douces avec 9 ou 10 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenne. - Des pluies abonderont le Nord-Picardie et la Haute-Normandie dans la matinée; ailleurs les nuages seront souvent présents, avec toutefois un peu plus de soleil sur le Centre. Vent de sud-ouest jusqu'à 90 km/h sur les côtes de la Manche. L'après-midi, le thermomètre affichera de 5 à 8 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La grisaille sera au rendez-vous le matin avec nuages bas, brumes et brouillards; l'après-midi, le soleil gagnera du terrain. Les températures, négatives le matin, ne dépasseront pas 5 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les brouillards fréquents au lever du jour se dissiperont dans la matinée, et le soleil brillera largement. Les températures parfois proches de 0 degrés le matin seront comprises entre 10 et 13 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les brouillards matinaux du Limousin au nord de l'Auvergne et à la vallée du Rhône laisseront place à un soleil radieux. Les températures resteront fraîches, avec 7 degrés au maximum.

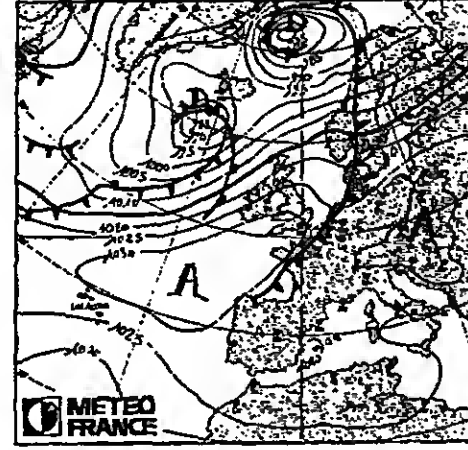
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Excepté quelques nuages sur la Corse et sur le Languedoc-Roussillon le matin, le soleil brillera généreusement. Températures agréables, comprises entre 11 et 14 degrés l'après-midi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

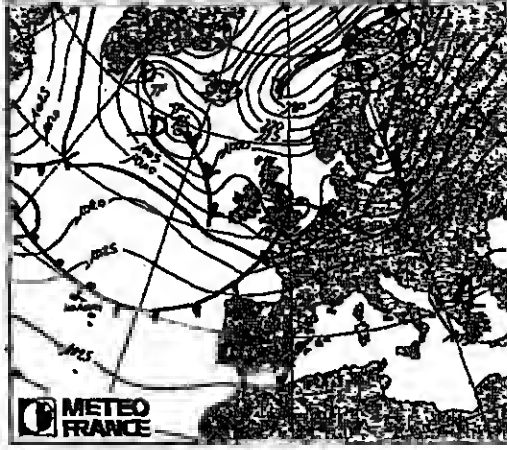
■ IRLANDE. Irish Ferries (tél.: 01-42-66-90-90) et Brittany Ferries (tél.: 01-44-94-89-00) reprendront, de mi-mars jusqu'à fin septembre, leurs traversées Le Havre/Cherbourg-Rosslare pour la première, Roscoff-Cork pour la seconde.

■ SAINT-DOMINGUE. Le 6 février, Corsair ouvrira une ligne Paris-Saint-Domingue, via Saint-Martin, aux Antilles. Ce vol hebdomadaire, en Boeing 747, partira le jeudi d'Orly Ouest et son prix de base est fixé à 3 290 F A/R.

■ JOURS FÉRIÉS. Mardi 4 février est un jour férié en Angola, en Chine et au Sri Lanka. Mercredi 5, au Burundi, en Chine, au Mexique, à Taiwan et à Saint-Martin. Jeudi 6, en Chine, à Hongkong, en Corée du Sud, à Macao, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande et à Taiwan. Vendredi 7, en Chine, à la Grenade, à Hongkong, en Corée du Sud, à Macao, en Malaisie, à Maurice, en Mongolie, à Singapour et à Taiwan. Samedi 8, au Bhoutan, à Brunei, en Chine, à Hongkong, en Irak, en Corée, à Macao, en Mongolie, à Singapour, en Slovaquie et à Taiwan.



Situation le 3 février



Prévision pour le 5 février

Multispace, une Citroën à tout faire

Atypique, cette version du petit utilitaire Berlingo est une réponse originale à l'importance croissante d'une utilisation vouée aux loisirs

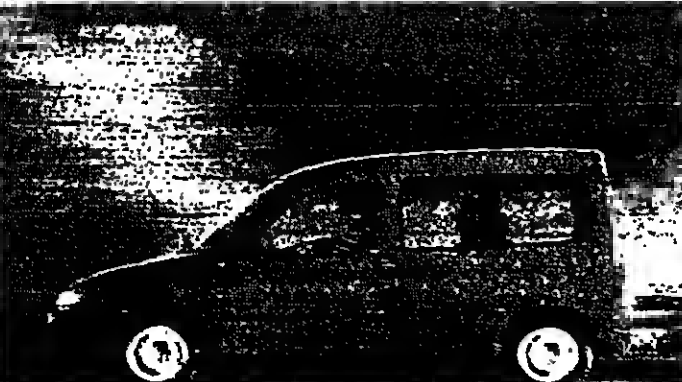
AVEC le Berlingo Multispace, Citroën ne prétend pas réinventer la 2 CV. Comme sa légendaire aînée, cette voiture très pratique à quel- que chose de rustique, mais on ne saurait voir en elle une réincarnation de l'immortelle « Deuche ». Pour la marque aux chevrons, ce nouveau modèle ressemble néanmoins à une cure de jeunesse. Il lui permet de renouer avec une vieille spécialité maison: celle de la voiture à tout faire, oubliée depuis les incroyables breaks Ami-6 et Ami-8.

Version familiale (et plus attrayante) du petit utilitaire Berlingo commercialisé depuis quelques mois, le Multispace se destine à ceux qui voient d'abord dans l'automobile un moyen de satisfaire la place croissante qu'occupent les loisirs dans leur vie. Assurée sans complexe, l'évidente proximité du Multispace avec les versions utilitaires du Berlingo éloignée peut-être ceux qui préfèrent l'allure plus chic d'un break.

Elle ne dissuadera cependant pas ceux qui attendent une voiture relativement bon marché, suffisamment confortable, capable de transporter cinq personnes et un grand volume de bagages divers, vélos, sacs, valises, ou planches de surf. Les véhicules « de loisirs » plus ou moins décalés (monospaces, 4x4, breaks, voire pick-up...) qui représentent déjà la moitié des ventes sur le marché américain, ne rencontrent-ils pas un succès grandissant en Europe?

Pour aller au-devant de cette clientèle qui rêve de commodité, mais pas d'ascétisme, il ne pouvait être question de camoufler à peu de frais une vulgaire fourgonnette. Citroën a donc réalisé le Berlingo à partir d'une plate-forme spécifique et porté un soin particulier aux suspensions, à l'insonorisation, au poste de conduite et au dessin sympathique - de la face avant.

Si le pare-brise remontant très haut et la vaste surface vitrée latérale atténuent à peine ses origines utilitaires, le Multispace (qui culmine tout de même à 1,30 m) fait preuve d'un comportement routier parfaitement comparable à celui d'une berline. Stable en virage, facile à garer, peu bruyante, bien amortie, cette voiture qui présente une position de conduite légère-



Le Multispace est une voiture, pas une camionnette!

ment surélevée, est tout à fait homogène.

Équipée en série de la direction assistée et d'un volant réglable en hauteur, la nouvelle Citroën dispose de cinq vraies places, d'une planche de bord fort bien agencée. Elle sait aussi se montrer coquette. La finition est soignée, avec des teintes très gaies pour les sièges (bicolores) et la moquette. Même les ceintures de sécurité sont assorties aux coloris dominants. De son côté, le Partner (version Peugeot du Berlingo) sera bientôt disponible dans une variante « grand raid » encore plus exotique.

VOLUME GIGANTESQUE

L'argument essentiel reste néanmoins le volume de chargement gigantesque, agrémenté de quatre anneaux d'arrimage, de cette voiture pas plus longue qu'une Citroën ZX: entre 1,4 et 2,8 m selon que l'on rabat ou non la banquette. Le Multispace, qui a droit à un hayon arrière alors que les autres versions se contentent de portes battantes, peut emporter 300 kilos de bagages, précise le constructeur, qui n'hésite pas à voir dans ce modèle une « voiture plurielle, hors normes » au carrefour du monospace, du break et du tout-terrain, aussi à l'aise en usage quotidien que pour les loisirs.

Pour s'imposer, un tel véhicule devait absolument coûter moins cher que les monospaces, les grands breaks, mais aussi la Renault Scénic. Citroën a donc joué, chaque fois que cela était possible, la carte du dé-pouillement et opéré des choix, parfois douloureux.



Le coffre peut faire 1,4 ou 2,8 m³ de volume de chargement.

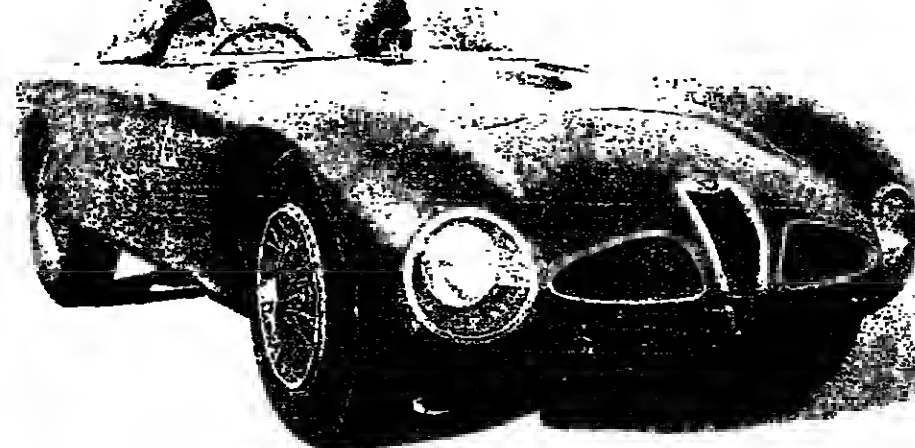
peu limitées dès que la voiture sera chargée.

Réponse originale à des attentes éternelles, le Multispace inaugure peut-être une nouvelle segmentation du marché automobile. Sans doute, cette créativité retrouvée n'est pas fractionnable, ce qui limite la modularité d'ensemble. Quant aux motorisations (1.4 essence pour 75 chevaux, et 1.9 diesel pour 71 chevaux), elles risquent d'être un

aux chevrons, qui n'aurait pas de pouvoir davantage s'exprimer.

Jean-Michel Normand

★ Citroën Berlingo Multispace, disponible en version 1.4 essence (87 800 francs, 7 CV fiscaux, consommation moyenne: 7,5 l aux 100 km) et en version 1.9 diesel (96 800 francs, 7 CV fiscaux, consommation: 6,7 l aux 100 km).



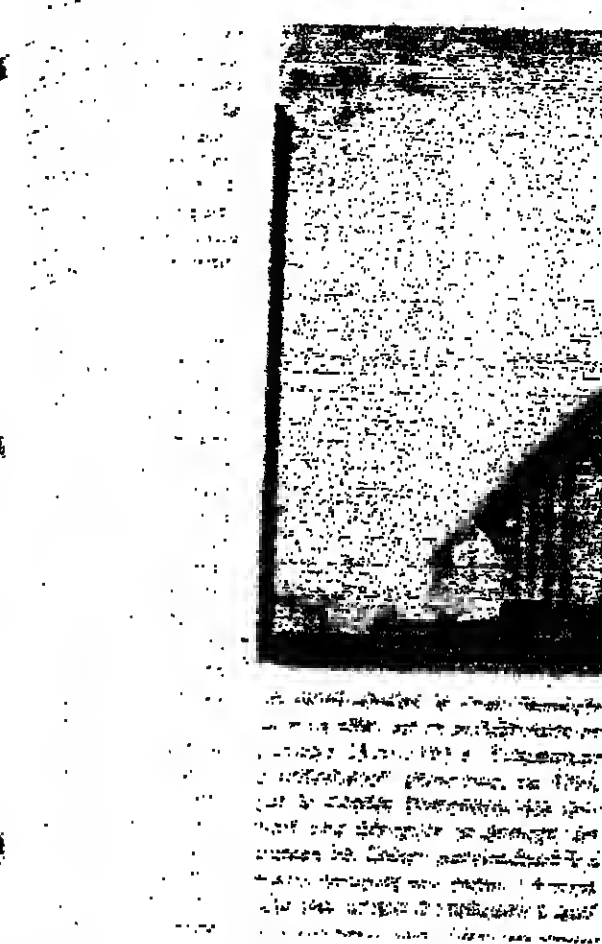
Rétromobile: les ancêtres tiennent Salon

Cette Alfa Romeo 3000 de 1953, au volant de laquelle s'illustra Juan Manuel Fangio, fait partie des 300 automobiles, motos et bateaux de collection qui seront présentés au 22^e Salon Rétromobile, qui se tiendra du 7 au 16 février au Parc des expositions de Paris, porte de Versailles. Cette manifestation (entrée: 65 francs pour les

adultes, 35 francs pour les 6-12 ans) permet de rendre hommage à des modèles dignes d'intérêt (de la Bugatti Atalante à la Renault Frégate réalisée pour une visite de Nikita Khrouchtchev à Paris en 1960). C'est aussi un lieu privilégié pour dénicher les pièces détachées pour tous types de voitures anciennes.

Les lumières noires

Les lumières noires... (Text continues with details about the exhibition and the cars on display.)



Maquettes géantes

Un patrimoine du X... (Text continues with details about the historical significance of the cars and the exhibition.)

Un patrimoine du X

Un patrimoine du X... (Text continues with details about the exhibition and the cars on display.)

PRESENCE

AL DE CREATION MUSICALE
ON DE RADIO FRANCE
ERTS GRATUITS

ARCHITECTURE Le soixantième anniversaire de l'Exposition internationale de 1937 est l'occasion d'une impressionnante exposition au Musée des Monuments français, où ont été

rassemblés plus de quatre cents dessins et maquettes rarissimes. Ils reflètent les incertitudes et les inquiétudes des années 30. ● ON Y DÉCOUVRE les classifications tradi-

tionnelles entre architectures d'avant-garde et architectures fascistes ou nazies ne sont guère pertinentes. Réalisés ou non, les projets restent de l'ordre de l'utopie, faute d'indications

concrètes. ● D'EMEUR un problème crucial que cette exposition aurait sans doute dû traiter : la préservation dans la ville des édifices majeurs édifiés tout au long du XX^e siècle.

Les lumières noires des années 30 au Palais de Chaillot

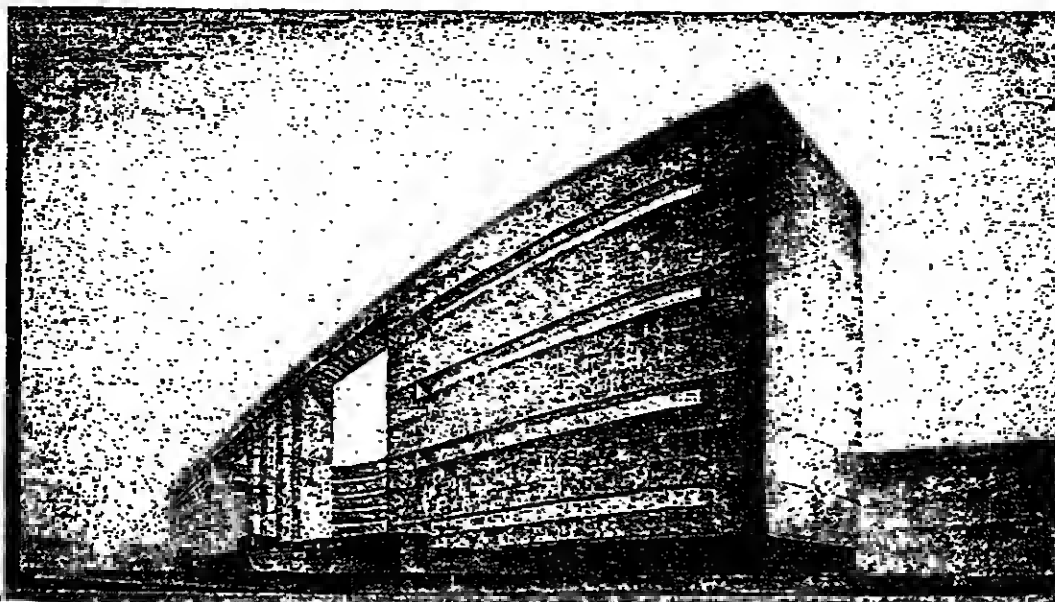
Le Musée des monuments français, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'Exposition internationale des arts et techniques à Paris, propose une exposition qui cherche à remettre les architectes et leurs dessins somptueux à leur juste place dans l'histoire

LES ANNÉES 30. L'architecture et les arts de l'espace entre industrie et nostalgie. Musée des monuments français, Palais de Chaillot, Paris 16^e. M^e Trocadéro, de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Tél. : 01-44-05-39-10. Jusqu'au 15 avril. Catalogue : sous la direction de Jean-Louis Cohen, éditions du Patrimoine, 264 p. 290 F.

Riches et passionnantes exposition que celle proposée par le Musée des monuments français à l'occasion de l'anniversaire de l'Exposition internationale des arts et techniques, qui se tint à Paris en 1937. Passionnante par la richesse des documents présentés, venus de partout dans le monde : plus de quatre cents dessins, quelques maquettes exceptionnelles, des dizaines de photographies remarquables, quelques meubles significatifs, des automobiles d'époque, et quelques tableaux pour égarer l'atmosphère.

Pour peu qu'on s'en donne la peine, on ressort de la relecture, satisfait, esthétiquement béat, un peu comme le héros du tableau d'Alfred Courmes, *Le Toucher*, qui nous accueille curieusement à l'entrée. Au-delà d'éventuelles discussions sur le bien-fondé de telle ou telle interprétation, il y a bien ici une volonté pédagogique de haut vol, la matière d'une thèse solide. L'exposition est non seulement magnifique mais très sérieusement structurée.

Aussi avait-il dû regarder avec



un demi-sourire le cruel insuccès de « La ville, art et architecture en Europe 1870-1933 », l'immense manifestation présentée, en 1994, par le Centre Pompidou. En ce moment initial se réfère l'exposition pour caler, par ricochet, le soixantième anniversaire de l'Exposition de 1937. A la fondation de la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, justement en 1930 ? Apparemment pas.

La crise de 1929 semble être, selon Jean-Louis Cohen, une meilleure

leur césure pour étudier cette période marquée à la fois par le « sursaut du retour à l'ordre », et par « la consolidation des problématiques modernes ». Autre thématique, bien illustrée elle aussi au Musée des monuments français : « la coexistence conflictuelle » de « stratégies régionalistes » en réaction « au modernisme radical » comme aux « thèmes fonctionnalistes ». Des partitions qu'on retrouve partout dans le monde, en Allemagne comme en France, en Italie et en Espagne comme en Angleterre, aux États-Unis ou en Russie. Y compris notamment la mobilité des architectes, spontanée ou forcée, prise entre les diverses formes du fascisme, du nazisme et du stalinisme, et à peine plus à l'aise dans les démocraties. Les salles sur « l'Expo » de 1937 sont à cet égard éloquentes.

En d'autres termes, la modernité n'est pas forcément de gauche, l'ordre monumental n'est pas l'apanage des fascistes, l'inspiration régionaliste ou traditionnelle ne relève pas de la seule réaction. Bref, l'histoire du siècle ne suit pas

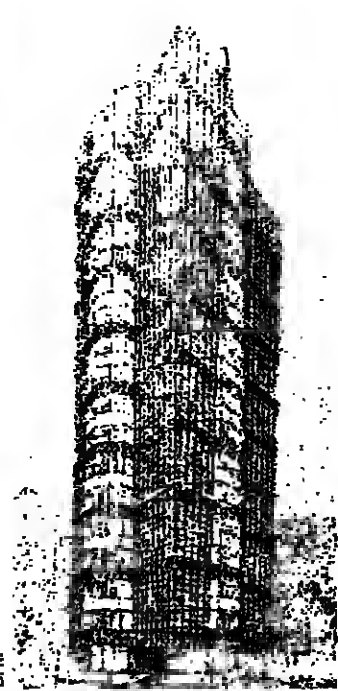
leur césure pour étudier cette période marquée à la fois par le « sursaut du retour à l'ordre », et par « la consolidation des problématiques modernes ». Autre thématique, bien illustrée elle aussi au Musée des monuments français : « la coexistence conflictuelle » de « stratégies régionalistes » en réaction « au modernisme radical » comme aux « thèmes fonctionnalistes ». Des partitions qu'on retrouve partout dans le monde, en Allemagne comme en France, en Italie et en Espagne comme en Angleterre, aux États-Unis ou en Russie. Y compris notamment la mobilité des architectes, spontanée ou forcée, prise entre les diverses formes du fascisme, du nazisme et du stalinisme, et à peine plus à l'aise dans les démocraties. Les salles sur « l'Expo » de 1937 sont à cet égard éloquentes.

En d'autres termes, la modernité n'est pas forcément de gauche, l'ordre monumental n'est pas l'apanage des fascistes, l'inspiration régionaliste ou traditionnelle ne relève pas de la seule réaction. Bref, l'histoire du siècle ne suit pas

une logique simple. Les avant-gardes, vainqueurs présumés, pas plus que les fonctionnalistes, n'ont toujours été des constructeurs patentés. Mais cela leur a laissé le temps d'écrire et parfois de penser. Seules constantes, avec leurs exceptions d'usage et leurs martyrs : l'opportunisme, ou une peur légitime.

Sans enfoncer le clou à l'excès, Cohen et son équipe tracent ainsi le portrait d'un architecte parfaitement absent, par ailleurs, sur les cimaises de « L'art face à l'histoire », l'actuelle exposition du Centre Pompidou. Et qui fut pourtant singulièrement présent durant ces années où croissent les totalitarismes. Mies Van der Rohe attend d'être sûr de ne pas correspondre à l'idéal nazi pour partir aux États-Unis en 1938. Gropius, lui, y est parti, via Londres, dès 1934. Le Corbusier de son côté offre ses services à Mussolini, après avoir flirté avec Staline et avant de tenter, vainement, de séduire Vichy. Hans Sharoun reste en Allemagne, attendant l'après-guerre pour se refaire une santé architecturale. Bruno Taut s'en va vers l'URSS en 1932, revient en 1933 en Allemagne, opte un temps pour le Japon et atterrit en Turquie en 1936. Hannes Meyer et quelques autres vont se perdre du côté de Moscou, Artek Sharon opte d'emblée pour la Palestine. Mendelsohn l'y rejoindra en 1939.

Ainsi va cette exposition attentive à l'architecture, à la réalité de ses significations, et faisant émerger ainsi un personnage trop souvent absent, parfois volontairement gommé par une histoire pressée : l'architecte. Attentive mais trop savante ? Pour suivre l'ensemble et comprendre la raison d'être des dessins exposés, il faut une solide culture architecturale. Il est préférable d'avoir lu ses classiques, d'avoir vu quelques expositions majeures, d'avoir ample-ment voyagé, et si possible noté ce qui est resté de l'ordre de l'utopie, ce qui a été construit. Car ce n'est qu'exceptionnellement qu'on apprend le sort véritable destiné à ces tracés de plume ou de gouache. Pour le Palais de Chaillot de Boileau, Carlu et Azema, pour celui de Tokyo, pour le Musée des



Ci-dessus : Frank Lloyd Wright, projet de tour Saint Mark, New York, 1928. (The Frank Lloyd Wright Archives, Scottsdale) **A gauche :** Giuseppe Samonà, projet de concours pour le Palazzo del Littorio, Rome, 1934. (Centro Studi e Archivio della comunicazione, università di Parma).

travaux publics de Perret (l'actuel Conseil économique et social), il est évidemment assez simple d'en constater la matérialité, comme pour le Rockefeller Center de New York. On devine aussi que le plan de Le Corbusier pour Paris n'ont dépassé les frontières de l'imaginaire, même si l'on en connaît la postérité et la fortune critique.

Si les choix sont majoritairement pertinents, Cohen évacue quelques repères qui auraient sans doute aidé : des dessins d'Alto, ou encore la Villa Mairea d'Alvarro Libera (1938-1942), traitée par le mépris. On aurait attendu une vague évocation sur la Villa Savoye de Le Corbusier, et un peu plus, peut-être, sur quelques édifices comme la Villa Cavrois (1932) de Mallet-Stevens, en complet abandon près de Lille, et dont le MMF, prévoyant comme un croque-mort, a commandé une maquette. Quant à l'ouvrage d'accompagnement, il est remarquable, bourré d'approches inhabituelles, mais totalement négligent sur sa fonction de catalogue. On pardonnera aux auteurs, car ils savent bien ce qu'ils écrivent.

Frédéric Edelmann

Maquettes géantes

Voici, essaiée en raison de sa taille au premier étage du Musée des monuments français (MMF), la maquette géante de la Maison de verre, rue Saint-Guillaume, achevée par Chareau en 1932. Au deuxième étage, l'exposition est saisissante. Ainsi, venue de Russie, une grande planche colorée de Melnikov pour le Commissariat du peuple à l'Industrie Lomde, place Rouge, à Moscou (1931). Ailleurs, des dessins en rafale d'Erich Mendelsohn, témoins de son émigration de Berlin vers Londres puis la Palestine ; d'autres de Hugh Ferriss, célébrant New York et l'Amérique.

L'immense modèle pour Broadacre City, la cité idéale façon Frank Lloyd Wright (1935), a voyagé jusqu'à Paris avec plusieurs dessins du maître, après avoir été montré trois ans au Musée d'Art moderne de New York... La même institution qui avait reculé l'architecte en 1932, avant de le réhabiliter parmi ses penseurs majeurs en 1944. Voici encore, issues du passé de Berlin, trois maquettes à la même échelle pour indiquer leurs tailles respectives : la porte de Brandebourg, le Reichstag, et le titanique projet pour le Hall du peuple (1939), dessiné par Speer. Et, bien sûr, son plan pour Berlin, « d'après les idées du Führer ».

Un patrimoine du XX^e siècle en danger

LE MUSÉE des monuments français (MMF), merveilleux palais de plâtre mais pure abstraction architecturale, avait conservé une vocation un peu bizarre. S'il n'y venait pas grand monde, il donnait aux amateurs éclairés un inoubliable vertige. En outre, il permettait de garder la trace d'un patrimoine rongé par la pollution, détruit par le feu, les bombes, l'indifférence.

Son nouveau conservateur, Guy Cogeval, soutenu par la direction du patrimoine, a eu quelques bonnes idées. En faire un lieu d'exposition (« Les Années 30 » témoigne de sa réussite) et l'actualiser, en ouvrant au XX^e siècle. Un pari difficile, coûteux et fondé sur des choix qui restent flous, sur des doctrines incertaines. En outre, il subsiste une déconnexion patente entre l'exaltation du patrimoine et son état réel. On le perçoit, exemple frappant, au traitement de la villa Cavrois de Mallet-Stevens, évoquée avec componction sur les cimaises de l'exposition. Or ce

chef-d'œuvre est en un parfait état d'abandon alors même qu'on se gargarise, à quelques pas de là, des prouesses d'Euralille.

Cela qui vaut pour la villa Cavrois vaut pour beaucoup d'œuvres de Mallet-Stevens. La villa de Noailles à Hyères, dont la restauration avait commencé, même si quelques spécialistes en contestent la qualité, attend vainement une nouvelle tranche de travaux. La rue Mallet-Stevens, à Paris, déjà mutilée en 1931, a failli faire l'objet d'une nouvelle intervention, qui vient d'être stoppée in extremis par un jugement du tribunal administratif, mais pour combien de temps ?

A Paris encore, les messageries d'Austerlitz, d'Eugène Freyssinet, restent menacées, comme, semble-t-il, le Pavillon de l'Aluminium de Prouvé, à Lille, ou la halle de Reims, sauvée naguère par une intervention de Jack Lang. Et si l'on a enfin restauré la Maison du peuple à Clichy (exposée au MMF), exem-

plaire prototype de Beaudouin, Lods et Frouvé, de lourdes menaces continuent de peser sur l'héritage du XX^e siècle.

PROTECTIONS

Que sauvegarder ? Avec quels moyens l'entretenir ? Faut-il restaurer, ou réhabiliter, voire modifier, pour certains grands ensembles récents ? Comment éviter que des villes comme Royan échappent à la spéculation faite de protection ? Le système de protection français, qui nous est pourtant généralement envié, est devenu de moins en moins pertinent. Les critères de classement ont perdu de leur évidence. Le ministère de la culture doit cesser de multiplier des protections qui l'engagent financièrement, alors que le budget du patrimoine se révèle en retrait d'un tiers en 1997.

Lorsque Mérimée crée le service des Monuments historiques, il pense églises romanes ou gothiques, puis le souci de conserva-

tion s'étendra jusqu'au XVIII^e siècle. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture de 1974 à 1976, conseillé par Bruno Foucart, fait une véritable révolution lorsqu'il étend au XIX^e siècle cette exigence de préservation. Seuls quelques édifices du XIX^e siècle sont jugés dignes de sollicitude. Cela peut paraître sage : nous manquons sans doute du recul nécessaire.

En outre, le XX^e siècle apparaît comme une époque avant tout destructrice et, de façon réductrice, comme un médiocre constructeur, producteur de ces grands ensembles qui, dans leur majorité, n'incitent pas à la moindre clémence. A côté d'un Dubousson, d'un Pingusson, d'un Pouillon et de quelques autres architectes, combien de démissionnaires de la qualité, de maladroits, de cyniques ? Chronostance aggravante, les procédés de construction, souvent innovateurs, se révèlent ne pas avoir une excessive pérennité : les toits-terrasses ne restent pas longtemps étanches, les ossatures et les menuiseries métalliques se découvrent des fragilités, et même le béton joue les mauvais garçons.

Dernier écueil : si les casseurs ont le pouvoir, les défenseurs du patrimoine n'ont guère de sens pédagogique. Il suffit que Prouvé ait participé à la conception d'une façade pour que s'ébranle une cohorte d'historiens. Les voici encore qui se portent au secours de Justeu, présenté comme un chef-d'œuvre d'Albert. C'est courir le risque de se couper de l'opinion publique, et donc de son soutien lorsqu'il faudra défendre des constructions autrement plus plaisantes.

F. E.

PRESENCES 97

FESTIVAL DE CRÉATION MUSICALE
MAISON DE RADIO FRANCE
CONCERTS GRATUITS 7-27 FÉVRIER



INFORMATIONS
— 01 42 20 42 20

Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis • CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

TGP Du 3 février au 16 mars 97

Mise en scène
Claude Régy

Maeterlinck
La Mort de Tintagiles

RESERVATION
01 48 13 70 00

Les concerts célébrant le bicentenaire de la naissance de Schubert ont commencé

Une création réussie à la Salle Pleyel ; un « hommage » désolant au Châtelet

Les premières créations commandées pour le bicentenaire de la naissance de Schubert offrent un aperçu des pratiques d'hybridation esthé-

tique en vogue aujourd'hui, désastreuses dans le cas des Russes Sofia Goubaidouline et Alexandre Voustine défendus par Gidon Kremer

au Théâtre du Châtelet, mais réjouissantes dans celui de l'Allemand Hans Werner Henze programmé par Marek Janowski à la Salle Pleyel.

Franz Schubert : Ouverture *im italieischen Stil*. Polonaise et si bémol majeur. Rondo en la majeur. Danses allemandes. *Konzerstück* en ré majeur. Sofia Goubaidouline : *Impromptu* pour flûte, violon et orchestre de chambre (création française).

Alexandre Voustine : Fantaisie pour violon et orchestre de chambre (création française). KREMERATA MUSICA : Gidon Kremer (violin), Irena Grafenauer (flûte), Deutsche Kammerphilharmonie Bremen, Rodrigo Blumenstock (direction). Théâtre du Châtelet, le 24 janvier.

Hans Werner Henze : *Erkölönig* (création mondiale). Franz Schubert : Symphonie n° 4 « Tragique ». Rosemonde de Chypre (extraits). Alban Berg : Concerto pour violon et orchestre. A la mémoire d'un ange. Christian Tetzlaff (violin). Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski. Salle Pleyel, le 31 janvier.

Les premiers hommages rendus à Schubert dans le cadre de la célébration du bicentenaire de sa naissance laissent à penser que la musique de l'illustre *Wanderer* risque plus de subir d'outrages détournements que de se découvrir une juste descendance.

On connaît, de longue date, l'attachement à Schubert du violoniste Gidon Kremer et, depuis peu, son admiration pour Piazzolla (*Le Monde* du 26 novembre 1996), considéré comme un proche parent de l'auteur de *La Symphonie inachevée*. Pourquoi avoir attendu alors les bis du concert donné au Châtelet pour mettre en correspondance ces deux créateurs nourris de musique populaire ? Présentées plus tôt dans le programme de la KREMERATA MUSICA, les pièces savoureuses du maître argentin auraient facilité le passage des indigestes commandes produites pour assurer la célébration de Schubert par les compositeurs contemporains.

L'*Impromptu* de Sofia Goubaidouline témoigne ainsi d'une rare impuissance à œuvrer sur

un matériau d'emprunt. Tandis que la flûte solo expose de manière récurrente une lumineuse suite d'arpèges provenant de l'*Impromptu* op. 90 n° 4 de Schubert, le violon qui lui est adjoint comme un miroir déformant et l'ensemble instrumental qui entoure les solistes d'une ombre granguinolesque s'attellent à une affligeante et primaire désagrégation du modèle. De quelques gouttes d'un grand cru de Schubert, Goubaidouline n'obtient donc (volontairement ?) qu'une mare de boue.

AU PLUS HAUT NIVEAU

Alexandre Voustine sacrifie aussi à cette symbolique du Paradis perdu mais sur un ton qu'il imagine spirituel. Si sa *Fantaisie*, qui se plait à jouer avec des éclats de célébrités schubertiennes (*La Truite*, bien sûr), procède d'une écriture bien plus diversifiée que celle de Goubaidouline, elle sombre dans les mêmes eaux postmodernes par manque de canalisation stylistique.

Le recyclage des thèmes et le brassage des esthétiques ont

constitué très tôt des préoccupations majeures pour Hans Werner Henze, notamment dans le domaine du théâtre musical et de l'opéra. Une telle expérience a indéniablement conditionné la réussite de son *Erkölönig*, brillante fantaisie sur l'immortel Roi des ourins de Schubert. L'œuvre semble débiter par l'implosion du lied de Schubert dont les éléments mélodiques, harmoniques, et surtout dramatiques, vont servir à une évocation strictement instrumentale du poème de Goethe.

Ouverte sous les meilleurs auspices avec cette création mondiale, la soirée consacrée à Schubert le jour de son anniversaire par Marek Janowski et l'Intrépide Orchestre philharmonique de Radio-France allait s'achever au plus haut niveau des relations musicales intemporelles par la grâce du jeune Christian Tetzlaff, soliste idéal du concerto *Ala mémoire d'un ange* qu'Alban Berg a jadis placé dans la perspective d'un choral de Bach.

Pierre Gervasoni

Le long voyage de Lev Dodine à travers la Russie contemporaine

« Frères et sœurs », huit heures de grand théâtre

FRÈRES ET SŒURS, d'après Fedor Abramov. Mise en scène : Lev Dodine. Avec la troupe du théâtre Maly de Saint-Petersbourg. ODÉON, place de l'Odéon, Paris 6^e. M. Odéon. Tél. : 01-44-41-36-36. Spectacle en russe surtitré, et en deux parties : première partie le 6 février à 20 heures, seconde le 7 à 20 heures. Intégrale les 8 et 9 à 16 heures. De 50 F à 250 F. Jusqu'au 9.

C'est la troisième fois que le spectacle de Lev Dodine *Frères et sœurs* est présenté à Paris. Invité par le Festival d'automne en 1988, il est revenu dans le cadre de la saison russe, en 1994. Cette année, il est accueilli par l'Odéon. Il y a maintenant douze ans que le spectacle a été créé à Saint-Petersbourg. Depuis, il a voyagé à travers le monde, où il est devenu le meilleur ambassadeur de la troupe de Dodine. C'est une saga sur la vie dans un village du nord de la Russie, de 1945 à 1950. Huit heures de spectacle, un éblouissement. Inspiré par un roman de Fedor Abramov, *La Chronique de Pekachino*.

« Frères et sœurs, consacrez-vous à la victoire sur l'ennemi, faites tout ce que vous pouvez pour écraser l'ennemi, le nazi allemand. » Cet appel fut lancé par Staline le 3 juillet 1941. Fedor Abramov (1928-1983) en a repris les trois premiers mots pour titrer la tétralogie qu'il a consacrée à son village natal, Verkola - le Pekachino du roman. C'est un village perdu dans l'immensité russe, au bord d'un fleuve. En 1941, les hommes sont au front, les femmes aux champs, à essayer de vaincre la faim. En 1945, les soldats reviennent. La guerre est finie, mais la paix ne s'accompagne pas de jours meilleurs. Il faut reconstruire le pays dévasté, produire, semer, récolter, à des cadences furieuses, avec toujours peu à se mettre sous la dent. Il faut aussi gérer les problèmes de pouvoir, éviter trop de drames dans la petite communauté kolchozienne si loin de Moscou et pourtant si près des diktats stalinien.

Frères et sœurs embrasse l'histoire de Pekachino avec une énergie saisissante. La simplicité du décor, l'exceptionnelle vitalité du jeu des comédiens, la beauté des gestes et de la lumière, la virtuosité des scènes de groupe : tout incite le spectateur à une attention jamais démentie. C'est du grand art, qui puise sa source dans la vie. Lev Dodine en témoigne.

« Nous avons créé ce spectacle en 1985, se souvient le metteur en scène. C'était le pire moment de la stagnation - l'époque de Tchernenko. On avait l'impression de mettre en scène notre présent. On était sans illusion sur les possibilités de changement. Mais en même temps on pensait que toute miette de vérité avait son importance. Chez nous, un proverbe dit que chaque goutte d'eau travaille la pierre. » Trois ans plus tard, la pierre est un peu pourrie. La preuve : le théâtre Maly est autorisé à venir jouer *Frères et sœurs* à Paris. La perestroïka s'annonce. « Je me souviens que les spectateurs regardaient cette Russie

qu'ils ne connaissaient pas avec étonnement, désarroi et peur. Même les plus cultivés n'arrivaient pas à croire que la situation était tragique à ce point-là. »

Quand le Maly retourne à Saint-Petersbourg, après sa tournée, les changements espérés adviennent. L'*Archipel du goulag*, de Soljenitsyne, est publié, la démocratie abat les statues. Un rêve ? Oui, pour Lev Dodine c'en fut un, mais dans le sens le plus restrictif. « Il s'est avéré que nous étions vraiment naïfs. Nous avons cru que la liberté allait résoudre tous les problèmes. C'était une illusion. En soixante-dix ans, le pouvoir soviétique a modifié la société d'une manière beaucoup plus importante que ce que nous pensions. La liberté a été proclamée par des gens qui en étaient privés depuis quatre ou cinq générations. C'était un peu la liberté des esclaves. »

1994 : *Frères et sœurs* vient pour la deuxième fois à Paris. Lev Dodine tient à présenter en même temps *Claustrophobia*, un spectacle qui parle des dangers de la fasciation de la société russe. Une double page de l'Histoire s'écrit

L'itinéraire d'un maître

Lev Dodine est né en 1945 en Sibérie, où sa mère médecin avait suivi son père géologue. Il a grandi à Leningrad, où il s'est initié au théâtre avec un ancien élève de Stanislavski. En 1963, il a pris la direction du Maly - « le petit théâtre de drame » sur les bords de la Néva -, dont il a fait une scène-phare. Lev Dodine est un maître dans la grande tradition du théâtre : directeur de troupe, metteur en scène, pédagogue. En France, où il est venu pour la première fois en 1988, il a présenté *Frères et sœurs*, *Gaudamus*, *Claustrophobia*. Les *Étoiles dans le ciel matinal* et *La Cerisaie*. Il travaille actuellement à une mise en scène de *Platonov*, de Tchekhov, qui sera présentée en juillet à Weimar.

sur scène - celle qui annonce la lutte entre le communisme et l'extrême droite. « En 1988, nous avions l'impression de montrer un peu de notre passé. En 1994, on avait le sentiment de mettre en scène notre avenir - et ce sentiment se confirme aujourd'hui. Depuis douze ans, on vit avec l'idée que chaque jour risque d'être fatal. Chaque jour, on nous dit qu'il faut tenir le coup, attendre un peu, que tout va s'arranger. Et, chaque jour, on lit dans les journaux des nouvelles plus alarmantes. »

Ainsi, *Frères et sœurs* traverse le temps de l'URSS à la Russie, depuis 1985. Lev Dodine et son théâtre Maly, quant à eux, poursuivent leur route, avec les difficultés financières qu'on peut imaginer. Ils sont soixante-cinq dans la troupe, dont dix-huit jeunes comédiens que Georges Lavaudant a dirigés dans *Reflets*, une belle version russe de son spectacle *Lumières* - créé à Saint-Petersbourg en 1995 - jouée lundi 3 février à l'Odéon.

Brigitte Salino

DANS LES THÉÂTRES

KINKALI D'Arnaud Bedouet. Mise en scène : Philippe Adrien. Avec Jean-Yves Chatalets, Umban U. Ksét, Félicité Wouassi, Thierry Frémont, Jean-Paul Roussillon, Martine Keller. THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, 20^e. M. Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 h 30. 160 F. Jusqu'au 2 mars.

Un bistrot de brousse, au « Bosamba ». Le tenancier, français, vieill accro des tropiques, loue trois chambres sans eau. Les clients - un médecin humanitaire qui agit seul, un attaché de notre ambassade et une voyageuse floue - sont réceus dans l'écœlante de torchis du bistrot par des militaires qui massacrent dehors. La pièce, *Kinkali*, n'est qu'ordres et contrordres dictés aux otages : partiront, partiront pas, suspense. L'auteur, Arnaud Bedouet, connaît d'expérience l'Afrique. Et comme tout un chacun il sait ce qui se passe. Le médecin à l'attaché : « Vous soutenez à bout de bras une dictature qui se fout des droits de l'homme. » L'attaché au médecin : « La France apporte son aide au gouvernement légitime... » Les comédiens, de première grandeur, sont parfaitement justes. L'écart de conduite appartient au metteur en scène, Philippe Adrien, qui s'emploie soigneusement à faire basculer tout cela dans une parodie pince-sans-rire. M. C.

AU SUD,
il y a un leader
très écouté !



1 666 000 auditeurs sur les 3 U.D.A.
Sud : c'est une progression de plus de 15 % pour RMC. Avec 9 % de part d'audience, RMC est le leader incontesté des radios commerciales sur le



Grand Sud, loin devant RTL (6,4 %), NRJ (6,2 %) et Sud Radio (4,3 %). Aujourd'hui comme jamais, au bord de la Méditerranée, le soleil brille plus fort et tout baigne !

L'outil radio pour parler aux adultes.

Quarante sculptures et vendues à la foire

Entreposant ses œuvres... On les a « démen-... au Châtelet et soldes à...

Le monde (PS)

de Grégoire.

Suzanne

Maurel-Chord.

« Pour les gens

du pays, c'était

de la ferraille

qui restait

aux quatre vents

depuis des années »

CONCERTS

CHATELET

15 février à 20h30
16 février à 20h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

16 février à 16h30

CHATELET

15 février à 20h30
16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

16 février à 20h30

(portraits, identités, reportages), e est réinventé sous la direction du scénographe Jean-Paul Augry et de l'ethnologue Jean-François Werner, qui devrait débattre publiquement avec le portraitiste le 4 février à 13 h 30. On trouvera aussi les bébés et leurs mères fantômes d'Adama Kouyaté (Mali), les élégants de Kéléigui Kouté (Mali), et de curieux portraits éthiopiens (visages noirs et masques blancs), obéissant aux codes définis par les studios européens.

UNE SOIRÉE À PARIS

élevé difficile de déloger les gangsters avec des fleurs. Aujourd'hui, De La Soul est revenu à un classicisme plus sobre et percutant.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e, M^e Porte-de-Pantin.
20 h 30, le 4 février.
Tél.: 01-42-00-14-14, 150 F.

Georges Chelon
Fère prodigue, Morte saison, Sampa... Georges Chelon a essayé au fil du temps quelques chansons tendres et mélancoliques qui ne s'oublient pas. On le croyait hors piste, le volci qui réapparait. Première partie : Nicolas Villard. Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier, 20 heures, les 4, 5, 6, 7 et 8 février.
Tél.: 01-42-36-37-27, 90 F.

Itamar Chelon (piano), Shlomo Mintz (violin), Matt Halmovitz (violoncelle)
Trio d'apparat, trio de solistes (exactement ce qu'il faut) pour l'intégrale des compositions de Beethoven pour violon, violoncelle et piano. Une mine de chefs-d'œuvre que l'on ne se lasse jamais d'explorer.

Auditorium du Palais, accès par la Pyramide, Paris 1^{er}, M^e Louvre Palais-Royal, 20 heures, le 3 février.
Tél.: 01-40-20-52-52, 130 F.

David Lyrx
Diederik Wissels Quartet. Une découverte en 1996 de voisins du jazz belge qui, outre-Québécois, sont de longues dates des avanturiers réputés : le chanteur David Lyrx (qui vient de collaborer avec Claude Barthélemy) associé à l'excellente formation du pianiste Diederik Wissels. Un ton, une poésie, une originalité qui renouvellent le genre.

Centre Wolinco-Bruxelles, 46, rue Quinconce, Paris 4^e, M^e Rambuteau, 20 h 30, les 3 et 4 février.
Tél.: 01-53-01-96-96.
De 30 F à 110 F.

NOUVEAUX FILMS

14: réversion: 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50; réversion: 01-40-30-20-10); Miramar, 14^e (01-39-17-10-40; réversion: 01-40-30-20-10); 15^e (01-41-26-99-11; réversion: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27; réversion: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, 16^e (01-42-24-24-64; réversion: 01-40-30-20-10); UGC Mollat, 17^e; Pathe Wepler, 18^e (réversion: 01-40-30-20-10); 19^e (01-40-30-20-10); 18^e (réversion: 01-40-30-20-10); 14 Juliette-sur-Seine, 19^e (réversion: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, 20^e (01-45-36-10-96; réversion: 01-40-30-20-10).

FANTÔMES CINE-CLUB FANTÔMES (*)
Film de Michel de Nothalde
VO : UGC Cine-club les Halles, 17^e; 14 Juliette Dodeo, 6^e (01-43-25-59-83; réversion: 01-40-30-20-10); Gaumont Mergimey, 8^e (réversion: 01-40-30-20-10); George-V, 8^e; La Bastille, 1^e (01-43-07-48-60).

GHOST IN THE SHELL
Film de Mamoru Oshii
VO : UGC Cine-club les Halles, 17^e; UGC Cine-club les Halles, 17^e; Rex, 2^e (01-39-17-10-00); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; George-V, 8^e.

JOURNAL D'UN VIEU
Film italien de Marco Ferreri
VO : 14 Juliette Beaubourg, 3^e (réversion: 01-40-30-20-10); Action Française, 6^e (01-43-29-11-30).

LOOKING FOR RICHARD
Film américain de John Pacino
Gr: UGC Cine-club les Halles, 17^e; Rex, 2^e; Action, 5^e (01-43-29-44-40); UGC Triomphe, 8^e.

LES « LUMIÈRE » DE BERLIN
Film allemand de Wim Wenders
VO : L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80; réversion: 01-40-30-20-10).

CLASSIQUE

20 mars, Paris 9^e, M^{le} Rue-Montmartre.
 20 h 30, le 3 février. Tél. : 01-48-24-16-
 97. De 90 F à 200 F
 Riccardo Rollé (soprano).
 Ensemble la Vivaldiane
 Œuvres de Vivaldi et Corelli.
 Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, Paris 8^e, M^{le} Miromesnil, 20 h 30, le 3 février.
 Tél. : 01-49-53-05-07. De 195 F à 500 F
 Bruno Rossé (Hôte).
 Yves Henry (piano)
 Œuvres de Beethoven, Togni, Roussel
 Doppler, Schumann et Martinu.
 Les Halles-L'Auditorium, 5, porte
 Saint-Eustache, Paris 4^e, M^{le} Châtelet
 les Halles, 20 h 30, le 3 février. Tél. : 01-
 42-36-13-90. De 60 F à 120 F

JEUDI 6 FÉVRIER
Quintette vocal Carus
 Œuvres de Schubert, Schumann, V.
 Dvorak, Grieg, Mendelssohn et Siloti
 Auditorium du Louvre, accès par la

TOUS LES FILMS PARIS/PRO
3615 LEMON
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23

VENDREDI 7 FÉVRIER
Pelléas et Mélisande
de Debussy. Russell Braun (Pelléas), Suzanne Mientzer (Mélisande), José Van Dam (Golaud), Victor von Halem (Arkel), Felicity Palmer (Généviève), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris. James Conlon (direction), Robert Wilson (mise en scène).
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 8. M. Opéra. 19 h 30, les 7, 10, 15, 19 et 21 février, jusqu'au 2 mars. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

SAMEDI 8 FÉVRIER
Marc-André Hamelin (piano)
 Dussek : *Sonate pour piano* « Retour à Paris ».
 Moscheles : *Rondo brillant* « Les Charmes de Paris ».
 Alkan-Bethoven : *Concerto pour piano et orchestre* n° 3, 1^{er} mouvement.
 Liszt : *Hexameron*, grandes variations sur « La Marche des puritains » de Bellini.
 Conservatoire national d'art dramatique

DIMANCHE 9 FÉVRIER
 François-René Duchabale,
 Jean-Claude Pennetier (piano)
 Schubert : Fantaisie pour piano
 quatre mains D 940, Sonate pour
 piano à quatre mains D 812.
 Théâtre des Champs-Élysées, 15, e
 rue Montaigne, Paris 8, 9^h M.
 Merceau, 11 heures, le 9 février. 7
 07-49-52-50, 50, 100 F.
 André Lucchesini (piano)
 Berlioz : Six Encores, Sequenza IV,
 Busso : Etudes pour piano. Livret
 naité pour piano.
 Maison de Radio-France, 116, avenue
 du Président-Kennedy, Paris
 16^e Persy, 16 heures, le 9 février.

JAZZ
Philippe de Pressac Quartet
Caveau de la Huchette, 5, rue de
Catherine, Paris 3^e. M^p Saint-Mi-
21 h 30, les 3, 6 et 5 février. Tél.: 2-
26-65-05. D 40 F à 70 F.
Benny Golson Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e.
M^p Saint-Germain-des-Près, 22 h.
3 février. Tél.: 01-43-26-60-10.
120 F à 150 F.
Eric Le Lann Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue de
Bardas, Paris 1^{er}. M^p Châtelet, 22 h.
3 février. Tél.: 01-42-33-22-88. Lo-
Fnac, Virgine, De 70 F à 100 F.
« Les Altitudes du jazz »
Dix-sept clubs de jazz présenteront
artistes en duo en parallèle à la
15 minutes.

COMPAGNIE DE F/mn)
campagne une sélection de 1
quatre références. Noël Akchou
pour Neto (le 4 février); Olym
phon pour Pee Wee (le 5);
Colin Trio pour In Situ (le 6)
François Canape Trio pour Hapi
Bertrand Renaudin Quartet p
Productions (le 12); Thullier Br

Joe Lee Wilson Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}
M^o Châtelet. 22 heures, le 9 février.
Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

ROCK
WASP
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. M^{me} Pigelle. 19 h 30, 4 février. Tél. : 01-44-92-77-66. 121 F.

24-58-44-66. 216 r.
Nol Dédé
Zénith, 1^{er}, avenue Jean-Jaures,
Porte-de-Pantin. 19 h 30
6 février. Tél. : 01-42-08-00-00.
Morcheaba
Le Divan du monde, 75, rue des
tyrs. 9^{ème} P. M. Pigalle. 19 h 30
7 février. Tél. : 01-44-92-77-66. 121
Backstreet Boys
Zénith, 1^{er}, avenue Jean-Jaures,
Porte-de-Pantin. 20 heures
8 février. Tél. : 01-42-08-00-00. 165
Ricky Amigos
New Morning, 7-9, rue des Pe
Ecuries. Paris 10^{ème}. M^o Château-d
20 h 30, le 8 février. Tél. : 105-4
41. Location Franc, Virgin. 100-5
Amok, Odeon et les Puch
Paris (93). Le Cadran, 3, rue
Denis. 21 heures, le 8 février. Tél
47-34-30-17. 50 f.

Zig Zouin
Point d'Orgue, 7, rue Sainte-Croix-la-Bretonnerie, Paris 6^e, M^o Hôtel de Ville, 20 heures, les 3, 4, 10, 11, 18 février, jusqu'à 25 février. Tél. 42-78-67.03. 80 F

France Loe
La Pépinière Opéra, 7, rue Louis Grand, Paris 8^e, M^o Opéra. 19 heures les 4, 5, 6, 7 et 8 février. Tél. 01-44-16. 100 F

Henri Tachon
Théâtre de Dix Heures, 35, boulevard de Cligny, Paris 18^e, M^o Pigalle. 21 heures les 4, 5, 6, 7, 8 et 11 février, jusqu'à 18 février. Tél. : 01-46-06-10-17. 140 F

Soukainem
Théâtre Marigny, Carré Marigny, 8^e, M^o Champs-Élysées-Clemenceau

21 heures, les 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 18 février; 17 heures, le 16 février, jusqu'au 30 mars. Tarifs: 42-25-20-74. Location Fnac, Virginie Denis, 120 F à 150 F.

Brigitte Comar
Le Loup du faubourg, 21, rue du Faubourg, Paris 17^e. M^o Bastille. 18

MUSIQUE DU MONDE

Antonio Placer
Espace Héribert, 8, rue de la Harpe, Paris 5.
Le 6 février, 20 h 30. Les 4, 5, 6, 7 et 8 février. Tél. : 01-43-29-86-51.
80 F

Bevinada
La Chapelle des Lombards 19, rue de Lappe, Paris 11e.
Le 6 février, 20 h 30. Les 4, 5, 6, 7 et 8 février, jusqu'à 13 février. Tél. : 01-43-27-24-70 F.

Mouria Haidi
Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15e.
Le 6 février, 17 h. Tél. : 01-45-54-95-31, 80 F

Tao Ravo
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e.
Le 6 février, 21 h. Tél. : 01-47-97-22-22. En trée libre.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^{me} Châtelet. 17 heures, le 8 et 9 février. Tél. : 01-42-74-22-77. 90

DANSE

20 h 30, les 4 et 5 février. Tél. : 01-
27-81-15. 230 F.
Georges Appaix
Je ne sais quoi.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la
Vierge, Paris 11^e. M^o Bastille, Volta

De 30 à 3500 :
Odile Duboc
Les Arts
Centre Georges-Pompidou, rue
buteau, Paris 4, 14^e Rambut
20 h 30, les 5 et 6 février. Tél. :
78-13-15. 90 F
Compagnie DCA
Philippe Decouttél : Decodex
Bolgry (93), Maison de la cultu
de la danse, 30, rue de la
7 février. Tél. : 40-60-72-72, 140 F
Troupe soudanaise de danses
populaires
Musique et danse traditionnelle
Soudan.
Institut du monde arabe, 1, rue
Fossé-Saint-Bernard, Paris 5, 14^e
de la danse, 30, rue de la
40-57-38, 37. Location Fnac. De
100 F
Compagnie la Ronde,
Compagnie Tanzplantation

[illegible]

Compagnie Bouvier-Obadia
Welcome to Paradise.
Centre Georges-Pompidou, rue
bureau, Paris 4^e. M^{re} Remb
20 h 30, le 8 février. Tél. : 01-4
15. 90 F.

(continued from page 6)

4000

... ..

Ro-
ire.

am-
e.u.
-44-

re, 1,
6 et
F.

es du

des-
: 01-
00 F à

La Grande

RAM-
TEAU.
-78-13-

[illegible]

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice".

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Du coup, les choses se mêlent de tout jusqu'au détail d'un costume.

Bretagne se met

2. Lawrence, Herbert
 1. 1904-1968
 2. 1904-1968
 3. 1904-1968
 4. 1904-1968
 5. 1904-1968
 6. 1904-1968
 7. 1904-1968
 8. 1904-1968
 9. 1904-1968
 10. 1904-1968
 11. 1904-1968
 12. 1904-1968
 13. 1904-1968
 14. 1904-1968
 15. 1904-1968
 16. 1904-1968
 17. 1904-1968
 18. 1904-1968
 19. 1904-1968
 20. 1904-1968
 21. 1904-1968
 22. 1904-1968
 23. 1904-1968
 24. 1904-1968
 25. 1904-1968
 26. 1904-1968
 27. 1904-1968
 28. 1904-1968
 29. 1904-1968
 30. 1904-1968
 31. 1904-1968
 32. 1904-1968
 33. 1904-1968
 34. 1904-1968
 35. 1904-1968
 36. 1904-1968
 37. 1904-1968
 38. 1904-1968
 39. 1904-1968
 40. 1904-1968
 41. 1904-1968
 42. 1904-1968
 43. 1904-1968
 44. 1904-1968
 45. 1904-1968
 46. 1904-1968
 47. 1904-1968
 48. 1904-1968
 49. 1904-1968
 50. 1904-1968
 51. 1904-1968
 52. 1904-1968
 53. 1904-1968
 54. 1904-1968
 55. 1904-1968
 56. 1904-1968
 57. 1904-1968
 58. 1904-1968
 59. 1904-1968
 60. 1904-1968
 61. 1904-1968
 62. 1904-1968
 63. 1904-1968
 64. 1904-1968
 65. 1904-1968
 66. 1904-1968
 67. 1904-1968
 68. 1904-1968
 69. 1904-1968
 70. 1904-1968
 71. 1904-1968
 72. 1904-1968
 73. 1904-1968
 74. 1904-1968
 75. 1904-1968
 76. 1904-1968
 77. 1904-1968
 78. 1904-1968
 79. 1904-1968
 80. 1904-1968
 81. 1904-1968
 82. 1904-1968
 83. 1904-1968
 84. 1904-1968
 85. 1904-1968
 86. 1904-1968
 87. 1904-1968
 88. 1904-1968
 89. 1904-1968
 90. 1904-1968
 91. 1904-1968
 92. 1904-1968
 93. 1904-1968
 94. 1904-1968
 95. 1904-1968
 96. 1904-1968
 97. 1904-1968
 98. 1904-1968
 99. 1904-1968
 100. 1904-1968
 101. 1904-1968
 102. 1904-1968
 103. 1904-1968
 104. 1904-1968
 105. 1904-1968
 106. 1904-1968
 107. 1904-1968
 108. 1904-1968
 109. 1904-1968
 110. 1904-1968
 111. 1904-1968
 112. 1904-1968
 113. 1904-1968
 114. 1904-1968
 115. 1904-1968
 116. 1904-1968
 117. 1904-1968
 118. 1904-1968
 119. 1904-1968
 120. 1904-1968
 121. 1904-1968
 122. 1904-1968
 123. 1904-1968
 124. 1904-1968
 125. 1904-1968
 126. 1904-1968
 127. 1904-1968
 128. 1904-1968
 129. 1904-1968
 130. 1904-1968
 131. 1904-1968
 132. 1904-1968
 133. 1904-1968
 134. 1904-1968
 135. 1904-1968
 136. 1904-1968
 137. 1904-1968
 138. 1904-1968
 139. 1904-1968
 140. 1904-1968
 141. 1904-1968
 142. 1904-1968
 143. 1904-1968
 144. 1904-1968
 145. 1904-1968
 146. 1904-1968
 147. 1904-1968
 148. 1904-1968
 149. 1904-1968
 150. 1904-1968
 151. 1904-1968
 152. 1904-1968
 153. 1904-1968
 154. 1904-1968
 155. 1904-1968
 156. 1904-1968
 157. 1904-1968
 158. 1904-1968
 159. 1904-1968
 160. 1904-1968
 161. 1904-1968
 162. 1904-1968
 163. 1904-1968
 164. 1904-1968
 165. 1904-1968
 166. 1904-1968
 167. 1904-1968
 168. 1904-1968
 169. 1904-1968
 170. 1904-1968
 171. 1904-1968
 172. 1904-1968
 173. 1904-1968
 174. 1904-1968
 175. 19

HI

2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2808 2809 2810 2811 2812 2813 2814 2815 2816

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

AUDIOVISUEL La Compagnie générale des eaux (CGE) et Havas ont confirmé, lundi 3 février dans un communiqué, les discussions qu'ils mènent sur Canal Plus. ● LA CGE ap-

porte à Havas sa participation dans Canal Plus, faisant ainsi du groupe de Pierre Dautier l'actionnaire de référence de la chaîne cryptée, avec plus de 40 % des parts aujourd'hui

et près de 40 % après la fusion de Canal Plus avec NetHold, prévue au printemps. ● EN ÉCHANGE, la CGE devrait souscrire à une augmentation de capital réservée qui lui per-

mettra de devenir l'actionnaire de référence d'Havas, d'autant que la CGE devrait également racheter une partie des actions détenues par Alcatel Alsthom. ● L'OPÉRATION,

considérée avec bienveillance par la CLT et Albert Frère, traduit la montée en puissance de Jean-Marie Messier, patron de la CGE, dans l'audiovisuel français.

La Générale des eaux et Havas confirment leurs discussions sur Canal Plus

Le groupe de Pierre Dautier deviendrait l'actionnaire principal de la chaîne cryptée en rachetant les parts de la CGE. Celle-ci, en échange, se positionnerait comme actionnaire de référence d'Havas, notamment en reprenant des actions détenues par Alcatel Alsthom

HAVAS est en train de vivre une date-clé de sa longue histoire et l'une des plus importantes depuis sa privatisation, en 1987. La Générale des eaux s'apprête en effet à devenir le premier actionnaire du groupe de Pierre Dautier, alors qu'elle en détient aujourd'hui 2,7 %.

Dans un communiqué commun diffusé lundi 3 février, les deux groupes « confirment l'existence de discussions qu'ils mènent au sujet de leurs participations dans l'audiovisuel, et essentiellement dans Canal Plus. Les valeurs ou parts retenues pour cette opération seront fondées sur des critères notamment boursiers, basés sur les cours d'avant le 1^{er} février ».

Les résultats de ces négociations seront soumis à l'approbation des

conseils d'administration des deux sociétés, prévus le 6 février, précise le communiqué. D'ici là, les deux groupes se refusent à tout commentaire sur un schéma jugé « plausible » par plusieurs protagonistes. « Si les parties concernées sont d'accord, rien ne devrait empêcher ce schéma », note un proche du dossier.

Le scénario a été principalement mis au point par le PDG de la Générale des eaux (CGE), Jean-Marie Messier. La Générale des eaux apporte à Havas sa participation dans Canal Plus, faisant ainsi du groupe de Pierre Dautier l'actionnaire de référence de la chaîne cryptée, avec plus de 40 % des parts aujourd'hui et près de 40 % après la fusion de Canal Plus avec

NetHold, qui diluera les participa-

tions des deux groupes. Le retrait de la CGE devrait se faire avant cette fusion, prévue au printemps. En échange, la CGE souscrira à une augmentation de capital réservée qui lui permettra de devenir le premier actionnaire d'Havas, car la CGE devrait également racheter une partie des actions d'Alcatel-Alsthom dans le groupe de Pierre Dautier. Depuis qu'il a cédé sa filiale presse et édition à Havas contre 21,2 % du capital de la société, le PDG d'Alcatel-Alsthom, Serge Tchuruk, ne cachait pas son désir de se retirer de cette participation non-stratégique qui ne lui rapportait pas grand chose. Le dispositif est regardé avec bienveillance par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Albert Frère.



La part d'Alcatel Alsthom devrait diminuer jusqu'à 10 % et la CGE deviendrait l'actionnaire de référence avec plus de 20 %.

Un vieux projet

Le projet d'entrer dans le capital d'Havas n'est pas nouveau pour la Générale des eaux. Au début des années 90, Guy Dejonan, ex-président de la compagnie, avait déjà caressé l'idée de devenir le grand actionnaire du groupe, en apportant, déjà, ses titres Canal Plus. Cela lui aurait notamment permis d'asseoir définitivement son emprise sur la chaîne de télévision, qui est l'une des principales contributions au bénéfice de la Générale des eaux. Mais le schéma n'avait pas abouti.

L'idée semblait même avoir été abandonnée. Dans un communiqué en mai 1996, la Générale des eaux affirmait n'avoir « ni intérêt, ni le souhait, ni la volonté de renforcer sa position ou son influence auprès du groupe Havas dont les activités dépassent très largement le cœur de la stratégie de la Générale des eaux, limitée aux images ».

STRATÉGIE CLARIFIÉE

Havas « clarifie » ainsi sa stratégie dans l'audiovisuel, selon la volonté de Pierre Dautier, en faisant de Canal Plus une filiale à part entière d'Havas. La nomination de Jean Stock au poste de directeur de l'audiovisuel, chargé des investissements d'Havas dans le secteur, s'inscrit aussi dans cette stratégie (Le Monde daté des 2 et 3 février).

La volonté du groupe de Pierre Dautier d'apparaître comme un vrai groupe industriel, et non plus comme un conglomérat de diffé-

rents métiers, est à la base de ces opérations. Mais jusqu'à présent, les résultats de cette stratégie étaient jugés insuffisants. Les marchés financiers attendaient depuis longtemps un signe de la part d'Havas. Le cours du groupe s'en ressentait : il s'est stabilisé actuellement aux alentours de 400 francs, alors qu'il dépassait allégrement les 500 francs au début des années 90. Une montée dans Canal Plus est conforme à la volonté de Pierre Dautier d'accroître le contrôle de la maison-mère sur ses filiales. C'est ce qu'il vient de faire avec CEP Communication

(Le Monde daté des 2 et 3 février) et ce qu'il a fait avec Havas Advertising et Avenir Médias communication.

En octobre 1996, Pierre Lescure, PDG de la chaîne cryptée avait appelé à une « simplification du capital d'Havas ». Aux dires du PDG de Canal Plus, trop de groupes étaient présents dans le tour de table du groupe présidé par Pierre Dautier. Avec la fusion Canal Plus/NetHold et la dilution de l'ensemble des actionnaires de la chaîne cryptée, Pierre Lescure avait semblé asseoir son autonomie à la tête de la chaîne. Le fon-

dateur de Canal Plus, André Rousselet, a toujours veillé à ce que la part d'Havas n'excède pas les 20 %. Il y a deux ans, Pierre Dautier aurait un moment envisagé le remplacement de Pierre Lescure (Le Monde du 18 mai 1995). Enfin NetHold perd sa position d'arbitre du tour de table de Canal Plus.

Or, Pierre Dautier a longtemps considéré avec bienveillance l'augmentation de la part de la Générale des eaux dans Havas. Il juge en effet que le capital d'Havas ne doit pas être trop fragmenté et que la société doit pouvoir s'appuyer sur des partenariats industriels solides.

NOMINATION D'UN « PONS Lourd »

La Générale des eaux, avec laquelle Havas est associé dans la reprise de la Société française de production (SFP), était un allié privilégié. Havas pourrait être transformé en société anonyme avec conseil de surveillance et directeur.

Pierre Dautier pourrait présider la production de surveillance, tandis qu'un « pons lourd » serait nommé à la tête du directoire. En raison du poids qu'aura ce secteur dans son groupe, Jean-Marie Messier devient ainsi un acteur incontournable de l'audiovisuel français.

Guy Dutheil et Alain Salles

Les réalisateurs et les comédiens se plaignent de l'influence des diffuseurs sur la production télévisée

« BRAVO ! », « quel courage ! » : les déclarations de la réalisatrice Pascale Ferran, lors de la cérémonie des 7 d'or (Le Monde du 29 janvier), selon lesquelles existaient des « listes blanches » de réalisateurs, comédiens et techniciens bannis de travailler dans les grandes chaînes, ont fait mouche dans le milieu de la production audiovisuelle.

Si la formulation par écrit de ces listes n'est pas avérée, les propos de Pascale Ferran ont, apparemment, révélé un malaise réel. « C'était une façon de dire : on en a marre des carcans et des recettes », commente Dominique Lancelot, scénariste. Du réalisateur au comédien, beaucoup se plaignent de l'influence que les diffuseurs – principalement TF1, France 2 et France 3 –, exercent sur la production et la création, au nom de la rentabilité économique et des exigences de l'audimat.

« Avec des budgets réduits et des tournages dont la durée est limitée à dix-huit ou vingt-deux jours, les sociétés de production et les chaînes de télévision limitent les risques. Elles recourent à des réalisateurs dont elles sont certains de l'expérience et de l'opacité de faire ce qui correspond aux critères de l'audimat et à l'image de la chaîne », commente Luc Béraud, vice-président de la Société des réalisateurs de films. Rythmes rapides qui donnent l'impression de zapper à l'intérieur d'un film, choix des acteurs « choucoubs » des télé-spectateurs : autant de recettes qui assurent une bonne audience.

« Pour les films diffusés en début de soirée, il faut que tout soit aseptisé. Du coup, les chaînes se mélangent de tout, jusqu'au détail d'un costume », assure Catherine Almeras, du Syndicat des artistes. Tel scénariste se plaint qu'on lui

ait demandé de modifier son histoire afin de supprimer l'adultère prévu entre les héros. On raconte aussi qu'un comédien dont on trouvait l'accent étranger trop prononcé a été doublé afin de le rendre plus facile à comprendre par « le ménage de moins de cinquante ans » lorsqu'elle finit de ranger sa cuisine tout en s'occupant du coucher des enfants. Derrière chaque créateur, le diffuseur est là pour rappeler qu'« il faut en permanence penser au public ».

« Pour les films de début de soirée, il faut que tout soit aseptisé. Du coup, les chaînes se mélangent de tout, jusqu'au détail d'un costume »

Les comédiens semblent être les plus pénalisés par ce système. Pour des raisons évidentes, leurs agents refusent de citer des exemples qui risqueraient de nuire à la carrière de leurs poulains. Mais beaucoup s'amuse à repérer que tel ou tel apparaît en tête de distribution de plusieurs téléfilms. Ce serait le signe qu'il (ou elle) est bien placé(e) sur les « listes ». « Les critères de notoriété ne sont pas les mêmes au cinéma et à la télévi-

sion », note un réalisateur. D'autant que la télévision fabrique ses propres vedettes. Trois des lauréats des 7 d'or – Véronique Genest, Gérard Klein et Corinne Touzet – en sont des exemples.

« Tout cela ne correspond pas à la réalité. J'ai toujours fait travailler qui j'ai voulu, notamment des réalisateurs et des comédiens totalement inconnus. Les seules listes qui existent sont celles des mauvais », assure Pierre Grimblat, PDG de Hamster Productions, producteur de « Navarro », « L'instinct », etc. Il cite l'exemple de Pascale Dallet, une jeune réalisatrice à laquelle il a confié un épisode de « L'instinct » alors qu'elle n'avait été qu'assistante. Mais il reconnaît aussi que la taille importante de son agence lui donne les moyens « de guider » les moins expérimentés. Et donc de limiter les risques.

Les scénaristes, eux aussi, ont quelques états d'âme. Plusieurs d'entre eux, proches de TF1, sont en train d'essayer de monter une société de production qui se veut un « pool de créativité » permettant d'assurer la direction artistique d'une production et de « redonner son importance au texte ». Une initiative dirigée contre le pouvoir des réalisateurs.

Des plus révoltés qui considèrent que la « normativité est terrifiante », aux plus modérés qui admettent que « les chaînes font ce qu'elles veulent avec leur argent », la plupart des réalisateurs ou des représentants des comédiens soulignent que le système pose la question du renouvellement et de la formation des nouvelles générations. Ils espèrent que les nouveaux modes de diffusion offriront aux créateurs « la possibilité de faire autre chose ».

Françoise Chivot

La Grande-Bretagne se met à la télévision numérique

LONDRES

de notre correspondant

La télévision numérique a fait son entrée dans le paysage audiovisuel britannique, vendredi 31 janvier, avec l'alliance-surprise des quatre grands du petit écran.

Les deux principales compagnies privées de télévision, Carlton et Granada, se sont associées avec BSkyB, bouquet satellitaire contrôlé par Rupert Murdoch, et avec la BBC, pour obtenir la nouvelle concession de trente canaux numériques qui seront attribués cette année. Ils ont créé un consortium, British Digital Broadcasting (BDB), qui vient de présenter son dossier à la Commission indépendante de la télévision (ITC).

BDB fait face à deux concurrents

D'une part, Digital Television Network, contrôlé par CableTel, qui gère le troisième réseau câblé britannique ; il se propose de créer une télévision interactive liée à Internet. D'autre part, la chaîne régionale en langue galloise, S4C, qui aurait le soutien d'ITN et du groupe de l'Américain Ted Turner, Turner Broadcasting System Ltd.

DÉVELOPPEMENT « EXCITANT »

L'alliance des quatre géants a pris tout le monde par surprise, étant donné leurs rivalités. Chacun d'eux avait sans doute besoin des autres. Carlton et Granada souhaitaient avoir accès au décodeur développé par BSkyB

qui, pour sa part, souhaitait quitter son ghetto du câble et du satellite – dans un pays câblé à 25 % seulement – pour accéder directement aux petits écrans du grand public.

Quant à la BBC, dont les activités sont limitées par son statut, elle pourra vendre ses programmes de qualité à une palette de chaînes qui, autrement, risqueraient d'être contraintes de se fournir au tout-venant américain.

Le grand vainqueur pourrait bien être Rupert Murdoch. Si BDB emporte le marché, il pourrait commencer à émettre sur trente canaux à partir de 1998. Les télé-spectateurs pourront toujours regarder gratuitement les

quatre chaînes terrestres actuelles – ainsi que la cinquième attendue cette année –, mais ils devront payer un décodeur pour capter les programmes numériques.

Cet appareil est estimé actuellement à 600 livres (5 500 francs environ), mais il pourrait être vendu entre 200 et 300 livres. Pour ce prix, ils auront accès à des programmes sportifs, à des documentaires et à beaucoup de films. Le ministère de l'Héritage national, qui gère le dossier, a estimé qu'il s'agissait « du développement le plus excitant dans la télévision depuis l'arrivée de la couleur ».

Patrice de Beer

Le Monde

La semaine de la presse dans l'école du 17 au 22 mars 1997

Le Monde propose aux établissements scolaires son

KIT-PRESSE

- 20 exemplaires du Monde pendant 5 jours
- Une mallette pédagogique sur la presse

Renseignements et inscriptions :

Arnaud Rayroles

Tél. : 01-42-17-37-64

Fax : 01-42-17-21-70

صوتنا من العمل

Le rêve d'Eva

par Alain Rollat

SI LA RÉPUBLIQUE des justiciables devait personnifier la justice poursuivant le crime, elle lui donnerait aujourd'hui le visage d'Eva Joly. Il émane de cette femme une force magnétique dont l'intensité polaire tient sans doute à ses racines norvégiennes. Il y a quelque chose de cette blonde à ses yeux bleus. Voilà tout cas un juge d'instruction qui se fait une trop haute idée de la justice pour la donner en spectacle à la télévision.

Si elle accepte, pour la première fois, de parler devant une caméra ce dimanche soir sur M6, c'est uniquement parce que le magazine « Capital » enquête sur la partie invisible de la machine judiciaire et qu'elle a, elle, Eva Joly, terreur des délinquants en col blanc, deux ou trois choses à dire sur l'écart entre les promesses permanentes de réforme et la permanence du dénuement qui caractérise l'exercice de la magistrature.

C'est de cela seulement qu'elle veut parler. Immobile dans son tailleur bleu ciel d'une sobriété hiératique, elle ne se laisse pas hypnotiser par la caméra. C'est elle qui la dompte. En quelques mots prononcés de cette voix tranquille à l'intonation d'acier dont l'accent nordique donne, paraît-il, des frissons dans le dos au *Who's Who* de la politique et des affaires qui défie ces temps-ci dans son bureau.

Le voilà, d'ailleurs, ce fameux bureau 126 du Palais de justice de Paris. Une cellule de 18 mètres carrés qu'elle partage avec son greffier. Une montagne de cartons, des piles de dossiers sur la moquette, à peine la place pour un vase de fleurs. La justice française est mal logée. Le vieil ordinateur, le Minitel et le coffre-fort appartiennent à l'administration, mais M^{me} Joly a dû payer elle-même son fax et son téléphone portable. La justice française est sous-équipée. Quant à la chaise noire qui eut l'auguste honneur de recevoir les confidences forcées de tant d'éménances, elle est d'un plastique très inconfortable. Eva Joly dit donc tout haut ce que pensent tous les magistrats de l'intendance gouvernementale : « Rien n'est fait, parce que ce n'est jamais électoralement prioritaire... Ce n'est pas mobilisateur, pour un homme politique, de faire campagne sur l'augmentation des moyens de la justice... » La République a eu tort de traiter sa justice comme une boniche.

Il n'y a pas moins passionaria, pourtant, qu'Eva Joly. Elle est là pour rendre hommage à ses pairs, qui méritent « mieux » que l'image que le public en a, ainsi qu'aux policiers qui les assistent. Rien ne l'émue. Ni les menaces anonymes ni qu'on lui demande son âge, cinquante-trois ans, ou son salaire, « moins de 20 000 francs ». Surtout pas le pouvoir : que la raison d'Etat ne compte pas sur elle s'il s'agit de l'invoquer « comme paravent pour protéger en réalité l'émiettement des caplains... » Quel tricheur pourrait avoir pris sur ce roc ? On ne contrôle pas une femme libre dont le « rêve » est de devenir directeur de l'administration pénitentiaire...

Si je t'oublie, Sarajevo... est une fiction formatée « grand public ». Il y a des histoires d'amour et de haine, des bons et des méchants, du mélo et quelques pièces de sexe à la lumière des explosions d'obus. Il y a Bernard Giraudeau en officier de « casques bleus », baroudeur déchiré, et Florence Pernel en envoyée spéciale du Quai d'Orsay, très propre. Et puis, il y a Sarajevo.

La véritable héroïne du film, c'est elle, la ville martyre, filmée l'été dernier, au moment des derniers soubresauts du siège, dans les ruines des bâtiments, des corps et des esprits. « Si je n'avais pas pu tourner là-bas, je n'aurais pas fait le film », dit Arnaud Ségnac, le réalisateur.

Si je t'oublie, Sarajevo... est ce qu'on appelle un docudrama. Un film pour la télévision qui romance et met en scène des faits historiquement avérés. Le docudrama est un exercice par nature délicat, toujours en équilibre entre deux genres : le documentaire et le fiction. Gare aux dérapages. Les scénarios sont nombreux : schématisations excessives, scénarisation outrancière, raccourcis qui mènent à des précipices... L'affaire peut vite tourner à la catastrophe si elle n'est pas soigneusement étudiée. L'a-peu-près ne lui conviendrait pas.

Les deux scénaristes qui se sont mis à la tâche, Bruno Gode et Stéphane Giusti, ont pas de débutants. Ce sont eux qui s'étaient lancés dans l'autrefois plus pénit-

SI JE TOUBLIE, SARAJEVO... est une fiction formatée « grand public ». Il y a des histoires d'amour et de haine, des bons et des méchants, du mélo et quelques pièces de sexe à la lumière des explosions d'obus. Il y a Bernard Giraudeau en officier de « casques bleus », baroudeur déchiré, et Florence Pernel en envoyée spéciale du Quai d'Orsay, très propre. Et puis, il y a Sarajevo.

La véritable héroïne du film, c'est elle, la ville martyre, filmée l'été dernier, au moment des derniers soubresauts du siège, dans les ruines des bâtiments, des corps et des esprits. « Si je n'avais pas pu tourner là-bas, je n'aurais pas fait le film », dit Arnaud Ségnac, le réalisateur.

Si je t'oublie, Sarajevo... est ce qu'on appelle un docudrama. Un film pour la télévision qui romance et met en scène des faits historiquement avérés. Le docudrama est un exercice par nature délicat, toujours en équilibre entre deux genres : le documentaire et le fiction. Gare aux dérapages. Les scénarios sont nombreux : schématisations excessives, scénarisation outrancière, raccourcis qui mènent à des précipices... L'affaire peut vite tourner à la catastrophe si elle n'est pas soigneusement étudiée. L'a-peu-près ne lui conviendrait pas.

Si je t'oublie, Sarajevo... est ce qu'on appelle un docudrama. Un film pour la télévision qui romance et met en scène des faits historiquement avérés. Le docudrama est un exercice par nature délicat, toujours en équilibre entre deux genres : le documentaire et le fiction. Gare aux dérapages. Les scénarios sont nombreux : schématisations excessives, scénarisation outrancière, raccourcis qui mènent à des précipices... L'affaire peut vite tourner à la catastrophe si elle n'est pas soigneusement étudiée. L'a-peu-près ne lui conviendrait pas.

Si je t'oublie, Sarajevo... est ce qu'on appelle un docudrama. Un film pour la télévision qui romance et met en scène des faits historiquement avérés. Le docudrama est un exercice par nature délicat, toujours en équilibre entre deux genres : le documentaire et le fiction. Gare aux dérapages. Les scénarios sont nombreux : schématisations excessives, scénarisation outrancière, raccourcis qui mènent à des précipices... L'affaire peut vite tourner à la catastrophe si elle n'est pas soigneusement étudiée. L'a-peu-près ne lui conviendrait pas.

Si je t'oublie, Sarajevo... est ce qu'on appelle un docudrama. Un film pour la télévision qui romance et met en scène des faits historiquement avérés. Le docudrama est un exercice par nature délicat, toujours en équilibre entre deux genres : le documentaire et le fiction. Gare aux dérapages. Les scénarios sont nombreux : schématisations excessives, scénarisation outrancière, raccourcis qui mènent à des précipices... L'affaire peut vite tourner à la catastrophe si elle n'est pas soigneusement étudiée. L'a-peu-près ne lui conviendrait pas.

Docudrama à Sarajevo

Outre « Underground », « Bosnia Hotel » et le sixième volet de la série « Suicide d'une nation européenne », un téléfilm complète le programme Spécial Yougoslavie de Canal Plus



Sur la situation dans la capitale bosnienne. Notamment l'état d'esprit des soldats français de l'ONU, impuissants, démoralisés, humiliés. Le film leur est dédié, à eux et aux habitants de la ville, aux enfants blessés, aux destins fracassés, aux amis séparés, aux illusions perdues. « A travers le personnage du soldat français "beur", j'ai voulu montrer aussi que cette folle pouvait - qui sait ? - nous saisir un jour. Quand on voit ce qu'il est advenu de cette ville et de ses habitants, on a conscience de notre propre fragilité. Nous ne sommes à l'abri de rien... »

Le récit s'appuie sur des épisodes de la guerre, tous authentiques. Diplomates paralysés par l'opacité de la raison d'Etat, incapables d'obtenir l'évacuation des blessés, enfants mitraillés à la sortie de l'école, médecins démoralisés, soldats contrainsts, pour ne pas perdre leur âme, de régler leurs comptes personnellement. A ce régime, l'amour n'a pas sa place. Même les plus forts y perdent leurs convictions, à coups de compromissions, de petites lâchetés qui finissent en trahisons. Au bout du chemin, au pire la mort, au mieux des corps et des âmes brisées. Voilà la leçon d'un film trop roman-photo pour faire val docudrama. Mais qui en dit plus qu'il n'en a l'air.

sur la situation dans la capitale bosnienne. Notamment l'état d'esprit des soldats français de l'ONU, impuissants, démoralisés, humiliés. Le film leur est dédié, à eux et aux habitants de la ville, aux enfants blessés, aux destins fracassés, aux amis séparés, aux illusions perdues. « A travers le personnage du soldat français "beur", j'ai voulu montrer aussi que cette folle pouvait - qui sait ? - nous saisir un jour. Quand on voit ce qu'il est advenu de cette ville et de ses habitants, on a conscience de notre propre fragilité. Nous ne sommes à l'abri de rien... »

Le récit s'appuie sur des épisodes de la guerre, tous authentiques. Diplomates paralysés par l'opacité de la raison d'Etat, incapables d'obtenir l'évacuation des blessés, enfants mitraillés à la sortie de l'école, médecins démoralisés, soldats contrainsts, pour ne pas perdre leur âme, de régler leurs comptes personnellement. A ce régime, l'amour n'a pas sa place. Même les plus forts y perdent leurs convictions, à coups de compromissions, de petites lâchetés qui finissent en trahisons. Au bout du chemin, au pire la mort, au mieux des corps et des âmes brisées. Voilà la leçon d'un film trop roman-photo pour faire val docudrama. Mais qui en dit plus qu'il n'en a l'air.

Jacques Buob

* Si je t'oublie, Sarajevo... : Canal Plus, mardi 4 février à 9 heures, lundi 10 à 13 h 35, mardi 18 à 10 h 45, dimanche 23 à 14 h 15.

TF 1

MAINTENANT OU JAMAIS
Téléfilm de Jérôme Rouven, avec Catherine Isen, Daniel Russo (105 min). 182839

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Vélizy. Les coulisses du pouvoir : l'Assemblée nationale (85 min). 2313884

23.55 Les Désastres de Palm Beach. Série. Dernière vengeance. 0.50 Les 24 Heures de Chamoni.

France 2

LA FRACTURE DU MYOCARDE
Film de Jacques Faurien, avec Sylvain Lory (90 min, 10 min). 761889

C'EST À SUIVRE
Magazine présenté par Claude Sérillon. Les médicaments non rentables : Les routiers ; Les lycées d'enseignement professionnel (95 min). 4903116

0.15 Journal. Bourse, Météo. 0.30 Le Cercle de minuit. Magazine. Nagid Mohioud (Mon Égypte) (70 min).

2.30 Les Princes des oubliés. Documentaire. 3.05 D'un soldat à l'autre. Magazine. Reprise France 3. 3.30 24 heures d'Info. 4.00 Météo. 4.05 L'Alte et la Bête. Documentaire. 4.00 Pyramide (rediff.). 4.35 La Compète. Flamme olympique. 5.00 Chip et Charly. Bonzo chef de gang (55 min).

France 3

PAS DE ROSES POUR OSS 117
Film d'André Hunebelle, avec Jean-Claude Bouillon (102 min, 10 min). 619118

DRÔLES D'OISEAUX
Film de Peter Kassovitz, avec Bernard Giraudeau (1992, 95 min). 5715357

1.35 Capitale Furtive. Série. L'année des dévils. 2.25 Musique graffiti. Magazine. Beautiful Love. Tracsi, par McCoy Tyner, Bobby Hutcherson (20 min).

1.35 Capitale Furtive. Série. L'année des dévils. 2.25 Musique graffiti. Magazine. Beautiful Love. Tracsi, par McCoy Tyner, Bobby Hutcherson (20 min).

Arte

ADIEU MA CONCUBINE
Film de Chen Kaige, avec Leslie Cheung, Zhang Fengyi (1992, 160 min v.o.). 2687087

23.25 Kinorama. Magazine. 23.35 Court-circuit. La Petite Mort. Court métrage de François Ozon (1995), avec François Delaive, Martial Jacques.

0.20 La Stratégie de l'escargot
Film de Sergio Cabrera (1993, v.o., 110 min). Rediff. du vendredi 31 janvier.

0.20 La Stratégie de l'escargot
Film de Sergio Cabrera (1993, v.o., 110 min). Rediff. du vendredi 31 janvier.

M 6

OPÉRATION CRÉPUSCULE
Film d'André Delbecq, avec René Huchard, Joanny Cassidy (1989, 120 min). 505715

22.45 STRIPTÉASE MORTEL
Téléfilm de Joseph Sargent, avec Nicole Sheridan, Nick Mancuso (100 min). 7880222

2.10 Best of Rita Mitsouko. 3.45 Cits de Saint-Tropez. Documentaire. 4.40 Préférences Magazine. Eddy Mitchell (80 min).

2.10 Best of Rita Mitsouko. 3.45 Cits de Saint-Tropez. Documentaire. 4.40 Préférences Magazine. Eddy Mitchell (80 min).

Canal +

LUDWIG VAN B
Film de Bernard Rode, avec Gary Oldman (1994, 115 min). 888883

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER
Film d'André Zulawski, avec Romy Schneider (1974, 118 min). 4600574

0.35 Underground
Film d'Emir Kusturica (1993 - 1995, 163 min). 14739487

0.35 Underground
Film d'Emir Kusturica (1993 - 1995, 163 min). 14739487

Radio

France-Culture
20.30 L'Histoire en direct. L'Histoire en direct. 2 novembre 1979 : Mésrine, le dernier ennemi public numéro 1.

21.30 Fiction
« Les Surfs de Roméo Ripet » (2013 Nouvelle. Un roman d'été, de Roméo Ripet). 22.40 Tôt ouvrant. 0.05 Du jour au lendemain. Patrick Maupré, auteur du Transpéril.

22.30 Musique
0.00 La Rose des vents. La lyre, emblème musical du Soudan. 1.00 Les Nuits de France Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Pierre Boulez. Les Trônes : Chœur royal et Orque de Berlin. Schiedel.

Chânes d'information CNN
Information en continu, avec en soirée : 20.00 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Night. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).

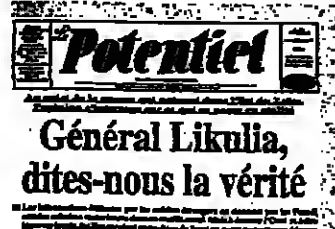
Euronews
Journal toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.15 et 22.15 Économica. 19.45 et 21.15 Eurosport. 20.15 et 21.15, 22.15 et 23.15, 24.15 et 25.15, 26.15 et 27.15, 28.15 et 29.15, 30.15 et 31.15, 32.15 et 33.15, 34.15 et 35.15, 36.15 et 37.15, 38.15 et 39.15, 40.15 et 41.15, 42.15 et 43.15, 44.15 et 45.15, 46.15 et 47.15, 48.15 et 49.15, 50.15 et 51.15, 52.15 et 53.15, 54.15 et 55.15, 56.15 et 57.15, 58.15 et 59.15, 60.15 et 61.15, 62.15 et 63.15, 64.15 et 65.15, 66.15 et 67.15, 68.15 et 69.15, 70.15 et 71.15, 72.15 et 73.15, 74.15 et 75.15, 76.15 et 77.15, 78.15 et 79.15, 80.15 et 81.15, 82.15 et 83.15, 84.15 et 85.15, 86.15 et 87.15, 88.15 et 89.15, 90.15 et 91.15, 92.15 et 93.15, 94.15 et 95.15, 96.15 et 97.15, 98.15 et 99.15, 100.15 et 101.15, 102.15 et 103.15, 104.15 et 105.15, 106.15 et 107.15, 108.15 et 109.15, 110.15 et 111.15, 112.15 et 113.15, 114.15 et 115.15, 116.15 et 117.15, 118.15 et 119.15, 120.15 et 121.15, 122.15 et 123.15, 124.15 et 125.15, 126.15 et 127.15, 128.15 et 129.15, 130.15 et 131.15, 132.15 et 133.15, 134.15 et 135.15, 136.15 et 137.15, 138.15 et 139.15, 140.15 et 141.15, 142.15 et 143.15, 144.15 et 145.15, 146.15 et 147.15, 148.15 et 149.15, 150.15 et 151.15, 152.15 et 153.15, 154.15 et 155.15, 156.15 et 157.15, 158.15 et 159.15, 160.15 et 161.15, 162.15 et 163.15, 164.15 et 165.15, 166.15 et 167.15, 168.15 et 169.15, 170.15 et 171.15, 172.15 et 173.15, 174.15 et 175.15, 176.15 et 177.15, 178.15 et 179.15, 180.15 et 181.15, 182.15 et 183.15, 184.15 et 185.15, 186.15 et 187.15, 188.15 et 189.15, 190.15 et 191.15, 192.15 et 193.15, 194.15 et 195.15, 196.15 et 197.15, 198.15 et 199.15, 200.15 et 201.15, 202.15 et 203.15, 204.15 et 205.15, 206.15 et 207.15, 208.15 et 209.15, 210.15 et 211.15, 212.15 et 213.15, 214.15 et 215.15, 216.15 et 217.15, 218.15 et 219.15, 220.15 et 221.15, 222.15 et 223.15, 224.15 et 225.15, 226.15 et 227.15, 228.15 et 229.15, 230.15 et 231.15, 232.15 et 233.15, 234.15 et 235.15, 236.15 et 237.15, 238.15 et 239.15, 240.15 et 241.15, 242.15 et 243.15, 244.15 et 245.15, 246.15 et 247.15, 248.15 et 249.15, 250.15 et 251.15, 252.15 et 253.15, 254.15 et 255.15, 256.15 et 257.15, 258.15 et 259.15, 260.15 et 261.15, 262.15 et 263.15, 264.15 et 265.15, 266.15 et 267.15, 268.15 et 269.15, 270.15 et 271.15, 272.15 et 273.15, 274.15 et 275.15, 276.15 et 277.15, 278.15 et 279.15, 280.15 et 281.15, 282.15 et 283.15, 284.15 et 285.15, 286.15 et 287.15, 288.15 et 289.15, 290.15 et 291.15, 292.15 et 293.15, 294.15 et 295.15, 296.15 et 297.15, 298.15 et 299.15, 300.15 et 301.15, 302.15 et 303.15, 304.15 et 305.15, 306.15 et 307.15, 308.15 et 309.15, 310.15 et 311.15, 312.15 et 313.15, 314.15 et 315.15, 316.15 et 317.15, 318.15 et 319.15, 320.15 et 321.15, 322.15 et 323.15, 324.15 et 325.15, 326.15 et 327.15, 328.15 et 329.15, 330.15 et 331.15, 332.15 et 333.15, 334.15 et 335.15, 336.15 et 337.15, 338.15 et 339.15, 340.15 et 341.15, 342.15 et 343.15, 344.15 et 345.15, 346.15 et 347.15, 348.15 et 349.15, 350.15 et 351.15, 352.15 et 353.15, 354.15 et 355.15, 356.15 et 357.15, 358.15 et 359.15, 360.15 et 361.15, 362.15 et 363.15, 364.15 et 365.15, 366.15 et 367.15, 368.15 et 369.15, 370.15 et 371.15, 372.15 et 373.15, 374.15 et 375.15, 376.15 et 377.15, 378.15 et 379.15, 380.15 et 381.15, 382.15 et 383.15, 384.15 et 385.15, 386.15 et 387.15, 388.15 et 389.15, 390.15 et 391.15, 392.15 et 393.15, 394.15 et 395.15, 396.15 et 397.15, 398.15 et 399.15, 400.15 et 401.15, 402.15 et 403.15, 404.15 et 405.15, 406.15 et 407.15, 408.15 et 409.15, 410.15 et 411.15, 412.15 et 413.15, 414.15 et 415.15, 416.15 et 417.15, 418.15 et 419.15, 420.15 et 421.15, 422.15 et 423.15, 424.15 et 425.15, 426.15 et 427.15, 428.15 et 429.15, 430.15 et 431.15, 432.15 et 433.15, 434.15 et 435.15, 436.15 et 437.15, 438.15 et 439.15, 440.15 et 441.15, 442.15 et 443.15, 444.15 et 445.15, 446.15 et 447.15, 448.15 et 449.15, 450.15 et 451.15, 452.15 et 453.15, 454.15 et 455.15, 456.15 et 457.15, 458.15 et 459.15, 460.15 et 461.15, 462.15 et 463.15, 464.15 et 465.15, 466.15 et 467.15, 468.15 et 469.15, 470.15 et 471.15, 472.15 et 473.15, 474.15 et 475.15, 476.15 et 477.15, 478.15 et 479.15, 480.15 et 481.15, 482.15 et 483.15, 484.15 et 485.15, 486.15 et 487.15, 488.15 et 489.15, 490.15 et 491.15, 492.15 et 493.15, 494.15 et 495.15, 496.15 et 497.15, 498.15 et 499.15, 500.15 et 501.15, 502.15 et 503.15, 504.15 et 505.15, 506.15 et 507.15, 508.15 et 509.15, 510.15 et 511.15, 512.15 et 513.15, 514.15 et 515.15, 516.15 et 517.15, 518.15 et 519.15, 520.15 et 521.15, 522.15 et 523.15, 524.15 et 525.15, 526.15 et 527.15, 528.15 et 529.15, 530.15 et 531.15, 532.15 et 533.15, 534.15 et 535.15, 536.15 et 537.15, 538.15 et 539.15, 540.15 et 541.15, 542.15 et 543.15, 544.15 et 545.15, 546.15 et 547.15, 548.15 et 549.15, 550.15 et 551.15, 552.15 et 553.15, 554.15 et 555.15, 556.15 et 557.15, 558.15 et 559.15, 560.15 et 561.15, 562.15 et 563.15, 564.15 et 565.15, 566.15 et 567.15, 568.15 et 569.15, 570.15 et 571.15, 572.15 et 573.15, 574.15 et 575.15, 576.15 et 577.15, 578.15 et 579.15, 580.15 et 581.15, 582.15 et 583.15, 584.15 et 585.15, 586.15 et 587.15, 588.15 et 589.15, 590.15 et 591.15, 592.15 et 593.15, 594.15 et 595.15, 596.15 et 597.15, 598.15 et 599.15, 600.15 et 601.15, 602.15 et 603.15, 604.15 et 605.15, 606.15 et 607.15, 608.15 et 609.15, 610.15 et 611.15, 612.15 et 613.15, 614.15 et 615.15, 616.15 et 617.15, 618.15 et 619.15, 620.15 et 621.15, 622.15 et 623.15, 624.15 et 625.15, 626.15 et 627.15, 628.15 et 629.15, 630.15 et 631.15, 632.15 et 633.15, 634.15 et 635.15, 636.15 et 637.15, 638.15 et 639.15, 640.15 et 641.15, 642.15 et 643.15, 644.15 et 645.15, 646.15 et 647.15, 648.15 et 649.15, 650.15 et 651.15, 652.15 et 653.15, 654.15 et 655.15, 656.15 et 657.15, 658.15 et 659.15, 660.15 et 661.15, 662.15 et 663.15, 664.15 et 665.15, 666.15 et 667.15, 668.15 et 669.15, 670.15 et 671.15, 672.15 et 673.15, 674.15 et 675.15, 676.15 et 677.15, 678.15 et 679.15, 680.15 et 681.15, 682.15 et 683.15, 684.15 et 685.15, 686.15 et 687.15, 688.15 et 689.15, 690.15 et 691.15, 692.15 et 693.15, 694.15 et 695.15, 696.15 et 697.15, 698.15 et 699.15, 700.15 et 701.15, 702.15 et 703.15, 704.15 et 705.15, 706.15 et 707.15, 708.15 et 709.15, 710.15 et 711.15, 712.15 et 713.15, 714.15 et 715.15, 716.15 et 717.15, 718.15 et 719.15, 720.15 et 721.15, 722.15 et 723.15, 724.15 et 725.15, 726.15 et 727.15, 728.15 et 729.15, 730.15 et 731.15, 732.15 et 733.15, 734.15 et 735.15, 736.15 et 737.15, 738.15 et 739.15, 740.15 et 741.15, 742.15 et 743.15, 744.15 et 745.15, 746.15 et 747.15, 748.15 et 749.15, 750.15 et 751.15, 752.15 et 753.15, 754.15

Le Zaïre soutient son ancien ambassadeur à Paris

« Le Potentiel » et « La Référence plus » dénoncent la « lâcheté » du régime qui a accepté la démission de son représentant en France et son « caractère anticonstitutionnel »

UNE VINGTAINTE de journalistes zairois (la police n'en a pas autorisé davantage) ont manifesté devant l'ambassade de France à Kinshasa. Comme si les éditoriaux ne suffisaient plus. Comme s'il fallait impérativement descendre dans la rue pour protester contre la cession de l'immunité diplomatique de l'ancien ambassadeur du Zaïre à Paris, Ramazani Baya.

Si le cas de M. Ramazani, qui a provoqué au volant de sa voiture la mort de deux jeunes garçons à Mouton, le 23 novembre 1996, suscite autant de passions à Kinshasa alors que la guerre ravage actuellement l'est du pays, c'est d'abord parce qu'il s'agit d'un ancien journaliste. Mais la solidarité professionnelle n'explique pas à elle seule cette rébellion. Elle est aussi prétexte à poser avec éclat d'autres questions. Tout en sa-



uant « un courage qui force l'admiration » (Le Potentiel, proche de l'opposition radicale), beaucoup voient dans la démarche de l'ambassadeur l'aboutissement d'un marchandage où l'État retrouve quelques-uns des maux de la vie politique zairoise.

Arrivent, en premier lieu, les relations difficiles avec Paris. Le Potentiel, en ce moment très critique à l'égard du chef de l'État et du gouvernement, dénonce la « mainmise de la France sur le Zaïre ». Ce quotidien reproche au maréchal Mobutu sa « lâcheté » puisque le chef de l'État a accepté par décret la démission de M. Ramazani, qui a entraîné la levée de son immunité. Le Potentiel parle d'« un scandale diplomatique pour lequel notre pays devient la risée du monde ».

La Référence plus, autre journal d'opposition, dénonce le « caractère anticonstitutionnel » de la mesure puisque le chef de l'État a été en théorie privé d'une bonne partie de ses pouvoirs depuis le début d'une transition démocratique commencée en 1991. Le même journal fait remarquer que « ce n'est pas Ramazani Baya qui se soustrayait à la justice mais la convention de Vienne de 1961 qui soustrayait Ramazani à la justice ».

La plupart de ses homologues européens. Comme M. Chirac l'a indiqué, la résistance que ressent la France à l'égard de la reconstruction d'un pays, la marque Doc. Martens a obtenu gain de cause pour la première fois en France. Le fabricant a décidé que les 30 000 paires de chaussures retirées du marché seraient distribuées à des SDF par les Restos du cœur au lieu d'être détruites comme il est d'usage.

■ L'acteur et réalisateur américain Robert Redford a sauvé sa petite voisine de cinq ans, qui avait été prise dans une avalanche, à Park City dans l'Utah (ouest), en aidant son père à la déloger à mains nues.

■ Dans une interview à la BBC, Noel Gallagher, le compositeur du groupe Dasis, a pris la défense de l'un des chanteurs d'East 17, Brian Harvey. Ce dernier, récemment exclu par son groupe, a été fustigé par la classe politique, en particulier à la Chambre des communes par le premier ministre John Major, pour une apologie de l'ecstasy. Noel Gallagher accuse d'hypocrisie les parlementaires, dont certains, selon lui, seraient cocaïnomanes ou héroïnomanes.

■ Le photographe Richard Avedon a signé le calendrier Pirelli 1997. Objets de collection et de fantasmes – des mannequins célèbres acceptent de poser nus – les calendriers Pirelli ont été lancés en 1964. Ils sont actuellement exposés sous les ors du Palazzo Grassi de Venise.

EN VUE

■ Exactement trente ans après la publication de *Rosemary's Baby*, son auteur, le romancier Ira Levin, sort en septembre la suite, *Rosemary's Son*.

■ L'historien François Furet et le journaliste et écrivain Arthur Conté sont tous deux candidats à l'Académie française au fauteuil de Michel Debré. L'élection devrait avoir lieu le 20 mars.

■ Le champion de tennis Andre Agassi, soucieux d'exprimer tout son amour à sa fiancée, l'actrice Brooke Shields, lui a adressé des messages enflammés en achetant pour 25 000 francs d'espace publicitaire dans le programme des récents Golden Globes, récompenses remises il y a quelques jours. On peut lire notamment : « Mo plus grande joie dans la vie est de la passer avec toi. Il est merveilleux de simplement te regarder quand tu ne l'en doutes même pas et de compter combien de fois tu souris ».

■ Après avoir lancé, il y a environ deux ans, un plan international de lutte contre les contrefaçons et copies de ses chaussures dans soixante-dix pays, la marque Doc. Martens a obtenu gain de cause pour la première fois en France. Le fabricant a décidé que les 30 000 paires de chaussures retirées du marché seraient distribuées à des SDF par les Restos du cœur au lieu d'être détruites comme il est d'usage.

■ L'écrivain irlandais Seamus Heaney, Prix Nobel de littérature 1995, a révélé qu'il avait écrit le texte d'une chanson juste après le Bloody Sunday, le 26 janvier 1972,

DANS LA PRESSE

HERALD TRIBUNE

John Vinocur

■ Il est honnête, humain, agréable, mais pas tout à fait à sa place, ce cessant d'affirmer les sondages. Alors qu'il reste plus de cinq ans à courir sur le septennat de M. Chirac, l'opinion publique française semble profondément convaincue qu'il est au mieux un président moyen, un homme convenable qui n'acquiesce pas les mauvaises nouvelles mais n'a donné que de vagues signes qu'il était capable de réagir à celles-ci. Critiqué comme un dirigeant attentif mais inefficace, M. Chirac court peut-être le risque, à ce stade de son mandat, d'être étiqueté

comme un Jimmy Carter français, une idée qui serait sûrement rejetée par ses conseillers. Ceux-ci affirment que sa politique commence à être acceptée et en veulent pour preuve une légère amélioration des indicateurs économiques, et mettent en avant qu'il a déjà su dans le passé retourner les sondages, en particulier lors de la campagne présidentielle de 1995. Selon un sondage de la Sofres réalisé pour la presse régionale française et diffusé à la mi-janvier (et renforcé le 31 janvier lorsque cet institut a découvert une nouvelle baisse de la popularité du président), seuls 18 % des électeurs interrogés estimaient M. Chirac compétent, tandis que 69 % d'entre eux se disaient insatisfaits de son action, et que la même proportion pensait que les résultats de ses dix-neuf premiers mois au pouvoir étaient négatifs. Le sondage indiquait cependant que 42 % des électeurs jugeaient M. Chirac personnellement sympathique. Si l'on regarde les autres chiffres qui illustrent la morosité française, les 12,7 % de chômeurs, les 76 % de la population qui ont une opinion négative de l'avenir économique du pays (le pourcentage de la plus pessimiste en Europe), les 24,5 % de chômeurs parmi les jeunes des moins de 25 ans, la situation de M. Chirac paraît difficile. Les problèmes les plus importants auxquels M. Chirac a reconnu être confronté sont, par certains côtés, plus graves que ceux auxquels sont exposés

la plupart de ses homologues européens. Comme M. Chirac l'a indiqué, la résistance que ressent la France à l'égard de la reconstruction d'un pays, la marque Doc. Martens a obtenu gain de cause pour la première fois en France. Le fabricant a décidé que les 30 000 paires de chaussures retirées du marché seraient distribuées à des SDF par les Restos du cœur au lieu d'être détruites comme il est d'usage.

LIBÉRATION

Gérard Dupuy

■ Certains résultats électoraux tombent comme un coup de massue. C'est le cas pour celui de Vitrolles. La forte progression des lepidistes est en elle-même un constat terrible, qui dépeint le fait qu'ils sont désormais en bonne position pour remporter une quatrième municipalité d'importance. Et ce constat fait peur.

TF 1

16.50 Football.
En direct de Valenciennes.
Coupe de France.
32^e de finale : Marseille - Lille. 17.45 Météo.
18.55 Le Bébés du sport.
19.00 L'Or à l'appel, jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour, Tierscé.

20.45

TEQUILA SUNRISE
Film O de Robert Towne, avec Mel Gibson, Michelle Pfeiffer (1986, 120 min). 819989
Un ancien trafiquant de drogue et un policier, amis d'enfance, tombent tous deux amoureux de la mystérieuse patronne d'un restaurant.

22.45

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar (100 min). 8584075
0.25 et 1.05, 2.10, 3.10, 4.15 TF 1 nuit.
0.40 Reportages.
Documentaire d'Henri Chambon.
Journaux de campagne (rediff., 25 min). 7949671
L'équipe de Reportages a suivi la fabrication de deux petits journaux.
1.15 Gala Richard Tucker. Concert (rediff., 2.30 et 4.35, 5.10). Histoire nationale. Documentaire (rediff., 5.30). Les Dées de l'océan. Documentaire (rediff., 5.45). Musique (5 min).

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
Un château de rêve : Châteaux, la rébellion : Proust-romans : belle du silence.
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bouillon de culture.
Le nucléaire : les réponses de Georges Chappat. Prix Nobel de physique.
23.50 Viva.
Quelle était belle ma fabrication !

Planète

20.05 La Vie secrète des machines.
20.35 Missions aériennes au Vietnam. (50 min).
21.25 Les Enfants de Bellini.
22.20 Une tragédie américaine : la guerre de sécession. (1.18).
23.10 A chacun son Everest.

Animaux

21.00 Monde sauvage. La vie dans les marais.
21.30 La Vie des animaux.
22.00 Portrait de la planète.
22.30 Femme ibérique.
23.30 Le Husky.

France 2

16.55 Des chiffres et des lettres.
17.25 Le Prince de Bel Air.
17.55 Matt Houston. Série.
Danger pour demain.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.10 Studio Gabriel.
Invité : Vincent Pérez.
20.00 Journal.
A cheval ! Météo.

20.50

JE SUIS TIMIDE MAIS JE ME SOIGNE
Film de Pierre Richard, avec Pierre Richard, Aldo Masciocchi (1978, 95 min). 120855
22.25 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.40

LE ROUGE EST MIS
Film de Gilles Grangier, avec Jean Gabin, Annie Girardot (1957, 90 min). 5431100
Adaptation d'une « série noire » d'Auguste Le Breton.
0.00 Journal.
Bourse, Météo.
0.20 Le Cercle de minuit.
Magazine présenté par Laure Adler. Cinéma (75 min). 8668882
Soleil. 2.40 Reportage force 10. Documentaire. 3.35 24 heures d'Info. 3.45 Météo. 3.50 Les 2 Amours (rediff.). 4.15 Pyramide (rediff.). 4.30 Aux marches du palais. Documentaire. Documentaire. 5.05 La Compagnie. Trahison (35 min).

Paris Première

20.00 et 0.30
20 h Paris Première
21.00 Nova.
21.35 et 1.50 Le J.T.S.
22.25 La Rupture III.
Film de Claude Chabrol (1970, 125 min). 81927158
1.25 Stars en stock.
Gregory Peck.

France Supervision

20.30 Marie-Chantal contre le Dr Kha.
Film de Claude Chabrol (1994, 110 min). 87870471
22.20 Superglisse.
23.15 Concert pour orgue de Haendel.
0.35 Transbordal.
1.25 Les Movidas espagnoles.
2.15 La Croisière blanche (30 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Lucrèce.
Film de Léo Joannon (1943, 95 min). 8788278
22.05 Une guerre comme la dernière.
Film de Frédéric Dard (1959, 90 min). 8888297
23.35 La Fureur aux cannes.
Film de Louis Delluc (1963, 90 min). 3010013

France 3

18.20 Questions et des champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Le Lit de la mort.
de Robert Sabatier.
18.55 Le 19-20.
de l'Information.
19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LES 4^{ES} VICTOIRES DE LA MUSIQUE CLASSIQUE
Présenté par Jacques Chancel, en direct du Palais des congrès de Paris. Diffusée simultanément en soirée sur France-Musique (125 min). 88754365
22.55 Journal, Météo.

23.30

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
Documentaire de Patrick Franceschi. La vallée perdue (40 min). 80328
En 1994, une expédition découvre sur la partie indonésienne de l'île de Nouvelle-Guinée *Irion-Jaya*, une vallée peuplée d'une population peuplée inconnue.
0.30 Cinéma étoiles.
(25 min). 4088989
1.30 Capitaine Furlio. Série. 2.15 Musique gratuite. Magazine. Musique de chambre. Kabaret. Valse de l'Empereur. de Johann Strauss (20 min).

Ciné Cinémas

20.30 L'Apiculteur.
Film de Theo Angelopoulos (1986, 120 min). 1077835
22.30 Rambo III.
Film de Ted Koscheff (1992, v.o., 90 min). 5148287
0.00 Sabres sortis.
Film de Roger Donaldson (1992, 100 min). 54108478

Série Club

20.15 Flipper, le dauphin.
1992 Flipper's New Friends.
20.40 Le Club.
20.45 Les Champions. L'équipe.
21.35 et 1.30 La Comtesse de Chamy.
22.30 Zéro un Londres.
L'onde Gorgone.
23.00 La Famille cigale.
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir.
Les espions font le service.
0.40 Le Retour du Saint.
Le professeur imprudent.

Canal Jimmy

21.00 Friends.
Celui qui se met à parler.
21.25 Le Fugitif.
Un être merveilleux.
22.15 Chronique de la route.
22.30 Automobiles : Flat.
23.10 Star Trek : The Next Generation.
Dans la peau de Q (v.o.).
0.00 V.R.S. Le voyage virtuel.

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Un écureuil venu d'Amérique. 18.50 Le Journal du temps.
Arte
19.00 Don Quichotte. Dessin animé. Le chevalier de la Blanche Lune (37/39).
19.30 7 1/2. Magazine. Les dessinateurs russes.
20.00 Archimède. Magazine.
20.30 E 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LA LOI DU COLLÈGE
Documentaire de Mariana Otero (29) (55 min). 7819084
Tourné avec un équipement très léger, ce film centre du plus près l'école française des années 90, vue de l'intérieur d'un collège de banlieue, réputé difficile. Remarquable, passionnant.

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : LE MAL
Soirée proposée par Claus Schmid.
21.50 Plus fort que le mal.
Documentaire de Hans Meininger.
de Klaus Betram (50 min). 8245574
22.40 Débat. Animé par Pierre-André Boutang (25 min). 951807
23.00 La Nuit du chasseur.
Film de Charles Laughton, avec Robert Mitchum (1958, v.o., 93 min). 42926
0.30 Les Valeurs en question.
Documentaire de Hans-Christian Meiser (30 min). 2333100
1.10 Bibliographie.
1.25 Paix et Amour.
Téléfilm de Laurence Ferreira Barbosa (rediff., 65 min). 2819398
2.30 Tracks (rediff., 30 min). 2397308

Festival

20.30 Maîtres et valets.
Fénelon (M13).
21.15 Sentiments.
Téléfilm de Maurice Dugowson, avec Jean-François Sivadier. Le d'ivoire qui rend-ous (100 min). 5843288
23.53 La Baby-Sitter.
Rencontres du troisième âge (20 min).

Téva

20.45 Cet enfant est le mieu !
Téléfilm de David Greene, avec Lindsay Wagner (90 min). 50032878
21.15 Murphy Brown.
Plus dure sera la chute.
22.45 XY Elles.
Invitée : Lucie Aubrac.
23.45 Système Téva.
Environnement : le bruit ; Eco-logie (35 min).

Voyage

19.55 et 23.25 Chronique de Jacques Lanzmann.
Paris.
20.00 Survivez le guide.
Safari photo : L'Allemagne ; Le Kenya.
22.00 En parcourant le monde. Grimaldi.
23.30 L'Heure de partir.
23.50 Survivez le guide.
Le corail ; Océanographie ; Le Sénégal (120 min).

M 6

17.15 et 3.35 Faites comme chez vous.
Invités : 2 Be 3.
18.05 Central Park West. Série.
Le pige.
19.00 Lois et Clark. Série.
19.21 Episode pilote.
19.54 L'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 E M 6 Junior. Magazine.
Les valeurs.

20.50

L'HISTOIRE SANS FIN 2
Film de George Miller, avec Melisa Gilbert (1991, 105 min). 500758
Une suite convenable, dans le registre du merveilleux des contes de fées, au film de Wolfgang Petersen.

22.35

CRISES DE FOLIE
Téléfilm O de Wally Husson, avec Melissa Gilbert, Woody Harrison (110 min). 1435182
Une interne de garde dans un hôpital psychiatrique se passionne pour le cas de son malade.
0.25 Capital. Magazine.
L'argent de la justice (rediff.).
2.30 Culture pub. Magazine. Les enfants et la télé (rediff.). 2.40 Best of 100 % Français. La semaine de la chanson Française. 4.15 Hot forme. Magazine (rediff.). 4.40 Météo opus 1. Documentaire (55 min).

Eurosport

17.00 Natation.
En direct. Coupe du monde (7^e manche), à l'Impéria (21). 197326
18.00 Flèches.
L'Open d'Allemagne.
19.00 Bobsleigh.
Championnats du monde : épreuve à Saint Moritz.
20.00 Les Jeux de l'extrême d'hiver. 3^e partie.
21.00 Boxe.
En direct. Combats poids lourds (120 min). 782655
23.00 Football.
Finale de la F.A. Cup 1990 : Manchester United - Crystal Palace.
0.00 Equitation. Coupe du monde Volvo (60 min).

Muzzik

20.30 et 2.10 L'Invité : David Sanchez.
21.00 The London Sinfonietta : musique du XX^e siècle. Concert. Enregistré à l'Opéra Royal du Covent Garden (135 min). 708488
23.15 L'Arpeggione de Schubert.
23.45 Best of Jazz 1.
0.45 Messe de Schubert en sol majeur (25 min).

LES CODES DU CSA

O Accord parental obligatoire.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
I Publie adulte et interdit aux moins de 16 ans.

Canal +

17.20 Les Seigneurs des animaux (rediff., 30 min). 47588
17.50 Carland Cross.
► En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
Magazine. Invités : Michel Jans, Patrick Braoudy, Mouton.
20.30 Le Journal du cinéma.
Erreurs de calcul.

20.35

TERMINAL VELOCITY
Film de Derek Sarafian, avec Charlie Sheen, Nastassja Kinski (1994, 95 min). 282549
Parachutisme sportif et mafia russe. soit un film vaguement à la mode du spectacle politique du moment.
22.10 Flash d'information.
22.20

BRAIN DEAD

Film d'Adam Simon, avec Bill Pullman (1990, 85 min). 505384
Un spécialiste des maladies mentales accepte d'opérer le cerveau d'un brillant mathématicien.
23.45 Surprises.
Festival de Clermont-Ferrand.
0.00 Les Napoléoniens.
Film de Pappi Corvico (1993, v.o., 85 min). 6209747
1.25 Le Journal du hard.
1.30 Antefutura.
Film classé X d'Ian Nichols (1996, 101 min). 4173834

Chânes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 22.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sport. 6.00 World View (30 min).
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 21.15, 0.20 Correspondent. 20.10 et 21.40, 0.15, 1.40 Analyse. 20.15 No Comment. 20.25 et 22.20, 1.45 Europe. 20.45 et 22.45 Euronews. 21.45 Antislano. 21.50 Media. 22.30 et 1.20 International. 23.15 Euronews. 23.30 Agri-news. 0.40 Océan (10 min).
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.30 et 20.30 Le Grand Journal. 19.56 et 21.56, 1.12 Bourse. 20.15 et 20.45 Le 16-27. 21.10 Le Journal du monde. 21.37 et 22.30 Le Journal de l'économie. 21.24 Cinéma. 21.42 Talk culture. 22.10 Talk Média. 22.30 L'Invité de l'économie 23.40 Sports (30 min).

LES FILMS SUR LES CHÂNES EUROPÉENNES

RTL 9
20.30 Radio Flyer. Film de Richard Donner (1990, 115 min).
avec John Heard. La grande idée. Comédie dramatique.
22.25 A nous la victoire. Film de John Huston (1980, 115 min).
avec Sylvester Stallone. Aventure.
0.35 Le bel âge. Film de Pierre Esch (1958, 100 min).
avec Jacques Doniol-Valcroze. Comédie dramatique.
TMC
20.35 Darcy des grands chemins. Film de John Huston (1949, 95 min).
avec John Huston. Aventure.
TSR
20.35 Beethoven 2. Film de Rod Daniel (1993, 125 min).
avec Charles Grodin. Comédie.

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
André Comte-Sponville.
20.30 Archipel sciences.
Le Centre national d'Etudes spatiales (CNES).
21.30 TV Art Pen : la maison du bout. Un atelier d'écriture en hôpital psychiatrique.
22.40 Nuits magnétiques.
Erreurs de calcul.
0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Dite (Histoire du plaisir d'écriture). 0.40 Musique : Les Champs du musé-kill. Journée du 11 avril 1945. avec Jean Valéry. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert.
Les Victoires de la Musique classique, en direct du Palais des Congrès à Paris (et en simultané sur France 3).
22.30 Musique pluriel. œuvres de Davies, Mechthild.
23.07 Artout Chœur. Petite histoire de la maîtrise de Radio-France. Œuvres de Caplet, Faure, Jolivet.
0.00 Des notes sur la culture. 1.00 Les Nuits de France Musique.
Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 1^{er} décembre 1996 au Théâtre de la Ville. L'ensemble Concerto Köln. Œuvres de Corelli, Lacomme, Bach, Vivaldi.
22.35 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

LE CABLE CHEZ VOUS

TV CABLE
AMI 2000 distributeur agréé
TEL. 01 4651 2000

051 411 41

processus d'acharnement
du préfet du Var »

Exercé par l'administrateur provisoire

par mois,
une Saab.

CONJONCTURE
La montée
du dollar
arrange
tout le monde
pour l'instant
page IV

IDÉES
Même la Suisse
doit changer...
page V

Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MAROI 4 FÉVRIER 1997

FORMATION
Les universités
d'entreprise
favorisent
l'intégration
des cadres
page IX

INITIATIVES



ANNONCES
CLASSÉES

pages VI, VII et VIII
et de la page X
à la page XII

Le nouveau partage monétaire

D O S S I E R

En pleine envolée du dollar, tous les yeux sont fixés, le 8 février, sur la réunion à Berlin des ministres des finances des sept principaux pays industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon). Au programme de ce G7: le fonctionnement du Système monétaire international (SMI). Dès qu'un Français aborde ce sujet, il est soupçonné de deux préjugés: considérer que le monde vit dans l'anarchie depuis l'abandon des changes fixes en 1971, et vouloir à tout prix dessiner un nouveau système de gestion des parités monétaires, droit comme un « jardin à la française ». Qu'il en soit, la naissance de l'euro, prévue pour 1999, laisse entrevoir un nouveau partage monétaire du monde.

Logiquement, l'ère du « tout dollar » devrait toucher à sa fin. L'Europe, dotée de sa future monnaie unique, pèsera plus lourd que l'économie américaine, et la montée en puissance de l'Asie milite en faveur d'un renforcement du yen japonais ou, pourquoi pas demain, du yuan chinois devenu convertible. Pour autant, la plupart des économistes s'accordent à reconnaître que le système actuel, dans lequel les monnaies fluctuent librement entre elles, pour le plus grand bonheur des spéculateurs et parfois le plus grand malheur de responsables politiques, n'est pas voué à une disparition prochaine. Le tout est de trouver les meilleurs mécanismes de gestion de la « tectonique des plaques monétaires », c'est-à-dire des fluctuations de changes qui, parfois, secouent for-

▼ **Changes**
A long terme,
la domination
du dollar devrait être
remise en cause.
La création de l'euro
pourrait accélérer
le rééquilibrage

duction mondiale d'or, l'inégale répartition du métal précieux entre les grandes puissances, l'absence de réserves des économies plus modestes, ont favorisé la création de « l'étalon de change-or » qui a permis aux États-Unis, puis à l'Allemagne (en 1924), à la Grande-Bretagne (1925), à la France (1928), et à quelques autres pays d'instaurer une convertibilité de leur monnaie en or.

Mais le système a volé en éclats dès la grande crise des années 1930, avec la fuite de l'or aux États-Unis et l'abandon par la Grande-Bretagne du « Gold Standard » qui a sonné la fin de la convertibilité. C'est ce « non-système » de la fin des années 30 que l'on a souvent accusé d'avoir encouragé les comportements autarciques, voire indirectement favorisé la montée du nazisme sur fond de crise économique.

Pendant la seconde guerre mondiale, loin des lignes de front, la bataille qu'ont menée le Britannique John Maynard Keynes et l'Américain Harry White s'est achevée par la victoire du second sur le premier, et la conception d'un système dans lequel le dollar, déclaré « as good as gold », serait librement convertible en toute autre monnaie sur la base d'une valeur fixe de 35 dollars pour une once d'or.

Françoise Lazzare

Lire la suite page II

- Entretien avec Daniel Lebègue, ancien directeur du Trésor p. II
- La monnaie unique, une histoire vieille comme les empires p. II
- Les banques centrales prônent la rigueur, mais ne la pratiquent pas p. III
- Questions-réponses p. III

CHRONIQUE

par Serge Marti

La foi de Davos

L'élite des milieux d'affaires internationaux, chaque année, effectue le « pèlerinage de Davos » alme bien quitter, bardée de certitudes, cette grande messe. Les chefs d'entreprise présents (cette fois, ils sont environ un millier, représentant quelque 4 500 milliards de dollars de chiffre d'affaires), transférés en « global leaders », peuvent interpellé directement chefs d'Etat et de gouvernement l'espace de quelques jours. Après tout, le coût de l'hospitalité est suffisamment élevé (près de 20 000 francs suisses par an et par personne, soit 78 000 francs aux- quels il faut ajouter le prix du séjour dans la station des Grisons) pour qu'il ne soit pas nécessaire de gâcher la communion.

Depuis vingt-six ans qu'il s'efforce de répandre avec succès « l'esprit de Davos », Klaus Schwab est souvent présenté comme l'incarnation de la « pensée unique », néolibérale s'entend. L'intéressé s'en défend et, pour preuve de sa bonne foi, n'a pas hésité à accoler cette année la mention « cohésion sociale » au traditionnel concept de « globalisation ».

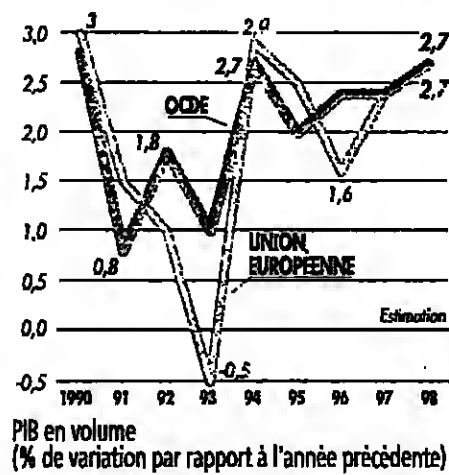
L'un des marqueurs chers de cette rencontre annuelle consiste à noter scrupuleusement les prévisions qu'économistes et financiers assignent à la planète pour l'année en cours. En cette fin janvier, l'horizon apparaît a priori plutôt dégaîné. Dans un contexte marqué par une inflation généralement contenue et par des taux d'intérêt ramenés à des niveaux historiquement bas dans nombre de pays industrialisés, la croissance mondiale devrait atteindre 4 % en 1997. Sensiblement moins en Europe continentale (2,5 % en moyenne, et notamment 2,7 % en France, un peu plus qu'en Allemagne), mais bien davantage en Asie (autour de 5 %), estime Horst Siebert, le président de l'Institut économique de Kiel. En somme, si l'on voulait bien mettre entre parenthèses la question du chômage – un problème qui devrait perdurer, assure-t-il –, tout irait plutôt bien. A la condition toutefois que l'Allemagne et la France parviennent enfin à un véritable consensus sur l'union monétaire. Ce qui suppose de « dépolitiser » la politique monétaire de part et d'autre du Rhin.

Thut va bien. Thut va même trop bien pour Fred Bergsten, le directeur de l'Institut for International Economics de Washington qui, tout en bombant le torse au vu des performances de la machine améri-

caine, entrevoit deux causes importantes de déséquilibre, dangereuses pour l'économie mondiale. Tout d'abord, l'écart entre la bonne santé des États-Unis et la languueur persistante du Japon, toujours aussi malade depuis cinq ans, alors que l'Europe, à peine plus vaillante, connaît un chômage de masse que le respect forcé des critères de Maastricht ne fera qu'aggraver. Second déséquilibre, toujours selon M. Bergsten, celui qui persiste entre un grand pays très fortement endetté et déficitaire – les États-Unis, première puissance mondiale – et d'autres nations au contraire excédentaires, à savoir le Japon et, dans une moindre mesure, la France et l'Allemagne. De quoi justifier « le tournant important » que devraient connaître, selon lui, les marchés des changes « dans un délai de six à douze mois » et la baisse du dollar qui devrait en résulter, réduisant à néant les effets bénéfiques de la remontée du billet vert, observée maintenant depuis près de deux ans et qui s'est fortement accélérée en janvier.

A en juger par l'appel à la « normalisation » lancé par Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank, et par les mises en garde des autorités japonaises à propos d'une nouvelle glissade du yen, le « tournant » est effectivement amorcé. Chacun espère que cet ajustement s'opérera sans à-coups mais, à quelques jours de la réunion du G7 qui doit se tenir le 8 février à Berlin, nombre de responsables de banques centrales présents à Davos se sont discrètement entretenus du sujet. Le Forum sert aussi à cela !

Nul doute qu'ils ont aussi évoqué les conséquences que pourrait entraîner une croissance mondiale trop forte, et notamment le risque d'un regain de tension sur les taux d'intérêt, susceptible de secouer Wall Street au moment où la Bourse new-yorkaise affiche une hausse des cours de plus de 50 % en deux ans, à l'évidence en partie artificielle. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si les marchés peuvent continuer à afficher les performances qui sont les leurs actuellement, avec des taux d'intérêt restés à des niveaux peu élevés et alors que la croissance – soutenue aux États-Unis, en Europe un peu meilleure et toujours très forte en Asie – entraîne une forte demande de capitaux. Les pèlerins de Davos voudraient conserver la foi dans le dow jones. Mais les hérétiques n'entendent pas renoncer à leur message.



**Chef de projet confirmé
Chef de produit Tarifs**

Avec vous,
nos abonnés peuvent
communiquer en toute liberté,
en rubrique secteur de pointe

Le Monde Sans Fil est à Vous.

**Le Monde
Economie le lundi ***

**Le Monde
Emploi le mardi ****

Deux rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

avec **Pace University, New York**
accréditée AACSB
et université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco*.

■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

■ Compatible avec vos activités professionnelles de salarié

■ 520 h de formation intensive :

- 10 séminaires à PARIS : 240 h
- 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

* Admissions en cours New York 1997/1998, San Francisco 1998.

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-52-53 - Fax : 01-45-51-09-08
IUA, New York - Paris - San Francisco
E-Mail : IUA@IUA.EDU

051 711 47

صكنا من الامل

Daniel Lebègue, vice-président de la BNP et ancien directeur du Trésor

« L'euro, s'il est solide, attirera une masse de capitaux en Europe »

« L'arrivée en 1999 de l'euro semble gagner en vraisemblance. Comment les marchés financiers internationaux se préparent-ils à accueillir ce nouvel acteur ? »

Au cours des derniers mois, un consensus s'est forgé sur les marchés financiers, et parmi les décideurs publics et privés, sur le fait que la monnaie unique sera créée à la date prévue en 1999 et qu'un groupe significatif de pays européens en fera partie dès l'origine. Pour ma part, j'y vois figurer huit pays : Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Irlande et Finlande. Il est probable que la Grande-Bretagne et le Danemark n'y seront pas, ayant peu de chances d'organiser dans les délais les référendums qu'ils ont promis. Reste la question délicate de la participation des pays du Sud, Italie, Espagne et Portugal : les marchés surveillent de près leurs performances. Mais je suis d'avis de ne pas dramatiser la question de leur appartenance ou non au premier train. L'essentiel est qu'en 2002 le plus grand nombre possible de pays de l'Union européenne (UE) soient en situation de participer à l'union monétaire.

Un doute aurait pu subsister sur ce scénario si 1997 s'annonçait comme une année de faible croissance en Europe : tel n'est pas le cas. L'activité dans la plupart des pays devrait être plus dynamique qu'en 1996, ce qui devrait permettre de tenir le critère, central, du déficit budgétaire.

Cette conviction est-elle partagée en dehors d'Europe ?

Oui, et c'est peut-être l'élément le plus nouveau. A la dernière réunion d'automne du Fonds monétaire international, à Washington, l'euro a été la vedette. Voyant en Asie il y a quelques semaines, j'ai pu constater que l'euro y était pris très au sérieux. Aujourd'hui, quand les grands investisseurs japonais parlent de « diversification », de leurs portefeuilles, ils pensent uniquement aux placements en fonds d'Etat américains. Au Japon, les taux d'intérêt sont très bas, et l'immobilier ni la Bourse ne sont très attractifs ; en outre, les autres Bourses asiatiques donnent des signes d'essoufflement, et Wall Street a déjà beaucoup monté. L'euro, s'il est crédible, peut donc constituer une alternative bienve-

nue et entraîner, dès 1998-1999, un déplacement important de capitaux vers l'Europe. Si seulement 2 à 3 % des portefeuilles asiatiques sont réorientés vers l'Europe, cela représente des dizaines de milliards de dollars !

Mais si l'euro attire les capitaux, il risque de monter. Est-ce vraiment le but à atteindre ?

Il y a une profonde contradiction à vouloir attirer en Europe le plus grand nombre possible d'investisseurs étrangers et à annoncer, simultanément, qu'on souhaite un euro faible vis-à-vis du dollar. Je vois les choses de la façon suivante : dans un premier temps, l'euro sera une monnaie recherchée, qui aura donc tendance à s'apprécier. Si ce mouvement est jugé trop fort, que peut-on faire ? Réduire les taux d'intérêt. Si les déficits publics ont été maîtrisés et qu'il n'y a pas menace d'inflation, la Banque centrale européenne sera en très bonne situation pour baisser les taux. Excellente nouvelle pour l'économie française et européenne ! Ce serait un signe formidable de santé économique pour l'Europe de vivre durablement avec des taux d'intérêt inférieurs à ceux des Etats-Unis. Cela commence à être le cas : depuis quelques mois, nous sommes en dessous des taux longs américains. On n'avait pas connu ça depuis des décennies.

Comment voyez-vous évoluer le système monétaire international, avec la nouvelle monnaie que vous décrivez ?

Je préfère parler de coopération monétaire internationale plutôt que de « système ». Je ne pense pas qu'il soit possible, ni d'ailleurs souhaitable, de revenir aux changes fixes du système de Bretton Woods. Contrairement à ce qu'affirment certains, les gouvernements et les Banques centrales ne sont pas devenus impuissants face aux marchés. Ils utilisent simplement d'autres outils : la parole et le maniement des taux d'intérêt, plutôt que les interventions directes sur les marchés des changes. Il n'y a qu'une chose que la puissance publique ne puisse pas faire, c'est aller contre les données fondamentales de l'économie. Mais les marchés ont exactement la même limite : eux non plus ne peuvent pas aller durablement à rebours de la réalité économique. La phrase d'Alan Greenspan sur l'« exubérance irra-

tionnelle des marchés boursiers » a fait réfléchir les investisseurs. Les banques centrales japonaise et européenne ont appris à jouer les forces de rappel et le font dans l'ensemble très bien.

Le système monétaire international va évoluer avec l'arrivée de l'euro. Dans le G7, qui deviendra de facto un G4 ou un G5, l'Europe parlera d'une seule voix et avec un poids correspondant à son importance économique. L'Europe, c'est 27 % du PIB mondial, 37 % des exportations, 47 % des investissements directs accueillis, 23 % de l'épargne mondiale. L'UE représente 40 % du marché mondial des obligations, près de 50 % du marché des changes mais, il est vrai, seulement 20 % de la capitalisation boursière mondiale. Celle-ci ne re-

présente cependant qu'une part mineure, de l'ordre de 8 à 10 %, des placements des grands institutionnels étrangers.

En joignant nos forces, nous créons du volume, de la liquidité et il en résultera un marché des capitaux plus grand que l'addition des marchés nationaux, et donc plus attractif. C'est ce que l'on pourrait appeler l'effet de levier de la monnaie unique. L'euro sera une importante monnaie de placement, de réserve et d'échange. Il faut avoir à l'esprit que les pays de l'UE font l'essentiel de leur commerce entre eux : les quatre cinquièmes des échanges de la principale zone commerciale du monde seront d'emblée facturés en euro. Enfin, la monnaie unique n'est pas un point d'arrivée, une

fin en soi, mais une étape importante dans un projet à long terme, l'union économique et politique de l'Europe.

Et quel rôle voyez-vous pour le reste du monde dans le SMI de demain ?

Outre les trois pôles principaux (Etats-Unis, Japon, Europe), dont les forces seront plus équilibrées, il devient urgent d'assurer une participation des pays émergents à la concertation économique internationale. Comment continuer à tenir à l'écart des pays comme la Chine, la Russie, le Brésil, l'Indonésie, ou les « dragons » d'Asie ? Parmi les dix premières places financières mondiales, plusieurs sont désormais situées en dehors des pays du G7. Il devient très difficile de réguler le système

financier international en l'absence de ces acteurs majeurs. Je pense notamment à la prévention et au traitement des crises qui, dans un système globalisé, se répercutent instantanément dans toutes les parties du monde.

La coopération doit aussi permettre d'éviter les dévaluations compétitives qui faussent les règles et freinent le développement des échanges. En fin de compte, ce que l'on attend des grands acteurs du jeu économique mondial, c'est qu'ils coordonnent mieux leurs politiques et qu'ils conjuguent leurs efforts afin d'assurer une croissance forte et durable pour tous.

Propos recueillis par
Sophie Gherardi

La monnaie unique, une histoire vieille comme les empires

Souvent, l'empire a créé la monnaie ; mais la monnaie peut-elle fonder l'empire ? En l'occurrence, une Europe unie ? A moins de deux ans de la naissance de l'euro, les théoriciens de la monnaie n'ont pas résolu cette version financière de l'œuf et de la poule. L'histoire fait naître la monnaie au début du VIII^e siècle av. J.-C., en Anatolie, contrée du fleuve Pactole et du roi Crésus. Celui-ci, vers 550, crée le premier système reposant à la fois sur l'or et l'argent.

Battre monnaie permet non seulement d'affirmer un pouvoir politique, mais aussi de dégager des bénéfices, en attribuant aux pièces une valeur supérieure à leur prix de revient. C'est pourquoi, dans la Grèce antique, les monnaies locales prolifèrent, chaque cité y allant de sa pièce. Rome attendra le III^e siècle pour faire circuler ses as de bronze, deniers d'argent et aureus d'or. Sous l'Empire, la frappe devient un monopole d'Etat, et Rome impose l'usage de sa monnaie aux peuples qu'elle domine. La chute de l'Empire romain d'Occident est suivie de quelques siècles de remous politiques qui - toujours - riment avec chaos monétaires.

Charlemagne, en gestionnaire avisé, épris de liberté commerciale et de stabilité monétaire, impose le denier carolingien qui circule bien au-delà des limites de ses Etats. Mais empire et unité monétaire périclitent ensemble après sa mort, laissant place aux rivalités féodales. Au XIII^e siècle, face à la montée des villes italiennes, Venise, Florence, Gênes, qui drainent les flux commerciaux, Philippe le Bel tente d'imposer une monnaie royale. Ses permanents ajustements, à la baisse, du poids des pièces lui valent d'ailleurs le qualificatif de « roi faux-monnoyeur ».

Mais c'est le XIX^e siècle qui s'impose comme le siècle des unions monétaires. Deux modèles sont en présence : celui, ouvert et multinational, de l'Union latine, qui se structure autour de la France et celui, autoritaire et national, du Reichsmark allemand, impulsé par la Prusse. La France, qui cherche à développer sa zone d'influence commerciale face à l'Angleterre, dispose d'une monnaie forte, le franc germinal, hérité de la Révolution, capable de concurrencer la puissante livre sterling. Une conférence aux objectifs ambitieux (créer une monnaie universelle) réunit en 1865 les pays fondateurs de l'Union latine, construction remarquable de par sa longévité. Jusqu'à sa mort discrète, en 1926, elle aura traversé les tourments monétaires des guerres de 1870 et de 1914.

Fédérant la France, la Belgique, la Suisse, puis l'Italie, la Roumanie, la Grèce, l'Union latine repose sur une grande souplesse d'adhésion. Pas de critères façon Maastricht : dans les premières années de l'Union, l'accord des autres membres n'est même pas requis pour participer ! La seule condition à remplir, pour les divers centraux, est d'accepter les diverses pièces étrangères au même titre que la monnaie nationale. Ce qui implique une homogénéité du poids des monnaies. L'Angleterre se saisira d'ailleurs de ce prétexte pour refuser d'adhérer.

L'humiliante défaite de 1870 entame le prestige de la France, chef de file de l'Union latine, qui se relève difficilement de la ponction du stock d'or de la Banque de France par l'Allemagne victorieuse. L'Union survit, pour éviter la délicate question de sa liquidité qui obligerait les banques centrales à démonétiser des sommes considérables. Ironie du sort, Sedan, fossoyeur de l'Union latine, est aussi le catalyseur de l'unité allemande. La Prusse réalise un vieux rêve, préparé de longue date au sein du Zollverein, union économique et douanière instaurée dès 1833. Le mark allemand résulte d'une volonté d'hégémonie politique, dont il est l'aboutissement. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si, en 1990, comme en 1871, l'unité politique allemande rime avec l'unité monétaire.

A la veille du passage à l'euro, quel enseignement tirer des expériences du passé ? Jamais, de mémoire d'historien des monnaies, un groupe de pays n'a librement décidé de s'aventurer aussi loin, en acceptant autant de contraintes. Certes, depuis le XIX^e siècle, les conditions économiques ont radicalement changé, l'économie s'est mondialisée. Faut-il pour autant reléguer de troublantes coïncidences au rayon des curiosités ? « Les unions monétaires du passé se sont construites autour d'un Etat dominant », remarque Norbert Olszak, professeur à l'Université de Strasbourg. La Prusse de l'unité allemande et la France de l'Union latine étaient des mémoires capables d'imposer leurs méthodes à leurs partenaires. Les plus optimistes pensent que l'euro permettra de concilier les deux logiques : pour les Allemands, la monnaie unique est une étape vers l'union politique ; pour les Français, elle témoigne d'une adhésion librement consentie à un projet commun de vivre ensemble. Si les deux conceptions se révèlent compatibles, alors, pour la première fois, la monnaie accouchera de l'empire, et non le contraire.

Vanessa Ragot

Le nouveau partage monétaire

Suite de la page 1

A la conférence de Bretton Woods, en 1944, il fut décidé que les monnaies devaient être convertibles en dollar ou en or, et qu'elles ne pouvaient fluctuer que de plus ou moins 1 %, à moins d'officialiser une dévaluation. Mais par la suite, les avoirs en dollars détenus en dehors des Etats-Unis se sont mis à gonfler, un déficit commercial américain est apparu et la confiance dans la capacité américaine de convertir tous les dollars existants en or s'est érodée. Le président Richard Nixon dut se résoudre, en août 1971, à suspendre la convertibilité du dollar en or. Le système de Bretton Woods était mort. Dès 1959, Pierre Mendès France l'avait pressenti, qualifiant ce système de « coïncidence fortuite », car « il n'y a pas forcément corrélation entre l'intérêt de l'économie intérieure des Etats-Unis et, au même moment, l'intérêt de l'économie mondiale dans son ensemble ».

Depuis, les monnaies fluctuent librement entre elles. La croissance des échanges internationaux et la libéralisation, dans les années 80, des mouvements de capitaux se sont traduits par une véritable explosion des transactions de changes, d'abord simples, puis de plus en plus complexes avec la naissance de produits sophistiqués (contrats à terme, swaps...) sur les « marchés dérivés ». L'univers des changes flottants a été marqué par des crises majeures, comme celle qui a secoué l'Europe monétaire en

1992-1993, ou le Mexique en 1994, avec l'effondrement du peso. Le dollar continue pourtant à dominer le marché des changes, alors que les Etats-Unis représentent à peine le quart de la production mondiale. L'héritage du système de Bretton Woods pèse encore. Sans pour autant mettre fin à leur politique du *benign neglect*, la fameuse « indifférence bienveillante », les Américains ont accepté, en septembre 1985 lors des accords du Plaza, puis surtout en février 1987, lors de ceux du Louvre, de coopérer avec leurs partenaires pour la gestion des parités des changes.

Conscients des risques que faisait peser sur leurs économies l'instabilité monétaire, les pays européens ont tenté de conforter la stabilité de leurs propres monnaies : ils ont révisé d'une union monétaire dès la fin des années 60, créé le Système monétaire européen (SME) en 1979, inventé le principe de l'euro au début des années 90. Son avènement en 1999, désormais très vraisemblable, soulève plusieurs questions. L'euro modifiera-t-il la domination du dollar sur le marché des changes ? Limitera-t-il les excès des fluctuations monétaires qui font peser un risque systémique sur l'économie mondiale ?

Des changements importants vont intervenir. Une monnaie est à la fois une unité de comptes, un instrument d'échanges et de réserve. Une unité d'échanges : à l'heure actuelle, la plupart des transactions internationales de marchandises, celles de pétrole en particulier, sont réalisées en dollars. Pour tous les biens faisant l'objet de transactions mondiales, il est difficile d'imaginer la mise en concurrence de plusieurs monnaies, de plusieurs références. Il paraît lointain, le jour où l'on cotera en euro le baril de brut !

Une unité de réserves, ensuite : depuis vingt ans, la part des ré-

serves de changes officielles des banques centrales libellées en dollars a peu décliné, passant de 70 % à un peu plus de 60 % du total. Le mark, deuxième monnaie de réserve du monde, ne vient que loin derrière (avec 15 % du total). Là encore, les changements semblent ne pouvoir être que très lents.

Un élément, en revanche, pourrait accélérer l'internationalisation de l'euro : son utilisation sur les marchés du crédit. « Le redéploiement des portefeuilles est plus rapide, le passage d'une devise à une autre peut se faire plus rapidement. L'utilisation de l'euro en placement interviendra plus vite qu'en instrument de paiement », anticipe l'économiste Christian de Boissieu.

RÉSERVES ASIATIQUES

D'ores et déjà, moins de 40 % des émissions obligataires internationales sont libellées en dollars, contre 70 % au début des années 80. En offrant des taux d'intérêt compétitifs, dans un environnement propice à la confiance, l'Europe sera en mesure de drainer un nombre croissant d'emprunteurs, donc d'utilisateurs, de sa monnaie. Peut-être l'euro servira-t-il d'aimant pour les monnaies méditerranéennes ou d'Europe centrale.

Les mêmes questions se posent, bien sûr, à l'Asie. La plupart des économistes, à l'instar d'Agnes Bénassy-Quéré, du Cepii, ne croient pas à l'existence de la prétendue « zone yen ». Les Etats de la région ont choisi, pour la plupart, soit d'arrimer leur monnaie au dollar (c'est le cas de Hongkong), soit d'opter pour un panier de devises lié au billet vert, et n'ont jamais signé d'accord monétaire entre eux. La situation pourrait toutefois changer avec la chute récente du yen face au dollar, les contacts entre banques centrales asiatiques, l'admission de plusieurs d'entre elles au sein de la BRI (Banque des règlements internationaux), la « banque centrale des banques cen-

trales », le gonflement des réserves de changes asiatiques, et la probable convertibilité totale, à terme, du yuan chinois. Mais les difficultés de l'unification monétaire de l'Europe laissent à penser que le processus d'intégration monétaire asiatique, s'il doit voir le jour, s'inscrira dans une perspective longue pendant laquelle s'exercera une féroce concurrence entre le dollar, le yen et le yuan.

On retombe toujours sur le problème posé par l'hétérogénéité des économies participant à un même système monétaire. Les difficultés rencontrées à l'échelle de l'Union européenne pour s'assurer que la monnaie unique ne sera pas déstabilisée par les dérapages de telle ou telle économie, se retrouveront au moins autant en Asie. Ces problèmes sont, bien sûr, démultipliés à l'échelle mondiale. Peut-on surveiller à la fois plus de 150 solides budgétaires, dettes publiques, niveaux de taux d'intérêt ?

De plus, les dévaluations compétitives sont une arme dont nombre de pays, des Etats-Unis à l'Italie, du Mexique à Taiwan, ont profité à un moment où à un autre, et il est peu vraisemblable qu'ils acceptent tous de se priver d'un tel atout. La France l'a fait, en arrimant sa monnaie au mark depuis dix ans. Mais ce n'est pas sans déchirements. Inversement, l'Allemagne se demande toujours pourquoi elle devrait partager sa monnaie forte avec d'autres partenaires.

Reste à savoir quel type de relations les trois blocs monétaires - dollar, euro, yen - entretiendront entre eux. L'euro incitera sans doute les Etats-Unis à se soucier davantage de leur parité extérieure, donc à se départir de leur traditionnel *benign neglect*. Mais l'hétérogénéité des économies, la puissance des marchés, ne sont guère favorables à la naissance d'un nouveau système monétaire formel, qu'il soit inspiré de Bretton Woods ou du SME. A Washington,

le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, estime que c'est l'intensification de la coopération qui permettra de « gérer proprement la technique des plaques », mais que, le dollar étant amené à rester longtemps la principale monnaie de réserve, il n'y a pas urgence à modifier le système actuel. Car « qui dit reclassement dit forcément bouleversement ».

Une partie des spécialistes ne jurent pourtant que par les changes fixes. Longtemps après Jacques Rueff, qui voyait dans les années 70 le retour à l'étalon or comme le seul moyen de sauver l'Occident, certains évoquent la taxation des transactions de changes, afin de contenir les tendances spéculatives des marchés. Lors de son passage au ministère de l'économie, en 1986-88, Edouard Balladur plaiderait pour la recherche d'un nouvel étalon monétaire mondial, car « le flottement des monnaies dans lequel nous vivons depuis vingt ans, c'est le nationalisme monétaire, le règne du chacun pour soi », expliquait-il.

INQUIETUDES AMÉRICAINES

Christian Chavagneux, enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, estime normal que le FMI bête à aller à l'encontre du dollar. Mais, ajoute-t-il, « si l'on veut renforcer l'intégration internationale, il faut accepter des taux de changes fixes ». Il est, selon lui, « illusoire de croire qu'il suffit de donner la bonne information aux marchés pour qu'ils aient un comportement rationnel ».

Pour sa part, l'économiste américain Ronald McKinnon, dans un récent ouvrage, se fait l'avocat d'un étalon monétaire « pour le vingt et unième siècle ». Une sorte d'accord du Louvre renforcé où le dollar, le mark et le yen (l'euro est étrangement absent de ce scénario) ne pourraient fluctuer que de 5 %, puis de 1 % seulement, grâce à

Pharmonomisation des taux d'intérêt et de l'inflation. Actuellement, estime-t-il, les taux de change flottants ne permettent plus de contrôler les flux commerciaux et sont seulement source de désordres monétaires.

Partisans des changes flottants ou des changes fixes, tous recherchent une plus grande intégration économique internationale. Pendant que la réflexion se poursuit, la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes intelligents pour gérer les relations entre les trois grandes zones monétaires, se renforce. A court terme, il est probable que le système sera peu modifié, les réunions régulières des grands argentiers permettant de régler au mieux la « technique des plaques » monétaires. Les ministères des finances travaillent également au renforcement de la supervision des banques, à la définition de normes communes de sécurité par les acteurs sur le marché des changes.

Mais à plus long terme, il n'y a aucune raison pour que le dollar continue à dominer le jeu monétaire international. La création de l'euro contribuera à accélérer le processus de rééquilibrage. Dans cette perspective, il n'est guère étonnant que les responsables américains s'inquiètent de la naissance d'une monnaie européenne dont ils ont longtemps cru qu'elle ne viendrait pas le jour. Par précaution, la réunion du G7 à Berlin, puis le séminaire qu'organise le FMI à la mi-mars sur le même sujet, vont s'efforcer de dissiper tout risque de « malentendu transatlantique ». Mais de nombreuses autres rencontres à géométrie variable, selon que les économies européennes se fondent en une ou pas, ou que de nouveaux acteurs apparaissent sur la scène, seront sans doute nécessaires pour apaiser les esprits. De part et d'autre de l'Atlantique.

Françoise Lazare

suprematie de la devise américaine

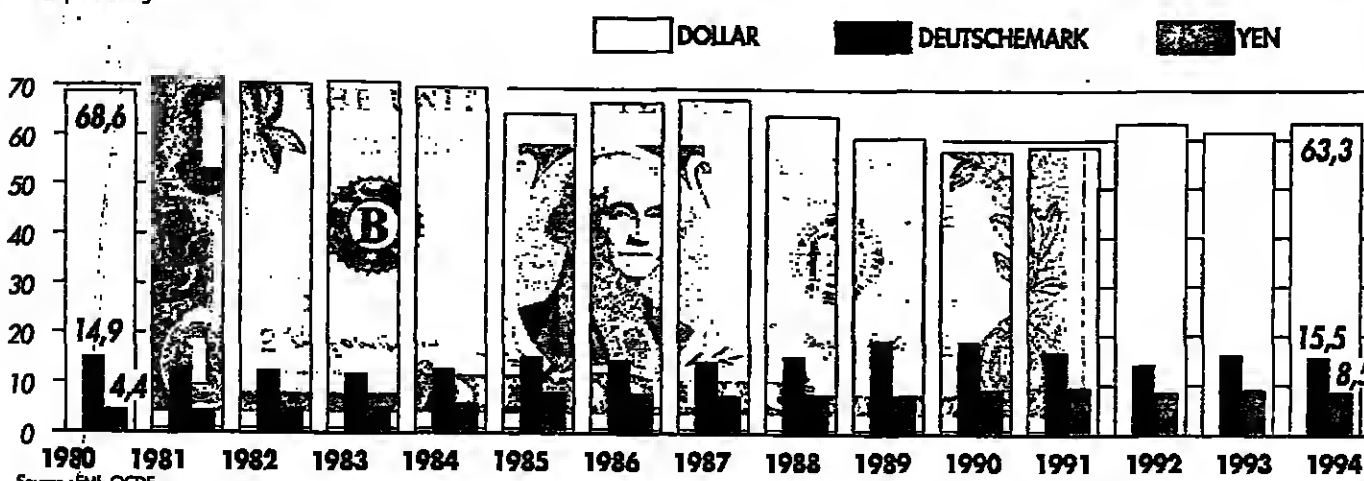


Les banques centrales pratiquent pa

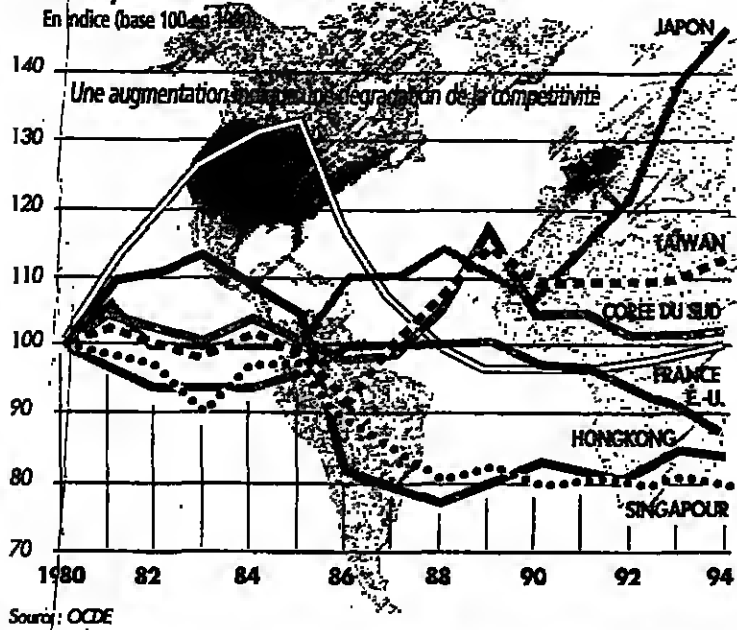
La rentabilité de la Banque de France est l'une des plus faibles comparée à celle de ses homologues européennes

La suprématie de la devise américaine

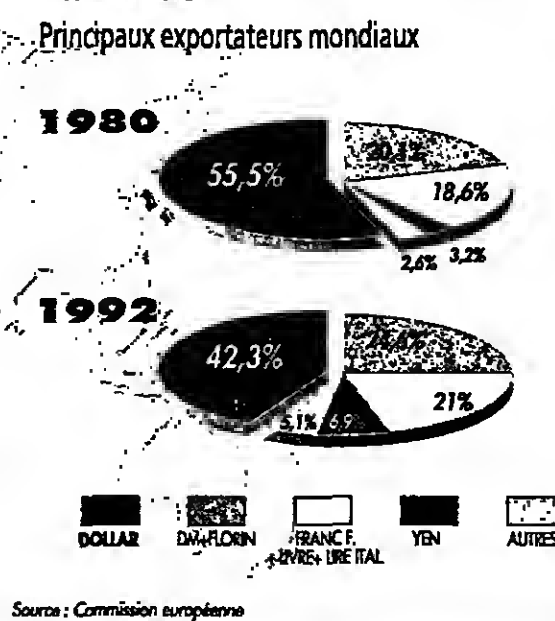
▼ Part des principales monnaies dans les réserves des pays industrialisés en pourcentage



▼ Taux de change effectif réel des principaux exportateurs asiatiques dans le secteur manufacturier



▼ Les devises utilisées pour la facturation commerciale



Les banques centrales prônent la rigueur, mais ne la pratiquent pas

Les banques centrales sont devenues des acteurs en vue de la politique économique mondiale. L'importance de leur rôle est telle qu'on en oublie qu'elles sont aussi des entreprises. Deux rapports américains récents se penchent ainsi sur la gestion des grandes banques centrales. L'un émane du GAO (Government Accounting Office) américain, dont le rôle est proche de celui de notre Cmr des comptes et qui est directement rattaché au Congrès; l'autre émane d'un groupe privé financier, Zurich Kemper Investments, et élargit la réflexion aux grandes banques centrales européennes.

VENTES D'OR
Avec l'approbation de l'Union monétaire européenne, souligne David Hale, de Kemper Securities, qui est considéré comme l'un des meilleurs analystes économiques des Etats-Unis, les gouvernements européens ne resteraient pas insensibles aux ressources que leurs banques centrales pourraient leur apporter. Il observe que les cinq banques centrales qui devraient être au cœur de l'Union monétaire (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique et Autriche) ont, ensemble, des actifs de 480 milliards de dollars et 46 934 employés.

Si on y ajoute les autres banques centrales de l'Union, les actifs sont de 837 milliards de dollars et les employés 69 225, à comparer aux 410 milliards de dollars et 23 727 fonctionnaires aux Etats-Unis, et aux 453 milliards de dollars et 6 300 employés pour la Banque du Japon. Dans un contexte de réduction des déficits publics, il est difficile de penser que les banques centrales pourraient rester à l'écart de mesures d'austérité budgétaire.

Selon l'analyste de Kemper Securities, la Banque de France, qui a un des taux de rentabilité les plus bas parmi les banques centrales européennes, pourrait ac-

croître ses revenus. Ses bénéfices après impôts ne dépassent pas 280 millions de dollars en 1995, comparés à 7,6 milliards pour la Bundesbank et 1,8 milliard pour la Banque d'Espagne. Autre exemple, le coût de fabrication des billets de banque serait, selon la même source, quatre fois plus élevé en France qu'en Angleterre.

Il est vrai que ces comparaisons internationales sont toujours d'interprétation délicate, dans la mesure où les fonctions et les responsabilités exercées par chaque banque centrale peuvent être très différentes. Elles doivent donc être utilisées avec prudence. Ces réflexions sur une meilleure utilisation des ressources des banques centrales européennes sont illustrées par la vente d'or de leurs réserves, qui s'est accompagnée d'une baisse accentuée des cours depuis plus d'un an. Leurs ventes sont estimées à quelque 150 tonnes pour la seule période d'octobre à décembre. Un moyen comme un autre de réduire la dette des Etats et, par là même, de faciliter le respect des critères de Maastricht.

Moins immédiatement concernée par le changement que ses consœurs européennes, la Fed américaine a aussi vu passer au crible son coût de fonctionnement. L'exercice est inédit et l'ins-titution a mal apprécié cette surveillance nouvelle. Mais aujourd'hui l'environnement budgétaire a changé et le Congrès américain trouve normal qu'une attention plus soutenue soit portée sur tous les coûts répercutés

sur le contribuable. Tel n'est pas le cas, selon le GAO, pour la Réserve fédérale américaine.

A la différence des organes administratifs qui sont financés par le budget de l'Etat, la Fed s'auto-finance. Elle bénéficie en effet de recettes très importantes qui proviennent des intérêts perçus sur les obligations du Trésor qu'elle détient en garantie de la monnaie américaine; mécanisme qui, dans les conceptions européennes issues du traité de Maastricht, serait d'ailleurs prohibé comme étant un financement monétaire du Trésor. Une seconde source de recettes est constituée par la rémunération de services rendus aux banques ou aux institutions financières pour la compensation des chèques ou la gestion des mouvements de fonds électroniques.

Sur ces recettes annuelles, qui sont de l'ordre de 22 milliards de dollars, la Fed impute ses dépenses, environ 2,5 milliards de dollars, et reverse le solde au Trésor. Mais, de 1988 à 1994, son coût de fonctionnement a augmenté de manière continue et substantielle: les dépenses ont progressé de 48 % en sept ans, surtout en ce qui concerne les frais de personnel et les dépenses informatiques, soit à un rythme supérieur de 17 % à celui de la dépense fédérale discrétionnaire.

LES RECETTES DE LA FED

Quant au coût des services rendus, il a crû plus vite que la recette correspondante et dépassé l'inflation de 25 % dans la période. Une série de dysfonctionnements a été relevée portant sur le coût des voyages, les avantages supplémentaires accordés au personnel, les acquisitions immobilières et les contrats. La plupart sont attribués à la structure décentralisée du système de réserve fédérale composé, en plus du conseil (board) siégeant à Washington, de 12 banques de réserve fédérale régionales et de 25 succursales, et à l'absence d'une contrainte externe sur la dépense. La Fed devrait se recentrer sur ses missions essentielles, modifier ses

structures pour mieux remplir ses missions et recadrer son mode de fonctionnement.

Les banques centrales ont pour principale mission de défendre la valeur de la monnaie. En ce sens, il est normal qu'elles mettent régulièrement l'accent sur la nécessité, pour les gouvernements, de respecter une discipline budgétaire et d'adopter, lorsque le déficit commence à se creuser, les mesures de rigueur indispensables pour le limiter. Il leur sera de moins en moins facile, désormais, de ne pas respecter elles-mêmes les recommandations qu'elles dispensent aux autres.

Philippe Adhémar
Economiste

Bibliographie

- Monnaie, monnaies, de Michèle Glacobi et Anne-Marie Gronier (Marabout-Le Monde Editions, 1994, 211 p., 38 F).
- Bretton Woods. Mélanges pour un cinquantenaire. Revue d'économie financière (Le Monde Editions, 1994, 600 p., 290 F).
- Cinquante ans après Bretton Woods. La Revue du Cepi - Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Economica, 1995, 240 p., 120 F).
- Finance et Europe: questions de confiance. Revue d'économie financière (Montchrestien, automne 1996, 220 p., 180 F).
- La Monnaie et ses mécanismes, de Pierre Berger et André Icard (PUF, « Que sais-je ? », 1995, 130 p., 40 F).
- Le Système financier international, de Jean Rivoir (PUF, « Que sais-je ? », 1990, 120 p., 40 F).
- Histoire des unions monétaires, de Norbert Olszak (PUF, « Que sais-je ? », 1996, 128 p., 40 F).
- Les taux de change en Asie, La Revue du Cepi (La Documentation française, 1996, 200 p., 115 F).
- The Rules of the Game. International Money and Exchange Rates, de Ronald McKinnon (Editions MIT Press, 1996, 560 p., 55 dollars).

MARCHÉ DES CHANGES

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que le marché des changes ?

Le marché des changes est le lieu où s'achètent et se vendent les devises, c'est-à-dire les monnaies étrangères convertibles. Ce lieu (en fait, une multitude de bureaux dans le monde entier) est aujourd'hui totalement dématérialisé car les transactions s'effectuent par écrans d'ordinateurs interposés. La confrontation de l'offre et de la demande de monnaies permet la détermination du prix d'une devise dans une autre (cours du change). Plus une devise est demandée, plus son cours se valorise par rapport aux autres. Les excédents commerciaux sont aussi un facteur de valorisation d'une devise, ainsi que les taux d'intérêt: les investisseurs sont attirés ou retenus sur une monnaie par des rémunérations élevées.

2 Qu'appelle-t-on changes fixes et changes flottants ?

Dans un régime de changes fixes, les cours des monnaies sont fixés les uns par rapport aux autres et, en général, par rapport à l'or, soit l'argent, soit les deux (bimétallisme). Dans le système dit de Bretton Woods, instauré en 1944, les monnaies étaient affectées d'une certaine valeur en dollars et en or, et oe pouvaient fluctuer que de 1 % autour de cette parité.

En 1971, le déficit de la balance des paiements américaine était devenu tel que les Etats-Unis ne pouvaient plus, même en théorie, assurer la convertibilité en or de leur monnaie à tous ses détenteurs extérieurs. Ils ont donc suspendu la convertibilité et confié au marché le soin de donner la parité du dollar. C'est le système des changes flottants, qu'on connaît depuis. Le cours d'une monnaie varie au gré des offres et des demandes. La banque centrale a la possibilité - mais pas l'obligation - d'intervenir pour régulariser les fluctuations engendrées sur sa monnaie par les opérateurs. Si elle estime exagérée la baisse ou la hausse du cours pour les besoins de l'économie nationale, elle peut faire varier les taux d'intérêt, ou s'entendre avec les autres banques centrales pour une action coordonnée.

L'Europe communautaire a adopté, en 1979, un système de changes semi-fixes, le SME (système monétaire européen): les monnaies fluctuent autour d'un cours-pivot, avec une latitude plus ou moins large selon les pays (depuis août 1993, le franc dispose de marges de fluctuation de 15 %).

3 Quand dit-on qu'une monnaie est convertible ?

On parle de convertibilité externe d'une monnaie quand on peut l'échanger librement et à tout moment contre une autre devise. Une monnaie est dite inconvertible quand cet échange est interdit ou rendu compliqué par des procédures administratives lourdes. C'était notamment le cas des pays européens après la guerre (certains, comme la France, ont maintenu des mesures de contrôle des changes jusqu'au milieu des années 80). Les pays de l'Est avaient des monnaies inconvertibles jusqu'à une date récente, comme aujourd'hui encore de nombreux pays en développement qui ne

disposent pas de suffisamment de devises étrangères.

4 Qu'est-ce que le Groupe des sept ou G7 ?

Le Groupe des sept ou G7 était à l'origine le Groupe des cinq, une réunion informelle des dirigeants des principaux pays industriels. Attribué au président français Valéry Giscard d'Estaing, l'idée est née en 1975, dans le contexte du premier choc pétrolier et de l'instabilité du système monétaire international consécutive à l'abandon des changes fixes en 1971. Pour parler de leurs problèmes communs, les chefs d'Etat (Etats-Unis et France) ou de gouvernement (Japon, Allemagne, Grande-Bretagne) se sont retrouvés pour la première fois à l'automne 1975 à Rambouillet. Ils ont été rejoints par l'Italie et le Canada au milieu des années 80.

Au fil des années, ces réunions intimes se sont élargies aux entourages et aux « sherpas », ainsi qu'à d'autres acteurs comme le président de la Commission européenne et, plus tard, le président russe. Devenues de lourdes machines médiatiques, accueillant des milliers de journalistes, elles ont perdu la spontanéité et l'efficacité prêtes aux premières éditions. En revanche, les G7 spécialisés, notamment financiers, continuent à être des instances de travail dont les conclusions sont suivies avec attention par les marchés financiers.

On parle aussi du G3, formé par les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon, qui décident parfois ensemble de grandes interventions sur les marchés des changes, comme par exemple en août 1995.

5 En quoi consistent les accords du Plaza ?

L'expérience montre que, même en régime de changes flottants, la concertation internationale permet aux autorités monétaires d'orienter les cours des grandes devises. Elle ne sont donc pas aussi désarmées qu'on le dit face aux marchés financiers. Les cinq pays membres du G5, réunis le 22 septembre 1985 à l'Hôtel Plaza, à New York, ont annoncé qu'ils s'étaient mis d'accord pour faire baisser la valeur du dollar sur les marchés des changes. La réunion du Plaza fut efficace puisque, en dix-sept mois, jusqu'aux accords du Louvre, le dollar enregistra une chute de plus de 40 % de sa valeur.

6 En quoi consistent les accords du Louvre ?

Le 22 février 1987, alors que le G5 a cédé la place au G7 (l'Italie et le Canada ont forcé la porte du Groupe des cinq), les Etats-Unis estimèrent que le dollar a assez baissé. Les ministres des finances du G7 (l'Italie a cependant boudé la réunion en dernière minute) se réunirent pour lancer un nouveau signal aux marchés financiers. Dans un communiqué, les ministres déclarèrent que l'action menée depuis plus d'un an à « conduire leurs monnaies dans des bandes de fluctuation globalement compatibles avec les données économiques fondamentales ». Les opérateurs se le tiennent pour dit et le dollar se stabilise pour un temps.

PROFESSIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Forum de l'Intec

Joué 6 février de 14h à 19h
Vendredi 7 février de 9h à 19h
Samedi 8 février de 9h à 19h

CNAM - Accès 37
2, rue Conté
75003 Paris

Un espace « Rencontres »
Véritable carrefour d'échanges avec la profession comptable

Un espace « Emplois »
S'informer auprès des décideurs en matière de recrutement

Un espace « Expositions »
Elargir son champ de réflexion sur les enjeux de la profession

Des conférences et débats
Des thèmes majeurs animés par des intervenants de grande qualité

Renseignements et réservations:
AE INTEC - Tél. : 01 42 38 03 00

051 711 111

صكنا من الامل

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

(données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	dec. +1,1	dec. +0,3	dec. +2,3	dec. +0,3	dec. -1,7	dec. -0,5	dec. +0,4
Cumul sur 12 mois	+5,6	+3,9	+3,2	+2,1	-2,3	+0,2	+2,8
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	dec. 5,3	dec. 3,3	dec. 10,9	dec. 12,7	dec. 12,2	dec. 6,7	dec. 9,7
Un an en avant	5,6	3,4	9,9	11,6	12,2	8	9,4
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	dec. 0	dec. -0,3	dec. +0,3	dec. +0,2	dec. +0,2	dec. +0,3	dec. 0
Sur 12 mois	+3,3	+0,5	+1,5	+1,7	+2,6	+3,1	+2,2
Solde commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	nov. -13,2	dec. +514,8	dec. +9,4	dec. +9,5	dec. +7 262,4	dec. -1	dec. +1,8
Imbalances nationaux							
Cumul sur 12 mois	-162,1	+676,5	+95,4	+118,9	+65 905,7	-12,5	+34,4
Imbalances internationaux							
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-162,1	+62,2	+64,2	+23,3	+42,5	-19,3	+25,2
Croissance du PIB (en %)							
3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	+2,1	+0,4	+3,3	+3,5	+2,4	+1,8	+3,3
Sur 12 mois	+2,2	+3,2	+1,9	+1,4	+0,7	+2,2	+1,6
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,2	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	56,1	124,4	56,1	100,5

LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES FRANÇAISES DEVRAIENT PROGRESSER

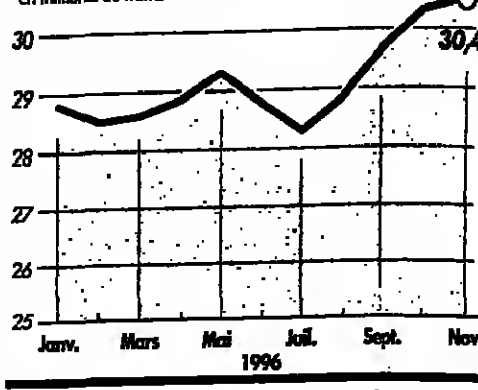
Le rebond des importations de biens d'équipement par les entreprises françaises d'août à novembre 1996, après presque une année de stagnation, milite en faveur d'un réveil de l'investissement. D'autres facteurs pourraient jouer : le bas niveau des taux d'intérêt, la réduction de l'endettement... et surtout la perspective de débouchés à l'extérieur ainsi que sur le marché national. Enfin, la remontée du dollar est de nature à amplifier le mouvement au premier semestre 1997.

Au printemps 1995, les entreprises avaient subitement interrompu la progression de leurs investissements et réduit leurs stocks, d'où une croissance économique faible en 1996, malgré la vigueur inattendue de la consommation des ménages. En 1997, le comportement des entreprises demeure la principale inconnue, celle qui fera la différence entre une expansion décevante, de l'ordre de 2 %, ou une performance de 2,5 % qui susciterait l'enclenchement d'une croissance auto-entretenu.

En collaboration avec le groupe Crédit national-BFCE

Les importations de biens d'équipement

en milliards de francs



Source : Datastream

À RETENIR EN FRANCE

PIB au 3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	2,1 %
PIB au 3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	2,1 %
PIB au 3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	2,1 %
PIB au 3 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	2,1 %

La montée du dollar arrange tout le monde... pour l'instant

La hausse récente du dollar face au yen et, plus encore, face aux monnaies européennes a été spectaculaire. Une accélération brutale du mouvement engagé depuis la fin de l'été a, en quelques semaines, porté la devise américaine au-delà des 5,50 francs pris pour cible par Valéry Giscard d'Estaing. Pourtant, si l'on s'en tient aux idées reçues en matière de détermination du change, ce mouvement semble dévier les lois de la pesanteur : les États-Unis ne continuent-ils pas d'accumuler de notables déficits de leurs paiements courants, alors même que l'Europe et le Japon sont, eux, largement excédentaires ?

Le dollar, il est vrai, n'est pas une monnaie tout à fait ordinaire. Compte tenu du rôle de la monnaie américaine dans les transactions internationales, la seule croissance des échanges mondiaux est source d'un besoin d'encasement en dollars. Une demande supplémentaire émane des économies « dollarisées », où l'on souhaite, chaque année, détenir un peu plus de billets verts. Cette demande structurelle de dollars par le « reste du monde » a une conséquence importante : les États-Unis peuvent, bon an mal an, financer « sans pleurs » un déficit d'au moins 50 milliards de dollars, soit un tiers de leur solde actuel. Là n'est pourtant pas l'essentiel.

L'une des conséquences majeures de la libéralisation des mouvements de capitaux est de

permettre à ceux qui gèrent des portefeuilles d'actifs financiers d'en diversifier la composition par devises. Estimons, pour fixer les idées, à 10 000 milliards de dollars le stock d'actifs financiers détenus en dehors des États-Unis. Ce montant est un minimum : c'est l'ordre de grandeur de la seule somme des dettes publiques non américaines. Qu'un pour cent de cette masse se déplace vers la devise américaine et ce sont plus de 100 milliards de dollars qui seront demandés. Les déplacements d'actifs financiers pèsent donc désormais autant sur les mouvements de change que les déséquilibres de paiements courants.

De quoi dépendent ces déplacements ? Des écarts de rendements anticipés entre monnaies. Ces écarts sont liés, d'une part, à une différence entre taux d'intérêt, d'autre part à l'évolution attendue du change. À taux d'intérêt identiques, on a, en effet, tout à ga-

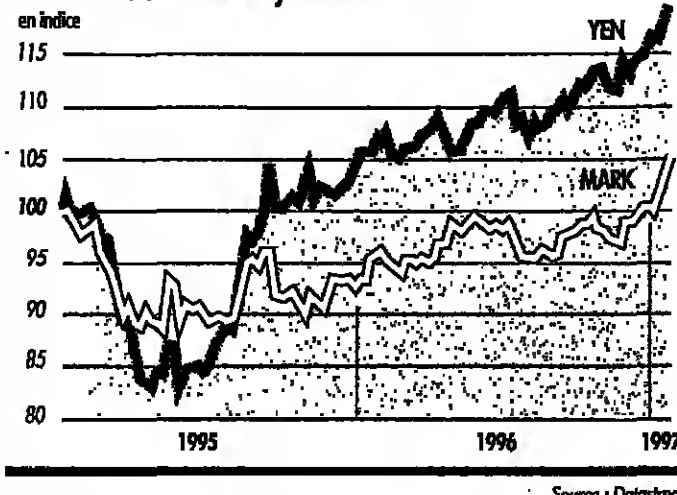
gner à détenir des dollars plutôt que des francs, si l'on est convaincu que le dollar va monter.

Sur cette toile de fond, l'appréciation récente du dollar est moins mystérieuse. D'abord, la configuration actuelle des taux d'intérêt pousse clairement le dollar à la hausse : les taux américains sont plusieurs centaines de points de base au-dessus des taux japonais et nettement supérieurs à la plupart des taux européens. Ensuite, les anticipations des marchés ont été fort habilement guidées par les autorités monétaires. Il y a de longs mois maintenant, celles-ci s'étaient déclarées en faveur d'une « inversion ordonnée » de la tendance baissière qui avait mené, début 1995, le dollar au plus bas. Ponctuelle d'interventions massives de la part des autorités japonaises, cette « inversion » a été rapide et nette face au yen, tardive et plus hésitante face au mark.

L'INFLUENCE DES AUTORITÉS

Depuis la réélection du président Clinton, les États-Unis n'ont cessé de répéter qu'ils voulaient un dollar fort. Les membres du conseil de la Bundesbank, quant à eux, ont expliqué avec une constance et une unanimité rares qu'une baisse du mark par rapport à la devise américaine ne ferait que corriger une situation anormale. Si l'on ajoute à cela la prise de position bruyante de Valéry Giscard d'Estaing, on tient sans doute l'explication de l'accélération qui vient d'être observée.

Le cours du dollar en yen et en mark



Source : Datastream

Rarement les marchés ont eu une vision aussi claire du sens dans lequel les autorités souhaitent voir le dollar bouger.

Contrairement à une idée souvent répétée, la libéralisation et l'ampleur des mouvements de capitaux sont loin d'être des autorités toute prise sur les changes. Au contraire, si elles parviennent à mettre en mouvement, par des déclarations bien senties, ponctuelles et à l'intervention, une part minime des masses financières aujourd'hui accumulées, elles ont toute chance d'atteindre leur objectif. Pourvu, bien sûr, que celui-ci ne s'écarte pas trop du raisonnable !

Entre deux monnaies, il n'existe

qu'un taux de change. Pour pouvoir mobiliser le puissant levier des anticipations, les autorités des deux pays qui émettent ces monnaies doivent donc avoir le même objectif. La divergence des conjonctures explique l'unanimité observée jusqu'à présent sur ce point.

De ce côté-ci de l'Atlantique, comme d'ailleurs au Japon, on a tout à gagner d'un dollar plus fort qui donnerait un peu de couleurs à une activité économique franchement anémisée. De l'autre côté, on n'a rien à perdre à une telle évolution : l'économie américaine est aux limites du plein emploi, et, si la baisse du change freine quelque peu l'activité, cela réduira

d'autant ce qui devrait être fait, sinon par une hausse des taux d'intérêt.

Si le ressort du mouvement actuel est clair, les risques qui le menacent le sont tout autant. Un effondrement soudain de la conjoncture outre-Atlantique remettrait sans aucun doute en cause la belle magnanimité avec laquelle l'appréciation du dollar est aujourd'hui acceptée aux États-Unis.

Quant aux banques centrales européennes, et au premier chef la Bundesbank, elles pourraient s'inquiéter d'un mouvement qui traiterait trop loin ou trop vite : une ou deux déclarations peuvent suffire à casser la dynamique actuelle.

A court terme, ces deux premiers risques semblent modérés. Les menaces les plus sérieuses viennent du Japon. Jusqu'à présent, la baisse du yen a été l'élément moteur de la correction du dollar, entraînant celle du mark. Face au yen, le dollar a gagné 50 %. Si les autorités japonaises décidaient de donner maintenant un coup d'arrêt, une hausse du yen serait possible et le mark risquerait d'en subir le contre-coup. Les autorités monétaires européennes se trouveraient alors en première ligne. Voudraient-elles donner aux marchés des signaux clairs et permettre à la croissance de s'accroître enfin sur le Vieux Continent ?

Anton Brender
Economiste (CPR)

UN CHIFFRE

8431

millions de dollars

LA VALEUR DE LA PRODUCTION MONDIALE DE DIAMANTS EN L'AN 2000

La production de diamants va augmenter, surtout en Afrique. Les principaux pays producteurs (Botswana, Afrique du Sud, Angola, Zaire, Namibie) extrahent, à eux seuls, la moitié des diamants du monde. La production mondiale, qui s'établissait à 104,5 millions de carats en 1995, pour une valeur de 7,3 milliards de dollars, dépasserait les 117 millions de carats en l'an 2000, pour un total de 8431 millions de dollars. Le puissant groupe sud-africain De Beers, qui détient 73 % du marché mondial, investit de préférence en Namibie et au Botswana, réputés pour leur stabilité politique, tout en prospectant au large des côtes de l'Afrique australe.

Les diamants extraits seront plus rares, donc plus chers. Les spécialistes anticipent une forte demande des acheteurs d'Asie et d'Amérique latine. Thaïlandais, Indonésiens et Malaisiens apprécient le diamant comme symbole de réussite sociale, là où les Chinois voient plutôt un placement. En Amérique latine, l'achat de belles pierres peut servir à blanchir l'argent de la drogue ou des trafics d'armes. Enfin, la forte croissance des États-Unis devrait soutenir la demande. Aussi le prix du diamant va-t-il augmenter (passant de 70 à 72 dollars par carat entre 1995 et 2000) parallèlement à l'offre, tout simplement parce que la demande va croître !

En Iran, le retour à la rigueur financière a stoppé les réformes économiques

Peu d'observateurs croyaient en la capacité de l'Iran de faire face à la crise des paiements extérieurs qui l'a affecté en 1993. À l'époque, le montant des arriérés de paiement atteignait 11 milliards de dollars, une situation provoquée notamment par une trop forte croissance des importations après la guerre avec l'Irak.

Face à cette crise, une stratégie brutale fut adoptée : le gouvernement iranien a d'abord réussi à imposer l'idée de négociations bilatérales à l'ensemble des créanciers concernés. Ces discussions ont abouti à un rééchelonnement de la dette extérieure iranienne. L'échéancier annoncé prévoyait des remboursements importants jusqu'en l'an 2000.

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Le gouvernement a mis en place, afin de dégager des excédents courants, une politique de réduction drastique des importations. Celles-ci ont été ramenées de 19 milliards de dollars en 1993 à 12,6 milliards environ en 1994 et 1995. En 1996, les importations se seraient légèrement redressées, tout en restant inférieures (de 20 %) à leur niveau de 1993.

Grâce à ces mesures et à la bonne tenue du prix du pétrole, les arriérés de paiement ont été ramenés à 200 millions de dollars en 1996. D'autre part, le montant des réserves en devises de la banque centrale atteindrait, en 1996, près de 8 milliards de dollars, soit une progression de 5 milliards par rapport à 1993.

Montée de l'inflation, abandon de la politique d'unification des taux de change : Téhéran paie cher la crise des paiements extérieurs de 1993

Ces éléments ont évidemment impressionné de manière favorable la communauté financière internationale. Ainsi, plusieurs sociétés européennes d'assurance-crédit, dont la Coface, ont recommencé en 1996 à couvrir les exportations à destination de l'ancienne Perse.

De plus, les partenaires commerciaux de l'Iran ont noté avec satisfaction que, dans le cadre du nouveau plan quinquennal (1995-2000), le ministère de l'économie et des finances est dans l'obligation de garantir les remboursements des engagements en devises des sociétés publiques et privées iraniennes en cas de défaut de paiement.

Néanmoins, la remise en ordre des finances extérieures a eu un coût social et économique très élevé. La population iranienne a subi une nette diminution de son pouvoir d'achat depuis 1993. La politique de limitation des importations a pesé sur l'offre de l'appareil productif, largement

dépendant des importations en biens d'équipement. De surcroît, les difficultés de l'industrie (publique à 70 %) ne se sont pas traduites par des disparitions d'entreprises, du fait d'allocations automatiques et sans condition de crédits par le système bancaire. La croissance de la masse monétaire a donc été élevée sur la période 1994-1995 (+ 33,2 % en moyenne annuelle).

Ces deux facteurs, tassement de l'offre et forte croissance de la masse monétaire, ont conduit à une accélération de l'inflation : 42,3 % en moyenne annuelle sur la période 1994-1995. Selon la banque centrale de l'Iran, le rythme de hausse des prix se serait atténué en 1996, mais resterait élevé : + 27 % en septembre 1996, en glissement annuel.

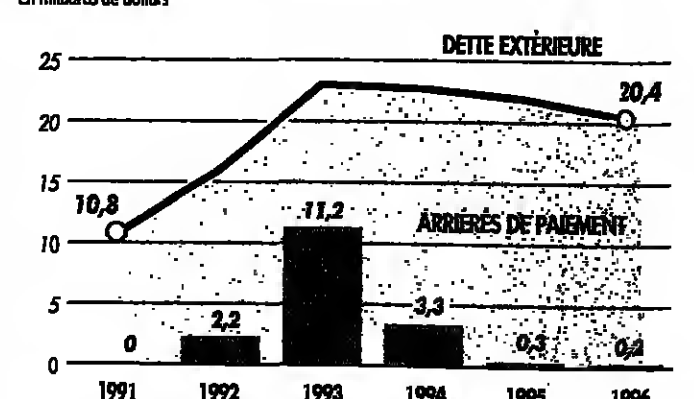
Parallèlement, la crise des paiements extérieurs a conduit à un arrêt quasi total du programme de libéralisation économique appliqué depuis 1989 ; auquel s'est ajoutée la très grave crise du marché des changes de mai 1995. Cette crise, liée à la compression des importations, a entraîné un abandon de la politique d'unification des taux de change, pierre angulaire des réformes, et un retour à un système de change à taux multiples.

La gestion centralisée du commerce extérieur a été renforcée afin de contrôler les importations. Et la montée de l'inflation a conduit au maintien des subventions sur les produits de première nécessité comme le pain.

Un des facteurs déterminants pour l'économie iranienne sera l'évolution des relations avec les

Le redressement des comptes extérieurs

en milliards de dollars



Source : FMI, Banque centrale d'Iran

États-Unis. Or un certain nombre d'éléments laissent penser que Washington s'interroge sur la validité de la stratégie d'affrontement systématique choisie vis-à-vis de Téhéran. En effet, l'Iran a réussi, semble-t-il, à faire face aux mouvements d'embargo qui l'ont affecté. Depuis l'arrêt des achats américains de pétrole de l'été 1995, les Iraniens ont accru leurs ventes d'hydrocarbures aux Chinois, Coréens, Britanniques et Français.

L'INCONNUE AMÉRICAINE

Enfin, et surtout, les États-Unis souhaitent développer leur présence économique en Asie centrale, du fait des immenses réserves pétrolières et gazières de cette région. Or ils ne peuvent ignorer la situation stratégique de l'Iran en Asie centrale, renfor-

cée par le fait que ce pays, qui dispose des plus grandes réserves de gaz naturel du monde après la Russie, est amené à coopérer dans le secteur gazier avec ses voisins de l'ex-URSS. Les relations économiques entre Paris et Téhéran se sont améliorées récemment. La France a été, en 1995, le troisième fournisseur de l'Iran avec 5 % du marché après le Japon (5,9 %) et l'Allemagne (14,7 %). Les entreprises françaises ont donc une carte à jouer sur ce marché. Mais il faut faire vite car, dans un pays où les habitants (et les dirigeants) sont toujours fascinés par le modèle américain, le retour du Grand Satan fera mal.

Thierry Coville
Economiste (COE)

ême la Suisse doit

Les malentendus de franco-allemandes

Même la Suisse doit changer...

par Stéphane Garelli

Déjà les forces économiques qui affectaient ses voisins, la Suisse a traditionnellement été un îlot de richesse au milieu de l'Europe. Ses 7 millions d'habitants ont le plus haut niveau de revenu des pays industrialisés, 43 088 dollars par personne en 1995 (par rapport à 26 742 dollars en France). Ses multinationales et ses banques sont puissantes, et ses réserves de change supérieures à celles de la France. Le franc suisse a longtemps eu tendance à se réévaluer. Le chômage, il y a quelques années encore, paraissait une curiosité. Mais les temps changent...

La croissance économique a disparu. La fin de 1996 a marqué le huitième trimestre consécutif de déclin du PIB. Au total, la réduction du PIB en 1996 aura été de 0,5 %. Tous les indicateurs économiques sont à la baisse, notamment celui du revenu disponible réel des ménages, qui aura diminué de 0,9 %, pour la quatrième année consécutive. Le chômage inquiète, même si les 5 % de sans-emploi suisses peuvent faire encore envie à d'autres pays. Seul bon chiffre : l'inflation est revenue à 0,5 %.

Dans le *World Competitiveness Yearbook* publié par l'IMD, qui classe la compétitivité de quarante-six pays dans le monde, la Suisse est passée de la cinquième place en 1994 à la neuvième en 1996 ! En fait, le pays a deux économies : une économie de globalité, constituée d'entreprises internationales extrêmement performantes et ouvertes sur le reste du monde, et une économie de proximité, traditionnellement protégée et chère. On assiste aujourd'hui à une dichotomie de plus en plus marquée entre les deux : l'économie de globalité va bien et se restructure, tandis que l'économie de proximité souffre et stagne.

Pour illustrer la performance remarquable de la première, il suffit de regarder les dix-huit plus grandes entreprises du pays, depuis Nestlé ou ABB jusqu'à Elektrowatt. En 1995, leur capitalisation boursière était de 318 milliards de dollars (plus que les 303 milliards du PIB suisse), en progression de 26 %. Leurs bénéfices, pour la même année, ont été de 166 milliards de dollars, avec une rentabilité moyenne de 10 %. Les entreprises suisses employaient 1 400 000 personnes à l'étranger en 1995, en hausse de 40 % en cinq ans. En revanche, elles ont continué à réduire leurs effectifs à l'intérieur du pays. Ceux des quinze plus grosses multinationales y sont passés de 160 000 personnes en 1980 à 123 000 aujourd'hui, sur une population active de 3,8 millions.

Pourtant, la Suisse internationale contribue grandement à la prospérité nationale. En 1995, la balance des comptes courants était excédentaire de 25 milliards de francs suisses, et la balance commerciale, de 1,8 milliard. Mais un pays ne peut vivre seulement de revenus et de dividendes. La création d'emplois à l'intérieur des frontières demeure un élément essentiel de prospérité. Or la Suisse attire moins, tout d'abord à cause du coût de la main-d'œuvre. Avec un salaire horaire de 29,28 dollars en 1995, la Suisse n'est dépassée que par l'Allemagne fédérale, qui, dans sa partie ouest, est à 31,88 dollars, alors que le salaire horaire britannique est de 13,7 dollars et celui des États-Unis de 17,2 dollars. En dix ans, la combinaison des augmentations de salaires et de la réévaluation du change a multiplié par trois le coût salarial en Suisse (9,66 dollars en 1985).

Ensuite les prix. La Suisse est le deuxième pays le plus cher du monde après le Japon. En prenant New York comme base 100, l'indice du coût de la vie (sans le logement) en Suisse est à 133,54, en France il est à 105 et en Grande-Bretagne à 94. En 1995, les investissements directs étrangers dans la Confédération n'ont été que de 2,3 milliards de dollars, alors que ceux des entreprises suisses à l'étranger dépassaient les 14 milliards.

Pour compléter ce tableau plutôt sombre, les collectivités publiques, comme partout en Europe, manquent d'argent. Le déficit budgétaire de la Confédération est chronique, et la dette publique totale a grimpé à 48 % du PIB. Certains cantons, comme Vaud et Genève, sont obligés d'emprunter pour couvrir leurs dépenses courantes.

La Suisse se réveille donc à la dure réalité des temps modernes et réalise qu'elle n'est pas si différente de ses voisins européens. Les restructurations ont été très pénibles, notamment dans le secteur bancaire, qui a longtemps fait figure d'intouchable. Les PME suisses qui vivent de l'exportation, comme le tourisme d'ailleurs, ont beaucoup souffert de la rapide

réévaluation du franc suisse. Aujourd'hui, le renversement des tendances – en un an, le franc suisse a perdu 20 % par rapport à la livre, 8,4 % par rapport au franc français, 5,6 % par rapport au mark et 4,6 % par rapport au dollar – redonne un baïllon d'oxygène à ces entreprises.

Le véritable problème structurel de l'économie suisse se situe au niveau de la revitalisation de l'économie de proximité dans un pays sur-réglementé et sur-protégé. En fait, la Suisse n'est pas une économie de marché, mais une économie associative. Les grandes décisions économiques sont prises non par l'État, mais par les associations industrielles ou professionnelles. Tout est l'objet de consensus et d'arrangements. On connaît l'amour des Suisses pour les cartels...

De plus, le refus de la Suisse de se rapprocher de l'Union européenne a coupé le pays d'une pression extérieure pour imposer des réformes. Cette carence est visible dans des domaines comme la libéralisation des marchés publics ou les privatisations, qui prennent un retard considérable. Les Pays-Bas et la Suisse n'ont pratiquement décidé en même temps du principe de la privatisation des PTT. En Hollande, ce processus est terminé, alors qu'en Suisse il est toujours en bonne voie.

Paradoxalement, dans ce pays riche en financement, le capital-risque est relativement rare. La Suisse est un des pays les plus performants dans la gestion de patrimoine (on estime qu'elle gère quelque 2 300 milliards de dollars). Et c'est précisément parce que les banques font là les deux tiers de leurs profits qu'elles rechignent à fournir du capital-risque à des entreprises qui se créent.

La Suisse ne manque certes pas d'atouts. Son économie se restructure en profondeur. Les entreprises étrangères continuent à être intéressées par une main-d'œuvre très qualifiée et motivée, et une infrastructure performante. La Suisse reste extrêmement compétitive dans le domaine de la sécurité des biens, des idées ou des personnes physiques, et attire toujours les cadres internationaux. Le grand défi futur est sa capacité à se réformer elle-même. Quelle que soit la vitalité du secteur économique, il dépend des décisions du politique. Une certaine partie de la Suisse a fait le choix de la performance, de l'ouverture et de la rapidité. Une autre Suisse reste attachée à l'économie associative, au consensus social et à un certain conformisme. Ces deux Suisse pourraient-elles continuer à cohabiter ? Telle est la question...

Stéphane Garelli est professeur à l'université de Lausanne et à l'Institut for Management Development.

LIVRES

Fonds de pension ou solidarité ?

par Yves Mamou

RETRAITES ET FONDS DE PENSION : L'ÉTAT DE LA QUESTION EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER de François Charpentier Economica, 378 p., 200 F.

Les enfants des petits-enfants de nos petits-enfants auront-ils la chance de devenir un jour des « veuves écossaises » ? Peut-être, si les mécanismes d'épargne retraite par capitalisation (ou fonds de pension) finissent par prendre corps et se généralisent au fil du temps. Qui sont ces « *scottish widows* » ? Les héritières de ces nuiviers écossais qui ont commencé à épargner pour leur retraite au cœur des campagnes napoléoniennes, aux environs de 1815, et dont les caisses de retraite ont survécu à deux guerres mondiales, drainant en presque deux siècles quelque 20 milliards de livres d'actifs (160 milliards de francs environ). Si Edimbourg est devenu l'un des centres financiers les plus actifs d'Europe, il le doit à la tradition industrielle et économique de sa population.

Au même titre à la loi qui institue en France les fonds de pension n'en finit plus d'être discutée et amendée par les parlementaires, la somme de François Charpentier tombe à pic. Au-delà des anecdotes, qui rappellent que les systèmes de retraite ont été créés pour épargner pour leur retraite au cœur des campagnes napoléoniennes, aux environs de 1815, et dont les caisses de retraite ont survécu à deux guerres mondiales, drainant en presque deux siècles quelque 20 milliards de livres d'actifs (160 milliards de francs environ). Si Edimbourg est devenu l'un des centres financiers les plus actifs d'Europe, il le doit à la tradition industrielle et économique de sa population.

Journaliste spécialisé dans les questions sociales, François Charpentier est un observateur de longue date des dossiers sociaux français. Il connaît tous les acteurs – Arcco ou Agirc, Fédération française des sociétés d'assurance ou Caisse nationale d'assurance-vieillesse – des travailleurs salariés, le public et le privé... et son expérience lui permet de déceler l'arrière-plan des positions idéologiques et des discours théoriques des uns et des autres. Son ouvrage fait le point sur un problème crucial pour les quinze prochaines années. Hormis une poignée de spécialistes, peu de Français sont au fait du dossier retraites. Certes, chacun pressent que l'allongement de l'espérance de vie, la diminution du nombre de cotisants, le choc démographique qui va précipiter la génération du *baby boom* à la retraite, la crise économique et le chômage... représentent autant d'éléments qui accélèrent la mutation des systèmes de retraite par répartition tels qu'ils fonctionnent actuellement. François Charpentier rappelle d'ailleurs que le constat n'est pas unanime : à l'Agirc, on impute, paraît-il, plus volontiers la crise des retraites au chômage qu'à la démographie.

L'apport principal du livre réside dans une large exposition des mécanismes des fonds de pension tels qu'ils existent aux États-Unis, mais aussi en Angleterre ou aux Pays-Bas, en Norvège, au Danemark ou en Italie. Le profane découvrira ainsi que les fonds couvrent en fait une proportion décroissante de la population aux États-Unis, en Angleterre et en Allemagne, alors même que les volumes d'actifs qu'ils gèrent explosent du fait d'un contexte favorable sur les marchés de capitaux. Par ailleurs, les fonds de pension, même bien implantés dans les pays de culture anglo-saxonne, souffrent également du chômage et de la crise des finances publiques. Les déficits obligent ainsi les gouvernements à réduire les avantages fiscaux dont jouissent les fonds de pension, tout en imposant des obligations nouvelles de transférabilité et de portage des droits pour tenir compte de la plus grande mobilité qui caractérise aujourd'hui le marché du travail.

En se livrant à une description exhaustive du secteur de la capitalisation en France, François Charpentier rappelle également que l'épargne-retraite n'arrive pas dans un milieu vierge. Le lobbying des assureurs pour obliger les cotisants à « sortir en rente » plutôt qu'à récupérer un capital avait un but transparent : protéger le marché florissant de l'assurance-vie tout en éloignant les banquiers d'un nouveau glissement de profit. Mais comme chaque fois qu'un nouveau produit est lancé sur le marché – à fortiori s'il s'agit du troisième étage de notre système de retraites (retraite de base, retraite complémentaire et épargne retraite ou fonds de pension) –, des arbitrages risquent d'avoir lieu. Notamment dans les entreprises qui pratiquent déjà à un niveau intensif les diverses formules d'épargne liées de l'investissement et de la participation.

Il est bien sûr trop tôt pour écrire l'avenir que connaîtront en France ces futurs fonds de pension ou fonds d'épargne retraite, puisque tel est leur nom. Il est sûr, en revanche, qu'ils ne régleront pas tous les problèmes. François Charpentier souligne que ces nouveaux produits ne dispenseront pas d'une réflexion en profondeur sur une nécessaire et nouvelle répartition de la richesse entre actifs et inactifs. Une société où les parents sont en permanence plus riches que les enfants risque d'engendrer des tensions fort préjudiciables au développement global. Enfin, les mécanismes de transferts intergénérationnels (les flux financiers des grands-parents vers les petits-enfants, par exemple) pourraient également être encouragés à l'aide d'un cadre juridique renouvelé. Dans tous les cas, les formes de retraite par capitalisation n'obligent à inventer de nouveaux mécanismes de solidarité à la place de ceux qui ont été institués autrefois et qui semblent aujourd'hui grippés.

PARUTIONS

● LA MONDIALISATION, de Olivier Dollfus
Jamais la mondialisation n'abolira la géographie. L'information a beau circuler à la vitesse de la lumière, les industries se délocalisent, les parties les plus reculées de la planète entrent en interaction avec les antipodes... jamais le local ne disparaîtra. En revanche, avec l'éclatement des frontières, c'est l'État-nation qui perd ses repères. Olivier Dollfus nous donne à voir la mondialisation avec d'autres lunettes que celles de l'économie. Très rafraîchissant. Car les transformations des cultures et des comportements deviennent compréhensibles (Presses de Sciences Po, « La Bibliothèque du citoyen », 168 p., 75 F).

“UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT”

MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le “Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire” (fondé en 1974) 88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs

En vente en librairie
Condensé en 6 pages sur demande. Tél.: 01 46 22 10 50

Les malentendus des fiançailles monétaires franco-allemandes

par Holger Schmieding

Jamais les données économiques de la France et de l'Allemagne n'ont été aussi semblables. La France a ramené son inflation au niveau allemand ; depuis que l'Allemagne ploie sous le fardeau de l'unification, les déficits et le taux de chômage sont hauts des deux côtés du Rhin. Pourtant, au fur et à mesure que l'union monétaire européenne se rapproche, il devient clair qu'on se fait, à Paris et à Francfort, une idée très différente de ce mariage. Paris souhaite une autre politique monétaire, tandis que Francfort espère ne pas changer grand-chose d'autre que le nom de la monnaie.

Ces différences sont héritées de l'histoire. Les épargnants allemands ayant à deux reprises au cours de ce siècle, perdu ce qu'ils avaient accumulé, la politique monétaire tend en Allemagne à être considérée comme dangereuse ; trop dangereuse pour être laissée aux politiques, chargés de la gestion quotidienne. C'est pourquoi la responsabilité monétaire a été confiée par la loi à une institution indépendante. En 1990, Bonn a pris une décision de politique monétaire contre l'avis de la Bundesbank : le choix d'un cours élevé pour la conversion du mark de l'Est. Cette décision a coûté beaucoup d'argent au contribuable et a conforté les Allemands dans leur conviction que la politique monétaire était mieux assurée par la Bundesbank que par les politiques.

En France, où le rapport à l'histoire et à la classe politique est plus linéaire, on considère la politique monétaire comme importante ; trop importante pour être laissée aux bureaucraties de l'institut d'émission. Bien que la Banque de France soit désormais officiellement indépendante, la tradition française veut que le dernier mot, en matière de taux d'intérêt, revienne aux élus. Après plusieurs années de croissance faible et de chômage fort, on a de plus en plus de mal, à Paris, à comprendre le pourquoi d'une politique monétaire rigoureuse. La montée du chômage y est souvent mise sur le compte de la surévaluation du franc et du refus de la Bundesbank d'abaisser davantage ses taux d'intérêt. Puisque le déficit public n'autorise pas de politique budgétaire active avant l'union monétaire, il faudrait donc agir sur la politique monétaire.

La Bundesbank fait valoir qu'elle a déjà ramené ses taux directeurs de 9,7 % à l'été 1992 à 3 % aujourd'hui, sans grand résultat sur la parité du dollar ou le niveau des investissements. Des taux plus bas allumeraient, dans le meilleur

des cas, un feu de paille conjoncturel qui se terminerai par une récession et une aggravation du chômage. Les cours de Bourse et les bénéfices des entreprises allemandes montrent qu'elles ne se portent pas mal. Elles n'ont pas besoin d'impôts moins élevés, mais d'une réduction des impôts, des charges sociales et des rigidités du marché du travail, qui les inciterait à investir plutôt en Allemagne qu'à l'étranger.

Si politique monétaire européenne il y a, elle sera le fruit d'un compromis entre la France et l'Allemagne. La classe politique française n'a cessé, depuis quinze ans, de réclamer à la Bundesbank une baisse de ses taux d'intérêt. Mais Paris a-t-il une seule fois exprimé le souhait de voir Francfort les relever ? Les Allemands craignent que tout compromis conduise nécessairement à une monnaie plus faible. La discussion toujours ouverte à Paris sur la baisse des taux et la récente nomination de nouveaux membres au comité de politique monétaire de la Banque de France ne sont pas de nature à apaiser ces craintes.

Pour éviter de braquer les électeurs, Bonn s'efforce de promouvoir un euro aussi fort que possible

En plusieurs décennies de concurrence monétaire, la Bundesbank a su créer une confiance unique en Europe, et les marchés financiers ont fait du deutschemark la monnaie de référence. Avec l'euro, l'Allemagne devra renoncer à ce rôle, et les autres pays verront leur influence renforcée. Bonn est pourtant prêt à abandonner le mark, car il considère que c'est une étape nécessaire pour faire avancer l'Europe politique. Mais pour éviter de braquer les électeurs, le gouvernement allemand s'efforce de promouvoir un euro aussi fort que possible. C'est pourquoi ses représentants insistent tant sur l'indépendance de la future banque centrale, sur une interprétation stricte des critères de convergence et sur un vrai pacte de stabilité. C'est aussi pourquoi ils préféreraient, en 1999, commencer sans l'Italie.

Il est clair que la volonté politique de faire l'union monétaire est plus forte, à Bonn, que le souhait d'obtenir des garanties pour un euro

« dur ». Le gouvernement français, lui aussi, veut lancer l'union monétaire dès 1999, malgré les doutes qui s'expriment dans le pays. Lors du sommet européen de Dublin, l'Allemagne a cédé sur toute la ligne en ce qui concerne le projet de pacte de stabilité afin de soutenir ses partenaires français, dans une passe difficile. La décision d'appliquer des sanctions à finalement été laissée aux politiques, et les exceptions sont formulées de façon si vague qu'on ne voit pas qui pourrait sérieusement redouter d'avoir jamais à payer des pénalités pour dépassement du déficit budgétaire autorisé. D'autres concessions allemandes sont envisageables. La Bundesbank pourrait à nouveau céder aux pressions françaises et abaisser ses taux directeurs, même si l'état de l'économie allemande ne l'impose pas. Elle l'avait d'ailleurs déjà fait le 22 août 1996, pour soutenir le franc.

La disponibilité allemande à aller à la rencontre de la France dans l'intérêt de l'union monétaire peut désamorcer, pour un certain temps, les conflits de politique monétaire. Pour peu que l'économie croisse assez vite cette année pour rapprocher le déficit budgétaire de la limite des 3 %, l'union monétaire pourra être lancée à la date prévue du 1^{er} janvier 1999. Toutefois, rien ne garantit que ce sera le cas. L'an dernier, le gouvernement allemand pensait que le déficit budgétaire pour 1996 ne dépasserait pas les 3 %, alors qu'il s'annonce plus proche de 4 %. L'année des élections générales (à l'automne 1998), on imagine mal Bonn se prononcer pour une union monétaire dès 1999 si le déficit 1997 est encore de 4 %.

La monnaie unique ne résoudrait pas automatiquement tous les conflits de politique économique entre la France et l'Allemagne. Si l'Europe favorise une politique monétaire faible au lieu de s'attaquer aux raisons structurelles du chômage, on pourrait voir le nombre des sans-emploi continuer à monter, de récession en récession, tout à fait indépendamment de la politique monétaire. Dans le pire des scénarios, une combinaison de plus d'inflation et de plus de chômage pourrait engendrer une pression capable de faire sauter l'union monétaire. Ce ne sont pas tous les mariages qui peuvent durer si les partenaires se font une idée différente du bonheur matrimonial.

Holger Schmieding est responsable des études économiques « Allemagne » de Merrill Lynch à Francfort.

0531 711111

صكنا من الامل

VI / LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Ingénieurs Commerciaux

INGENIEURS D'AFFAIRES JUNIOR

Le Groupe LEFEBVRE CONSULTANTS rassemble des entités spécialisées dans le Conseil et dans l'Édition de logiciels. La société CIRCEA, créée en 1982, est l'une des entités de ce Groupe.

Éditeur et intégrateur de solutions informatiques exclusivement dédiées aux sociétés d'assurance, CIRCEA s'appuie sur un concept architectural de type Client / Serveur. CIRCEA intervient dans un marché largement ouvert à l'international.

CIRCEA connaît un développement très rapide et souhaite renforcer son équipe commerciale et marketing en intégrant deux Ingénieurs d'Affaires junior. Ils seront diplômés de grandes écoles (scientifiques ou économiques) et posséderont un très bon niveau d'anglais. Ils auront une première expérience dans le métier de l'assurance ou de l'édition de logiciels.

GROUPE LEFEBVRE CONSULTANTS



Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, C.V. et photo) à :

CIRCEA - Arnaud ROBIN - 3 rue Bellini - 92806 PUTEAUX Cedex

PME C.A. 120 KF

recherche pour développer son pôle emballage

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé Ecole de Commerce
forte motivation pour la vente
rémunération suivant expérience
(la connaissance de la "boîte montée" serait un plus)
poste basé r.p.

Ecrire (sous réf n° 9072) à : LE MONDE Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.



A Zet-Dans Poussing Company

Ingénieur Commercial Grands Comptes

De formation Bac +4, parlant anglais, vous souhaitez valoriser une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine de la prospection et de la vente de solutions auprès de grands comptes du secteur informatique.

Agé de 30-35 ans environ, autonome, accrocheur, doté d'une bonne capacité d'écoute, vous êtes crédible dans une approche de vente-conseil, vous savez aller à l'essentiel et négocier avec des interlocuteurs de haut niveau.

Envoyer votre candidature (avec salaire actuel) à :

Computer Intelligence,
Catherine Garo, Responsable des Ressources Humaines,
738 rue Yves Kermen, 92658 Boulogne-Billancourt Cedex.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Vente Progiciels

Filiale d'un groupe US recherche pour renforcer son équipe commerciale un Ingénieur d'Affaires confirmé.

Vente aux Utilisateurs et à l'Informatique des grands comptes.

Partenariat avec les SSII françaises pour les projets applicatifs.

Culture Bases de Données et bon niveau d'anglais appréciés.

Rémunération annuelle + 500 KF

Adresser CV (sous n° 9065) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Notre rubrique d'offres d'emplois du vendredi*

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous hebdomadaire
des cadres de l'administration.

Contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* daté samedi.

Notre société intervient dans le conseil et l'ingénierie de systèmes électroniques et informatiques pour le secteur du transport. Notre croissance rapide nous amène à renforcer nos équipes.

Ingénieur commercial

Rattaché au Directeur Général, vous avez pour mission de développer notre présence auprès des grands comptes des domaines du transport et de l'industrie. Vous prenez en charge la prospection et l'ensemble de la relation client pour offrir les compétences de nos consultants aux maîtres d'ouvrage : étude de besoins, architecture de systèmes, élaboration de cahiers des charges, suivi des réalisations.

De formation ingénieur, à 30 ans environ, vous avez exercé la fonction de chef de projet, en entreprise industrielle ou SSII, et avez développé un courant d'affaires significatif de prestations de services. Votre connaissance du milieu des transports est un atout décisif.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, nous vous remercions d'envoyer votre candidature, sous réf. IC/LM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SPH

SYSTEMES ET POTENTIELS HUMAINS

Ingénieurs Conseils

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, acteur majeur sur le marché des radio-communications, TDF-SA, filiale de France Télécom, réalise avec ses 4 000 professionnels un CA de 4,2 milliards de francs en France et à l'étranger.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les services de diffusion (images, son, données).

Nous recherchons pour notre centre de recherche de Rennes, un ingénieur d'études services.

Vous participerez à la conception de services d'information et de communication.

Vous aurez à mener des études permettant d'anticiper une demande de services à l'intersection des réseaux interactifs et des réseaux diffusés et d'assurer leur succès commercial. Vous interviendrez comme conseil au travers d'études spécifiques à tous les niveaux de la filière de production, d'action, de commercialisation et de consommation finale d'un service. Vous participerez au montage d'expérimentations et assurerez la mise en place de plans d'évaluation.

Votre mission s'articulera autour de 4 axes :

- la définition et la conduite d'études de préconception sur les conditions d'émergence d'une demande de nouveaux services et sur le contexte dans lequel il s'inscriront,
- la participation aux actions d'expérimentation et d'évaluation par la définition fonctionnelle des services (fonction de gestion, de commercialisation, d'exploitation et d'usages),
- l'animation de l'activité de veille service, d'ergonomie et de valorisation des travaux,
- l'intégration de la composante économique (études économiques en collaboration avec les pôles de compétences) afin d'étudier la viabilité économique des produits et services.

Pour ce poste, vous possédez impérativement de réelles compétences dans les domaines suivants : modèles et outils de calcul économique et statistiques, méthodologies d'études de marché, outils de gestion prévisionnelle de produit et/ou service. Une connaissance générale des services et produits de télécommunications serait un plus. Votre aptitude à lancer des actions pilotes d'intérêt général, votre sens du dialogue feront la différence. Vous avez une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. IES/LM, à Pascal Foulachon, TDF, 21-27 rue Barbès, BP 518, 92542 Montrouge Cedex.

Participez à la conception, l'expérimentation et l'évaluation
de nouveaux services d'information et de communication
Poste basé à Rennes

L'ESPRIT DES ONDES



Groupe France Télécom

REPRODUCTION INTERDITE

rciaux

énieur ommercial

SPH

ieurs Conseil

la conception, l'expertise et la réalisation de vos services d'information

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 4 FÉVRIER 1997 / VII

Secteurs de Pointe

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Secteur Industrie Automobile - Paris-Ouest
recherche pour sa **Direction Technique** un

INGENIEUR DEBUTANT

(X, Mines, Centrale)

Sous l'autorité du Responsable de Service et avec l'appui de l'équipe, vous serez en mesure :

- d'utiliser et de développer vos compétences auprès d'entreprises mettant en œuvre des technologies de pointe dans un environnement « Union Européenne » ;
- d'informer nos adhérents des réglementations techniques et normes en vigueur et de représenter leurs intérêts européens dans des réunions internationales ;
- de participer au suivi des différentes Commissions Techniques et de mener à bien des études particulières tout en assumant une veille technologique appropriée ;
- d'organiser et d'assurer la promotion de journées d'études, de congrès et de missions à l'étranger.

Vous pratiquerez l'anglais ; la maîtrise d'une troisième langue serait appréciée.

Merci d'envoyer votre lettre de motivation, C.V. et photo sous référence ING/97 à PARANNONCES
13, rue Charles Lecocq - 75737 Paris cedex 15, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.



Avec vous,

nos abonnés peuvent communiquer en toute liberté

1 million de clients au début de 1997, soit environ 40 % de part de marché de la téléphonie mobile, SFR est aujourd'hui la principale entreprise de CEGETEL, le pôle télécommunications du groupe Générale des Eaux.

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR est aussi une entreprise particulièrement innovante dans l'offre de services à la clientèle du téléphone mobile. Sur ce secteur particulièrement dynamique, SFR recrute pour son siège social situé à La Défense.

Chef de projet confirmé

Rattaché à la Direction des Services Clients, vous assistez le responsable du Département Développement Etudes et Méthodes. Vous encadrez les chargés d'études. Vous conduisez des projets en coordination avec les Directions Marketing et Informatique. Vous travaillez sur l'organisation, les systèmes, les procédures des Services Clients et contribuez aux objectifs de qualité de service, de coûts et de réactivité par rapport au marché.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez de 4 à 5 années d'expérience professionnelle de consultant ou de

chef de projet interne en entreprise dans le domaine de l'organisation et des systèmes. Vous êtes autonome, adaptable et doté d'un excellent sens relationnel.

Chef de produit Tarifs

Rattaché à la Direction Marketing, vous assistez le responsable du Département Tarifs : vous contribuez à définir et à suivre le développement tarifaire de la société en fonction des cibles retenues, vous analysez les positions concurrentielles sur les marchés français et étrangers et menez des simulations en termes d'impacts financiers.

Avec un diplôme d'une école d'ingénieurs ou de commerce, éventuellement complété par une formation Télécom, vous justifiez de 2 à 4 années en qualité de chef de produit et êtes rompu à l'analyse économique. Rigoureux, vous faites montre d'un excellent esprit de synthèse.

Pour ces postes à pourvoir à La Défense, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la réf. choisie, à la Direction des Ressources Humaines du Groupe Générale des Eaux, à l'attention de Madame Lassus, Tour Ariane, 5 place de la Pyramide, 92088 Paris-La Défense Cedex.



Le Monde Sans Fil est à Vous.

Dans le cadre de notre activité de conseil, nous intervenons pour l'optimisation de la production informatique de nos clients. Nous justifions de solides références auprès des organisations d'informatiques de gestion de grands comptes du secteur bancaire ou de l'industrie.

Notre développement tant national qu'international, nous conduit à recruter des :

Ingénieurs Consultants Confirmés

En tirant parti de nos méthodes d'analyses et d'audit, vous intervenez en France ou à l'étranger, à titre de conseil sur des projets de haute technicité, dans des environnements complexes, pour la satisfaction optimale de nos clients.

Au delà d'une première expérience sur des projets en cours, vous pourrez évoluer vers des fonctions d'ingénieurs d'affaires qui vous permettront de concilier l'exercice du métier de consultant technique

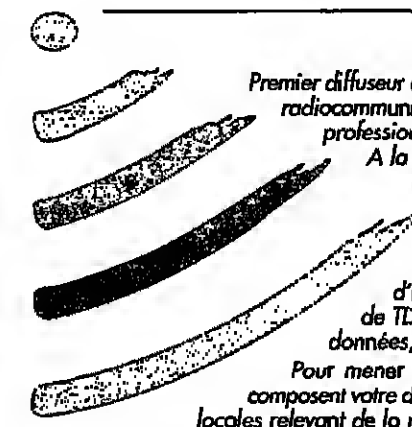
avec une dimension commerciale et d'animation d'équipes.

Issu d'une Grande Ecole d'Ingénieur (X, ECP, Mines, Ponts, Supélec), vous disposez d'une première expérience similaire de 2 à 5 ans.

D'une grande mobilité, maîtrisant l'anglais et doté d'un excellent sens relationnel, d'une forte capacité d'écoute, votre envergure personnelle sont les clefs de votre autonomie.

Pour ce poste très évolutif, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous la référence INC à Sebline DAILLE - ORSY - Tour Franklin - 92042 Paris La Défense cedex 11.

ORSY



Premier diffuseur européen de radio et de télévision, acteur majeur sur le marché des radiocommunications, TDF-SA, filiale de France Télécom, réalise avec ses 4 000 professionnels un CA de 4,2 milliards de francs en France et à l'étranger.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les services de diffusion (images, son, données).

Nous recherchons un **responsable ingénierie et projets**.

Rattaché au directeur régional Est, vous coordonnez, en veillant au respect des délais et à l'optimisation des moyens, les prestations d'ingénierie relatives aux différents domaines d'activité de l'entreprise de TDF : diffusion TV/radio, radiocommunications, transmission de données, infrastructures...

Pour mener à bien votre mission, vous vous appuyez sur les équipes qui composent votre département et vous organisez l'animation fonctionnelle des équipes locales relevant de la région Est.

Garant de la politique régionale en matière d'ingénierie, vous pilotez en direct certains projets complexes et supervisez les activités de veille technologique.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez acquis 6 à 12 années d'expérience, notamment de la conduite de projets dans un ou plusieurs domaines d'activité cités.

Doté d'une forte affirmation personnelle, vous avez fait vos preuves dans le management et la motivation d'équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RI/LM, à Laurence Guillot, TDF, 21-27 rue Barbès, BP 518, 92542 Montrouge Cedex.

Responsable ingénierie et projets

Poste basé à Nancy



L'ESPRIT DES ONDES

Cette entreprise de VPC du secteur du jouet commence à étonner l'ensemble de sa profession par l'excellence de sa qualité de service, par son sens de l'innovation et la finesse de son marketing. Sa forte croissance (15 50 % par an) traduit le succès de cette stratégie. Pour renforcer ses équipes du siège (15 personnes), elle recherche

Jeune responsable des opérations

En appui du directeur des opérations, vous pilotez nos deux partenaires des extérieurs (prise de commande et gestion informatique d'un côté, stockage et collage de l'autre). Garant des standards de qualité de service, vous êtes le moteur des évolutions des systèmes et des procédures.

A 26 ans environ, de formation ingénieur, vous avez acquis une première expérience en logistique au sein d'un grand groupe. Rigueur, esprit d'analyse et sens des responsabilités et de la décision sont vos qualités reconnues par tous.

Au sein d'une équipe réduite de haut niveau, votre convivialité, votre relationnel simple et aisé, votre relief seront hautement appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 25025 266, à notre conseil Onoma, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD



JEUNE INGÉNIEUR ASSISTANCE EXPORT - VALENCE (26)

Filiale du groupe LEBOLD, premier spécialiste mondial des techniques du vide, nous recherchons un jeune ingénieur pour accompagner notre développement. Au sein de l'équipe marketing et ventes basée à Valence et rattaché directement à son responsable, vous assurez le support technique à des unités commerciales de différents pays et le suivi des relations avec des clients. Vous avez aussi pour mission de contribuer à la création de produits et à l'interface avec nos services techniques, pour l'établissement de cahiers des charges notamment. Tout en étant essentiellement sédentaire votre activité peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Vous avez un diplôme d'ingénieur (ENI ou équivalent), mécanicien de préférence, et, si possible, une première expérience professionnelle acquise dans un secteur industriel. Une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 968, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

HERC HÉLÈNE REFREGIER CONSEIL
17, rue de la Baume 75008 Paris

صكرا من الامل

Secteurs de Pointe

Philips
Cartes et Systèmes
Division du groupe Philips (environ 200 milliards de CA et 250 000 collaborateurs), Philips Cartes et Systèmes est spécialisée dans les cartes à puces, les lecteurs associés et les systèmes de personnalisation. Nous sommes parmi les leaders mondiaux dans le domaine de la carte à microprocesseurs, et dans celui des applications de sécurité. Pour accompagner notre expansion sur des marchés en forte croissance - GSM, applications bancaires, télévision à péage - nous recherchons des profils variés d'ingénieurs de haut niveau, capables d'évoluer dans un contexte international, tant dans le développement de masques et de logiciels que dans les fonctions commerciales. Pour les secteurs de la TV à péage et de la Sécurité, nous recherchons particulièrement des :

Ingénieurs support technique et commercial

Vous apporterez aux services internes (organisations commerciales, bureau d'étude et centre de production) ainsi qu'aux clients de l'activité, le support technique et la formation nécessaires au développement de ces marchés. Vous serez amené à analyser et à synthétiser les enjeux techniques afin d'apporter votre contribution à la définition de la politique produit. Votre fonction vous amènera à avoir une responsabilité de chef de projet pour des développements spécifiques. Vous serez alors chargé d'animer une équipe intégrant les différentes compétences de la société (marketing, développement, support). Ingénieur de formation, votre expérience technique de 3 ans minimum dans ces domaines vous a permis de prouver vos compétences pluridisciplinaires, votre aptitude à la négociation ainsi que votre autonomie. Vous possédez des compétences techniques, soit dans les domaines de l'environnement Windows, de la carte à puce, et des techniques cryptographiques (pour le secteur de la Sécurité), soit dans les domaines du numérique (DVB) et de l'accès conditionnel (pour le secteur de la TV à péage). La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Envoyez votre dossier au responsable recrutement :
Philippe LECHEVALIER, Philips Cartes et Systèmes
28 rue de Valenciennes - 92015 PARIS
Tél. 01 47 35 11 11



MAÎTRISE D'ŒUVRE - INGÉNIERIE DES TRANSPORTS PUBLICS



Directeur du Développement LYON / 550 KF ±

Au sein du groupe SCETAUROUTE (1,8 milliard de CA, 2 400 personnes), présent dans 70 pays, la SEMALY est la filiale spécialisée dans l'ingénierie des transports publics : réalisation de métros, tramways et réseaux ferroviaires régionaux. Son développement est important tant en France qu'à l'étranger. Rattaché au PDG, vous êtes responsable des actions permettant l'obtention de nouveaux marchés et vous :

- participez activement à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie commerciale ;
- développez et structurez un lobbying auprès des décideurs des grands projets de transports, dans les collectivités urbaines, les grandes villes, les régions...
- identifiez les partenaires stratégiques adaptés à chaque projet ;
- coordonnez et conseillez les responsables techniques pour la préparation des offres et les accompagnez dans les approches commerciales.

Vous approchez stratégiquement, politiquement et techniquement d'avoir un rôle moteur et décisif dans la signature de contrats importants, mobilisant des personnalités et des enjeux de haut niveau. A 40 ans environ, vous avez l'expérience de la négociation de contrats d'ingénierie ou de service, auprès de grands clients du secteur public, ainsi que l'animation d'une petite équipe. Vos atouts : une excellente formation supérieure (grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs), et une personnalité de premier plan. Vous parlez au moins couramment anglais, car vos responsabilités s'étendront à l'étranger. Vous intégrez une société (160 personnes) et un groupe qui sauront valoriser votre potentiel, et vous faire évoluer. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) à : réf. 6565 EM à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT.

People & People
RECRUTEMENT ET SÉLECTION
1, place des Cordeliers 69002 Lyon

Responsable du Bureau d'Etudes

Ingénierie et Traitement de l'eau
Est de la France

Cette importante société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe international, spécialisée dans les études, la conception et la réalisation de stations de traitement de l'eau, ouvre une nouvelle direction régionale dans l'Est. Elle crée le poste de Responsable du Bureau d'Etudes. Sous l'autorité du Directeur, il créera et structurera la fonction Etudes (projets et exécution). Il constituera une équipe, qu'il animera. Il définira les filières techniques appropriées et apportera une réponse aux clients, principalement composés de collectivités. Il bénéficiera de

l'assistance du siège parisien. Ce poste s'adresse à un ingénieur de 32 ans minimum, ayant une expérience solide dans les études, filière traitement de l'eau, souhaitant participer et s'investir dans le démarrage d'une région. Le poste, ainsi que les perspectives d'évolution, intéressent un candidat de tout premier plan. Les entretiens auront lieu à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence 215 MO sur l'emboîtte à LBW, 42 rue Laugier, 75017 PARIS qui transmettra.

Nous sommes une importante Société opérant dans le domaine des réseaux et des systèmes de communication. Nous recherchons, dans le cadre de notre développement :

Ingénieurs Support aux Offres

Ingénieurs Grandes Ecoles, vous justifiez d'une expérience d'un à cinq ans dans le domaine de l'interconnexion de réseaux locaux et/ou des réseaux multiplexeurs et maîtrisez les protocoles liés à ces technologies. La pratique de l'anglais est indispensable.

Vous assurerez le support aux offres au niveau de la conception de réseaux Transnet et Transmux ; en étroite collaboration avec les ingénieurs d'affaires, vous analyserez les besoins des clients, réaliserez l'ingénierie de l'offre, participerez à l'élaboration de la proposition et à sa négociation.

Sens relationnel, sensibilité commerciale, qualités rédactionnelles sont les atouts qui contribueront à votre réussite à ces postes, au sein d'un Groupe ouvrant de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser à notre Conseil, sous référence ISR, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle.

SM Conseil 3, RUE TREILHARD - 75008 PARIS

Ingénieur gestion de production

Au sein de la Direction Industrielle, vous participez à l'évolution de l'organisation et des systèmes d'information industriels (production et logistique). Vous analysez la situation existante, animez des groupes de travail chargés de l'élaboration de cahiers des charges, proposez et installez les solutions retenues, afin de permettre une gestion optimisée des flux sur l'ensemble des sites nationaux et internationaux.

De formation supérieure (école d'ingénieurs ou DESS gestion de production), vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 années de mise en place de projets, associée à une expérience industrielle sur site.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV), en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. IGP/M, à Chantelle, DRH, 8-10 rue de Provigny, BP 137, 94234 Cachan Cedex.

Chantelle



CALOR, ROWENTA, SEB, TEFAL

Dans le cadre de l'expansion de son service PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, le Groupe SEB recherche un
INGÉNIEUR BREVETS CONFIRMÉ 2 A 5 ANS
LYON

Votre mission principale consistera en la réalisation d'études de liberté d'exploitation, la rédaction de demandes de brevets et le suivi de procédures auprès des offices des brevets (INPI, OEB...)

Ce poste requiert :

- une formation de base en mécanique, électromécanique ou physique ;
- des aptitudes à travailler dans un environnement fortement informatisé (par exemple : consultation de CD-Rom ou de bases de données) ;
- de très bonnes connaissances linguistiques en anglais et en allemand ;
- le diplôme du CEIPI serait apprécié.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence P/LM, à J. Plané, Groupe SEB, BP 172, 69132 Ecully Cedex.

Consultants progiciels systèmes intégrés de gestion



Information et Conseil
en Choix de Progiciels

Retrouvez-nous
mardi 4 février 1997
en rubrique
Conseil / Audit...

Les universités d'entreprise favorisent l'intégration des cadres

A lors que les entreprises cherchent de plus en plus à externaliser certains services, la formation semble bénéficier d'un mouvement inverse. Depuis une quinzaine d'années, des groupes rattachés ou centralisés tout ou partie de la formation continue de leur personnel au sein d'universités d'entreprise, d'instituts et autres écoles internes créés par eux pour l'occasion. Les enseignants sont souvent associés des universitaires ou des professeurs de grandes écoles de gestion ainsi que des consultants, qui apportent leur regard extérieur.

Le public visé est généralement composé de cadres, voire de cadres dirigeants. Toutefois, certains centres de formation interne sont aussi destinés aux non-cadres, comme l'académie Accor ou l'université Motorola, qui vendent également des formations à leurs clients et fournisseurs. Enfin, certaines entreprises se regroupent pour fonder un centre de formation. Ainsi, le Cedep (Centre européen d'éducation permanente), associé à l'Insead, réunit vingt entreprises françaises et étrangères.

En général, les stages portent sur l'évolution des métiers, le management, la culture d'entreprise, etc. En fait, il n'y a pas deux expériences semblables. Leur seul point commun est d'avoir été créés parce que les entreprises ne trouvaient pas, sur le marché de la formation, des stages répondant à leurs exigences, tant du point de vue du contenu que du coût.

INVESTISSEMENTS LOURDS

Les universités d'entreprise représentent cependant des investissements souvent lourds. Certes, « les structures coûteuses des années fastes, de type châteaux ou grands campus, ont laissé place à des systèmes plus éconómiques »,

Formation Les stages en interne servent à fédérer le personnel des groupes aux activités et aux localisations parfois multiples

constate Hubert Landier, directeur de la revue *Management et conjoncture sociale* et auteur d'un rapport intitulé *Universités d'entreprise* pour le compte de l'Institut de l'entreprise (1991). Il n'empêche que les coûts restent conséquents.

Quelques entreprises disposent de locaux spécifiquement destinés à cette activité, comme l'académie Accor, filiale à 100 % du groupe hôtelier du même nom. Il s'agit d'un complexe comprenant dix salles de formation équipées de matériel vidéo, deux restaurants, un espace de remise en forme, un hôtel, etc. L'effectif de l'académie est de 70 salariés, dont 22 consultants formateurs à temps plein.

Autre cas : les centres de formation virtuels dont les stages sont dispensés au siège social de l'entreprise, dans des hôtels généralement très confortables ou encore dans d'autres lieux en location. La Faculté du consultant, du cabinet conseil Arthur D. Little, se déroule, quant à elle, dans des hôtels situés dans quatre pays d'Europe avec, en outre, un centre de formation interne aux États-Unis. Le cabinet estime le coût de formation à « 1 000 dollars par jour et par personne, logement compris, hors voyage ».

Pourquoi les entreprises réalisent-elles de tels investisse-

ments ? Dans certains cas, il s'agit de renforcer la cohésion de l'entreprise. Chez Accor, par exemple, face au développement international du groupe et aux rachats successifs de sociétés exerçant dans différents domaines (restaurants d'autoroutes, location de véhicules, etc.), s'est fait sentir le besoin de « fédérer cet ensemble », explique Jean Aggris, directeur du développement et de la formation de l'académie Accor, créée en 1985. Celle-ci joue le rôle de « creuset culturel où se forment l'esprit et les valeurs Accor ». Le centre a formé 9 000 personnes en 1995 et réalisé un chiffre d'affaires de 45 millions de francs, dont 20 % proviennent de la vente d'outils pédagogiques tels que les jeux et les CD-ROM.

L'université Motorola, née en 1981 aux États-Unis et en 1993 en France, partage, elle, du besoin de « fédérer » les bult sites de l'entreprise dans l'Hexagone. « C'est à cette époque qu'a été mise en place l'obligation de suivre cinq jours de formation par an par tout

le personnel », explique Elie Beniflah, chef du département université Motorola. Les formations portent sur la culture d'entreprise, la qualité - stages obligatoires pour tout le personnel - et le management. « Le PDG et son staff passent les premiers », ajoute Elie Beniflah. Dès lors, aucun collaborateur ne peut prétendre qu'il n'a pas le temps de suivre un stage.

Le transfert d'expérience fait aussi partie des objectifs de certaines universités d'entreprise. A la Faculté du consultant d'Arthur D. Little, tous les consultants, depuis le début de leur carrière, suivent au minimum une semaine de séminaire par an. Les formations portent sur le métier de consultant, les produits et méthodes du cabinet. C'est l'occasion, pour les consultants, « de rencontrer d'autres membres de la société, plus avancés dans la carrière, de se créer leurs propres réseaux », souligne Philippe Alloing, DRH Europe d'Arthur D. Little.

Pour la formation des cadres supérieurs et des futurs dirigeants

du cabinet, un autre programme, « très élitiste », baptisé le « Consortium Seminary », se déroule en commun avec quatre grandes sociétés, issues de secteurs d'activité variés, donc non concurrentes afin d'éviter « la tentation de déboucher les meilleurs éléments », précise Philippe Alloing. Pourquoi se réunir à plusieurs entreprises ? Le but, « c'est de se confronter aux autres. La formation, pour l'essentiel, c'est une dialectique entre ce que vous faites dans votre société et ce que l'environnement vous propose ou vous impose ».

TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE

Organiser le transfert de savoir-faire et favoriser « l'intégration culturelle », c'est aussi le but de l'Institut Sodexho (Société de restauration collective). Celui-ci ne propose qu'un seul programme, sur deux semaines, destiné aux managers. « Les participants viennent de pays divers, ont différentes fonctions et activités », indique Daniel Vannier, directeur de la formation et du développe-

ment du management chez Sodexho.

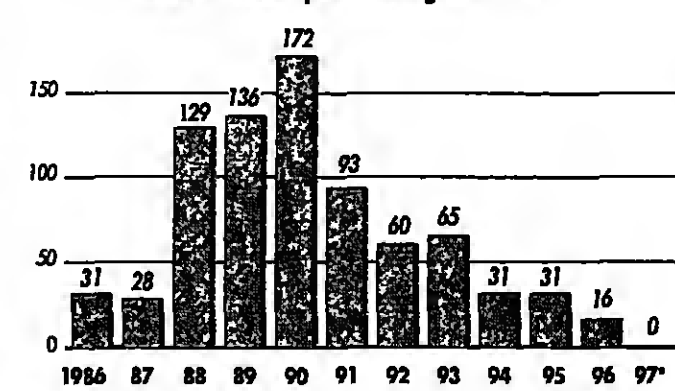
En quatre ans, l'Institut a connu des évolutions majeures. « Au départ, l'accent était plutôt mis sur l'ouverture vers l'extérieur. Au fur et à mesure, l'idée d'intégration est devenue plus importante que celle d'ouverture », précise Philippe Alloing. Pourquoi se réunir à plusieurs entreprises ? Le but, « c'est de se confronter aux autres. La formation, pour l'essentiel, c'est une dialectique entre ce que vous faites dans votre société et ce que l'environnement vous propose ou vous impose ».

Après quinze années d'expérience, les entreprises engagées dans cette démarche éprouvent le besoin de faire le point. Il y a un an, s'est constitué le Club Dési (Dirigeants des écoles de formation interne), qui rassemble environ 25 entreprises. Leur objectif, explique Claude Desmoulin, président de Dési, est « d'avoir des échanges sur leur stratégie de formation et de faire de la prospective dans la matière ».

Françoise Aizicovici

L'Enac n'admet pas d'élèves pilotes cette année

Le recrutement d'élèves pilotes de ligne à l'Enac



Estimation Source : Enac (École Nationale de l'Aviation Civile)

erreur d'anticipation commise par les compagnies aériennes, « sachant que les prévisions dans ce domaine sont particulièrement délicates, pour ne pas dire impossibles », explique-t-on à la DGAC. La croissance dans le secteur des transports aériens s'est brutalement accélérée durant la seconde moitié des années 80 : le nombre de mouvements d'avions a plus que doublé entre 1985 et 1992. Des pilotes sont alors nécessaires pour parer à cette effervescence : d'une trentaine jusqu'au milieu des années 80, le nombre de jeunes formés à l'Enac

passé subitement à plus de 170 en 1990 ; certaines compagnies forment leurs pilotes en interne. Des jeunes empruntent même de l'argent pour se payer une école privée et n'obtenant pas de poste, ils se retrouvent endettés.

La formation d'un pilote dans une école privée, surtout la partie pratique qui comprend les heures de vol, coûte très cher, entre 700 000 et 800 000 francs pour deux ans d'études. Pendant les années 80, l'investissement était rentable. Puis, la crise du Golfe, la dégradation de la situation écono-

mique, les gains de productivité réalisés par les compagnies, etc., ont eu raison de l'euphorie. Les effectifs d'élèves-pilotes de ligne à l'Enac fondent aussi vite qu'ils ont gonflé. Heureusement, les pilotes de ligne ne représentent que 10 % des anciens élèves de l'école, la quelle ne s'est donc pas arrêtée de tourner.

Une fois au chômage, le pilote entre dans un cercle vicieux : dès qu'il comptabilise moins d'heures de vol, il perd ses qualifications et ses chances d'intégrer à nouveau le marché du travail. « Imaginons que le recrutement reparte. Les compagnies préféreraient embaucher un jeune frais émoulu d'une école qu'un demandeur d'emploi, malins entraînés », estime un observateur.

« La profession n'est pas sinistère, loin s'en faut, mais il faut arrêter de rêver sur le métier et ses clichés », nuance Jean-Louis Latouche, délégué à la communication à l'Enac, qui ajoute : « L'alternative, qui consisterait à travailler pour une compagnie étrangère n'est pas toujours possible car, pour l'instant, il n'existe pas de reconnaissance internationale des qualifications ». La Conférence européenne de l'aviation civile, qui réunit trente-trois pays d'Europe, y travaille.

Clarisse Fabre

Amortir les coûts

Les universités d'entreprise, souvent coûteuses, peuvent parfois permettre des économies. Euralliance, un groupe de trente PME dans le domaine des services informatiques, a, depuis un an, son université à Sophia-Antipolis. « Des technologies émergent chaque année, qui nous obligent à accélérer le rythme des cycles de formation », souligne Jean-Pierre Lecomte, directeur général du groupe. Regrouper les stagiaires des différentes PME permet d'amortir les coûts. Les programmes, essentiellement techniques, dispensés par des cadres du groupe, des formateurs externes et des éditeurs informatiques, visent en premier lieu les ingénieurs réseaux et les commerciaux. Auparavant, toutes les formations étaient faites en externe, et coûtaient de 15 000 à 25 000 francs pour huit à dix jours de stage. L'université Euralliance facture les formations à des prix compris entre 2 000 et 6 000 francs. Autres avantages : une maîtrise de la qualité de la formation et une homogénéité des compétences dans le groupe.

COURRIER

A propos de la chronique de Sophie Gherardi, publiée le 21 janvier.

ARGUMENT FALLACIEUX

Je viens de lire votre chronique « L'utopie à cinquante-cinq ans ». Rien que le titre est déjà en lui-même un programme, et vous vous appuyez, tout au long de cet article, à démontrer l'irréalisme d'une telle proposition. Vous vous en tenez pour ce faire à un argument qui paraît imparable, alors qu'il n'est que fallacieux, selon lequel avancer l'âge de la retraite reviendrait à faire peser sur un nombre moindre de salariés la charge d'un nombre plus grand de retraités. La présentation est habile mais n'a pas de sens. Elle suppose en effet que l'on continue à faire peser la charge des retraités sur les seuls salariés, comme on l'a toujours fait jusqu'à présent. Mais ce procédé, s'il a donné satisfaction jusqu'ici, n'est pas pour autant gravé dans on ne sait quelles Tables de la Loi.

En fait, il convient de rapprocher cette charge supplémentaire de la totalité des richesses produites par le pays, encore appelée PIB. Et ce PIB, même rapporté à la tête d'habitant, n'a pas cessé d'augmenter depuis 1973, date à laquelle on peut rapporter le début de la fameuse crise. Il serait donc curieux qu'à notre époque nous ne soyons pas capables de trouver un mode de répartition de ce PIB qui assure un revenu décent à tous alors que c'était possible en 1973.

Parmi la grande variété de chiffres qui ont été produits récemment, vous annoncez comme coût de l'avancement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans la somme de 94 milliards de francs (GF). La compensation partielle de cette dépense par une réduction des indem-

nités de chômage ramènerait le coût net, si j'ai bien compris, à 62 GF. Or si l'on rapproche ce chiffre de celui du seul revenu des ménages en France, on se rend compte qu'il ne s'agit en fait que de 1,1 % de celui-ci. Je doute qu'un gouvernement déterminé ne soit pas capable de faire accepter un glissement de cette ampleur à une opinion publique largement acquise à cette idée (...)

Claude Viennois (Longue-Jumeilles)

REPAS DE FAMILLE

(...) Il me semble qu'après la ligne 27 vous avez oublié de continuer la description de cet intéressant repas de famille. Permettez-moi donc de vous suggérer la suite que voici : « En effet, le cousin était fatigué par des journées de quinze heures. De surcroît, il n'avait plus qu'une semaine de vacances par an. Trois ans auparavant, suite à un audit, et sur les recommandations d'un imbécille (pardon, d'un gestionnaire rationnel compétitif, formé au « management », mais c'est la même chose), ses cinq collègues avaient été mis au chômage. De ce fait, il devait, au nom de critères de rentabilité, compétitivité, etc. (il mettrait tous les termes à la mode et, pour faire mieux, si possible en anglais), assurer l'ensemble des tâches effectuées précédemment par ces collègues. »

Notons au passage que la production de biens par l'entreprise avait encore augmenté. Le seul problème c'était la mévente, car du fait de la diminution des prestations sociales diverses aux vieux, aux jeunes, aux chômeurs, à tout ce qu'on voudra, le pouvoir d'achat était en train de s'effondrer (...)

J.-L. Maigrot (Marsannay-la-Côte)

UTOPIE OU ÉQUITÉ

La retraite à cinquante-cinq ans ? Voyons, disant-ils (les experts), prenez votre calculatrice et vous verrez que c'est impossible ! Madame (...), vous y ajoutez d'autres arguments ; l'OFCE, les charges... la compétitivité... l'investissement... la balance commerciale... la fuite des capitaux... et j'en passe. En un mot, vous annoncez l'Apocalypse ! On se croirait revenu en 1936, à la veille des congrès payés qui allaient jeter à bas notre économie et nous amener la ruine ! L'autre soir, devant quelques millions de téléspectateurs, le ministre du travail, pourtant chargé d'inventer politique, n'avait guère dépassé le stade de la calculatrice. Merci d'y avoir ajouté tant d'arguments. Merci d'y avoir ajouté le sel de l'esprit : le spectacle de la table et du gigot dominical réunissant en une scène intolérable une famille si nombreuse (en générations) était effrayant (...)

Sachez pourtant que toute cette belle argumentation (...) n'entre même plus dans une seule oreille de la plupart des citoyens. Moins bonnés qu'on voudrait le faire croire, ils savent que l'augmentation de la production de richesses à laquelle ils ont participé a été considérable ces dernières années (faute-il citer des chiffres ?), ils deviennent les énormes profits de spéculation et ressentent amèrement l'inégalité croissante. Alors les balances, les équilibres, les anticipations, le champ clos des calculs où l'on voudrait les enfermer, ils sentent moquer, et l'histoire récente ne peut leur donner tort.

Non, il n'y a pas de contradiction dans les sondages à ce que 61 % des Français souhaitent la retraite à cinquante-cinq ans et que 69 % trouvent que la protection sociale leur coûte très cher ! Ils veulent seulement que le financement des retraites se fasse

autrement. Entre l'utopie et l'injustice, ils ont choisi l'utopie. Mais une utopie à faire avancer. Cela implique un courage et une capacité dont les politiques sont bien loin actuellement. Vous l'évoquez vous-même à la fin de votre article, en parlant d'un « choix de société au sens plein du terme ». Ne sachant pas ce que recouvre exactement cette expression, je me contenterai de dire qu'il faut certainement des choix dans la société qui tiennent compte de cette soif de justice en plaçant l'économie au service de l'homme, et non l'inverse (...)

Gilbert Thévenard (Caumont-sur-Durance)

SCILÉROSE DE LA SOCIÉTÉ

(...) M^{me} Gherardi nous démontre en un tour de main le cercle vicieux de la retraite à cinquante-cinq ans grâce à une modélisation macro-économique digne d'un étudiant en première année universitaire. D'ailleurs, après une si brillante démonstration, je me demande s'il est bien utile de faire tourner les modèles macroéconomiques de l'OFCE et d'ailleurs.

Mais, il est sans doute possible de décrire un cercle vertueux à court-moyen terme de la retraite à cinquante-cinq ans, et même à long terme. Cependant, je n'ai pas l'audace intellectuelle de M^{me} Gherardi et serais bien en peine de poser des hypothèses de gains de productivité pour les cinquante ans à venir (...)

Nous voilà menacés ainsi de la fuite des cerveaux car, c'est bien connu, l'impôt tue l'impôt. Et puis plus loin, voici les immigrés qui sont appelés à la rescousse.

Mais le plus intéressant, c'est sans doute l'impact de 740 000 retraités de plus dont les préoccupations sont, si j'en crois M^{me} Gherardi, de

cultiver leur jardin. Bref, les retraités sont non seulement une charge, mais en plus sclérosent la société. Faut-il en conclure qu'ils sont dignes de mépris ? Mais si c'est le cas à cinquante-cinq ans, a priori c'est encore le cas avec cinq ans de mieux.

Je croyais que M^{me} Fomestier égarait l'honneur économique, mais finalement il ne faut pas gratter longtemps pour la retrouver crûment dans vos chroniques.

Tancrède Motta (Livry-Gargan)

En réaction à l'article de Jean-Pierre Tuquet, intitulé « Le sursaut de l'Afrique », publié le 7 janvier.

LES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES DU SÉNÉGAL

C'est avec une très grande surprise que j'ai lu la relation et les commentaires que vous avez faits sur les résultats économiques obtenus par le Sénégal après la dévaluation, et notamment en 1995-96. L'historique reproduit à la page 14 du journal *Le Monde* du mardi 7 janvier 1997 sur l'évolution en 1995-96 du PIB des pays concernés, ne saurait être plus loin de la réalité pour ce qui est du Sénégal. Par ailleurs, la croissance négative qui est attribuée à l'économie de ce pays ne saurait être établie à partir de données statistiques recueillies auprès de la Banque mondiale, institution qui soutient les programmes économiques mis en œuvre au Sénégal depuis la dévaluation et de ce fait, participe à l'évaluation périodique des progrès réalisés dans le cadre de ces programmes (...)

En effet, par la modification de la parité du franc CFA de janvier 1994, le Sénégal a engagé une stratégie d'ajustement global de son économie qui a été marquée par l'application,

sur un laps de temps très court, d'un ensemble de mesures de réforme en profondeur de la gestion de l'économie au travers de :

- la redéfinition du rôle de l'Etat et du désengagement de celui-ci au profit du secteur privé dans le développement de la production marchande ;
- la poursuite de l'application de politiques monétaire et budgétaire rigoureuses en conformité avec les orientations de l'Union économique et monétaire ouest-africaine ;
- l'approfondissement de la libéralisation des marchés intérieurs des produits et des facteurs, ainsi que de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur ;

- la mise en place de structures de concertation entre l'Etat et le secteur privé, en vue notamment de faciliter l'identification et l'élimination des sources d'entraves à la compétitivité et à la croissance des entreprises et de l'économie.

C'est ainsi que les résultats macro-économiques suivants ont été enregistrés :

- le taux de croissance du PIB est passé de +2 % en 1994 à +4,8 % en 1995 et à plus de 5 % en 1996 ;
- l'inflation a été contenue à 3,1 % en 1994 et à 8 % en 1995 à la suite de la dévaluation avant d'être ramenée à 2,8 % en 1996 ;
- le déficit du compte courant extérieur, transferts officiels exclus, a été de 9,3 % du PIB en 1994 et s'est stabilisé à 8 % du PIB en 1995 et 1996 ;
- le déficit budgétaire global, dons exclus, a été ramené de 5,7 % du PIB en 1994 à celui de 3,7 % du PIB en 1995 et devrait être ramené à moins de 2 % en 1996 (...)

Mamadou Lamine Loum, Unité de politique économique, ministère de l'économie, des finances et du plan du Sénégal

051 711 47

صكنا من الامل

Secteurs de Pointe

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES RECHERCHE POUR LA
DIRECTION DES LANCEURS A EVRY (91)

DEUX INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE EN ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENTS

Dans le cadre du programme Ariane,

- Un Ingénieur en charge de l'activité Trajectoires Lanceurs pour traiter notamment des aspects :
 - performances,
 - visibilité,
 - sauvegarde,
 - optimisation sous contrainte,
 - suivi avant-projet.

(réf. 96/DLA/23)

- Un Ingénieur en charge du contrôle de vol lanceurs sous les aspects :
 - simulations lanceurs,
 - synthèse des algorithmes embarqués,
 - suivi de simulateur et gestion des évolutions.

(réf. 96/DLA/25)

Vous êtes ingénieur grande école avec quelques années d'expérience du domaine d'activité et de bonnes connaissances en aérodynamique, automatique, mécanique spatiale, mécanique rationnelle, mathématiques appliquées et informatique scientifique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions), sous la référence choisie, à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry - Rond Point de l'Espace - 91023 EVRY Cedex. Minitel 3615 code CNESPACE.



La filiale Moyens de Paiement d'un important groupe bancaire européen recherche un

Ingénieur sécurité

Vous prendrez en charge tous les aspects de sécurité des systèmes de protection des données bancaires relevant des projets dont vous assurerez la cohérence fonctionnelle :

- A ce titre, vous assurerez :
 - la définition des normes de sécurité nécessaires aux applications afin de préserver la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données,
 - les actions opérationnelles définies au niveau de l'Entreprise, par la fonction Risk Management,
 - le reporting auprès des instances du Groupe, en termes de couverture fonctionnelle, de coûts et de délais,
 - les relations interbancaires liées aux moyens de paiement et en rapport avec la sécurité (participation aux groupes de travail et comités sécurité interbancaires),
 - la bonne mise en œuvre de la politique sécurité.

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieur (Télécom, Supélec) et possédez une expérience réussie d'au moins 5 années comme chef de projet, dont impérativement 3 ans dans le domaine Sécurité des Données, au sein du système bancaire (sociétés de conseil spécialisées ou utilisateurs).

Vous maîtrisez obligatoirement, outre le domaine sécurité, ceux de l'analyse de risque, de la cryptographie et de la technologie de la carte à mémoire.

Une expérience de sécurité des systèmes logiques en entreprise peut constituer aussi une référence utile pour le poste.

La connaissance des réseaux et télécoms apporterait un poids certain à votre candidature. Personnalité d'un fort potentiel de conceptualisation, vous serez aussi amené à conduire des négociations techniques avec différents intervenants internes et externes au Groupe. Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 225/M à notre Conseil FINANSEARCH - 48 rue La Fayette - 75009 PARIS.



FINANSEARCH

Société dynamique, secteur Chimie, 500.MF de chiffre d'affaires, filiale de 2 groupes industriels leaders mondiaux dans leurs domaines. Nous conjugons les avantages d'une entreprise à taille humaine et un fort potentiel technique et économique.

Notre développement nous amène à rechercher pour notre département Maintenance et Travaux Neufs :

CHEF DE SERVICE

Contrôle - Régulation et Electricité

réf. 08 3125 7M

CHEF DE SERVICE

Mécanique

réf. 08 3126 7M

Ingénieurs Grandes Ecoles, vous justifiez de 5 à 8 ans d'expérience dans l'industrie chimique ou de process, ou dans le montage et démarrage d'unités de production. Une expérience en tant qu'ingénieur de fabrication, même courte, serait un plus.

Votre expertise technique, d'excellentes compétences managériales vous permettent d'assumer tous les aspects de ces postes très complets : choix technologiques, politique de maintenance, réalisation des travaux d'investissement ou d'entretien, animation d'une équipe, gestion budgétaire, etc...

Outre une rémunération motivante, nous sommes en mesure d'offrir un développement de carrière au sein de l'entreprise ou de ses maisons-mères (pour cela, vous maîtrisez l'allemand et/ou l'anglais) indicatif pour un candidat de valeur.

Les postes sont basés en Alsace, à proximité des frontières suisse et allemande.



Ecrire en précisant
la référence choisie
Discrétion absolue

ADP : tout un monde de
compétences qui réunit 7000
hommes et femmes pour
aménager, exploiter et
développer les aéroports civils
de la Région Parisienne.

Notre Direction de
l'Équipement recherche
pour ORLY un

Ressources
Humaines



Ingénieur BTP

Chef du Service Structures

Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de nos bâtiments
et ouvrages d'art, nous vous proposons le poste de
Chef du Service Structures.

- Vous serez chargé d'assurer :
 - la supervision de la conception et de la réalisation d'ouvrages de bâtiment dans le domaine de la structure (charpentes métalliques, béton armé...),
 - la prévision d'activité et la gestion économique des moyens,
 - la gestion et l'animation de votre service de 30 personnes environ.

Ingénieur BTP diplômé, spécialiste de la conception d'ouvrages de bâtiment et de génie civil, une expérience confirmée dans les domaines cités et dans l'encadrement de personnel est indispensable pour mener à bien ces missions.

La connaissance des normes nationales et internationales est obligatoire, celle en étanchéité, sismique, structures High Tech et toiles métallo-textiles sera appréciée.

De plus, vous maîtrisez l'anglais.
Merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite +
prétentions) sous la référence FC/96/596 à

AÉROPORTS DE PARIS
Service Emplois - ORLY SUD 105
94396 ORLY AÉROGARES CEDEX

NOUS PILOTONS LES AÉROPORTS

Nous sommes leader mondial sur le marché des composants
d'emballage destinés à la parfumerie, à la cosmétique et à la
pharmacie. Notre Direction des Achats recherche pour la
Normandie (100 km de Paris) une (s) :

ACHETEUR INDUSTRIEL INTERNATIONAL H/F PIECES PLASTIQUES

Missions et Responsabilités

Après une formation sur nos produits et notre système de production, vous prenez en charge les achats de composants plastiques pour nos usines françaises. Votre travail s'articule en 3 étapes : prospection des fournisseurs européens (fiabilité, performance, qualité, capacité de production), négociation des conditions et établissement des contrats, et suivi de leur exécution. Avec diplomatie et fermeté, vous gagnez la confiance de vos interlocuteurs. La reconnaissance de votre expertise vous amènera à élargir progressivement vos responsabilités au budget moulage (achats machines). Par ailleurs, vous assurez le traitement de certains dossiers stratégiques (télécoms, transports, locations...) du budget frais généraux.

Profil et Offre

A 26/28 ans, vous êtes ingénieur de formation (+ 3ème cycle de gestion ou spécialisation achats idéalement) et bénéficiez d'une expérience réussie en matière d'achats ou de coordination de projets en environnement industriel. Disponible pour des déplacements de courte durée en Europe, vous maîtrisez l'anglais parfaitement. D'une grande aisance relationnelle, vous faites preuve de qualités de discernement, d'opiniâtreté et d'initiative personnelle. Soucieux d'un reporting efficace, vous êtes déterminé à atteindre les objectifs fixés. Votre dynamisme, votre rigueur et votre esprit d'entreprise sont les garants de votre évolution au sein de notre groupe.



Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 6005
à : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc
92513 Boulogne Cedex - Fax : 01 46 05 00 34.

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

responsable développement systèmes H/F ingénieur grande école

HIGH-TECH

PARIS OUEST

Nous sommes l'un des tout-premiers groupes mondiaux de la Santé. Nos produits de diagnostic (réactifs et automates) sont appréciés pour leur qualité et leur aspect novateur. Notre recherche/développement compte plusieurs centaines de personnes aux USA et en Europe.

Nous développons de nombreux projets d'automates et de systèmes. Pour renforcer son équipe, le Directeur du Développement et de la Fabrication d'automates et systèmes crée un poste de Responsable Développement Systèmes.

Votre rôle, très complet, consistera à :

- Concevoir l'architecture du Système en termes de :
 - Définition, faisabilité, coûts, qualité,
 - Conception, fiabilité, performances,
 - Conformité ISO et plan de documentation.

Valider le système :

- Etablir le plan de tests détaillé.
- Exécuter le plan de tests avec l'équipe R/D.
- Valider en clinique. Documenter en résultats.

- Etablir le processus de suivi des problèmes-système :
 - Définir les priorités et les critères de résolution.

Vous serez en rapports étroits avec tous les services de notre groupe et encadrerez une équipe de 4 collaborateurs.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis une très solide expérience en développement de systèmes comportant l'encadrement d'une équipe de développement logiciel dans une industrie de biens d'équipement.

Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous la référence BS 45, à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69008 LYON



COGEPLAN

Informatique

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Les Services Informatiques

Informatique - Réseaux Télécommunications



Nous étions nos services techniques par l'intégration d' :
Un responsable des Services DATA

(réf. AB/16)
Ingénieur Télécom, vous disposez d'une solide expérience Réseau. Vous prenez la responsabilité du réseau et de la mise en place des Services DATA.

Ingénieurs Système - UNIX

(réf. AB/10)
Vous êtes Bac + 5, ingénieur Télécom ou équivalent et vous avez une expérience significative en développement de logiciels orientés Télécom. La connaissance des protocoles de communication du type TCP/IP... est nécessaire.

Analystes-programmeurs - UNIX

(réf. AB/11)
Vous avez pour mission le développement des projets orientés systèmes et télécom sous Unix (SCO, Open server, DE-UX...).

Bac + 4, si possible de formation Télécom, vous maîtrisez UNIX et les protocoles de communication du type TCP/IP.

Ces postes sont basés en région parisienne. Vous êtes entrepreneurs, disponibles et à la recherche d'une entreprise qui vous fera bénéficier de moyens matériels et financiers très importants. ... Tout est donc à réaliser.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à :
TRIODE - 28, rue de la République
69002 Lyon



Nous sommes la filiale française d'un groupe pharmaceutique de dimension mondiale. Dans un contexte international, et dans le cadre de la refonte de notre système d'information vers une architecture distribuée (Unix/Oracle) à base de progiciels (SAP notamment), nous créons deux postes :

Ces deux postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet et prétentions en indiquant la référence du poste choisi, à notre conseil : JSA, 10 avenue Maignon, 75008 PARIS.

Responsable de Domaine Groupware

- Vous prendrez la responsabilité des applications Groupware, de la mise en place de nouveaux outils en environnement NOTES jusqu'à la veille technologique.
- Vous participerez également à l'organisation, au choix et à la mise en place d'une gestion documentaire, notamment en ce qui concerne le dépôt électronique de dossiers AMM.
- A moyen terme, vous assurerez l'implantation et le suivi de solutions Intranet/Internet.
- Diplômé Bac + 5, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez une expérience de 3 à 5 ans dans un domaine comparable.
- Sur le plan de la personnalité, vous devrez faire preuve d'écoute et de capacités à promouvoir vos idées.

Réf. 130B

Responsable Réseaux & Sécurité

- Vous prendrez la responsabilité du réseau du groupe, de son organisation et de sa mise en oeuvre, jusqu'à la veille technologique.
- Vous assurerez également le renforcement de tous les aspects sécurité (réseaux, systèmes, virus, ...).
- Ingénieur de formation, vous maîtrisez l'anglais et possédez une expérience d'au moins 5 ans en administration réseaux en environnement TCP/IP, Novell, Frame Relay, ISDN...
- Une double connaissance des systèmes Unix et VMS serait appréciée.

Réf. 130C

Importante entreprise du secteur tertiaire engagée dans la mise en oeuvre de son nouveau système d'information recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Vous piloterez l'évolution de l'exploitation (IBM MVS) vers l'administration des environnements client/serveur (caractéristiques : Unix, Oracle, Netware, Windows) en adoptant les structures, outils, procédures.

Interlocuteur des Directions internes, vous serez le garant de la qualité de service en matière d'équipement et d'assistance aux utilisateurs.

A 35 ans environ, un diplôme d'ingénieur, une solide expérience en tant que responsable d'exploitation (dans un environnement MVS et Unix) vous ont permis de développer des connaissances techniques, des qualités de manager et de fédérateur.

Votre réussite dans ce poste dépendra de votre aptitude à conduire, avec vos collaborateurs responsables d'équipes (100 personnes), une démarche de fort changement qui implique également rigueur et capacité d'anticipation dans la gestion de projet.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous réf. B7 01 03, à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY FAVEREAU CONSULTANTS.

52, RUE DE LA FÉDÉRATION - 75015 PARIS



La Division TERTIAIRE du Groupe CAP GEMINI intervient en particulier dans les secteurs suivants : Distribution, Transport, Tourisme, Audiovisuel/Media, Santé/Social. Le développement de nos activités de conseil nous amène à créer plusieurs postes, sur PARIS-REP (basés à la Défense) ou sur les régions NORD et EST :

CONSULTANTS CONFIRMÉS Systèmes d'information

Vous intervenez en conseil, assistance, avant-vente ou dans le cadre de grands projets. Interlocuteur privilégié du client (Directions utilisatrices et Direction Informatique), vous comprenez le métier et les enjeux de l'entreprise : stratégie, organisation, objectifs... et en organisez les impacts sur l'évolution du système d'information. Vous réalisez des missions à forte valeur ajoutée : diagnostic d'organisation, audit de systèmes d'information, schémas directeurs, conception d'architectures, assistance à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre... vous développez vous-même votre activité en fidélisant vos clients et en détectant les projets de demain.

Agé de 30 à 45 ans et diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience acquise en cabinet de conseil, en SSI ou au sein d'une grande entreprise. Vous avez déjà une expérience du conseil (niveau Senior ou Manager) ou avez été amené à intervenir dans un rôle de maître d'œuvre ou de maître d'ouvrage de systèmes d'information (méthodes de conception, architecture, gestion de projet...). La connaissance d'un métier client (dans le secteur tertiaire) et/ou d'un grand domaine fonctionnel (gestion commerciale, logistique, GRH, finance-comptabilité...) serait un plus apprécié.

Ces postes sont fortement évolutifs, dans un environnement pluridisciplinaire de très haut niveau. Pour un premier entretien, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) en précisant la région souhaitée à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.5049/LM portée sur lettre et enveloppe *



Nous sommes le 1^{er} Producteur Exportateur Européen de Volailles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs et nous recherchons un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au sein du service Informatique Industrielle du Groupe, vous assurez le suivi des logiciels et du matériel de l'ensemble de nos filiales. A terme, vous serez responsable de la conception et/ou de la réalisation d'applications.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez une solide expérience de 2 à 3 ans en Informatique Industrielle (langage C, Unix, Ethernet, ...) et si possible dans l'agro-alimentaire, de bonnes connaissances en automatisation et en connexions et interfaces vers des périphériques industriels.

Le poste est basé en Bretagne et nécessite des déplacements dans nos usines (Bretagne Centre et Nord).

Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/01 à SCORE

BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.



SETICS - Société de Conseil en Télécommunication et Téléinformatique

recherche : INGENIEURS

- Formation grande école ou équivalent
- Maîtrise des techniques réseaux de télécommunications
- Actuellement Chef de Projet • 3 ans d'expérience et plus
- Capacité rédactionnelle (analyse, formalisation) • Approche Système
- Compétences en management de projet • Qualité de contact et d'organisation.

Capable d'assumer :

- Travaux d'analyse et d'expertise technique
- Responsabilités sur de grands projets

Envoyer Curriculum Vitae : SETICS - 194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS

Formation Professionnelle



l'Ecole des métiers de l'information

CFI, l'Ecole des métiers de l'information
première édition internationale
231, rue de Belleville
75019 Paris
01 44 52 17 17

Acquérir les techniques et les usages d'un nouveau métier
• Elargir ses compétences aux nouvelles technologies

Des filières professionnalisantes :
• Rédaction, réalisation multimédia
• Journalisme de l'audiovisuel • Séminaire de la presse
• Rédaction journalistique • Séminaire de la presse
• Journalisme de l'audiovisuel • Séminaire de la presse

JEUNES DIPLOMES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Intégrez une entreprise par une mission professionnelle de 3 mois

Formation gratuite et rémunérée de Recherche Intensive d'emploi.
Demandeurs d'emploi + 1 an ANPE (+26 ans)
Résident Paris uniquement

CREFAC : 01.48.46.51.99

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires, contactez Michèle FERNANDEZ au
01 44 43 76 17 - (Fax : 01 44 43 77 32)

051 7 15 47

صحننا من الامل

Informatique - Réseaux Télécommunications



UFB Localbail, filiale de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans les services financiers aux entreprises, vous propose de rejoindre sa direction informatique.

Basé à Rueil-Malmaison, vous serez intégré à une équipe chargée de développer des applications financières liées à l'activité d'UFB Localbail et de ses filiales européennes (Affacturage, crédit, crédit-bail, location-financière, gestion financière de réseaux).

Analystes Développeurs

Formation Ingénieur ou Miage
Débutant ou 1^{re} expérience

Dans un environnement grande systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, AGC), vous prendrez en charge des projets d'informatique de gestion depuis l'analyse des besoins des utilisateurs jusqu'à la réalisation.

De formation ingénieur ou miage, vous êtes débutant ou possédez une première expérience d'un à deux ans acquise dans le domaine du développement et souhaitez appliquer vos compétences au domaine des finances.

Adressez votre candidature sous référence 8022 à Anne Vaugier - Recrutement Compagnie Bancaire - 8 avenue Kleber 75116 PARIS ou retrouvez-nous sur Internet www.cb.banque.fr



COMPAGNIE BANCAIRE

Pour accompagner sa croissance, OXARA, société de services de 30 ingénieurs, spécialisée dans les réseaux et les télécommunications, recherche des :

d'étude réseaux H/F

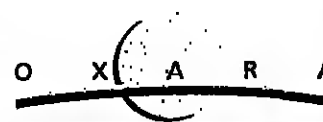
Vous évoluerez dans un contexte technologique de haut niveau où vous assurerez des missions d'étude et d'audit sur de grands projets d'ingénierie de systèmes télécoms.

Architecte réseaux ou chef de projets, vous serez également l'interlocuteur privilégié de nos clients : opérateurs, grandes entreprises des secteurs bancaire, assurance, administrations.

Vous possédez une parfaite connaissance des technologies télécoms dans l'un des domaines suivants :

- Réseaux hauts débits (ATM, SDH)
- Réseaux locaux (IPX, TCP/IP)
- Gestion de réseaux (SNMP, CMIS/CMIP)
- Sécurité (firewall)
- Interconnexion de réseaux (Routeurs IP, Relais de trame, ATM, Internet)
- Multiplexage voix/données/images.

Si vous êtes ingénieurs ou de formation universitaire de 3 à 4 ans d'expérience minimum, écrivez à OXARA s/réf. OXA/97/01 ou 83/87 avenue d'Italie - 75013 PARIS (caroline.fedirko@oxara.cesmo.fr)



Passionné des systèmes d'information, adepte des solutions nouvelles, 15 idées seconde.

Il y a un moment où Andersen Consulting s'impose...

Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 42 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années, notamment au niveau de nos activités liées aux systèmes d'information, nous amène à recruter de nouveaux collaborateurs.

ANDERSEN CONSULTING

Consultants juniors en systèmes d'information

De la conception à la réalisation, vous intervenirez sur des projets informatiques dans des environnements à forte dominante technologique. Ces missions assurées auprès de clients de premier plan allieront stratégie informatique et mise en place de solutions nouvelles.

Diplômé(e) d'une école supérieure d'ingénieurs, de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, le monde des systèmes d'information et la perspective d'intégrer un cabinet en pleine expansion vous attirent. Ingénieurs, rigoureux, passionnés par le travail en équipe, vous bénéficiez en outre d'excellentes qualités de communication et d'écoute. Avec ou sans connaissance informatique particulière, vous êtes conscient que le conseil en systèmes d'information exige d'acquies vos compétences et souhaitez dans un premier temps développer votre expertise technique. Totalement mobile, vous voulez donner une orientation internationale à votre carrière et possédez un très bon niveau d'anglais (l'allemand serait également apprécié).

En nous rejoignant, vous bénéficierez de formations personnalisées en France et à l'étranger (notamment dans notre université de Saint-Charles près de Chicago). Vous travaillerez au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant qui ouvre de réelles perspectives d'évolution liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité. A terme, des responsabilités en management et gestion de projet seront possibles.

Nous vous remercions d'adresser sous référence JUN/M/1 votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à Sophie Audiat, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75 579 Paris Cedex 08.

Vivez juste, voyez loin et vivez fort. Andersen Consulting vous offre les projets de vos ambitions.

<http://www.ac.com>

QU'OLERT L'INFORMATIQUE SI ELLE NE RAPPROCHE PAS LES HOMMES ?

Consultants progiciels intégrés

Au sein du groupe Steria (2 400 collaborateurs, 11 implantations en France, 5 à l'étranger, 1 200 MF de CA), la branche Ingénierie et Télécom et la région Sud-Ouest poursuivent le développement de leur pôle conseil en intégrant une équipe de consultants enthousiastes, dotés d'une bonne adaptabilité et d'un sens de l'initiative.

- Consultants seniors SAP R/3**
Maîtrisant parfaitement les grandes fonctions de l'entreprise, le conseil et le progiciel SAP.
- Consultants JD EDWARDS**
Débutants ou expérimentés, vous serez amenés à intervenir sur le nouveau produit ONE WORLD.
- Consultants CA-MANMAN/X (CA-MK ENTREPRISE) - TRITON/BAAN4**
Pour des missions de support avant vente et déploiement de projets.
- Consultants MAXIMO**
Maîtrisant le domaine fonctionnel de la GMAO. Mobilité indispensable, la maîtrise de la langue anglaise serait un plus. Merci d'adresser votre candidature sous la référence SIT/LM/0197 à Steria, 12 rue Paul-Dauter, BP 58, 78140 Vélizy Cedex.



VALORIS GROUPE

Leader sur le marché du Décisionnel, VALORIS Groupe est spécialisé dans les nouvelles technologies de l'information : DATA WAREHOUSE, DATA MINING, CALL CENTER, INTERNET, GROUPEWARE, OBJET... Ses 250 collaborateurs ont généré 145 MF de CA en 96 et assurent 30% de croissance par an. Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion :

DES MANAGERS DE PROJETS réf. 97 133A

Votre mission est double :

- Piloter en pleine autonomie des projets d'envergure en vous inscrivant dans les métiers et les enjeux de nos clients.
 - Contribuer à l'évolution et à la promotion de l'offre du Groupe.
- Votre formation d'ingénieur et votre expérience de plusieurs années dans la conduite de projets vous permettent de prendre des responsabilités importantes au sein d'une équipe professionnelle et réactive.

LE RESPONSABLE DU CENTRE DE FORMATION réf. 97 133B

Vous prenez la responsabilité d'un centre de profit pour :

- Elaborer l'offre de formation de VALORIS,
 - Développer le chiffre d'affaires,
 - Animer les équipes de formateurs et d'experts.
- Vous avez 40/45 ans et plus de 10 ans d'expérience dans l'élaboration et la vente de plans de formation technologique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo, sous la référence choisie à Brigitte CHUQUET TEMPSd'ore - 6, rue de Saint-Petersbourg 75008 PARIS.



Le projet

- D'orientation
- D'orientation

Le projet est un processus complexe qui nécessite une planification rigoureuse. Il implique la coordination de ressources humaines, matérielles et financières. Le succès d'un projet dépend de la capacité à anticiper les risques et à adapter le plan d'action en fonction des évolutions du contexte.

Le din

Le dîner est un moment privilégié pour échanger et partager. Il permet de renforcer les liens entre les membres d'une équipe ou d'une organisation. Le choix du lieu et du menu est important pour assurer le succès de ce moment.

La troika an

La troïka est une formation militaire qui consiste à avancer en ligne. Elle est utilisée pour démontrer la puissance et la coordination d'une unité. Cette formation est souvent représentée dans les cérémonies officielles.